

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

**N°384**

**MARS 2017**

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
des Ministères français des Affaires étrangères  
et de la Culture*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Maquette et mise en page : Şerefettin  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **ROJAVA : LA TURQUIE EN ÉCHEC ANNONCE LA FIN DE SON OPÉRATION**
- **RELATIONS INTER-KURDES : AFFRONTEMENTS ARMÉS AU SINDJAR, TENSIONS AU ROJAVA**
- **IRAK : ENLISEMENT À MOSSOUL-OUEST, TENSIONS À KIRKOUK**
- **TURQUIE : ISOLEMENT CROISSANT DU PAYS AVANT UN RÉFÉRENDUM ANTIDÉMOCRATIQUE**

---

## ROJAVA: LA TURQUIE EN ÉCHEC ANNONCE LA FIN DE SON OPÉRATION

**L'**impasse diplomatique se poursuit en Syrie, toujours champ d'affrontement des puissances mondiales et régionales: le 1<sup>er</sup> mars, la Russie et la Chine ont mis leur veto à la proposition de sanctions ciblées contre le régime déposée par les Occidentaux après qu'un rapport de l'ONU et de l'OIAC (Organisation pour l'interdiction des armes chimiques) ait imputé au gouvernement syrien trois attaques au chlore. La Russie a mis en cause ces conclusions, tandis que le régime niait toute responsabilité. Le 3, l'armée du régime a pour la seconde fois repris Palmyre à Daech. Puis à

Damas le samedi 11, une double attaque suicide revendiquée par *Ahrar al-Sham* (ancienne branche syrienne d'al-Qaïda) a fait 76 morts, et mercredi 15 une autre 31 morts supplémentaires. Dans les quartiers périphériques de la capitale syrienne, Djubar et al-Qaboun, de violents affrontements ont opposé armée syrienne et rebelles entre le 19 et le 21.

Autre tension persistante, celle entre Turquie et États-Unis à propos du PYD: pour les Américains, le parti kurde de Syrie, composante principale des Forces démocratiques syriennes (FDS), est leur meilleur allié contre Daech, mais

pour les Turcs c'est une émanation du PKK, donc un «groupe terroriste» comme celui-ci, et le président Erdoğan est obsédé par sa destruction. Le 1<sup>er</sup>, le journal *Yeni Safak*, proche du gouvernement turc, a indiqué que la Turquie pourrait interdire l'usage de la base aérienne d'Incirlik aux États-Unis s'ils poursuivent leur coopération avec le PYD pour l'offensive contre Daech à Raqqa. Vu l'importance de cette base, qui met la Syrie à portée des bombardiers de la coalition, le Pentagone a joué sur deux tableaux: tout en tentant de rassurer son allié turc en déclarant que l'offensive finale ferait place aux Arabes des FDS, il a aussi joué la

dissuasion en renforçant les FDS de plusieurs centaines de *Marines* accompagnant une batterie d'artillerie (obusiers légers M777 de 155 mm) de 30 km de portée. Pendant ce temps, les FDS ont poursuivi leur avance, prenant le 26 l'aéroport militaire de Tabqa, près du barrage sur l'Euphrate, à 45 km à l'Ouest de Raqqa. La prise de cet aéroport pourrait rendre la coalition moins dépendante d'Incirlik, car il pourrait servir de base rapprochée et de point d'arrivée de troupes et de matériel. Le même jour, les FDS ont annoncé n'être plus qu'à 10 km de Raqqa. Le Pentagone a aussi annoncé qu'il allait déployer d'autres forces au sol pour tenir la région une fois Raqqa reprise et jusqu'à ce qu'elle soit transférée à une administration locale. Le lendemain, Salih Muslim, co-président du PYD, a déclaré qu'après la prise de Raqqa, ses habitants pourraient décider s'ils désiraient rejoindre le système décentralisé «confédéral-démocratique» du Rojava. Le 13, Ewwas Eli, responsable des relations internationales du PYD à Kobanê, a déclaré à son tour qu'il était question d'établir une «administration autonome démocratique» à Manbij, avec un Conseil local principalement composé d'Arabes, de Kurdes et de Turkmènes. Ce serait répéter avec une ville autrement importante la situation de Tell Abyad, et surtout celle de Manbij, tenue depuis sa reprise par un Conseil militaire affilié aux FDS – ce qui exaspère la Turquie.

Après la difficile prise d'al-Bab par ses troupes fin mars, le Président Erdoğan avait déclaré que l'objectif suivant serait Manbij, de par sa position verrou stratégique entre la Turquie et Raqqa, mais aussi point de passage possible du Rojava vers Alep et la côte. Les militaires turcs ont le 1er mars affronté les YPG à l'est d'al-Bab, prenant deux villages et menaçant Manbij. Pour éviter un conflit direct, le Conseil militaire de la

ville a choisi l'alliance objective avec l'armée syrienne en indiquant le 2 avoir conclu par l'intermédiaire de la Russie un accord avec le gouvernement syrien aux termes duquel il allait céder certains villages situés entre Manbij et al-Bab aux gardes-frontière du régime de Damas... C'est que, pour la première fois depuis le début de la guerre civile, l'armée de Damas se trouve au contact du Rojava. Certains responsables kurdes ont même déclaré que l'ouverture d'un corridor entre les régions tenues par le régime – façade côtière et Alep – et le Rojava pourrait avoir un impact économique positif, les deux régions étant économiquement complémentaires: le Rojava est riche au niveau agricole et pétrolier, les zones du régime plus développées industriellement. Mais à court terme, l'intérêt demeure surtout militaire: le 3, Sergueï Rudskoï, chef du Département des opérations principales de l'état-major russe, a déclaré que des troupes syriennes avaient été déployées dans les zones tenues par les FDS au sud-ouest de la ville de Manbij. Cependant des combats se sont poursuivis entre rebelles soutenus par les Turcs et YPG près de Manbij, et les YPG ont repoussé vendredi une attaque turque près d'Afrîn. Le 5, le Conseil militaire de Manbij a déclaré que la ville et les zones rurales l'entourant étaient sous la protection de la coalition dirigée par les États-Unis, qui y avaient accru leur présence militaire, et a démenti tout transfert de territoire au gouvernement de Damas: «L'accord conclu entre la Russie et nous, le Conseil militaire de Manbij, ne comprend que la ligne frontière entre la région d'Arma et [l'opération turque de] *Bouclier de l'Euphrate*», a déclaré le Commandement général du Conseil militaire de Manbij (*ARA News*). Le 6, le Pentagone a annoncé avoir renforcé ses troupes à Manbij, pour «jouer un rôle de dissuasion», tandis que le Conseil

militaire de la ville indiquait avoir remis une dizaine de villages aux soldats syriens. Le directeur de l'Observatoire Syrien des droits de l'homme (OSDH), Rami Abdel Rahman, a parlé d'opération «fictive», les combattants de Manbij ayant simplement hissé le drapeau syrien... Toutes ces annonces contradictoires (dont celle de l'annonce par les YPG de l'installation par les Russes d'une base militaire au Rojava, ensuite démentie par ceux-ci) visent très certainement à complexifier pour les militaires turcs l'évaluation des risques encourus s'ils avancent encore. Il y aurait d'ailleurs eu des accrochages le 8 entre rebelles et militaires turcs les soutenant et gardes-frontières syriens près de villages récemment quittés par les FDS...

Les militaires turcs ont aussi effectué des tirs d'artillerie sur les FDS: le 13, dans le nord d'Alep, déclarant riposter à une attaque contre des rebelles qu'ils soutiennent, et le 22, dans la région d'Afrin, selon eux des représailles après la mort d'un soldat turc tué par un tir de sniper venu du Rojava, pour lequel le chargé d'affaires russes à Ankara a d'ailleurs été convoqué: les Russes sont dans cette zone garants du cessez-le-feu...

Après que Manbij se soit ainsi retrouvée durant la première quinzaine moitié du mois au point focal des tensions entre Turquie, Russie et États-Unis, la seconde quinzaine de mars a surtout été marquée par un renforcement des FDS et de leurs soutiens. Le 18, un officiel du Département de la défense américain a déclaré à l'AFP sous condition d'anonymat que le Pentagone allait envoyer au Rojava 1.000 soldats supplémentaires en appui, avec peut-être des batteries d'artillerie supplémentaire et des lanceurs de roquettes HIMARS. Le 20, la Russie a envoyé un rappel à l'ordre à la Turquie, lui enjoignant de cesser l'avance de ses troupes engagées dans l'opéra-

tion *Bouclier de l'Euphrate* et a déployé des troupes dans la région d'Afrin, y interdisant de fait toute avance turque. Le 21, le porte-parole des YPG, Redur Xelil, a déclaré à *Reuters* que leur nombre allait passer à plus de 100.000 d'ici fin 2017. Le 22, les FDS ont annoncé l'arrivée de militaires américains devant être déployés à l'Ouest de Raqqa en préparation de l'assaut sur Tabqa. L'administration Trump, loin de céder aux demandes turques, a plutôt amplifié son soutien aux FDS, et des militaires américains se sont même déployés à Manbij, protégés par leur drapeau...

Confronté à cette situation défavorable, le Premier ministre turc Binali Yıldırım a annoncé mercredi 29 que la Turquie mettait fin à l'opération «Bouclier de l'Euphrate», qualifiée de «victo-

rieuse», tout en suggérant que d'autres opérations transfrontalières pourraient être déclenchées sous d'autres noms. En fait de «victoire», la Turquie semble avoir conclu que toute avance supplémentaire était à présent impossible face aux Russes, aux Syriens et aux Américains, et que puisque ces derniers ne voulaient décidément pas intégrer les Turcs dans leur opération sur Raqqa, il valait mieux abandonner... pour l'instant.

Concernant les négociations internationales en cours, la Russie a continué à soutenir la participation des Kurdes du PYD aux discussions de Genève, tentant de discuter ce point avec la Turquie, tout en prônant des négociations pour rapprocher les points de vue entre PYD et CNK. Mais de toute manière, les discussions, qu'il s'agisse de celles de Genève ou d'Astana, qui

se tenaient en parallèle et se concentraient sur les questions humanitaires, n'ont guère progressé... L'opposition avait d'abord annoncé le 13 qu'elle les boycotterait en raison de la poursuite des frappes aériennes russes sur des civils dans les zones tenues par les rebelles – et aussi parce que l'armée syrienne ne respectait pas le cessez-le-feu, ont fini par annoncer leur participation. Mais en fin de mois, le chef de délégation de l'opposition, Nasr al-Hariri, s'est plaint que le régime ait refusé de discuter de la transition politique... De son côté, le CNK a sévèrement critiqué le texte préparatoire soumis par Staffan de Mistura, qui ne mentionne ni la question kurde ni les droits des Kurdes en Syrie, ni même l'existence d'une diversité ethnique dans le pays – se limitant à parler de «diversité culturelle»!

---

## RELATIONS INTER-KURDES: AFFRONTEMENTS ARMÉS AU SINDJAR, TENSIONS AU ROJAVA

**L**es tensions latentes depuis de nombreux mois entre le Gouvernement régional du Kurdistan d'Irak (GRK) et l'administration du Kurdistan de Syrie (*Rojava*), dominée par le PYD, un parti appartenant à la mouvance du PKK, ont débouché le 3 mars sur des affrontements armés, vite arrêtés. C'est au Sindjar, région d'Irak majoritairement kurde yézidie et contestée entre Bagdad et Erbil, située stratégiquement à la frontière Irako-Syrienne, que ceux-ci ont eu lieu, opposant pechmergas kurdes syriens («Peshmegas du Rojava») de la «Force Roj» et «Unités de résistance du Sindjar» (YBŞ, *Yekîneyên Berxwedana Şengalê*). Les YBŞ, affiliées au PKK, sont proches du Parti (kurde syrien) de l'unité démocratique (PYD, *Partiya Yekîtiya Demokrat*) alors que les «Pechmegas Roj», intégrés formellement aux pechmergas du PDK et entraînés par les Zerevanî (police militaire du PDK), sont affiliées à

son rival, le Conseil national kurde de Syrie (CNK ou ENKS).

Selon des médias locaux, les affrontements ont commencé vendredi 3 mars vers 7 h du matin près du village de Kana Sor, après que la Force Roj ait déployé la veille un nouveau régiment côté irakien à la frontière avec le Rojava, dans le district de Sinune, où se trouvaient des combattants des YBŞ. Les Roj ont tenté de prendre position sur une route reliant YBŞ et combattants PKK côté syrien, et les YBŞ leur ont refusé le passage. Selon la chaîne kurde *Rûdaw*, 7 combattants des YBŞ ont été tués. Chaque camp a accusé l'autre d'être responsable du démarrage des tirs. Les affrontements se sont cependant arrêtés rapidement, et deux camps sont entrés en discussion pour «normaliser la situation».

Ces combats ont envoyé une onde de choc dans toute la région. Dès le

lendemain, Kosrat Rasul, dirigeant de l'UPK et vice-président de la Région du Kurdistan a appelé comme de nombreux autres leaders politiques kurdes à mettre fin aux tensions entre Roj et YBŞ au Sindjar et a prévenu contre une nouvelle *birakûjî* (guerre fratricide), tandis qu'à Erbil était organisée une manifestation pour protester contre ces affrontements, dont 30 participants étaient arrêtés par les *Asayish* (Sécurité), incluant un journaliste de *Roj News*, Siware Mahmoud. Le 5, la présidence de la Région du Kurdistan a déclaré avoir donné des ordres pour «ramener la situation sous contrôle», rappelant que «seul le GRK est habilité à gérer les territoires de la Région du Kurdistan» et qu'«aucun parti ne peut empêcher les mouvements des pechmegas». Le 6, le GRK a annoncé qu'il allait augmenter le nombre des Roj à 10.000. Le même jour, un porte-parole du PKK a déclaré que les combattants se trouvant au Sindjar étaient ceux qui avaient combattu

Daech depuis le début, et qu'il n'était pas question qu'ils se retirent «avant que les résidents puissent se protéger eux-mêmes» ; il a au contraire demandé le retrait des *Roj* au déploiement desquels «les Yézidis sont opposés», une demande réitérée le 13 depuis Qandil par le co-président du KCK, Cemil Bayik. En réponse, le GRK s'est rapproché d'autres forces yézidiennes, comme les *Ezidkhan* de Haider Shesho, avec lequel les relations avaient parfois été tendues, dont l'intégration aux pechmergas du GRK a commencé le même jour. Le 14, le Premier ministre du GRK, Nechirvan Bazarni, après une rencontre à Dohouk avec les leaders de la communauté yézidie, dont le «Prince» (*Mir*) Tahsin Beg, a déclaré qu'il attendait des membres du PKK qu'ils agissent «de manière raisonnable» et quittent le Sindjar, leur présence «empêchant la reconstruction de la zone». De nouvelles violences ont éclaté le même jour au Sindjar, lorsque la police du PDK a tiré sur des manifestants tentant de gagner les lignes des *Roj* pour protester contre leur présence, tuant une femme et faisant 15 blessés, dont 2 journalistes. Le lendemain, le PDK a déployé une centaine de pechmergas supplémentaires autour de la région de Qandil, tenue par le PKK. Les tensions ont encore augmenté lorsque le bilan des affrontements s'est alourdi avec le décès le 23 dans un hôpital d'Hassaké au Rojava d'une journaliste kurde blessée le 3, Tuba Akyılmaz (de son nom de plume Nujyan Erhan).

De nombreuses inquiétudes se sont exprimées après les combats. S'inquiétant de l'usage des fusils d'assaut qu'elle avait fournis au GRK pour combattre Daech, reconus sur des vidéos des «Roj», l'Allemagne fédérale a demandé le 9 au GRK de ne pas s'en servir dans des affrontements intra-kurdes, et a réitéré sa préoccupation le 30 dans une réunion avec le président du Parlement kurde en visite, Yusuf Mohammed Sadiq. Plusieurs partis politiques kurdes, dont *Gorran* et les partis islamistes, ont qualifié la situation de dangereuse et appelé à la négociation pour éviter la guerre civile. Le 19, le porte-parole du HDP de Turquie, Osman Baydemir, a appelé sur la chaîne kurde *NRT* les parties en présence au Sindjar à mettre un terme aux tensions dans le district. C'est que ces tensions intra-kurdes reflètent des tensions régionales: l'agence *Roj News*, proche du PKK, a annoncé le 17 que le chef des services de renseignements turcs (MIT), Hakan Fidan, avait rencontré des responsables du PDK à Dohouk et à Sindjar, et le 20, l'agence turque *Anatolie* a annoncé que les partis turkmènes d'Irak avaient demandé le retrait immédiat du PKK du Sindjar et de la région de Mossoul... Le 19, l'organisation des défense des droits de l'homme *Human Rights Watch* (HRW) a dans un communiqué à *ARA News*, appelé chacune des deux administrations kurdes, celle du PYD au Rojava et celle du Kurdistan d'Irak, à libérer les prisonniers arrêtés de façon arbitraire après les affrontements. Ceux-ci

ont en effet fait monter la tension entre les deux camps dans chacune des deux régions kurdes. Le 3, jour même des affrontements, le KNC a accusé un groupe de jeunes kurdes, *Ciwanên Şoreşger*, d'avoir mis le feu au bureau de Qamishlo du parti *Yekiti*, membre du CNK, dont un autre bureau a aussi été incendié à Dresye, dans la province d'Hassaké. Les *Asayish* du Rojava ont annoncé avoir arrêté deux suspects et déclaré qu'ils protégeraient les locaux du KNC, mais le 9, des jeunes pro-PYD ont attaqué le Parti de l'union démocratique progressiste à Derbasiye, et le 13, selon un responsable du parti *Yekiti* à Qamishlo, plus de 40 partisans du KNC ont été arrêtés au Rojava. Le KNC a aussi accusé des partisans du PYD d'avoir brûlé son bureau à Amoude. Le 16, les autorités du PYD ont fermé les bureaux de l'ENKS à Qamishlo, arguant que le comité, qui regroupe une douzaine de partis, n'avait pas obtenu l'autorisation de fonctionner. La loi réclamant une autorisation, établie en 2014, n'avait jusque là pas été appliquée... Le 27, le responsable des relations internationales du Canton de Cezire au Rojava, Abdulkarim Omer, a accusé sur *ARA News* le GRK de placer la région kurde de Syrie sous embargo à la demande de la Turquie, en empêchant diplomates et journalistes occidentaux souhaitant couvrir l'opération sur Raqqa d'entrer au Rojava et inversement les responsables du Rojava d'entrer au *Bashur* (Région du GRK).

## IRAK :

### ENLISEMENT IRAKIEN À MOSSOUL-OUEST, TENSIONS À KIRKOUK

**L**es Irakiens ont poursuivi en début de mois leurs opérations dans Mossoul Ouest. Les pechmergas, ayant accompli leur part, n'y participent plus, même s'ils contribuent toujours par le nord à l'encercllement de Daech. Les médias mentionnent peu les civils

pris dans les combats, mais il est à craindre que l'on ne découvre ensuite qu'il y a eu de nombreuses victimes... En cinq mois 255.000 personnes ont déjà été déplacées, dont plus de 100.000 depuis le lancement de l'attaque sur Mossoul-ouest le 19 février, mais on pense qu'il y a encore 600.000 habitants

pris au piège dans les zones de combat. Le 1<sup>er</sup> mars, la 9<sup>e</sup> division blindée irakienne a annoncé avoir pris position à 1 km de la «Porte de Syrie», isolant ainsi totalement la ville et interdisant aux djihadistes toute fuite vers Tell Afar, qu'ils tiennent 60 km à l'ouest. Le 3, un officier a annoncé le «nettoyage» en

cours du quartier de Wadi Hajar, au Nord-Ouest de l'aéroport international. Le 7, les troupes irakiennes, après avoir progressé le long du Tigre depuis le pont al-Hurriya, pris la veille, ont emporté le très symbolique siège de la province de Mossoul («Ninawa») et le musée archéologique, pillé par les djihadistes en 2014. Selon des sources américaines datées du 8, l'analyse des communications internes à Daech révélerait qu'Abou Bakr al-Baghdadi aurait quitté Mossoul pour se cacher dans des villages du désert irakien, changeant sans cesse de position. Le 13, un commandant des forces anti-terroristes annonçait que plus du tiers des quartiers ouest de la ville avaient été repris. La gare était prise le 14, mais les troupes irakiennes continuaient à progresser très lentement dans la vieille ville face aux snipers et aux mortiers de Daech. Le 15, les combats se sont rapprochés de la mosquée Al-Nouri de la vieille ville – là où Baghdadi s'était proclamé «calife» – et près du Pont de fer, qui relie la vieille ville à Mossoul-Est, pris le 15. A cette date, les forces gouvernementales tenaient 3 des 5 ponts de la ville. Le 18, des milliers de civils ont fui la ville alors que les combats approchaient de la vieille ville. Le 22, Daech a bombardé des quartiers récemment repris par l'armée irakienne, tuant au moins 5 civils et en blessant 20 autres, tandis que les combats se poursuivaient autour de la Mosquée Al-Nouri. Le 24, les Irakiens ont ralenti, puis stoppé leurs opérations pour éviter les pertes civiles, et ont annoncé qu'à partir de maintenant ils éviteraient les frappes aériennes: l'une d'elles avait fait des dizaines de morts et de blessés dans le district d'al-Djadidah après que des immeubles bombardés se soient effondrés – peut-être après l'explosion d'un véhicule piégé. Le 25, le Ministre des migrations et des personnes déplacées a déclaré que la bataille avait fait plus de 200.000 déplacés. Selon le GRK, les 4 camps installés au Kurdistan pour les rece-

voir sont pleins. Le 29, les combats se poursuivaient près de la mosquée Al-Nouri.

Les regards se sont aussi tournés ce mois-ci vers Kirkouk, ville et province revendiquées à la fois par les Kurdes et le gouvernement central, où différents événements ont été sources de tensions dans tout le pays: d'une part, l'UPK, parti kurde dominant à Kirkouk, mécontente de l'accord pétrolier négocié sans elle entre Bagdad et Erbil, a pris un temps le contrôle des installations pétrolières de la ville, d'autre part, la décision du Conseil provincial de faire hisser le drapeau kurde à côté du drapeau irakien devant les bâtiments officiels a suscité la controverse en Irak et au-delà...

Le 2 mars à 15 km à l'ouest de Kirkouk, des forces de l'UPK ont pris le contrôle des installations de la *North Oil Company*, qui dépend de Bagdad, menaçant d'interrompre l'exportation du pétrole de Kirkouk vers le port turc de Ceyhan si le gouvernement central n'accédait pas à leur revendication de la construction d'une raffinerie locale. Aso Mamand, membre du Bureau politique de l'UPK, a déclaré qu'il n'était «pas juste que le pétrole de Kirkouk soit envoyé [pour être traité] dans d'autres provinces alors que celle-ci connaît une crise», accusant aussi le Gouvernement régional du Kurdistan, dominé par le PDK, d'«exploiter les habitants de Kirkouk». Safîn Dîzayî (PDK), porte-parole du GRK, a déclaré le 4 que cette prise de contrôle était «une action irresponsable». Le 8, le dirigeant UPK Kosrat Rassoul a annoncé que son parti était arrivé à un accord avec le gouvernement de Bagdad: celui-ci accroîtra la capacité de la raffinerie de Kirkouk de 10.000 barils par jour, la faisant ainsi passer à 50.000 d'ici la fin de l'année. Une première unité neuve de 10.000 avait déjà été mise en service fin février. L'essence produite à Kirkouk fournira les régions tenues par l'UPK. Le pétrole de Kirkouk,

déjà disputé entre Erbil et Bagdad, semble aussi susciter des tensions intra-kurdes...

Le 12, après une visite à Kirkouk de Massoud Barzani et de plusieurs dirigeants du PDK, des pechmegas de ce parti ont été déployés près de la ville ainsi qu'à Dibaga, dans le district de Makhmour. Bien que la Sécurité kurde de la province ait arrêté encore récemment des membres suspectés de Daech, ce déploiement semble plutôt suivre les récents affrontements avec le PKK au Sindjar: selon l'agence de presse ANF, proche de ce parti, des pechmegas du PDK ont été positionnés près du camp de réfugiés de Makhmour, où se trouvent de nombreux réfugiés du PKK.

Cependant, s'il a été beaucoup question de Kirkouk ce mois-ci dans les médias, c'est plutôt en raison des deux décisions prises le 16 par le gouverneur de la province, Nejmeddin Karim: la première, s'appuyant sur l'article 4 de la Constitution irakienne, qui autorise chaque province à décider de ses langues officielles, impose l'usage de la langue kurde à côté de l'arabe dans toutes les publications officielles de la province. La seconde spécifie que le drapeau kurde flottera à côté du drapeau irakien devant les bâtiments officiels de la province. Cette dernière décision a provoqué de nombreuses réactions: le 18, le bloc arabe des *Al-Mustaqillun* (Indépendants) au Parlement de Bagdad l'a critiquée, le 19, le ministre des Affaires étrangères turc, la qualifiant d'unilatérale, a estimé qu'elle «risquait de nuire aux efforts pour construire stabilité et consensus en Irak», le 21, la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Irak (UNAMI) a publié une déclaration exprimant sa «préoccupation» et déclarant que selon la constitution irakienne, seul le drapeau irakien devait flotter dans une province administrée par le gouvernement central... C'est pour la fête de Newrouz le 21 que le drapeau

kurde a été pour la première fois officiellement hissé à côté du drapeau irakien sur la citadelle de Kirkouk. Le 28, lors d'une séance boycottée par une partie des représentants arabes et turkmènes, le Conseil provincial a approuvé la décision du gouverneur par 26 voix sur 40. Le lendemain, les Turkmènes ont défilé dans la ville en protestation, et le Vice-président irakien Osama Al-Nujaifi, a parlé de «violation de l'unité nationale»...

Depuis l'irruption de Daech dans le nord de l'Irak et le désastre qui s'en est suivi pour les minorités de la région, la question de la sécurité et du statut futurs de celles-ci n'a cessé de se poser. Elle est réapparue dans les médias ce mois-ci avec la publication commune le 5 par le Conseil suprême yézidi indépendant, la Fondation «Sauvetage turkmène» et l'organisation assyrienne *al-Rafidain* («Les deux fleuves»), de la création d'une région semi-autonome conforme à la constitution de 2005 qui couvrirait le Sindjar, la région de Tell Afar et celle de la plaine de Ninive.

Concernant la situation politique interne de la Région du Kurdistan, le président Massoud Barzani a déclaré le 2 au journal français *Le*

*Monde* que les élections législatives et présidentielles se tiendraient en même temps en septembre et, qu'en application de la loi, il ne serait pas candidat à un nouveau mandat. Celui-ci, d'une durée de 4 ans, avait été étendu de 2 ans par un accord entre son parti, le PDK, et l'UPK en juillet 2013, puis il était demeuré en fonction à son expiration en août 2015 en raison de la situation militaire avec l'irruption de Daech en juin 2014. Cependant, quelques jours plus tard, le 7, le Responsable de la Haute commission électorale, Jutyar Adil, a déclaré qu'elles se tiendraient plutôt le 11 novembre 2017, date de l'expiration du mandat du parlement actuel, le 6 septembre étant la date limite pour que le président demande officiellement à la commission de tenir les élections. Le GRK a en tout cas annoncé avoir attribué le budget préliminaire nécessaire à leur organisation, et le 25, le Premier ministre Nechirvan Barzani a confirmé dans un entretien qu'un référendum d'autodétermination pour le Kurdistan irakien se tiendrait bien cette année. Cependant, le cadre législatif de l'organisation de ces différentes consultations reste à préciser: le 26, en effet, le porte-parole de la Commission indépendante des élections et du référendum de la

Région du Kurdistan (IHERC), Shirwan Zrar, a déclaré sur la chaîne kurde NRT qu'un référendum sur l'indépendance de la région ne pourrait se dérouler sans décision du Parlement kurde: celui-ci devrait donc être préalablement réactivé pour voter une loi sur le référendum.

Sur le plan économique, si la situation quotidienne demeure extrêmement difficile pour la population qui continue à lutter avec les retards et les réductions de salaires, de petites lueurs d'espoir pour le futur commencent à apparaître. Après deux années catastrophiques, le secteur du tourisme récupère progressivement, avec par exemple environ 40.000 entrées depuis l'Iran pour mars, l'une des conséquences inattendues de la crise, mais qui peut être considérée comme positive à long terme, est l'augmentation de la production agricole, et le 31, le ministre des Finances a fait état de perspectives économiques meilleures pour 2017, avec une économie qui pourrait recommencer à créer des emplois, précisant que le GRK prévoit dans les prochains mois un plan de relance avec l'injection de liquidités sur le marché pour atténuer le manque de crédit exacerbé par la crise financière.

---

## TURQUIE : ISOLEMENT CROISSANT DU PAYS AVANT UN RÉFÉRENDUM ANTIDÉMOCRATIQUE

**L**e HDP, parti «prokurde» de Turquie a lancé jeudi 2 mars sa campagne pour le vote «Non» au référendum prévu le 16 avril pour décider si le président Erdoğan reçoit ou non les pouvoirs «hyperprésidentiels» qu'il désire depuis si longtemps. Avec ses deux co-présidents, une douzaine de députés, 85 maires et des centaines d'élus emprisonnés, le parti d'opposition aborde la campagne dans des conditions si défavorables qu'elles portent à remettre en cause la nature démocratique même de la consultation.

Vu les pressions exercées quotidiennement sur les partisans du «Non», assimilés à des terroristes, il faut saluer le courage des centaines de personnes descendues dans la rue à Istanbul pour soutenir ce lancement. Rappelons que depuis le début de la campagne de chasse aux sorcières lancée après le putsch manqué de juillet, plus de 20 personnes stigmatisées pour avoir simplement exprimé leur opposition à la politique guerrière d'Erdoğan ont fini par se suicider. Un seul exemple: Mehmet Fatih

Traş, chercheur en sciences économiques à l'université Çukurova d'Adana, qui s'est jeté fin février du 7<sup>e</sup> étage d'un immeuble de Mersin. Dénoncé comme terroriste par un collègue puis licencié en raison de son appartenance au HDP et de sa signature de la pétition «Universitaires pour la paix» du 10 janvier 2016, il s'était vu refuser depuis tout poste universitaire...

Les médias ont mentionné ce mois-ci moins d'arrestations: c'est que la majorité des opposants sont



déjà incarcérés. Par contre, réquisitions et surtout condamnations pour « appartenance à une organisation terroriste » ou « propagande pour une organisation terroriste » ont été nombreux. Leyla Zana, députée HDP d'Ağrı et défenseuse connue des droits de l'homme, risque 20 ans de prison pour « liens avec le PKK ». Le 7, un interprète turc du consulat américain à Adana, Hamza Ulucay, a été incarcéré sur soupçons à la fois de liens avec le PKK et Gülen! Entre les 16 et 18, 740 personnes ont été incarcérées dans 36 opérations de police simultanées pour soupçons de « liens avec le PKK ». Le 18, Aydın Atar, directeur de la rédaction du quotidien kurde *Azadiya Welat*, a été condamné à 9 ans de prison pour « propagande pour une organisation terroriste » et « incitation à la violence », sans que, selon son avocat, le tribunal n'en apporte la moindre démonstration concrète. Le 26, la peintre kurde Zehra Doğan, membre de l'agence de presse féminine *Jinha*, accusée d'« appartenance à une organisation illégale », a été condamnée à deux ans et dix mois pour... une toile dépeignant les destructions perpétrées par l'armée turque dans la ville kurde de Nusaybîn! Le 28, le co-président du BDP, Kamuran Yuksek, actuellement en Europe, a reçu *in absentia* 8 ans et 9 mois pour « appartenance à une organisation terroriste », un jugement pris à toute vitesse et sans entendre aucun témoin. Enfin, le 29 à Diyarbakir, 111 personnes ont été condamnées dans l'affaire du KCK à plus de 1000 ans de prison au total pour le même motif: Kemal Aktaş, Bayram Altun, Mehmet Taş, Serdar Kızılkaya, Hüseyin Yılmaz, Salih Akdoğan, Turan Genç, Çimen Işık, Zühre Bozacı, Mehmet Selim, Bayram Altun, Herdem Kızılkaya, Lütfü Dağ et Ahmet Birsin ont reçu chacun 21 ans; le co-maire (démis) de Mardin Ahmet Türk a été condamné à un an et trois mois mais sa peine a été reportée en raison de sa

santé et de son âge. Le tribunal a aussi condamné l'un des co-maires de la municipalité métropolitaine de Diyarbakir, Firat Anlı, à six ans et trois mois, et le co-président du Congrès de la Société démocratique (DTK), Hatip Dicle, à neuf ans. 43 autres prévenus ont été acquittés.

Par ailleurs, le HDP a accusé le gouvernement de le soumettre à un véritable « embargo médiatique »: du 1<sup>er</sup> au 22 du mois, ce parti n'a obtenu aucun temps d'antenne sur la TRT, et n'a été invité par aucune des 17 chaînes turques couvrant le sujet, tandis que les allocutions du Président et de son Premier ministre, qui ont tenu des meetings chaque jour, étaient systématiquement diffusées (le leader du CHP, Kemal Kilicdaroglu, qui fait aussi campagne pour le Non, a lui aussi été retransmis en direct). Un décret a opportunément supprimé le pouvoir du Haut conseil électoral d'imposer des amendes aux chaînes privées ne respectant pas l'égalité du temps de parole. Le HDP a également pointé des dispositions prises pour empêcher l'expression de la volonté des citoyens: le 12, il a été annoncé que, suite à des demandes déposées par des commissariats de police ou des gendarmeries, les bureaux de vote de plusieurs villages connus comme pro-HDP seraient déplacés vers des villages de gardes pro-gouvernementaux – d'où des craintes de fraudes...

Le 27, les 1,4 millions de votants Turcs vivant en Allemagne ont commencé à voter dans les consulats. La question de la campagne à l'étranger a provoqué une grave détérioration des relations de la Turquie avec plusieurs pays d'Europe, ce qui a permis à Erdoğan de se poser comme à son habitude en défenseur de la patrie pour bénéficier des sentiments nationalistes d'une partie de l'électorat...

En Allemagne, les relations avec la Turquie s'étaient déjà tendues après l'arrestation le 14 février de Deniz Yücel, le correspondant de *Die Welt*, à propos de laquelle l'ambassadeur turc a été convoqué en début de mois. En réponse, le président turc a déclaré le 3 que le journaliste était un « agent allemand » et un membre du PKK! Puis les autorités allemandes ont interdit pour des raisons de sécurité plusieurs meetings électoraux de l'AKP sur leur territoire, dont un à Hambourg où devait intervenir Mesut Çavuşoğlu, le ministre des Affaires étrangères. Erdoğan les a alors accusées de « pratiques nazies », ce qui n'a guère calmé les tensions... Le 6, la Chancelière Angela Merkel a rejeté ces remarques, déclarant qu'on ne pouvait les « commenter sérieusement ». Le 11, M. Çavuşoğlu a décidé d'ignorer l'interdiction par le gouvernement néerlandais pour des raisons de « protection de l'ordre public » de sa participation à un meeting pro-Erdoğan aux Pays-Bas. Son avion s'est vu interdire d'atterrir et a dû faire demi-tour, tandis que de son côté, la voiture de la ministre turque de la famille se voyait refuser l'entrée depuis l'Allemagne. Le 12, la police anti-émeute de Rotterdam a dispersé une manifestation pro-Erdoğan devant le consulat turc, et le lendemain, le président turc lançait de nouvelles accusations de « pratiques nazies », cette fois contre le gouvernement néerlandais. Le chargé d'affaire hollandais à Ankara a été convoqué par les Affaires étrangères turques et l'ambassadeur, qui se trouvait hors de Turquie, a été interdit de retour. Si la France a autorisé M. Çavuşoğlu à tenir meeting à Metz, quatre autres meetings électoraux pro-AKP ont été interdits en Autriche et un en Suisse. Le 15, M. Çavuşoğlu a menacé de mettre fin à l'accord conclu sur les migrants. Le gouvernement turc a également très mal pris l'autorisation donnée à Francfort le 18 à une manifesta-

tion anti-Erdoğan de 30.000 Kurdes qui ont défilé pour le «Non» au référendum avec «des symboles et des slogans du groupe terroriste séparatiste [le PKK]»... L'ambassadeur allemand a été convoqué à Ankara le lendemain.

Le 21, le vice-président du CDU (le parti de la chancelière Angela Merkel), qui est aussi Premier ministre du *Land* de Hesse, où se trouve Francfort, a déclaré qu'Erdoğan avait «franchi une ligne rouge» en comparant le gouvernement allemand aux Nazis, qu'il n'était plus le bienvenu en Allemagne et que la visite que souhaitait faire M. Erdoğan avant le référendum poserait des problèmes de sécurité: «Cela suffit. Quelqu'un qui nous insulte de cette manière ne peut pas s'attendre à ce que nous déployions des milliers de policiers pour le protéger.»

Parallèlement, deux rapports accablants pour le gouvernement turc ont été publiés par des instances internationales. Le 10, les Nations Unies ont publié un rapport dénonçant de «graves abus» de l'armée turque durant ses opérations contre la guérilla kurde. Contenant des photos satellitaires montrant un niveau de destruction

sans précédent, le document comptabilise 355.000 à 500.000 personnes déplacées depuis 30 villes, auxquelles les enquêteurs de l'ONU n'ont pu obtenir l'accès, malgré des demandes répétées durant un an. L'ONU demande le jugement des coupables de certaines d'exécutions extrajudiciaires, sur lesquelles le gouvernement turc n'a mené aucune enquête crédible. Sans surprise, la Turquie a condamné ce rapport comme «partial». Le 20, l'Association de défense des droits de l'homme *Human Rights Watch* (HRW) a publié à son tour un rapport critiquant la répression contre l'opposition kurde :

(<https://www.hrw.org/news/2017/03/20/turkey-crackdown-kurdish-opposition>).

Hugh Williamson, Directeur de HRW pour l'Europe et l'Asie Centrale a notamment déclaré: «Il est extrêmement dommageable pour la démocratie en Turquie que le gouvernement enferme les dirigeants et députés d'un parti d'opposition qui a reçu cinq millions de votes aux dernières élections. Le fait que cette répression arrive durant un débat national vital pour le futur du pays est doublement dérangeant».

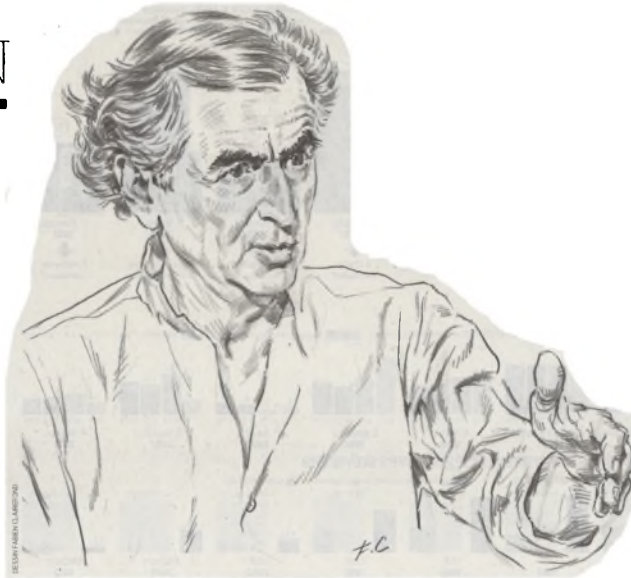
Durant ce mois, les opérations

militaires ont continué. Le 6, les forces turques ont lancé dans la région de Lice (province de Diyarbakir) l'une de leurs plus importantes opérations depuis plusieurs années, impliquant près de 7.000 gendarmes, 600 membres des Forces spéciales, des dizaines de tanks et 17 hélicoptères. 18 villages ont été soumis à couvre-feu. Le 8, l'armée de l'air turque a déclaré avoir frappé dans la nuit au Kurdistan d'Irak des grottes utilisées par le PKK dans les régions du Zab et d'Avasin-Basyan. Le 15 sur la route Mardin-Diyarbakir 2 soldats turcs ont été tués par une bombe déclenchée par les rebelles kurdes au passage de leur véhicule alors qu'ils vérifiaient la présence de mines. Le 20, 2 autres ont été tués en opération dans le district de Lice; selon la même source, 6 militants kurdes ont été tués. Le 24, le 25 et le 29, l'aviation turque a annoncé de nouvelles frappes contre le PKK au Kurdistan d'Irak, et à cette dernière date, également au Kurdistan de Turquie, près de Yukskova et de Cukurca, dans la province de Hakkari, et dans celle de Diyarbakir. Ce même jour, un militant kurde est mort quand une bombe qu'il transportait a explosé prématurément dans une voiture, blessant un second occupant.

# Bernard-Henri Lévy: «La bataille de Mossoul a une dimension spirituelle»

## ENTRETIEN

Après *Peshmerga*, *La Bataille de Mossoul* est le deuxième film consacré par Bernard-Henri Lévy aux Kurdes irakiens dans leur combat contre l'État islamique. Tourné comme un reportage de guerre, dont il reprend les codes, les images bougées, les rafales qui claquent, les blessés qu'on évacue, le film reste l'œuvre personnelle d'un auteur engagé. La véritable bataille de Mossoul, le terrible combat de rue livré depuis plusieurs mois par les forces spéciales irakiennes face aux voitures suicides lancées par Daech, la méthode et le professionnalisme qui leur ont permis de reconquérir les trois quarts de la ville sont moins évoqués que la noblesse et la frustration des combattants kurdes, restés en dehors de la bataille après la conquête des faubourgs. Reste un film aux images magnifiques, porté par la voix off de l'écrivain philosophe, ode épique dédiée à la cause qu'il s'est choisie: celle des Kurdes d'Irak.



PROPOS RECUEILLIS PAR  
ADRIEN JAULMES @AdrienJaulmes

**LE FIGARO.** - Pourquoi ce film ?  
Bernard-Henri LÉVY. - C'est la suite de *Peshmerga*, qui tournait autour de Mossoul comme autour d'un objet interdit, un mirage noir. *La Bataille de Mossoul* dissipe en quelque sorte le mirage et entre dans la chose même. C'est un film subjectif, à la première personne, avec une narration, un rythme, qui sont les miens. Je ne suis pas journaliste. Je suis un écrivain qui va sur le terrain, qui y engage sa tête et son corps et qui, comme disait Hemingway dans le titre de son célèbre recueil de textes de guerre, monte « en ligne ». Je ne prétends pas à la neutralité, autrement dit. J'ai fait un film engagé, partisan, un film qui défend une cause et qui, comme le précédent, prend position dans une bataille plus générale...

**Quelle est cette bataille ?**

La bataille contre le djihadisme, bien sûr. C'est-à-dire contre le fascisme de notre temps. L'aventure a commencé après les attentats de Paris. Je me suis dit: « Nous sommes en état d'urgence planétaire - il faut détruire ce nouveau nazisme comme la génération de mon père a détruit le précédent. » Pour cela, tous les moyens étaient bons. Militaires, quand on est militaire. Les mots, quand on est un homme de mots. Les images, quand on est un homme d'images. Voilà. Ce film, c'est ma contribution à cette bataille.

**Est-elle en train d'être gagnée ?**

Oui. Parce que la communauté internationale semble avoir enfin compris que ces assassins ne sont forts que de nos faiblesses et de nos atermoiements. C'était étrange, cette aura d'invincibilité dont jouissaient les djihadistes ! Certains médias ont contribué à cette narration. Et aussi des intellectuels qui disaient que Daech était si fort, si redoutable, que le mieux était de composer avec lui. Eh bien non. La baudruche se dégonfle. Ces djihadistes sont des tiges de papier. Et j'essaie de le montrer avec ce film. Au passage, je suis révolté par la thèse, que j'entends souvent, selon laquelle la supériorité des islamistes sur l'Occident est qu'ils sont prêts à mourir pour leur djihad alors que nous n'aurions, nous, plus la force de défendre nos valeurs. Regardez les forces spéciales occidentales sur le terrain, les représentants des ONG, les journalistes et, enfin et surtout, ces Kurdes qui forment les bataillons de cette grande armée de la liberté. S'il y en a bien qui prennent des risques, tous les risques, pour défendre leurs valeurs, ce sont eux ! Je voulais montrer aussi cela.

**Cette guerre n'est-elle pourtant pas largement menée par alliés interposés ? Les soldats au sol, les combattants sont des Irakiens, des Kurdes.**

Oui, bien sûr. Mais pas seulement. J'ai filmé, par exemple, les forces spéciales américaines dans la zone chrétienne de Bartella. Ce sont des images rares car les Américains, en principe, refusent d'être filmés. Mais elles sont importantes. Car, sans le feu vert et la logistique fournis par les Occidentaux, sans la décision américaine et française d'en finir avec cette farce criminelle qu'était le prétendu État islamique, il n'y aurait pas de bataille de Mossoul.

**Parmi ces forces sur le terrain, les Kurdes sont au centre de ce film, comme ils étaient au centre de *Peshmerga*. Vous soutenez la thèse selon laquelle les Kurdes auraient été écartés de la prise de Mossoul pour des raisons politiques par Bagdad ? Pas seulement par Bagdad. Par la coalition et, notamment, par Washington. Il y a une grande ombre qui plane au-dessus de cette bataille de Mossoul: c'est l'ombre de l'Iran. Et je crois, oui, que la volonté de complaire à l'Iran a fait que la Maison-Blanche a stoppé les peshmergas aux portes de la ville. Obama a voulu faire de son « deal iranien » le cœur de sa « legacy ». Et nom-**

bre de ses décisions, en apparence indéchiffrables, s'expliquent par ce choix principal. L'incroyable et ruineuse décision, le 29 août 2013, de ne pas frapper Bachar al-Assad alors qu'il avait franchi la ligne rouge de l'utilisation des gaz chimiques... Le lâchage d'Israël en fin de mandat... Et puis, là, cette volonté de laisser aux Irakiens de Bagdad - qui sont les grands alliés de l'Iran dans la région - le bénéfice politique et militaire de la victoire...

**Mossoul aurait été prise plus rapidement avec les combattants kurdes ?**

Je crois. D'abord parce qu'ils sont plus vaillants. Et puis, je vous le disais, parce qu'ils savent, eux, pourquoi ils se battent. C'est la fameuse question de Frank Capra, en 1943 : « Pourquoi nous combattons. » Les combattants, en majorité chiïtes, de Bagdad ne le savent pas toujours très bien. Les Kurdes, si. Mais voilà. On leur a demandé de rester l'arme au pied. C'est l'avant-dernière scène du film. On voit l'un des plus héroïques généraux peshmergas, Sirwan Barzani, rongé par son frein à quelques kilomètres de la ville où on lui interdit

d'entrer. Il dit : « Si on me demande finalement d'y aller, j'irai... »

**Il dit aussi que ce serait en échange de l'indépendance du Kurdistan.**

C'est la moindre des choses ! Les Kurdes ont été les premiers à arrêter Daech. Ils ont, depuis plus de deux ans, presque seuls, tenu le front face aux barbares. Eh bien ce peuple oublié, ce peuple éternellement trahi, ce peuple à qui l'on n'a pas cessé, depuis un siècle, de faire des promesses et de ne pas les tenir, dit aujourd'hui : « Ça suffit ! Nous voulons bien être les sentinelles du monde, son bouclier et son fer de lance, mais que l'on nous donne enfin notre place dans le concert des nations ! » Honnêtement, je trouve cette demande légitime. Depuis le temps que l'on nous répète, d'Henri de Boulainvilliers à Michel Foucault, que les nations se créent dans le sang des batailles ! Pour une fois que c'est une bataille noble, pour l'honneur et contre l'horreur, allons-nous boudier le baptême ?

**Vous respectez moins le sacrifice des forces irakiennes, en particulier des combattants de la Division d'or, que vous présentez comme des « Rambo », désorganisés, qui tirent dans tous les sens. Alors que ce sont des combattants méthodiques, efficaces, qui ont repris, quartier par quartier, en laissant beaucoup de leurs sur le terrain, tout l'est de Mossoul et qui combattent actuellement dans l'ouest de la ville.**

**N'est-ce pas un parti pris partial, et même injuste ?**

Je filme ce que je vois. Et je montre ce que j'ai filmé. En la circonstance, bien sûr qu'il y a des artilleurs méthodiques et c'est dans le film. Mais, avec Camille Lotteau, Olivier Jacquin et Ala Tayyeb, mes opérateurs, nous avons vu, aussi, des soldats irakiens qui tirent dans le vide, qui reperdent des quartiers qu'ils ont libérés, etc. Nous avons vu une armée fantôme errant dans les rues de quartiers dévastés qu'elle ne parvient pas à sécuriser. Et puis ce rapport à la mort, étrangement mimétique de celui de Daech... Il y a aussi ça dans la Division d'or.

**Vous ne croyez pas que ce sous-entendu est un peu exagéré ? Quelques têtes de mort arborées par des soldats qui risquent leur vie, et une croix gammée sur un tee-shirt. Cela suffit-il à les transformer en SS ?**

Je montre une croix gammée, en effet. Mais nous en avons, hélas, filmé bien davantage.

**Et Peshmerga, ce n'est pas un rapport malsain avec la mort ?**

« Peshmerga » veut dire « ceux qui vont au-devant de la mort ». Mais pour lui faire face. Pour la conjurer et la vaincre. Jamais pour la célébrer. Jamais, comme chez certains de ces combattants chiïtes de Bagdad, pour dire : « Viva la Muerte... »

**Vous dites que vous n'aimez pas la guerre, alors qu'elle est le thème qui traverse tous vos films et une partie de vos livres. Paradoxe ou contradiction ?**

Non, je n'aime pas la guerre. Mais j'aime, en revanche, la grandeur. J'aime ces moments, dans la vie des hommes, où ils deviennent un peu plus grands qu'eux-mêmes. Et je dois reconnaître que la guerre est, parfois, l'occasion de cela. J'ai toujours eu un faible pour les grands condottieres et les

écrivains aventuriers : Garibaldi en Sicile ; Byron à Missolonghi ; Lawrence et Malraux bien sûr ; ou, d'une certaine façon, Xénophon et son *Anabase*. Mais je crois qu'il y a, en chaque homme, vraiment chaque homme et pas seulement chez ces grands par vocation transcendante que sont, selon Kantrowicz, les rois ou les presque rois, un accès possible à cette grandeur. C'est ça que je suis allé chercher, jadis, chez les résistants du Bangladesh. Puis chez les défenseurs de Sarajevo ou chez les insurgés libyens. Ou, aujourd'hui, chez les Kurdes...

**Ce parti pris permanent que vous revendiquez ne laisse-t-il pas de côté les complexités de la bataille de Mossoul, avec les milices de mobilisation populaire chiïtes irakiennes, la rivalité**

**chiïte-sunnite, les ambiguïtés de la coalition internationale rangée aux côtés d'alliés de l'Iran ?**

Tout cela est là, il me semble. Mais en pointillé. Sans insister. Prenez la bataille du tout début. Nous tombons, dans le village de Fazlya, dans une embuscade de Daech. Le combat est terrible. Les hommes tombent. Et le soutien aérien américain, malgré les appels de nos compagnons, n'arrive bizarrement pas. Voilà un signe de cette « ambiguïté » de la coalition...

**Ce tournage a-t-il changé votre vision de la situation ?**

J'ai envie de vous dire que le choc le plus important fut le choc « métaphysique ». Car Mossoul, après tout, c'est le nom moderne de l'ancienne Ninive. La Ninive du prophète Jonas. La Ninive où les hommes sont devenus, dit le verset, « comme bêtes en grand nombre ». La cité du crime et du mal dont la conversion, feinte ou sincère, est au cœur de la méditation juive et chrétienne sur l'idée de rédemption et d'unité du genre humain. J'ai tellement rêvé sur cette histoire ! J'ai tant médité sur les interprétations du Malchim, du Gaon de Vilna, de Gershom Scholem - et, sur le versant chrétien, de saint Augustin et de saint Jérôme ! Alors, oui, quel choc de se retrouver là, physiquement là, sur ce pôle magnétique, dans l'ombre portée de ces paroles millénaires qui sont au cœur de chacun d'entre nous. La bataille de Mossoul a, aussi, cette dimension spirituelle. C'est, 3000 ans après, la deuxième chute de l'empire des Ninivites et de ses adorateurs du Rien.

**Vous semblez être toujours à la recherche d'une cause dans laquelle vous engager. Cela explique pourquoi vous cherchez en permanence le camp du Bien contre celui du Mal ?**

Je dirais plutôt le camp du moindre mal. Car, au fond, je ne crois pas au Bien... Cela dit, c'est vrai que je suis un témoin engagé et que je n'ai pas le culte de la neutralité. Dans mes reportages de guerre, qu'ils soient écrits ou filmés, ce qui m'intéresse, c'est les civils, c'est les victimes et c'est ceux qui, par voie de conséquence, risquent leur vie pour défendre ces victimes et ces civils. Je serais incapable de faire un film, par exemple, sur une armée conquérante. Je ne me mettrais pas en péril s'il s'agissait juste de couvrir « une » guerre comme une autre. Restons dans la littérature. Il y a un écrivain de la guerre, pourtant considérable, qui ne m'a jamais intéressé : c'est le César de La

**Guerre des Gaules.** Et, si vous regardez le dernier siècle européen, vous avez deux noms immenses. Malaparte qui, dans *Kaputt*, passe du ghetto de Varsovie à la table du gouverneur général de Pologne Hans Fränk ou au panier d'yeux énucléés offerts au narrateur

par le dictateur croate Ante Pavelic. Et vous avez Malraux qui conçoit très clairement *L'Espoir* comme un roman engagé au service d'une cause: celle de ces républicains qui font, comme il le dit, la guerre sans l'aimer. J'admire les deux. Mais le geste dont je suis proche,

c'est évidemment celui de Malraux. ■

## La Bataille de Mossoul

**Bernard-Henri Lévy**

UN FILM DE 53 MINUTES DIFFUSÉ SUR ARTE  
LE SAMEDI 4 MARS À 18H 35.

PARIS  
**MATCH**

n° 3537  
du 2 au 8 mars 2017



Le 31 août 2015, BHL est au Kurdistan. Le drapeau peshmerga flotte sur le mont Zarkik, au nord-ouest de Mossoul.

# BERNARD-HENRI LÉVY AVENTURIER DES TEMPS MODERNES

*Dans la continuité de « Peshmerga », le philosophe a suivi la bataille de Mossoul, d'abord auprès des Kurdes puis du côté des Irakiens. Et en a tiré un film fort diffusé cette semaine sur Arte.*

INTERVIEW **BENJAMIN LOCOGE**

Paris Match. D'où vient votre passion pour le peuple kurde ?

**Bernard-Henri Lévy.** Elle est ancienne. Le peuple kurde incarne ce fameux islam des Lumières que nous sommes quelques-uns à chercher désespérément, et depuis si longtemps. Et puis il y a aussi, sans doute, ma fascination pour la bravoure, la grandeur, l'héroïsme – toutes ces valeurs que les peshmergas portent si haut...

A-t-il été compliqué pour vous d'aller tourner en Irak ?

Oui et non. Avec les Kurdes, j'ai la chance d'avoir une relation de confiance qui fait que nous avons pu être, dès le début des combats, le 17 octobre, en première ligne. Avec les Irakiens de la Division d'or, ça a été un peu plus compliqué; mais nous avons, à l'arrivée, pu filmer à peu près tout ce que nous voulions filmer.

Vous aimez l'adrénaline que provoque le terrain ?

J'aime l'aventure et j'ai le goût des aventuriers. Les personnages qui me faisaient rêver, à l'adolescence, étaient T. E. Lawrence, Malraux, Garibaldi, Edgar Snow ou Xénophon, le soldat-écrivain qui raconte dans *"Anabase"* la retraite de soldats grecs fuyant la Perse. C'est une dimension qui a toujours été importante dans ma vie.

Que cherchez-vous à montrer avec ce film ?

La guerre. La vraie guerre. De l'intérieur. Mais l'idée est aussi que, si on veut vraiment se débarrasser de Daech et aller vite, il faudrait compter plus sur les Kurdes. Il y a eu, voulue par la coalition internationale, une sorte de division des tâches entre les Kurdes et les Irakiens qui n'est pas la meilleure configuration pour en finir avec l'Etat islamique. Pourquoi les Kurdes acceptent-ils d'aller au combat alors qu'ils ont beaucoup à y perdre? Par sens du sacrifice ?

Ils ont été les premiers, il y a deux ans, à stopper Daech. Aujourd'hui, ils continuent... A part ça, la différence avec les combattants irakiens c'est qu'ils font, eux, la guerre sans l'aimer et avec une grande économie de leurs forces et de leurs vies. Il y a un moment, dans le film, où on voit un homme de la Division d'or irakienne avec une croix gammée sur son blouson. On pourra toujours dire que c'est un vague symbole des anciennes religions perses, etc. La vérité c'est qu'il y a en Irak – comme en Syrie, en Egypte ou en Palestine – un "impensé" qui date de ce mouvement authentiquement nazi que furent, dans les années 1930, les Frères musulmans. Cette histoire a été refoulée après 1945. Une

légende s'est répandue, disant que le fascisme fut une affaire européenne, sans vrai écho dans le monde arabe. Seulement voilà: quand vous occultez le réel, quand vous ne faites pas le deuil de votre histoire, elle fait retour...

Le cinéma vous permet-il de dire plus de choses qu'un livre ?

Je dirais plutôt que, pour un écrivain, tout est texte et qu'il écrit en images comme il écrit sur le papier. La vraie différence, bien sûr, c'est qu'il s'agit d'un travail d'équipe. Avec, en la circonstance, les mêmes coéquipiers que pour "Peshmerga": François Margolin, mon producteur; Camille Lotteau, Olivier Jacquin et Ala Tyyeb, mes opérateurs; et puis mon ami Gilles Hertzog. Un film de cette sorte, c'est aussi une histoire de fraternité.

"Peshmerga", présenté à Cannes, a été critiqué dans "Le Monde" pour sa vision "en noir et blanc" du conflit. Que répondez-vous ?

Je suis d'accord. Je ne fais pas des films pour être neutre. Si j'avais vécu à l'époque où mon père s'engageait dans les Brigades internationales, je n'aurais pas fait cinq minutes pour les franquistes et cinq minutes pour les républicains. Ou cinq minutes pour les juifs et cinq minutes pour les nazis. Alors, oui, c'est peut-être démodé d'être partisan, mais je suis partisan.

Les réseaux sociaux se moquent volontiers de vous car vous allez sur les zones de conflit en costume et chemise blanche. Cela vous amuse ou vous agace ?

Ça m'est égal. Je ne comprends même pas où est le problème. Je ne suis pas un combattant, je suis un

écrivain qui se rend sur le front et qui tient, non un fusil, mais un stylo. Je n'ai pas à être en treillis.

Arrivera-t-on à éradiquer Daech ?

On l'a déjà fortement affaibli. On lui a brisé les reins en s'attaquant à ses camps d'entraînement et à ses centres de commandement. On a porté un coup fatal à son aura, à son attractivité auprès des petits cons de banlieue. Vous dites "petits cons" de banlieue. Ce ne sont pas plutôt des gamins paumés ?

Il faut arrêter avec cette histoire de "paumés" et de "désespérés". Ceux qui partent rejoindre Daech sont les fascistes de notre temps. Quand un jeune s'engageait dans les SA avant 1933, il n'était pas plus structuré que celui qui part en Syrie.

Ça ne vous désespère pas de savoir que Marine Le Pen sera forcément au second tour de la présidentielle ?

Etes-vous sûr à 100 % qu'elle sera au second tour ? On verra bien... Mais il y a une chose, en tout cas, que je veux dire. On répète partout que, avec le Front national, la stratégie du "cordon sanitaire" n'a pas marché. C'est faux. Quand il y avait, dans l'opinion, cette idée que le Front national n'était pas un parti comme les autres, ça marchait, le FN restait confiné. Maintenant, en revanche, qu'on le traite comme un parti normal, qu'on diffuse ses meetings en direct à la télévision, etc, il monte...

La bataille présidentielle est-elle perdue d'avance ?

Bien sûr que non ! La force du Front national c'est qu'il a des soutiens internationaux puissants: en gros, Trump et Poutine votent Le Pen – et ce n'est pas un mince renfort. Mais, en même temps, c'est un parti rongé par la corruption, médiocre, avec des tribuns de second ordre et des idéologues de cinquième ordre – et ça, en revanche, c'est sa limite. Je dis souvent que la chance des républicains d'aujourd'hui c'est que l'extrême droite n'a plus de grande voix pour la porter et qu'au lieu d'avoir Céline ou Drieu, elle a le pauvre Sorol. Eh bien, de même pour le Front national: son vrai plafond de verre, c'est sa médiocrité. J'entends souvent dire qu'on est en train de revivre un remake des années 1930. Bizarrement, je ne crois pas. La vraie comparaison est avec les années 1910: ce moment, avant la Première Guerre mondiale, où des peuples somnambules allaient doucement vers le néant. C'est peut-être Musil qu'il faut relire pour comprendre ce qui nous arrive. Ou Joseph Roth. Ces écrivains magnifiques qui livrent le récit poignant de la course à l'abîme des démocraties et qui nous donnent, en creux, des indications sur le moyen de conjurer la catastrophe. ■ @BenjaminLocoge

« La bataille de Mossoul », le samedi 4 mars à 18h35 sur Arte.

“ JE NE FAIS PAS DES FILMS POUR ÊTRE NEUTRE. ALORS, OUI, C'EST PEUT-ÊTRE DÉMODÉ D'ÊTRE PARTISAN, MAIS JE SUIS PARTISAN ”



Début novembre 2016  
Quartier de Hay al-Zohur,  
à Mossoul.



Janvier 2017. Avec Sirwan Barzani en train de dessiner la nouvelle frontière du Kurdistan, à la limite du « secteur 7 ».

# Seven YBS fighters killed in Friday's clashes with Rojava Peshmerga

By Rudaw.net 4/3/2017

**ERBIL, Kurdistan Region** – Seven fighters of the Shingal Protection Units (YBS) and Women's Protection Units (YJS) were killed in clashes with Rojava Peshmerga on Friday in the Shingal region, a fight the groups said they did not want to be involved in.

Two of those killed were members of the armed-wing of the Kurdistan Workers' Party (PKK), the HPG, and another 20 YBS/YJS fighters were wounded, according to a statement from the YBS/YJS command, published through the PKK-affiliated ANF news agency.

According to the statement, the YBS/YJS forces became involved to support civilians who objected to the arrival of Rojava Peshmerga forces in Khanasoor on Thursday. Women, children, and elderly were angry about the Peshmerga arrival, the group claimed, "At the same time, our forces took measures to prevent this group from progressing and for no other tension to take place," the statement reads.

The Rojava Peshmerga, who are under the command of the Kurdistan Regional Government (KRG), also issued a statement on Friday claiming that the YBS/YJS forces stopped a regular routine deployment of their forces and then opened fire. They have not released their own casualty figures.

On Friday, the Rojava Peshmerga attacked on many sides, alleges the YBS/YJS statement. "For this reason, our forces responded to the attack in the framework of defense and clashes began."

A statement from the KRG Peshmerga ministry disputed this claim saying that the YBS first opened fire on their forces.

Echoing a statement on Friday from the Group of Communities in Kurdistan (KCK), an umbrella organization run by the PKK, the YBS/YJS state their belief that the attacks were planned during a recent visit of Kurdistan Region President Masoud Barzani to Ankara.

Claiming that the Rojava Peshmerga are trained and financed by Turkey, the YBS/YJS state that they are not opposed to Peshmerga of the Kurdistan Region entering Shingal but the Yezidi people reject "occupying forces" on their territory.

Rojava Peshmerga, also known as Roj force, are formally part of the KRG Peshmerga. They are trained and financed by the Kurdistan Region, as part of the Zervani forces. Sharvan derki, a spokesperson of the force, told Rudaw English that they have also received training from the US-led international coalition against ISIS.

The statement from the Kurdish Peshmerga warned on Friday that



Rojava Peshmerga and Ezidi people in the town of Snune in northern Shingal, Kurdistan Region, March 3, 2017.



Shingal Protection Units (YBS). Photo: Rudaw

they do not seek authorization regarding the deployment of their forces when and where they want within Kurdistan.

The YBS/YJS vow to defend the Shingal region and call on all Yezidis and Kurds to speak out in opposition to the attacks "with a national and united spirit."

A 24-hour ceasefire was reached late on Friday after meetings between leadership of both sides. The meetings are to continue on Saturday, Hemin Hawrami, adviser to Barzani, tweeted on Friday.

The Rojava Peshmerga is a 5,000-strong force trained by the KRG consisting of Kurds from northern Syria. On Thursday,

Derki told Rudaw that a regiment of 500 had been deployed to the KRG-Syria border area.

The YBS/YJS was established by the PKK after ousting ISIS from the Shingal area. The KRG has requested that the PKK withdraw from the Shingal area, accusing the group of destabilizing the region and preventing its reconstruction.

The Patriotic Union of Kurdistan, who reportedly acted as a mediator in the ceasefire talks, has called "for an immediate end to this war." Kosrat Rasul Ali, PUK deputy, urged patience, calm, and dialogue. ■



# Les Kurdes de Syrie s'allient à Damas contre l'avancée turque

L'accord, parrainé par la Russie, embarrasse Ankara et ses alliés de l'ASL

ISTANBUL - correspondante

**S**oucieuses de bloquer l'avancée de l'armée turque et de ses alliés rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) dans le nord de la Syrie, les milices kurdes syriennes (YPG) ont choisi de s'allier au régime de Damas afin d'empêcher les Turcs de gagner du terrain.

Cette alliance de revers renforce la fragmentation du conflit syrien où de multiples acteurs s'affrontent sur le terrain, au risque de voir s'opposer militairement les deux forces syriennes soutenues par les Etats-Unis – l'ASL et les Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition kurdo-arabe appuyée et formée par les Américains.

Le nouvel accord a été annoncé, jeudi 2 mars, par le Conseil militaire de Manbij, la ville qui constitue un verrou stratégique sur la route entre la Turquie et Rakka, la capitale autoproclamée de l'organisation Etat islamique (EI), en ces termes : « Nous, le Conseil militaire de Manbij, annonçons que nous sommes parvenus à un accord avec la Russie pour céder aux gardes-frontières de l'Etat de Syrie des villages situés sur la ligne de front avec "bouclier de l'Euphrate" », soit le terme qui désigne l'opération militaire menée par la Turquie dans le nord de la Syrie.

« Nous avons déjà dit... »

Tenue depuis le 12 août 2016 par les FDS, Manbij se retrouve dans le viseur de l'armée d'Ankara. Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a affirmé à plusieurs reprises que le prochain objectif de son armée après la prise d'Al-Bab, un fief de l'EI, le 23 février, serait Manbij, une quarantaine de kilomètres plus à l'est.

Ankara brûle de déloger de la ville les milices syriennes YPG, honnies pour leur proximité avec



le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), l'organisation kurde rebelle en lutte contre la Turquie depuis plus de trente ans. « Manbij est une ville arabe et non kurde », n'a de cesse de répéter le numéro un turc. C'est pour contrer les milices kurdes que l'armée turque était entrée dans le nord de la Syrie en août 2016, quelques jours seulement après la prise de Manbij par les FDS, au sein desquelles les YPG sont la force dominante.

Les FDS avaient pu prendre la ville grâce au concours de conseillers militaires américains et à l'appui aérien de la coalition anti-EI – une réalité inacceptable pour le gouvernement turc, bien décidé à repousser les milices kurdes « sur la rive est de l'Euphrate ». Or Manbij se trouve sur la rive ouest.

« Nous avons déjà dit que nous frapperons les YPG s'ils ne se retirent pas » de Manbij, a répété, jeudi 2 mars, le chef de la diplomatie turque, Mevlüt Cavusoglu. La menace a été entendue puisque un peu plus tard dans la journée, le Conseil militaire de la ville annonçait le transfert à l'armée syrienne des villages situés sur la route des Turcs et de leurs alliés syriens. Il fallait à tout prix couper l'herbe sous le pied à toute éventuelle offensive turque. Dorénavant, attaquer ces villages équi-

vaudrait, pour Ankara, à entrer en conflit ouvert avec Damas et ses alliés russe et iranien.

Le fait que l'accord ait été parrainé par la Russie, où M. Erdogan se rendra en visite les 9 et 10 mars, illustre la délicate position du Kremlin, tiraillé entre ses partenaires traditionnels – la Syrie et l'Iran – et ses alliés de circonstance dans la lutte contre l'EI – la Turquie et les Etats-Unis. Mi-février, Moscou s'était déjà interposé entre les forces de Damas et les rebelles soutenus par Ankara, en aidant à établir une « ligne de sécurité » au sud d'Al-Bab pour séparer les forces en présence, prêtes à en découdre pour reprendre la ville.

**Accrochages fréquents**

Les Etats-Unis, qui voient les FDS comme leurs alliés les plus efficaces dans la lutte contre les djihadistes, se sont gardés de commenter l'accord. Vendredi 3 mars, Jeff Davis, le porte-parole du Pentagone, a constaté l'envoi à Manbij de « convois humanitaires » affrétés par la Russie et par le régime Assad. « Nous savons que des convois humanitaires soutenus par les Russes et par le régime syrien sont dirigés vers Manbij. Ils comprennent des véhicules blindés », a-t-il déclaré.

Cette nouvelle donne sert les intérêts de l'administration américaine, consciente de ce que l'éclatement d'un nouveau conflit armé dans le nord de la Syrie, entre Kurdes et Turcs et entre l'ASL et les FDS, mettrait à mal le projet de défaire l'EI, ruinant les plans à l'étude pour la prise de Rakka. Sur le terrain, les accrochages sont déjà fréquents entre les Turcs et l'ASL, opposés aux FDS. Vendredi, les FDS ont déclaré avoir été attaqués par l'armée turque près de Manbij.

L'absence de réaction des Etats-Unis quant à l'accord entre Da-

**La Turquie brûle de déloger les milices YPG, honnies pour leur proximité avec le Parti des travailleurs du Kurdistan**

mas et les FDS risque d'assombrir davantage la relation américano-turque. Voilà des mois que le président Erdogan presse l'allié américain de cesser de soutenir les milices kurdes qualifiées de « terroristes ». L'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche cristallisait les espoirs à Ankara mais les pourparlers menés récemment entre les deux alliés de l'OTAN n'ont rien donné.

Vu de Turquie, l'armée turque et l'ASL sont les mieux placées pour conduire l'offensive sur Rakka, et l'option kurde doit être abandonnée. Mais ce message, transmis par une délégation turque venue à Washington les 13 et 14 février sous la conduite du diplomate Umit Yalcin, est tombé dans l'oreille d'un sourd.

D'une administration à l'autre, le soutien de Washington aux milices kurdes de Syrie reste entier. « Un certain nombre de Kurdes » pourraient participer à l'offensive sur Rakka, a rappelé le 1<sup>er</sup> mars le général Townsend, commandant en chef des forces américaines en Syrie et en Irak, pour qui « il n'y a aucune preuve qu'ils représentent une menace ou qu'ils aient soutenu la moindre attaque contre la Turquie depuis le nord de la Syrie ces deux dernières années ». ■

MARIE JÉGO

# Derrière la propagande : les Kurdes dans l'épreuve

Depuis 2014, les Kurdes irakiens et syriens sont présentés comme un modèle de la lutte anti Etat Islamique (Groupe Etat Islamique -GEI-). Il est parfaitement exact qu'ils ont été sauvagement agressés par les salafistes-djihadistes, tout le monde ayant gardé en mémoire la défense héroïque de la ville de Kobané en Syrie et la résistance acharnée des Peshmergas en Irak du Nord.



Alain Rodier le 5 Mars 2017

/www.atlantico.fr/

*Alain Rodier, ancien officier supérieur au sein des services de renseignement français, est directeur adjoint du Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R).*

Si Daech a été particulièrement remarquable sur le plan de la communication et cela constitue même une de ses originalités, les Kurdes ont aussi été très performants dans ce domaine en particulier en mettant en avant les femmes combattantes. Aujourd'hui, ils sont d'ailleurs les seuls à faire jeu égal avec Daech dans le domaine de la propagande.

Mais réalité est beaucoup plus complexe, les Kurdes ne représentant pas un bloc monolithique. La situation qui prévaut sur les fronts syro-irakien est beaucoup plus embrouillée que ce que la propagande simpliste divulguée par les uns ou les autres veut bien le dire.

Au moment où il est beaucoup question de « politique d'influence » lors des élections américaines et européennes, force est de constater que cette technique est très développée au Proche-Orient. Elle est surtout destinée au public des pays occidentaux car les autres sont relativement détachés vis-à-vis de ce qui se passe dans cette région. A titre d'exemple, il est à douter que les peuples russe, chinois, indien et autres, suivent l'évolution de la situation au Proche-Orient. Sur le fond, c'est tout de même la majorité de la population planétaire qui ne semble pas vraiment concernée -certes parce que leurs dirigeants ne mettent pas l'accent sur ces drames-. Même l'emploi d'armes chimiques ne rencontre pas de condamnation unanime, Moscou et Pékin (et ce n'est pas rien) bloquant toute résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies allant dans ce sens. D'ailleurs, même les Américains -pour ne pas dire les Français- accaparés par leur propre situation politique intérieure chaotique n'accordent plus le même intérêt à ce qui se passe actuellement au Proche-Orient car cela leur semble bien loin de leurs préoccupations nationales.

Pour tenter d'y voir clair dans ce qui se passe au nord de la Syrie et de l'Irak, il faut comprendre que les Kurdes syriens sont plus proches traditionnellement des Kurdes turcs que des kurdes irakiens. Pour leur part, ces derniers sont séparés entre plusieurs factions dont les deux dominantes sont le PDK (Parti Démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani jugé favorable à Ankara qui offre des débouchés économiques à la région autonome du Kurdistan frontalière avec la Turquie et l'UPK (l'Union Patriotique du Kurdistan) de l'ancien président Talabani qui contrôle les régions sud-est du Kurdistan irakien. Historiquement, l'UPK est proche des Iraniens.

Enfin, il y a les marxistes léninistes du PKK (le parti des travailleurs du Kurdistan), même si l'idéologie initiale s'est fortement renforcée d'un nationalisme plus marqué. Ils ont des alliés en Iran (le PJAK -Parti pour une vie libre au Kurdistan-) combattu par Téhéran et placé sur la liste officielle des mouvements terroristes par Washington, et en Syrie via le PYD -parti de l'Union démocratique- soutenu par voies détournées par les États-Unis. Le PYD et sa branche militaires, les Unités de protection du peuple (YPG) sont considérés comme terroristes par Ankara au même titre que le PKK. En fait, ce mouvement intervient militairement dans le nord de la Syrie et de l'Irak avec l'assentiment plus ou moins assumé des Occidentaux mais, bien sûr, à la grande fureur de la Turquie. Sa base arrière principale se trouve toujours implantées sur les contreforts du mont Qandil situé en Irak du Nord à proximité des frontières iranienne et



turque ce qui lui vaut d'être bombardé alternativement par les Turcs et les Iraniens (qui visent plutôt le PJAK).

C'est dans ce cadre qu'il convient de replacer ce qui se passe actuellement dans le nord de la Syrie et de l'Irak.

## SUR LE FRONT NORD DE LA SYRIE...

Depuis la fin de la bataille de Kobané en juin 2015, la situation était relativement figée en Syrie du Nord, les Kurdes emmenés par le PYD ayant supplanté le Conseil national kurde syrien (-CNKS- Encûmena Niştîmanî ya Kurdî li Sûriyê) accusé d'avoir été trop proche de la Turquie et des Frères musulmans. Le PYD grignotait peu à peu du terrain pour tenter d'établir une zone autonome appelée le Rojava le long de la frontière turque. Une coalition appelée les Forces démocratiques syriennes (FDS) qui regroupait majoritairement des Kurdes du PYD et une quinzaine de tribus arabes et des Syriens, a été fondée après la bataille de Kobané. Elle est soutenue matériellement et opérationnellement par la coalition internationale emmenée par les États-Unis. Washington assure que la majorité des 50 000 hommes que compteraient les FDS ne seraient plus kurdes. Il aurait créé une « Coalition syrienne arabe » à l'intérieur même des FDS...

Peu importe pour le président turc Recep Tayyip Erdoğan qui ne semble pas vraiment croire les Américains. Confronté à de nombreux problèmes intérieurs dont le retour de la guerre civile contre le PKK, il a décidé d'empêcher autant que faire se peut la création du Rojava en le coupant en deux. En juillet 2016, il a donc ordonné le déclenchement de l'offensive « bouclier de l'Euphrate » qui engageait des mouvements rebelles « modérés » (dont le plus important est la brigade sultan Mourad) appuyés par l'armée turque le long de la frontière turco-syrienne entre Jarablus à l'est et Azaz à l'ouest. Selon des tractations secrètes qui auraient réparti les rôles entre Moscou et Ankara, le régime syrien soutenu par les forces russes (et les Iraniens plus le Hezbollah libanais) aurait eu les mains libres pour reprendre Alep d'où les mouvements d'insurrection « modérés » favorables à la Turquie auraient été préalablement exfiltrés pour venir servir d'étendard à l'opération « bouclier de l'Euphrate ». En effet, selon le discours officiel, ce sont des rebelles syriens qui ont pénétré en Syrie pour combattre le régime d'el-Assad avec le soutien des forces turques. Il n'en reste pas moins que les Turcs sont une force étrangère qui a pénétré à l'intérieur d'un pays voisin sans que ce dernier n'en n'ait fait la demande. Il y a là une violation évidente des lois internationales mais dans la région, il y a longtemps qu'elles ➤



➤ ne sont plus respectées par les uns et par les autres. Le bon côté des choses, c'est que cela a mis en difficulté Daech qui n'a plus accès au territoire turc.

Le carrefour représenté par la ville d'Al-Bab située à une bonne trentaine de kilomètres au sud de la frontière turque a été vigoureusement défendu par le GEI mais est finalement tombée le 23 février 2017(1). Cette offensive qui a été très meurtrière pour l'armée turque, Daech lui infligeant de nombreuses pertes en hommes et en matériels(2), a aussi été l'objet de quelques bavures. Ainsi, plusieurs militaires turcs et des miliciens alliés ont trouvé la mort lors de bombardements des aviations russe et syrienne. Il faut reconnaître que la situation militaire dans la région d'Al-Bab est particulièrement imbriquée, les Turcs et leurs alliés étant au nord, les forces gouvernementales et les Russes au sud-ouest, Daech au centre et les FDS soutenues par la coalition internationale(3) à l'est. La coordination entre tous ces acteurs est pour le moins aléatoire. Toutefois l'aviation turque n'est intervenue que très sporadiquement pour ne pas provoquer d'incident avec ses homologues syrien et russe. Plus fort encore, des avions russes auraient mené des missions de soutien aux forces turques à plusieurs reprises. A n'en pas douter, cela ne fait que traduire des accords qui ont été conclus entre les présidents Erdoğan et Vladimir Poutine(4). Toutefois, à la fin février, des accrochages ont eu lieu entre forces gouvernementales syriennes et miliciens alliés aux Turcs.

## LA SUITE DE L'OFFENSIVE « BOUCLIER DE L'EUPHRATE » POSE PROBLÈME

**Le plus inquiétant maintenant est que le président Erdoğan a assuré vouloir poursuivre sur Manbij, ville située au nord-est d'Al-Bab tenue par les FDS pour ensuite faire porter son effort vers Raqqa la « capitale » du proto-Etat Islamique. A l'évidence Ankara qui, rappelons-le, considère le YPG, la « colonne vertébrale » des FDS, comme un mouvement « terroriste » en particulier en raison de sa « proximité » avec le PKK, veut frapper un grand coup militaro-politique avec la prise de cette ville symbolique.**

Washington qui soutient les FDS et qui compte sur elles pour prendre dans un avenir incertain- Raqqa, se retrouvent coincés. Là aussi il faut ne pas oublier le fait qu'Ankara autorise l'utilisation de la base d'Incirlik (à côté d'Adana) à l'aviation alliée pour aller frapper Daech en Syrie et en Irak. Cette autorisation peut être supprimée à tout moment. La solution -temporaire- est venue de l'état-major des FDS de Manbij qui aurait cédé des villages situés à l'ouest de la localité aux forces loyalistes syriennes les plaçant en « interposition » avec les Turcs. Si ces derniers tentent d'avancer, ils seront directement confrontés à Damas et à ses alliés russe et iranien sous le regard impuissant de Washington. Dans cette affaire, il semble que les Américains comptent sur les Russes et le régime d'Assad pour bloquer leur allié (et membre de l'OTAN) turc... Il n'empêche que des renforts arrivent du côté turc et des FDS ! Qui a dit que la situation était complexe ?

Parallèlement mais cela n'a peut-être rien à voir avec ce qui a été évoqué ci-avant, de nombreux incidents ont actuellement lieu au Rojava. Un responsable du CNKS a été arrêté dans le canton d'Efrin (nord-ouest de la Syrie) et des bureaux de ce mouvement ont été pris d'assaut dans le canton d'Hassaké (nord-est de la Syrie). Cette lutte intérieure qui se déroule au sein des Kurdes syriens reste mystérieuse mais semble démontrer que le PYD ne tolère plus la moindre opposition intérieure.

## ET EN IRAK PENDANT CE TEMPS LÀ...

De l'autre côté de la frontière en Irak dans la province de Sinjar, des membres du « Peshmerga Rojava », un mouvement combattant(5) formé à base de Kurdes syriens ayant trouvé refuge auprès du PDK de Massoud Barzani, se sont attaqués à des activistes yézidites des Unités de résistance du Sinjar (en kurde : Yekîneyên Berxwedana Şengalê, YBŞ) et à des unités du PKK. Barzani souhaite que son mouvement prenne enfin le contrôle de l'ensemble de la province disputée du Sinjar. 500 hommes du « Peshmerga Rojava » ont été déployés le long de la frontière pour empêcher tout mouvement depuis la Syrie voisine. C'est aussi un geste de bonne volonté adressé par Barzani à Ankara car les activistes du YBŞ sont entraînés et encadrés par des membres du PKK. Il y a une sorte de reconnaissance des Yézidites car le PKK est le seul mou-

vement qui était venu à leur secours en août 2014 alors que l'armée irakienne était défaite et que les peshmergas avaient trouvé plus prudent de se replier face à l'avancée du GEI. Une partie des Yézidites s'était alors retrouvée à la merci de barbares salafistes-djihadistes. Il est vrai qu'Ankara demande en permanence au PDK d'expulser le PKK d'Irak du Nord et particulièrement de la province du Sinjar. Généralement, Barzani tempore...

**A**utre grave incident mais au sud-est du Kurdistan irakien : au début Amars, des hommes de l'UPK ont pris le contrôle des terminaux pétroliers de Kirkouk (la ville est déjà aux mains de l'UPK depuis 2003 mais les installations pétrolières sont sous la responsabilité du PDK depuis que les forces gouvernementales de Bagdad les ont abandonnées devant l'avancée de Daech à l'été 2014). Cette action a été entreprise pour protester contre la gestion de ces sites menée par le gouvernement du Kurdistan en liaison avec Bagdad via la North Oil Company -NOC-. A noter que selon la constitution irakienne, un référendum local devrait avoir lieu dans l'avenir afin de déterminer si la population composée de Kurdes, de Turkmènes, d'Arabes et de quelques chrétiens souhaite son rattachement à la Région autonome du Kurdistan ou rester sous la tutelle de Bagdad.

Bien sûr, il y a la bataille de Mossoul. Les peshmergas sont maintenant l'arme au pied aux abords nord et est de l'agglomération. Il leur a été instamment demandé de ne pas pénétrer dans la ville pour ne pas provoquer les populations arabes sunnites locales. Cela tombe bien, ils n'avaient pas vraiment l'intention de le faire n'ayant pas d'intérêt particulier pour cette ville. Par contre, ils restent très clairs pour le reste : **ils ne se retireront pas des régions qu'ils ont libérées de Daech avant le 10 octobre 2016 entérinant par là la partition de l'Irak au grand mécontentement des autorités de Bagdad.**

On l'aura compris, la situation sur les théâtres nord de Syrie et d'Irak est plus que complexe. Ce qui semble à peu près sûr, c'est que **les Russes ne quitteront pas la Syrie, que le régime de Bachar el-Assad va perdre et que celui de Bagdad n'est plus en danger existentiel.**

Discrètement, Téhéran poursuit une politique d'influence qui devrait lui assurer concrètement un accès à la Méditerranée à hauteur de Lattaquié via le sud du Rojava et du Kurdistan irakien. Ce qui est prévisible à moyen terme, c'est que **la Syrie et l'Irak ont cessé d'exister dans leur forme passée** et qu'il va bien falloir trouver quelque chose pour les remplacer. **Ce qui relève de l'incertitude la plus complète, c'est l'avenir de Daech, des mouvements rebelles dans la province d'Idlib située au nord-ouest de la Syrie, de ce que va décider la nouvelle administration américaine et la posture suivante du président turc.** Ce qui est par contre certain, c'est que **les populations locales vont continuer à vivre un drame humanitaire épouvantable** sans que personne ne soit à même de les soulager rapidement.

Même en période de crise politique aiguë en France, le monde continue de tourner. Il faudra bien que les dirigeants qui assureront la relève à Élysée et à Matignon prennent en compte cette problématique dramatique. Il est vrai que l'on n'entend pas vraiment les différents postulants sur des sujets qui vraisemblablement les dépassent à quelques exceptions près. ♦

**1. En représailles, Daech a mené le lendemain des opérations suicide contre deux PC des forces turco-syriennes au nord de la ville. Plus de 83 personnes ont été tuées.**

**2. Le GEI a mené des combats retardateurs en faisant en emploi massif de missiles anti-chars et de véhicules bourrés d'explosifs conduits par des kamikazes.**

**3. Surtout par les Américains qui auraient dépêché 500 membres des forces spéciales dans la région de Manbij.**

**4. Les militaires de ces deux pays ne se risqueraient pas à prendre une initiative sans qu'un ordre venant du plus haut niveau n'en soit donné. Dans ce type d'armées, il n'y a que peu de place pour l'initiative individuelle.**

**5. Selon le PDK, il compterait quelques 5 000 combattants, chiffre vraisemblablement exagéré.**





6 Mars 2017

**La ville est l'objet d'une lutte de pouvoir entre Ankara et les Kurdes. Une situation complexe qui contraint les Américains à faire des choix parmi leurs alliés en vue de la reprise de Raqqa à l'Etat islamique.**



Des soldats du conseil militaire de Manbij, le 1<sup>er</sup> juin, au sud de la ville syrienne.

PHOTO RODI SAID. REUTERS

Par  
**LUC MATHIEU**  
Envoyé spécial à Gaziantep  
(Turquie)

## Manbij, point de friction des factions du conflit syrien

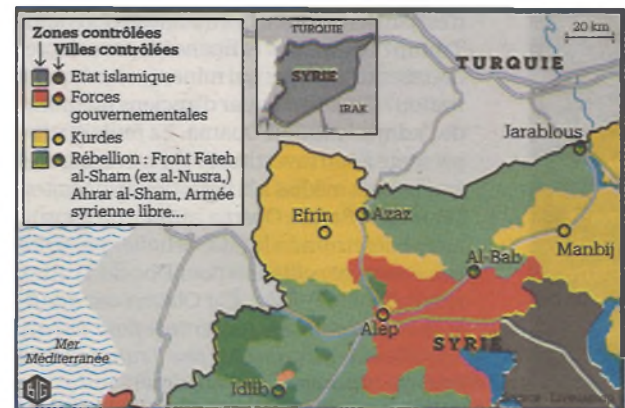
Qui va contrôler Manbij, petite ville du nord de la Syrie? L'Etat islamique s'en était emparé il y a trois ans, avant d'en être chassé cet été par les combattants kurdes du YPG (Unités de protection du peuple). Mais la Turquie revendique aussi la ville. Ses soldats, alliés à des rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL), s'en approchent. Face à leur avancée, les Kurdes ont cédé ces derniers jours le contrôle de plusieurs villages qui bordent Manbij à l'armée du régime de Bachar al-Assad, créant une sorte de zone tampon. Le tout en vertu d'un accord validé par la Russie.

Les accrochages se multiplient depuis. S'ils dégénéraient, ils pourraient opposer directement l'armée turque à celle de Damas. «Je ne pense pas qu'on ira jusque-là. La Turquie a changé de priorité. Elle n'exige plus le départ de Bachar al-Assad et se focalise sur la sécurité à sa frontière. Quant au régime syrien, il veut avant tout reconquérir l'intégralité de la région de Damas, pas s'engager dans un affrontement avec la Turquie», assure un diplomate occidental basé à Gaziantep. Ces derniers jours, l'armée turque a amassé véhicules et armements à la frontière syrienne. Les Américains ont, eux, envoyé des blindés à Manbij et l'ont fait savoir.

### «Bouclier de l'Euphrate»

La ville syrienne est une priorité de l'armée turque depuis plusieurs mois. «Manbij est arabe, pas kurde», a répété le président Recep Tayyip Erdogan. C'est précisément pour stopper la progression des combattants du YPG qu'Ankara a envoyé en août des troupes en Syrie. A l'époque, les Kurdes alliés à des brigades rebelles au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS), et épaulés par des soldats américains, venaient de s'emparer de Manbij après plusieurs mois de combats. Ils s'approchaient de Jarablous, un poste-frontière tenu par l'Etat islamique.

Leur avancée est alors jugée inacceptable par Ankara. Le gouvernement turc est violemment opposé à ce que les Kurdes syriens du YPG, affiliés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) turc, puissent unifier leurs territoires le long de la frontière avec la Turquie. Il décide d'intervenir et monte la coalition «Bouclier de l'Euphrate» avec des brigades rebelles de l'Armée syrienne libre. Au total, près de 5000 hommes sont mobilisés. A la fin février, ces derniers reprennent la



ville d'Al-Bab à l'Etat islamique. Manbij, à une quarantaine de kilomètres, est l'objectif suivant. «Nous sommes prêts à y aller. Nous n'avons rien contre le peuple kurde mais nous sommes opposés au YPG et au PKK. Nous ne voulons pas qu'ils créent leur propre Etat en Syrie. Et surtout, le YPG est depuis le début de la révolution un allié du régime de Bachar al-Assad. Ils ont même participé au siège d'Alep», explique Molham Ekaidy, un commandant militaire de Fastakim, un groupe rebelle membre du Bouclier de l'Euphrate.

L'escalade de ces derniers jours place Washington dans une position complexe. Les Etats-Unis soutiennent à la fois les forces kurdes et

arabes des FDS, et certaines brigades rebelles alliées aux Turcs. Les responsables américains s'étaient également engagés à ce que les combattants kurdes restent du côté est de l'Euphrate, considéré comme une «ligne rouge» par Erdogan. Sauf que Manbij est à l'ouest.

Samedi, le Pentagone a affirmé que le récent déploiement de ses blindés dans la ville servirait «à empêcher des actes hostiles, à améliorer la gouvernance et à s'assurer qu'il n'y avait pas de présence permanente du YPG». Une manière de contrer l'argumentaire turc. «Nous avons déjà dit que nous frapperons les YPG s'ils ne se retirent pas», avait déclaré jeudi le chef de la diplomatie turque, Mevlut Cavusoglu. ●●●

### Centres de formation de combattants

Au-delà du sort de Manbij, Washington doit décider d'un plan pour la bataille de Raqqa, principal fief de l'Etat islamique en Syrie. Le président Donald Trump avait demandé que des options lui soient exposées avant la fin février. Le Pentagone a deux possibilités : soutenir soit les FDS, soit le Bouclier de l'Euphrate. Autrement dit, appuyer les Kurdes ou

les rebelles syriens de l'ASL alliés à la Turquie. La première option est la plus probable. Les Etats-Unis disposent déjà de quelques centaines d'hommes dans les zones kurdes. Ils ont créé onze centres de formation de combattants des FDS. Et fournissent armes, munitions, véhicules, et une partie des salaires. Leur aviation appuie les offensives contre l'Etat islamique et des forces spéciales se déplacent sur les

fronts. Les FDS ne sont qu'à une dizaine de kilomètres de la ville. Mais leur confier la tâche de reprendre Manbij provoquera la colère d'Ankara. « Nous ne voulons pas que notre allié américain continue à coopérer avec des organisations terroristes qui nous prennent pour cible », a déclaré le 2 mars Mevlut Cavusoglu. Depuis l'élection de Trump, les responsables américains, dont le directeur de la CIA,

Mike Pompeo, se sont succédé à Ankara. Le gouvernement turc a réaffirmé à chaque fois sa volonté de mener la bataille de Raqqa contre l'Etat islamique. Les combattants kurdes participeront « d'une façon ou d'une autre » à l'offensive, a répliqué le général américain en charge de la coalition contre l'Etat islamique, Stephen Townsend. Il a ajouté qu'il n'y avait « aucune preuve » que le YPG constituait une menace pour la Turquie. ◀

LE FIGARO

mardi 7 mars 2017

# Syrie : les miliciens kurdes rapprochent d'el-Assad

Pour contrer la Turquie, les Kurdes ont laissé le régime syrien reprendre des villes au sud d'al-Bab. Washington reste silencieux.

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

**MOYEN-ORIENT** Dans le nord de la Syrie, la guerre des routes s'intensifie. Une guerre pour s'approcher des villes clés, dans cette région que se disputent une myriade d'acteurs, capables de nouer des alliances de revers pour conquérir des territoires. Lundi, les Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition arabo-kurde qui lutte contre Daech avec le soutien des États-Unis, ont coupé le dernier grand axe de ravitaillement des djihadistes entre leur « capitale » syrienne Raqqa et la ville plus à l'est de Deir ez-Zor que l'Etat islamique contrôle en grande partie. Une manœuvre qui entre dans le plan d'encercllement de Raqqa, mené par les FDS avec le soutien de Washington.

Deux cents kilomètres plus à l'ouest, cette guerre des routes se déroule autour des villes d'al-Bab et de Manbij. Fin février, des rebelles alliés de la Turquie ont vaincu Daech à al-Bab, également convoitée par Damas. Mais aussitôt après, les troupes de Bachar el-Assad et leurs alliés russes et iraniens ont repris aux djihadistes des territoires au sud d'al-Bab, poussant à l'exode des dizaines de milliers de civils qui fuient les combats. À travers cette progression, Damas veut empêcher tout mouvement vers le sud des troupes turques et des groupes rebelles qu'Ankara soutient. À moyen terme, Syriens et Russes cherchent à entraver l'avancée des proturcs vers Raqqa qu'Ankara s'acharne à vouloir reconquérir. Mais pour cela, les insurgés à la solde de la Turquie devaient s'emparer du verrou de Manbij, que les FDS ont ravie aux djihadistes l'été dernier. Dans cette course contre la montre, la Turquie a subi jeudi un cuisant revers lorsque ses ennemis ju-

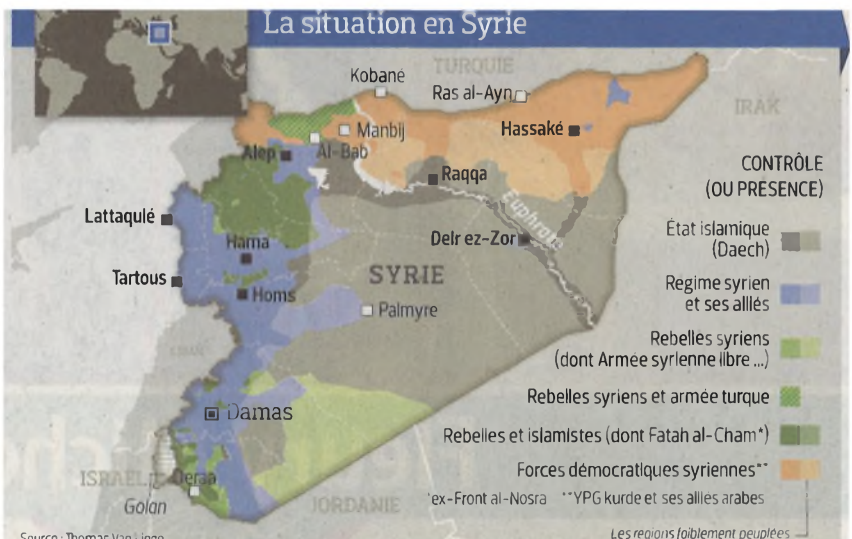
rés, les milices kurdes syriennes du PYD, se sont alliés avec Damas pour empêcher les proturcs d'avancer vers Manbij.

### Objectif : Deir ez-Zor

Dans un communiqué, « le conseil militaire de Manbij a annoncé être parvenu à un accord avec la Russie pour céder des villages aux gardes-frontières de l'État de Syrie ». Si ce conseil militaire est formellement dirigé par des Arabes, majoritaires à Manbij, financièrement, ce sont les Kurdes liés au PYD qui en tiennent les rênes. Ironie de l'histoire : pour maintenir deux fers au feu, les États-Unis soutiennent les Kurdes et les rebelles syriens proturcs. « D'un côté, décrypte un chercheur qui tient à l'anonymat, les forces spéciales américaines ont entamé dans le nord de la Syrie un recensement des conseils locaux pour identifier les meilleurs interlocuteurs en matière de gouvernance et pour former une police. De l'autre, grâce à leur programme "Star" mené en Tur-

quie, les Américains s'efforcent de récupérer d'anciens membres de ces conseils locaux ». Mais la dernière alliance entre Kurdes et Damas semble montrer que dans cette guerre aux multiples fronts, Washington s'écarterait désormais d'Ankara pour ne privilégier que le combat anti-Daech. L'absence de réactions américaines à l'avancée russo-syrienne vers Manbij en est une indication forte.

« Pris entre le marteau syrien et l'enclume turque, les Kurdes avaient toutes les raisons de rechercher une alliance avec Damas », explique le chercheur. « Les Forces démocratiques syriennes, ajoute-t-il, ont subi de nombreuses défections de combattants arabes qui ont rallié les relais turcs de la rébellion depuis le lancement de l'opération "Bouclier de l'Euphrate". » Ce qui affaiblit d'autant les prétentions kurdes à être en première ligne de la bataille de Raqqa. Et expliquerait le dernier mouvement des miliciens kurdes vers Deir ez-Zor. « Outre que les Kurdes ont intérêt à se diriger vers Deir ez-Zor pour faire la jonction avec le régime syrien qui contrôle encore un tiers de la ville, les Kurdes cherchent à se créer une ouverture avec l'Irak qui abrite une formation amie des Kurdes issue de la minorité yazidie dans la région de Sinjar. » Bref, alors que la bataille pour libérer Raqqa s'annonce délicate, les lignes de front du Nord syrien paraissent plus mouvantes que jamais. ■



**TASS**

RUSSIAN NEWS AGENCY

March 3, 2017

## Syrian troops deployed to areas controlled by Kurds — General Staff

MOSCOW, March 3, 2017 /TASS/.

<http://tass.com>

SYRIAN TROOPS have been deployed to the areas held by the Kurdish self-defense forces on March 3, Sergei Rudskoi, Head of the Russian General Staff's Main Operations Department, said on Friday.

According to Rudskoi, Syrian army units reached the areas southwest of the city of Manbij controlled by the Kurdish self-defense forces.

"In accordance with the agreements reached with the participation of the Russian air group command in Syria, Syrian armed forces units have been deployed to the territory held by the Kurdish self-defense forces on March 3," Rudskoi said.

The Manbij Military Council earlier announced an agreement had been reached with the Russian side on transferring villages west of that city located along the line of contact with Operation Euphrates Shield that involves the Turkish armed forces and Syrian opposition units to the Syrian government border troops.



The troops have been deployed to the areas controlled by the Kurdish self-defense forces on March, 3 © Valeriy Sharifulin/TASS

Turkey, along with the Free Syrian Army, launched Operation Euphrates Shield on August 24, 2016, with a view to cleaning the area in northern Syria from the Islamic State (IS) organization (outlawed in Russia) and other terrorist groups. Over the past two months, the operation has focused on ousting IS from the city of al-Bab and the adjacent areas. Meanwhile, Ilnur Cevik, an adviser to the Turkish president, said on Tuesday that Ankara will complete its operation in Syria only after capturing Manbij, which is currently held by the Syrian Kurds. ♦

**REUTERS**

## Turkish army says 71 Kurd fighters killed in Syria in last week

ANKARA (Reuters) - Fri March 10, 2017

The Turkish military said on Friday 71 members of a Kurdish militia had been killed in Syria in the last week in what appeared to mark an escalation of clashes with the U.S.-backed YPG group vying for control of areas along Turkey's border.

Clashes between Turkish-backed forces and the YPG militia, both allies of the United States in fighting Islamic State, threaten to hamper U.S. efforts to forge a coalition to seize the militants' stronghold of Raqqa.

Turkey is alarmed Washington is veering towards a tie-up with YPG in operations to seize Raqqa, to the exclusion of its forces. Washington says it is taking steps to avoid conflict between Turkish forces and YPG, which Ankara deems terrorist for its links with PKK Kurds fighting on Turkish soil.

The United States and the European Union also regard the Kurdistan Workers Party (PKK) as a terrorist group.

Turkey's army, backing an alliance of Syrian-Arab and Turkmen fighters, said 71 Kurds from the YPG and the Kurdish group fighting the Turkish state, the Kurdistan Workers Party, had been killed over a week. This was included in a total of 134 since Jan. 5.

The volatile situation in northern Syria is further complicated by advances from the south by forces fighting for President Bashar al-Assad.



Turkish military vehicles drive east of al-Bab town, Syria March 9, 2017. REUTERS/Khalil Ashawi

Syrian state media quoted a military source late on Thursday as saying Turkey's military had shelled Syrian government forces and their allies, causing deaths and injuries.

State-run SANA news agency quoted the military source as saying that the Turkish bombardment targeted Syrian border guard positions in the countryside near the northern city of Manbij.

The area around Manbij has been controlled since last year by the Manbij Military Council, a local militia that is a part of the Syrian Democratic Forces (SDF), an umbrella organisation of armed groups of which the YPG is also a part. (Reporting by Ece Toksabay and Tuvan Gumrukcu ●)

**REUTERS**

## Deux soldats turcs tués par l'explosion d'une mine dans le sud-est

ANKARA, 15 mars 2017(Reuters) -

DEUX SOLDATS TURCS ont été tués par l'explosion d'une mine déclenchée par des combattants kurdes sur une autoroute reliant les provinces de Diyarbakir et Mardin, rapporte mercre-

di l'agence de presse Dogan.

Les militaires menaient une opération justement destinée à repérer les dispositifs posés par les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), précise Dogan.

Le PKK a pris les armes contre l'Etat turc en 1984 et plus de 40.000 personnes, essentiellement des Kurdes, ont trouvé la mort dans les violences depuis lors.

Un cessez-le-feu en vigueur pendant deux ans et demi a volé en éclats en juillet 2015 et des milliers de séparatistes de même que des centaines de membres des forces de sécurité ont été tués depuis cette date, selon les chiffres d'Ankara. ●

# David L. Phillips: "Kurdish Unity is Critical to US Security Interests"



Interview with Gulan Media  
Wednesday, March 8, 2017  
[www.humanrightscolumbia.org/](http://www.humanrightscolumbia.org/)

David L. Phillips is currently Director of the Program on Peace-building and Rights at Columbia University's Institute for the Study of Human Rights. Phillips has worked as a senior adviser to the United Nations Secretariat and as a foreign affairs expert and senior adviser to the U.S. Department of State.

Gulan Media interviewed Phillips in Erbil, Iraqi Kurdistan to discuss the foreign policy approach of the Trump administration, Iraq-Kurdistan relations, and the impact of Kurdish unity on US security interests.

**What is your expectation about the policy approach of the Trump administration regarding the Kurdistan region?**

Nobody knows what to expect from the Trump administration. President Donald J. Trump has no track record with Kurdish issues and he does not have much history in the Middle East. During the campaign, Trump acknowledged that Peshmerga are capable fighters. He pledged to destroy ISIS in Iraq and Syria and to recapture Mosul and Raqqa. At this point, we do not know what role Peshmerga will play in the future. Nor do we know what role is envisioned for the People's Protection Units (YPG) in Rojava. An effective security strategy starts with recognition that Kurds are America's best and only friends in this region.

**But what about Trump's staff, don't you expect that they will provide recommendations or more informed advice for Mr. Trump regarding Kurdistan region?**

It is too soon to tell. There are many vacant posts. The Trump administration has not finalized a policy. US officials need time to consider conditions in Kurdistan and make well-informed decisions based on US national interests. The Trump administration has emphasized working with local fighters. The most proven local fighters are Peshmerga in Kurdistan and the YPG in Syria. The US should expand its cooperation with Peshmerga and the YPG.

**Before Mr. Trump came to power, a Kurdish delegation led by Mr. Masroor Barazani visited Washington. Don't you think it is imperative that another Kurdish delegation visit Washington to discuss the Kurdistan situation?**

KRG officials should wait until the Trump administration is ready to receive them. It has been chaotic since Trump became President. There is no clearly defined policy towards Iraq or towards Kurdistan. There is no clearly defined strategy for defeating ISIS in Iraq or Syria. It would be a mistake for KRG officials to rush to Washington, when Trump's team has not been assembled and the policy is still fluid. That being said, strategic patience has its limits. The KRG should not wait too long.

**In a previous interview with our Magazine you emphasized that the US should pursue a reality-based approach, can you elaborate on that?**

A reality-based approach involves recognition that Iraq no longer exists. Iraq is a proxy of Iran. In contrast, Kurdistan is pro-western. Kurds and Americans share values. When the US recognizes this reality, it can adjust its cooperation accordingly.

**Also in that interview you emphasized that the Kurds should have a sense of urgency in pushing for independence, and they should waste no more time. Do you have same recommendation for the Kurds this time?**

The KRG must show it is serious about a friendly divorce from Baghdad. It must intensify reforms, preparing for self-rule. Independence is not given. It is earned. Maybe after meeting US officials at the recent Munich Security Conference, the KRG will have additional information to put discussions on a fast track. Kurdish unity is imperative to create conditions for Kurdistan's independence.

**In your report about state-building in Iraqi Kurdistan you outlined a roadmap for Kurdistan to pursue in order to achieve independence, have you seen any progress in undertaking the much-needed structural reform in Kurdistan?**

There has been some structural reform. The economy has stabilized. The

PUK is finally taking steps to resolve internal divisions and set-up a leadership committee. Kurds will unite behind a common vision for independence. President Barzani cannot wait until ISIS is defeated. He needs to push forward more proactively, and the KRG must demonstrate it is ready for self-rule by intensifying reforms.

**In terms of independence, how can the Kurds present a compelling and convincing case for statehood?**

The Kurds need to demonstrate unity, which starts with PUK resolving its internal differences and establishing a leadership committee that is capable of managing its affairs. Then the PUK and the KDP must come together and develop a shared vision for state-building and political transition. We have talked about Kurdish unity, the unity within the PUK and the unity between the PUK and KDP, but Kurdish unity also involves regional cooperation. Kurds in Syria and Kurds in Iraqi Kurdistan must work together. Unity also involves regional cooperation.

**You have mentioned that Mr. Trump has pledged to defeat ISIS, but don't you think that this goal is inextricably linked to political settlement after destroying ISIS militarily?**

The battle for Mosul is underway. It will be bloody, but ISIS will eventually be defeated. Beyond Mosul, a political plan is needed to defeat Islamism in Iraq and prevent ISIS from morphing into a new, more murderous movement. The Trump administration should facilitate the deconstruction of Iraq, as Iraqis divide the country into three parts.

Regarding the viability of an independent Kurdistan, some has casted doubt on the sustainability of this state and argue that it will be surrounded by hostile neighbors and susceptible to blockade, what do you make about that?

Independence will not come easily. Sacrifice is required. There may be blockades or obstacles imposed by neighboring countries. Nonetheless, the KRG should move forward by conducting a referendum, asserting its national sovereignty, and declaring statehood. Vision and political leadership are needed.

**Do you believe that the attempts to reach a settlement between Kurdistan and central government have reached a dead end? Are there irreconcilable differences and insurmountable disagreements? Should Kurdistan choose its own path?**

There are deep differences with the Iraqi government, but that does not mean discussions are at a dead end. The independence of Iraqi Kurdistan needs to be negotiated through political dialogue. If the KRG moves abruptly towards independence without negotiations, it will provoke a reaction from Baghdad, detrimental to the goal.

Kurdistan will surely face opposition from Iran, Turkey and Baghdad. But its neighbors do not have a veto. President Barzani needs to do what is in the interest of his people. Taking orders from other capitals does not serve Kurdistan's interests.

**To what extent does the establishment of an independent Kurdish state serve the geopolitical interests of the USA in this region?**

Iraqi Kurdistan can become the eastern flank of NATO, given Turkey's uncertainty as an ally. If Turkey denies access to Incirlik Air Force Base, the US can use facilities in Iraqi Kurdistan.

**Another counter argument for creating an independent Kurdistan is that the establishment of this state will lead to more instability and further insecurity in this region. What is your perspective in this regard?**

I think it will actually create more stability and a more predictable environment. An independent Iraqi Kurdistan would be a good friend and loyal ally of the United States.

**But why did the Obama administration consistently insisted on the "one Iraq" policy?**

The Obama administration was wrong. It was too timid and it lacked vision. It managed relations instead of shaping them. Now the US needs to proactively shape events and deepen cooperation with Kurdistan.

**There is a sense in Kurdistan that after defeating ISIS, the popular mobilization units will pose a real threat to the Kurds. What is your**

⇒ perspective?

The popular mobilization units do represent a real threat. We should not underestimate their ability or willingness to undermine Kurdistan's progress. At the same time, Kurdistan cannot be held hostage by Iran. The KRG needs to negotiate with Iran, based on a clear vision and plan for moving toward independence. Iran is nervous about the Trump administration. It wants to draw Kurdistan out of America's sphere of influence.

**We have heard from the press and media outlets that after meeting with President Barzani, both the vice president and secretary of defense of United States have expressed their support for Kurdistan. What is your opinion about that?**

What is meant by "support Kurdistan"? US officials should be judged by what they do not what they say. The KRG can help the US administration by clearly defining its goals and areas where it wants support such as the provision of heavy and offensive weapons, more subsidies for Peshmerga salaries, additional medical facilities for wounded warriors, and political support when the

KRG organizes a referendum and declares independence.

**You have talked about Iran and recently we have witnessed an escalation of tension between USA and Iran. Can we expect that the Trump administration is going to aggressively contain Iran?**

You can count on the Trump administration to aggressively monitor Iran, to make sure Tehran is in compliance with commitments in the nuclear agreement. Let's hope that the US is not looking for a fight with Iran, but it will hold Iran accountable if it violates agreements or supports terrorism.

**The occurrence of what event and development accelerates the declarations of independence of Kurdistan?**

Simply, the decision to go for it. The KRG should be deliberate, but it cannot reflect too long or the widow of opportunity will close. The Obama administration was overly deliberative and missed opportunities. Now it is the time for decisive action and bold leadership. ■

◆◆◆

Bloomberg

March 9, 2017

# Why Kurdish Oil Is a Wild Card for Markets: QuickTake Q&A

by Sam Wilkin / 9 march 2017

<https://www.bloomberg.com>

If Iraq's Kurdish territory were a country, it would probably qualify for OPEC membership. It wouldn't even be the smallest member, given its production of about 600,000 barrels of oil per day. That's an impressive achievement for a landlocked enclave that started exploring only a decade ago. The region's potential is greater still, though it faces political, military and economic challenges to expanding its output.

## 1. Why does the Kurdish region matter to oil markets?

The semi-autonomous Kurdistan Regional Government says the area's reserves could total 45 billion barrels, more than Nigeria's, and Kurdish crude is generally cheap to extract. When foreign investors tramped into the region's oil fields after the fall of Saddam Hussein's regime, the crude was so abundant it seeped from the ground beneath their feet. Tony Hayward, former BP Plc boss turned wildcatter, called Iraqi Kurdistan "one of the last great frontiers" in the oil and gas industry as his new company Genel Energy Plc started prospecting there in 2011. Ashti Hawrami, natural resources minister for the KRG, has spoken of increasing exports to 1 million barrels a day or more.

## 2. Who's got interests there?

Early discoveries prompted a rush of foreign investment, and by 2014 the Kurdish capital Erbil was a boomtown. The area attracted oil majors including Exxon Mobil Corp., Chevron Corp. and Total SA. Norway's DNO ASA pumps the most oil there: more than 110,000 barrels a day at the Tawke field, in partnership with Genel.

## 3. How have they fared?

It's been a bumpy ride. Crude was selling for more than \$100 a barrel from 2011 to 2014. Then prices tumbled, from \$115 in June 2014 to less than \$60 that December. In the same year, Islamic State militants seized much of northern Iraq. By early 2015, the militants were attacking Erbil and holding a front line just 30 kilometers (19 miles) away. Kurdish soldiers known as Peshmerga fought back successfully, but the war and low oil prices drained the Kurdish government's coffers. The KRG fell behind on payments to companies in late 2014 and has yet to clear the arrears. Explorers that had bet on the region, such as Genel, Gulf Keystone Petroleum Ltd. and WesternZagros Resources Ltd., lost more than 90 percent of their value. That experience and disputes between the Kurdish government and Iraqi national authorities have kept most big oil companies away and prompted some investors to pull back.

## 4. What's the dispute with Baghdad?

Iraq's Kurds have long chafed against control by Arab-led governments in Baghdad, and they've been developing their hydrocarbon industry to enhance their self-sufficiency. Kurdish authorities began offering oil con-

## Pipeline Route For Oil Exports From Iraq's Kurdish Region

Kurds say region contains 45 billion barrels of reserves

■ Majority Kurdish population    / Kirkuk-Ceyhan pipeline



Bloomberg

tracts to foreign investors in 2007, against Baghdad's wishes. The central government then barred companies working with the Kurds from operating in other parts of the country. Baghdad also threatened to sue anyone buying Kurdish crude. When it did just that in Texas in 2014, a U.S. judge blocked a tanker from unloading its cargo of Kurdish oil. The stakes rose that same year when Kurdish forces, defending against the encroachment of Islamic State, occupied oil facilities in the disputed province of Kirkuk. That's left Baghdad in control of less than half of Kirkuk's oil.

## 5. How does the landlocked region export oil?

It relies on a pipeline to the port of Ceyhan in neighboring Turkey to get most of its crude to market. A squabble with the Turks could threaten this commercial artery and end up crippling the Kurdish oil industry. That's a worry for the KRG, given that Turkey's own ethnic Kurdish population is engaged in a sometimes violent struggle for greater autonomy, and Turkish troops are squaring up to Kurdish militias in Syria. The KRG's pipeline also transports some 100,000 barrels a day of oil from federal-run fields in Kirkuk, so this flow, too, could be interrupted by a dispute with Turkey.

## 6. What's the outlook for the Kurdish region's oil industry?

Many of its problems are fading. Oil prices have risen about 20 percent since the Organization of Petroleum Exporting Countries, including Iraq, agreed in November to cut production. Islamic State is in retreat as Iraqi and Kurdish forces, with U.S. support, advance on terrain held by the group. The Kurdish government has started catching up on overdue payments to oil companies. It resolved a disagreement with Baghdad over the shipment of oil from the central government's Kirkuk fields through the Kurdish export pipeline. And Russia's Rosneft PJSC agreed in February to pre-purchase two years of crude from the Kurds, becoming the first big oil company to buy directly from them. ●

# U.S. Puts Troops on the Ground in Syria to Blunt Turkish Campaign

By Henry Meyer and Selcan Hacaoglu / March 8, 2017  
<https://www.bloomberg.com>

**T**he U.S. and Russia have found themselves teaming up for the first time in the war in Syria -- against a country both call an ally: Turkey.

The U.S. and Russia moved this week to block a threatened drive by Turkey to seize Manbij, a town in northern Syria about 40 kilometers (25 miles) from the Turkish border. A U.S. deployment and a Russian-brokered deal with Syrian forces created buffer zones that headed off any Turkish campaign against the Kurdish forces who hold the town – seen by Washington as key allies against Islamic State and by Turkey as terrorists.

As the outside powers fighting in Syria step up the fight to crush Islamic State, the battle is laying bare their often-conflicting loyalties. With all sides pushing into terrorist-held territory, the potential for clashes between the players is rising.

Russian President Vladimir Putin is a central player thanks to his military campaign, but he must keep allies like Syria and Iran on his side even as tries to cooperate with the U.S. and Turkey. Turkish President Recep Tayyip Erdogan comes to Moscow on Thursday with his defense minister for talks with Putin.

"This is a unique circumstance when the U.S. and Russia have found themselves thrown together against Turkey because of the Kurds, who are directly sponsored by Washington and get Russian support too," said Alexander Shumilin, head of the Middle East Conflict Center at the Institute for U.S. and Canada Studies, a government-run research group in Moscow.

## 'FLAG COMPETITION'

Turkish Prime Minister Binali Yildirim said his country was seeking a "trilateral mechanism" to clear the area of "terrorist groups." In Manbij, "the U.S. is raising a flag, Russia is raising a flag nearby, things have turned into a flag competition," Yildirim said in an interview with ATV television.

Later on Tuesday, Yildirim said countries operating in Syria must coordinate their actions to eliminate all terrorist groups. Last week, Turkey vowed to capture Manbij if the U.S. didn't clear out the Kurdish fighters who control it.

"Turkey told its counterparts that no terror group can be destroyed by using another terror group," he said in Ankara. "If coordination can't be established, then there could be a risk of confrontation, which we do not wish for."

The standoff has emerged as Russia has taken the diplomatic lead in seeking to resolve the war in Syria after its air campaign that started in 2015 bolstered President Bashar al-Assad.

Under pressure in Washington over allegations of Russian interference in the



A convoy of US armored vehicles near the village of Yalanli, in Manbij, on March 5. Photographer: Delil Souleiman/AFP

U.S. election, President Donald Trump has backed off his campaign pledge to cooperate on fighting terrorism in Syria with Putin. Still, U.S. warplanes helped indirectly in the Russian-backed Syrian offensive to recapture the historic city of Palmyra last month, carrying out 23 strikes over nine days, as much as during the rest of February. Now, on Turkey, the two powers appear to have taken a tactical joint stance.

In a bid to lower the tensions, U.S. Joint Chiefs of Staff Chairman Joseph Dunford, Russian Chief of the General Staff Valery Gerasimov and Turkey's Chief of the General Staff Hulusi Akar met in the southern Turkish city of Antalya on Tuesday.

## 'DANGEROUS SITUATION'

"It is a measure of the success that forces are having in countering the Islamic State of Iraq and Syria that the conversation is necessary," the U.S. Defense Department said in a statement. It noted that areas like Manbij have become "a crowded battlespace" and the proximity of the various forces had created "a dangerous situation."

Turkey sent troops across the border into Syria in August, backing Free Syrian Army rebels in battles against Islamic State. The army has also clashed with Kurdish forces that the government in Ankara regards as terrorists with links to separatists in Turkey, who took control of Manbij after expelling Islamic State just before the Turkish incursion.

Turkey has sought the support of the U.S., its NATO ally, to lead a ground offensive against Islamic State's main Syrian stronghold of Raqqa that would advance through areas controlled by Kurdish fighters, a Turkish official said last week. But the U.S. views the Kurds as an essential element of the battle against the radical Sunni group that's waged a global campaign of terrorist attacks from its self-declared caliphate in Syria and Iraq.

## RISK REMAINS

Full-scale hostilities between the Turks and Kurds would deal a major setback to efforts to capture Raqqa, according to Joshua Landis, head of the Center for Middle East Studies at the University of Oklahoma. "It's important to get a buffer between the Turks and Kurds so ISIS can be beaten," he said.

The U.S. has moved 500 soldiers to the outskirts of Manbij, according to Ilnur Cevik, chief adviser to Erdogan. The U.S.-led coalition "has taken this deliberate action to reassure coalition members and partner forces, deter aggression and keep the focus on defeating ISIS," spokesman Colonel John Dorrian said on Twitter.

The U.S. and Russian moves leave Turkey with "no more room to maneuver," said Faysal Itani, an analyst with the Atlantic Council in Washington. That will enable a Kurdish-led operation to capture Raqqa and the Syrian government to deploy its forces, too, in the area, he said.

"What Turkey is experiencing with its allies in the West is traumatic," Turkey's Deputy Prime Minister Mehmet Simsek said Wednesday as he lashed out against the U.S. alliance with Syrian Kurdish forces. "We do hope the Trump administration will have a better understanding of Turkey's concerns." ●



In this Tuesday, March 7, 2017, frame grab from video provided by Arab 24 network, shows U.S. forces take up positions on the outskirts of the Syrian town, Manbij, a flashpoint between Turkish troops and allied Syrian fighters and U.S.-backed Kurdish fighters, in al-Asaliyah village, Aleppo province, Syria. Syrian government forces backed by Russia also operate in the area.

# Turkey warns US on battle against Isis in Raqqa

PM Yildirim says relations will be ‘damaged’ if Washington supports a Syrian Kurdish militia

By: Mehul Srivastava in Ankara and Erika Solomon in Beirut  
 MARCH 9, 2017  
<https://www.ft.com>

Turkish prime minister Binali Yildirim has warned that his country’s relationship with the US will be “seriously damaged” if Washington insists on supporting a Syrian Kurdish militia in the battle to drive Isis out of Raqqa.

Mr Yildirim’s warning came as the US confirmed the deployment of 400 additional troops to Syria to work with the Syrian Democratic Forces (SDF), a grouping dominated by Kurdish militia and Washington’s preferred partner in the fight against the jihadis in the war-torn nation.

Colonel John Dorrian, spokesman for the international coalition against Isis, told the Financial Times the deployment was to “provide flexible, all-weather fire support” for the SDF.

“Our partners, the SDF and the Syrian Arab Coalition have been a very effective force, but this task is the largest they have taken on,” Col Dorrian said. “The enemy has had well over two years to consolidate its positions in Raqqa and dig elab-

orate defences.”

The deployment suggests the Trump administration is intent on backing the Kurdish forces to take Raqqa, the de facto capital of the jihadi group’s so-called caliphate. But Washington’s support for the Kurdish militia has infuriated Ankara, which considers the group an extension of the outlawed Kurdistan Workers’ party (PKK), which has fought a three-decade insurgency against the Turkish state.

Turkey, a Nato member and critical ally of the US and Europe in the fight against Islamist extremism, has insisted its forces and Syrian rebels it backs should lead the charge for Raqqa, instead of the Kurds its accuses of displacing Arabs in a land grab.

The city is a crucial prize for the diverse armed groups fighting in Syria as it is Isis’s last big urban stronghold in the country.

“If they insist with going along with the YPG [Kurdish militia] – the friendship between Turkey and the US will be seriously undermined and damaged,” Mr Yildirim told reporters, adding that Ankara had presented the US its own battle plan for Raqqa. “They [Washington] know what our capa-



A convoy of US forces armoured vehicles drives near the village of Yalanli, on the western outskirts of the northern Syrian city of Manbij, on March 5, 2017 AFP/Getty

bilities are, they know what kind of support we can bring to the table. We’ve exchanged this information militarily, politically, diplomatically – the ball is in the US court, if you will.”

Turkey sent tanks and troops into Syria last year ostensibly to fight Isis, but also to push back Syrian Kurds and create a buffer zone deep in Syrian territory. But Ankara’s ambitions risk being thwarted by Washington’s plans for Raqqa and Russia’s decision to mediate a deal under which Kurdish forces agreed to hand over five villages near the northern town of Manbij to the Syrian regime.

The move has placed Turkish-backed rebels near the gates of Manbij, while US-backed militia guard the town and the Russia-backed Syrian regime moves closer, a situation Mr Yildirim said could lead to an “unfortunate incident.”

Russia intervened militarily to back President Bashar al-Assad, while Turkey backs Syrian rebels. The two powers have, however, cooperated to broker ceasefires as their roles in the conflict become more pivotal.

US forces have hung American flags on the gates of Manbij to avoid a possible skirmish between the varied forces arrayed around the town.

“It has turned into a flag race, and it is a pity that it has come to this,” Mr Yildirim said.

However, he dismissed the suggestion that Turkey is trapped between US and Russian goals in Syria.

“Turkey is not stuck between the two,” he said.

But in the increasingly complex battle-plans for Isis territory, Turkey finds itself having to balance its commitments to its Nato-ally, its arrangements with Russia and the realisation that Ankara may not achieve its goal of toppling Mr Assad.

Recep Tayyip Erdogan, Turkey’s president is headed to Russia on Thursday to meet Vladimir Putin, where they are expected to discuss the Syrian conflict.

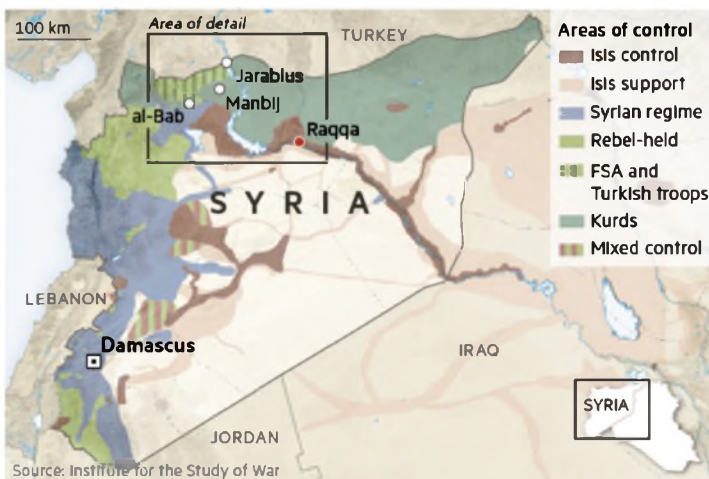
Members of Syria’s Kurdish militia say their goal is to recapture Raqqa and use it to cement a pivotal role in future negotiations on Syria.

“Raqqa for us is a strategic matter,” said a representative of the Kurdish group, who asked not to be identified. “If we take it with the international coalition, we will be a force to be reckoned with in the region. We’ll have real weight in the Middle East.”

Col Dorrian said operations to isolate Raqqa would be completed “within a few weeks”. There would then be further discussions over the battle to recapture the city.

Aaron Stein, a fellow at the Washington-based Atlantic Council, said “the trajectory of the war may lead us to an endgame.”

“Once Raqqa starts, Turkey will be in a bind,” he said. ♦





# U.N. Accuses Turkey of Killing Hundreds of Kurds

By NICK CUMMING-BRUCE  
MARCH 10, 2017  
<https://www.nytimes.com>

**G**ENEVA — Turkey’s military and police forces have killed hundreds of people during operations against Kurdish rebels in southeastern Turkey, the United Nations said on Friday in a report that listed summary killings, torture, rape and widespread destruction of property among an array of human rights abuses.

The report, by the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, details how operations by the Turkish infantry, artillery, tanks and possibly aircraft drove up to half a million people from their homes over a 17-month period from July 2015 to the end of 2016.

Though the report is focused on the conduct of security forces in southeastern Turkey, the 25-page document underscores the deepening alarm of the United Nations over the measures ordered by Turkey’s president, Recep Tayyip Erdogan, since a failed coup attempt last July.

The state of emergency Mr. Erdogan imposed after the coup attempt appeared to “target criticism, not terrorism,” Zeid Ra’ad al-Hussein, the United Nations high commissioner for human rights, said here on Tuesday.

The Turkish government declined to comment on the report.

Critics of Mr. Erdogan charge that he called off a truce with the Kurds in 2015 to stoke nationalist sentiments after his party fared poorly in parliamentary elections. After the failed coup, he used his enhanced emergency powers to crack down on Kurdish political leaders, intellectuals and others who voiced support for the Kurdistan Workers’ Party, or P.K.K., which is considered a terrorist group by Turkey, the United States and the European Union.

The report said measures taken by the government in the southeast since the failed coup, including arrests of parliamentarians, mass dismissals of officials and closing of Kurdish-language media, had been aimed at suppressing dissent in general and opposition parties in particular.

Mr. al-Hussein said he was “particularly concerned by reports that no credible investigation has been conducted into hundreds of alleged unlawful killings, including women and children.” He called for an independent inquiry without restrictions, noting that his investigators had been denied access to the Kurdish areas.

The report said that about 2,000 people had died in security operations in the southeast, citing information provided by the



Top, a satellite photo taken on June 22, 2015, and under it, the same location on July 26, 2016, showing the destruction by Turkish security forces of part of Sur, a district in the city of Diyarbakir, in southeastern Turkey. Credit DigitalGlobe/UNOSAT, via Associated Press

government. That included close to 800 members of the security forces and 1,200 others who the report said “may or may not” have been involved in violent action against the government.

The Turkish authorities were acting in a difficult security environment, the report acknowledged, citing attacks, killings and kidnappings by the P.K.K.

Nevertheless, by compiling information from interviews with victims and their relatives and by using satellite imagery, investigators for the United Nations verified a variety of abuses by the security forces, among them extrajudicial killings, disappearances, torture, violence against women and the prevention of access to medical care, food and water.

Investigators found that many of the worst abuses occurred during curfews, when the movement of people was restricted and entire neighborhoods were cut off for days at a time.

Witnesses interviewed in the town of Cizre, along the Tigris River in the southeast, described “apocalyptic” scenes of destruction. Investigators were able to document at least 189 people who were trapped for weeks in basements without food, water, medical aid or

electricity before dying in fires started by artillery shelling by security forces. Ambulances were prevented from entering the area, causing deaths that could have been avoided.

Many of the victims simply disappeared in the wholesale destruction of large residential areas carried out by the military, which attacked systematically with heavy weapons, including bombing strikes, the report said. The destruction peaked in August.

Investigators also reported that the authorities refused to investigate civilian deaths, accusing residents of supporting terrorism. The family of one woman who disappeared in Cizre was given three small pieces of charred flesh identified through DNA testing, investigators reported. When a sister of the missing woman then tried to start legal proceedings, she was charged with terrorism offenses.

The United Nations said the report released on Friday would be the first of a series produced by the human rights office, whether or not its investigators were granted the access they needed. ■

# LES ÉTATS-UNIS S'IMPLIQUENT DAVANTAGE EN SYRIE

► Dans le nord du pays, l'armée américaine s'interpose entre Turcs et Kurdes



Des véhicules de l'armée américaine près de Manbij, en Syrie, le 7 mars. ARAB 24 NETWORK/AP

## Manbij attise les ambitions dans le Nord syrien

Les Etats-Unis et la Russie veulent empêcher Ankara de marcher sur la ville pour y déloger les forces kurdes

ISTANBUL - correspondante

Des accrochages se sont produits, jeudi 9 mars, entre l'armée turque et ses alliés rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) et des gardes-frontières syriens déployés à l'ouest de Manbij (nord de la Syrie). Les hostilités ont eu lieu dans les villages – Jubb Al-Himar, Boujeh, Al-Boghaz, Korkoyok – récemment laissés à l'armée syrienne par les Forces démocratiques syriennes (FDS), au sein desquelles les milices kurdes YPG

jouent les premiers violons.

Effectuée avec la bénédiction de Moscou, la remise par les Kurdes de ces villages aux forces loyales à Bachar Al-Assad visait à dissuader les Turcs et leurs alliés rebelles syriens de poursuivre leur avancée vers Manbij, verrou stratégique sur la route entre la Turquie et Rakka, la capitale auto-proclamée de l'organisation Etat islamique (EI) dans le nord-est de la Syrie.

Cité par des médias proches de Damas, l'incident de jeudi n'a suscité aucune réaction d'Ankara. Il n'est ni le premier ni le dernier sur

**« Pourquoi les YPG [milices kurdes] sont à Manbij ? Pour établir leur canton terroriste »**

MEVLÜT ÇAVUSOĞLU  
ministre  
des affaires étrangères turc

le théâtre des opérations du nord de la Syrie, où une multitude d'acteurs sont engagés. L'animosité persistante entre Turcs et Kurdes des milices YPG risque de peser sur le déroulement des opérations pour reprendre Rakka.

**« Théâtre d'opérations bondé »**

C'est précisément pour tenter de parer à ce genre d'accrochages que les chefs d'état-major russe, Vassili Guerassimov, américain, Joseph Dunford et turc, Hulusi Akar, se sont réunis, mardi 7 mars, dans la cité balnéaire d'Antalya, dans le sud-ouest de la Turquie. Ce sommet tripartite, tout à fait inédit, a révélé l'urgence de la situation.

Il s'agissait de « renforcer la communication au plus haut niveau et prévenir des conflits potentiels autour des opérations militaires en Syrie », notamment dans la zone

de Manbij où « le théâtre d'opérations est bondé », avec pour conséquence l'émergence d'une « situation dangereuse », selon un communiqué du Pentagone.

Pour la première fois depuis le

début de la guerre en Syrie, Etats-Unis et Russie se sont retrouvés à faire cause commune pour empêcher la Turquie, leur allié respectif, de marcher sur Manbij après avoir repris – après seize semaines de combats et de nombreuses pertes – la ville d'Al-Bab des mains de l'EI. Située à environ 40 kilomètres de la frontière turque, Manbij est dirigée par les FDS qui l'ont reconquise sur l'EI le 12 août 2016.

Quelques jours après la prise de Manbij, l'armée turque avait franchi la frontière pour lancer son opération militaire « Bouclier de l'Euphrate » dans le nord de la Syrie. Jusqu'alors, le haut commandement turc s'était toujours opposé à une intervention en Syrie, mais la nouvelle donne issue du coup d'Etat tenté par des officiers factieux le 15 juillet 2016 est venue tout bouleverser, l'armée se retrouvant soumise aux foudres du pouvoir politique.

Les autorités turques ne peuvent digérer le fait que les FDS – dominées par les milices kurdes YPG – soient soutenues par les Américains, leur principal allié au sein de l'OTAN. « Lutter contre l'EI avec des groupes terroristes comme les YPG, qui sont une émanation du PKK, revient à se tirer une balle dans le pied », a estimé, jeudi, Ibrahim Kalin, le porte-parole du président turc Recep Tayyip Erdogan.

Aux yeux des Turcs, le Parti de l'union démocratique (PYD) et son bras armé YPG sont des « groupes terroristes » inféodés au Parti des

travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre contre la Turquie depuis 1984. Le PKK a longtemps été l'hôte privilégié de Hafez Al-Assad, le père de Bachar Al-Assad. Son chef adulé, Abdullah Öcalan, emprisonné à vie en Turquie, a tissé de solides liens d'amitié avec les tyrans successifs de Damas malgré les persécutions endurées par la population kurde de Syrie.

Révérées pour leur ardeur au combat, les YPG continuent à jouir du soutien des Russes et des Américains sur le terrain. Des centaines de « boys » sont présents à Manbij comme dans les autres villes du nord de la Syrie – Hassaké, Kobané, Rimelan, Hol, Shedadi – tenues par les milices kurdes. C'est à Til Beder, non loin d'Hassaké, que les Américains ont établi un quartier général à partir duquel les opérations sur Rakka seront lancées.

#### « Signe visible de réconfort »

Les Américains comptent sur les FDS, qui assiègent Rakka depuis novembre 2016, pour mener l'attaque finale, ce qui ajoute aux tensions avec Ankara. « Nous essayons d'agir pour éviter le scénario d'un affrontement entre deux alliés de la coalition », a reconnu mollement le général Joseph Votel, chef des forces au Moyen-Orient, devant une commission du Sénat américain, jeudi.

Les Turcs, eux, rêvent d'en découdre avec les milices kurdes. « L'important pour nous est de nettoyer Manbij des YPG. Pourquoi y



Evacuation d'un membre blessé des Forces démocratiques syriennes, dominées par les milices kurdes, près de Manbij, le 3 mars. DE L'IL SOULIMAN/AFP

sont-ils? Pour établir leur canton terroriste et gagner du terrain », a réitéré, jeudi, le ministre des affaires étrangères Mevlüt Çavusoglu. Les Américains ont déployé début février un petit nombre de militaires dans la ville et à sa périphérie ouest pour éviter des affrontements entre les FDS et les forces syriennes appuyées par la Turquie. La présence des blindés à la bannière étoilée se veut un « un signe visible de dissuasion et [de] réconfort », a confirmé lundi le porte-parole du Pentagone, Jeff Davis.

La Turquie se retrouve aujourd'hui dans une impasse. Certes, les trois objectifs qu'elle s'était fixés dès le lancement de « Bouclier de l'Euphrate » ont été atteints – l'EI a été chassé des territoires attenants à la frontière turque, les milices kurdes YPG n'ont pas pu réaliser la jonction entre les cantons kurdes à l'est et à l'ouest,

et l'esquisse d'une « zone de sécurité » voulue par le président turc a été réalisée, au moins jusqu'à Al-Bab. Mais, diplomatiquement, le pays est isolé et ses aspirations militaires sont contrariées.

Voilà pourquoi M. Erdogan devait avoir à cœur de convaincre Vladimir Poutine, lors de sa visite à Moscou vendredi 10 mars, de laisser cette zone de sécurité aux mains des Turcs, lesquels s'engagent à construire des logements, des hôpitaux et des écoles pour les réfugiés syriens.

Trois millions de réfugiés syriens vivent en Turquie et plus de 60 000 végètent dans un no man's land à la frontière turco-syrienne, fermée à triple tour depuis la signature, voici bientôt un an, de l'accord entre l'UE et la Turquie pour arrêter les flux de migrants vers le Vieux Continent. ■

MARIE JÉGO

## Déploiement américain en vue de la reprise de Rakka à l'EI

DEVANT LA COMMISSION des forces armées du Sénat, jeudi 9 mars, le général Joseph Votel, le responsable du CentCom (commandement central des Etats-Unis) chargé du Moyen-Orient, a confirmé l'envoi de renforts en Syrie. Le général n'a donné aucun chiffre, alors que la presse a évalué ces renforts à 400 hommes. Les Etats-Unis ne disposent d'aucune couverture juridique pour justifier leur présence militaire dans ce pays, et s'étaient contentés, pour l'instant, de forces spéciales opérant contre l'organisation Etat islamique (EI) aux côtés de leurs alliés syriens, principalement kurdes.

Les militaires supplémentaires déployés par le Pentagone, issus du corps des Marines, assureront un appui d'artillerie dans la perspective de l'assaut en préparation contre Rakka, le bastion syrien de l'EI. Le général Votel a tiré un parallèle avec l'Irak, où les Etats-Unis et la France ont assuré ce soutien au profit des troupes irakiennes à Mossoul. Le Pentagone a précisé que ce déploiement serait « temporaire », en prenant soin de l'associer à l'offensive contre

Rakka. L'administration précédente avait préparé un plan finalement abandonné, qui comportait également l'ajout d'hélicoptères d'attaque.

Selon une source non identifiée du *Washington Post*, qui en a fait état le premier, ce renfort s'inscrirait dans le cadre d'une planification ancienne. Elle ne serait pas, pour cette source, une première traduction du plan que le président Donald Trump a demandé à son secrétaire à la défense, James Mattis, pour « rayer l'EI de la carte », un engagement qu'il n'a cessé de répéter depuis sa prise de fonctions. Interrogé jeudi à propos de ces renforts, le porte-parole de la Maison Blanche, Sean Spicer, a d'ailleurs renvoyé vers le Pentagone.

#### Force d'interposition

Lors de son audition, M. Votel a dû affronter le scepticisme du président de la commission des forces armées, John McCain, inquiet des tensions entre les alliés kurdes syriens des Etats-Unis et la Turquie, qui les assimile à des groupes terroristes. « Je ne suis pas sûr que l'administration mesure

combien le président [Recep Tayyip] Erdogan considère la menace que les Kurdes représentent. Sauf changements, nous allons dans le mur », a estimé M. McCain, répondant aux propos rassurants du général. Ces tensions ont contraint les Etats-Unis à se transformer en force d'interposition dans la ville de Manbij, proche de la frontière turque. Elles compliquent également l'offensive contre Rakka, pour laquelle ces forces kurdes devraient assurer l'essentiel des opérations de reconquête au sol, ce qu'Ankara considère d'un mauvais œil.

Selon l'agence Reuters, les progrès survenus à Mossoul, l'ancienne capitale de l'EI en Irak, et l'assaut prévu à Rakka, auraient conduit l'administration américaine à déployer une force de réserve d'un millier d'hommes au Koweït. Devant les sénateurs, qui l'ont beaucoup interrogé sur l'Afghanistan après le raid meurtrier conduit par l'EI dans un hôpital de Kaboul, le général Votel a également plaidé pour l'envoi de renforts américains. ■

GILLES PARIS  
(WASHINGTON, CORRESPONDANT)

# Turkish president calls Dutch 'Nazi remnants' in escalating dispute between NATO allies



*Turkish President Recep Tayyip Erdogan waves to his supporters March 11 in Istanbul. (Kayhan Ozer / Associated Press) Associated Press*

MARCH 11, 2017 / Associated Press  
<http://www.latimes.com/>

Turkey and the Netherlands sharply escalated a dispute Saturday as the Dutch blocked campaign visits by two Turkish ministers, prompting Turkish President Recep Tayyip Erdogan to call them fascists and "Nazi remnants."

From keeping Foreign Minister Mevlut Cavusoglu from landing in the Netherlands in the morning to Turkish officials closing off the Dutch Embassy in the evening and calling the Dutch ambassador no longer welcome, relations between the NATO allies sank ever deeper in the diplomatic standoff over the right of Turkish government officials to speak about their political plans at rallies in Europe.

The Dutch first withdrew the landing rights of the foreign minister because of objections to his intention to rally in Rotterdam for a Turkish referendum on constitutional reforms to expand presidential powers, which the Dutch see as a step backward from democracy.

And later, the Minister of Family and Social Policies Fatma Betul Sayan Kaya was kept out of the Turkish consulate in Rotterdam after traveling from Germany, insisting that the "Netherlands is violating all international laws, conventions and human rights by not letting me enter."

Erdogan told a rally in Istanbul that the Dutch "do not know politics or international diplomacy." He compared them to "Nazi remnants, they are fascists."

Dutch Prime Minister Mark Rutte called it "a crazy remark, of course. But I understand they are angry, but this is of course way out of line."

Erdogan had earlier this month already compared German policies to "Nazi practices," after German municipalities canceled several campaign events by Turkish officials last weekend.

He told a rally in Istanbul Saturday: "You can stop our foreign minister's plane all you want, let's see how your [diplomatic] planes will come to Turkey from now on." Cavusoglu also referred to possible sanctions, and Rutte said consultations under such threats were impossible, forcing him to bar the visit.

The government said it withdrew the permission because of "risks to public order and security," causing Cavusoglu to say: "so is the foreign minister of the Turkish republic a terrorist?"

In the evening, a Turkish foreign ministry official who spoke on customary anonymity said the Dutch Embassy in Ankara and its consulate in Istanbul were closed off because of security reasons.

The official said entries and exits were closed to the two locations. Similar precautions were taken at the Dutch charge d'affaires' house and the ambassador's resi-

dence.

The Turkish foreign ministry also said it doesn't want to see the Dutch ambassador, who is out of the country, return to his post for some time because of the increasingly divisive dispute with the Netherlands.

Cavusoglu said he arrived in Metz, France, late Saturday, where he was expected to address crowds on Sunday. Turkish officials have been campaigning in various European cities before the April 16 referendum.

Around 100 people marched in Istanbul on Saturday afternoon to protest the Dutch decision, with demonstrators placing a black wreath in front of the Dutch Consulate amid a heavy police presence.

At dusk in Rotterdam, hundreds of pro-Turkish demonstrators had gathered outside the Turkish Consulate with flags in a peaceful protest following the acrimonious words between both governments.

The diplomatic row comes at a time when relations between Turkey and the European Union, of which the Netherlands is a member, have been steadily worsening, especially in the wake of Erdogan's actions since last year's failed coup. More than 41,000 people have been arrested and 100,000 civil servants fired from their jobs.

Cavusoglu said that "unfortunately Europe and several countries in Europe, the Netherlands being in the first place, they are reminiscent of the Europe of World War II. The same racism, Islamophobia, xenophobia, anti-Semitism, we see all the crimes against humanity in today's politics."

The dispute also comes just days before the Netherlands goes to the polls in a March 15 election for the lower house of Parliament. The campaign has been dominated by issues of identity, with anti-Islam lawmaker Geert Wilders set to make strong gains.

After Wilders accused the government of a weak response to Turkish plans to send ministers to the Netherlands to campaign, he insisted it was his pressure which made the difference.

"Great! Thanks to heavy PVV- pressure a few days before the Dutch elections our government did NOT allow the Turkish minister to land here!!," he said in a Twitter message, referring to his Party for Freedom. He later added "I am tell all Turks in the Netherlands that agree with Erdogan: GO TO Turkey and NEVER come back!!."

Earlier Saturday, Cavusoglu said "Wilders is racist, fascist, Nazi, like a Nazi." Citing comments that Wilders wanted action against Muslims, Cavusoglu said: "What are you going to do? Are you going to kill them, burn them or what?"

The Dutch government said it does not object to meetings in the Netherlands to give information about the Turkish referendum, "but these meetings should not add to tensions in our society and everybody who wants to organize a meeting must adhere to instructions from authorities so that public order and security can be guaranteed."

It said the Turkish government "does not want to respect the rules in this matter." ♦



*Demonstrators wave Turkish flags outside the Turkish consulate in Rotterdam, Netherlands, Saturday, March 11, 2017. (Peter Dejong / AP)*



# La campagne turque tend l'Europe sur son sol

Les Pays-Bas ont subi à leur tour les foudres d'Ankara ce week-end après l'annulation de meetings visant à convaincre les Turcs de l'étranger de voter pour le renforcement des pouvoirs de leur président.



Les forces de l'ordre dispersent des soutiens de Recep Tayyip Erdogan, samedi soir près du consulat turc à Rotterdam. PHOTO EMMANUEL DUNAND. AFP

Par  
**QUENTIN RAVERDY**  
Correspondance à Istanbul

Face à quelques fêtards du samedi un peu perdus sur le pavé mouillé de l'Istiklal, la principale artère piétonne d'Istanbul, se dresse une petite foule compacte, drapeaux turcs à la main. De la masse jaillissent à intervalle régulier des slogans à la gloire de «Dieu» et du Président, Recep Tayyip Erdogan. Malgré l'heure tardive et la pluie, les quelques centaines de manifestants font le pied de grue devant les lourdes grilles du consulat des Pays-Bas. «On est venu pour soutenir nos ministres, notre président, contre ceux qui veulent nuire à notre pays. Et je veux dire ce soir aux Pays-Bas qu'ils n'ont pas à se mêler de nos affaires!» dénonce Sule, jeune Stambouliote, pointant le bâtiment calfeutré – à l'instar de l'ambassade, à Ankara – derrière un lourd dispositif policier. «Raisons de sécurité», justifient les autorités turques. Depuis samedi matin, le torchon brûle entre la Turquie et les Pays-Bas après que ces derniers ont interdit à l'avion du ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, de se poser sur le tarmac de Rotterdam. Le gouvernement de Mark Rutte a estimé que sa venue constituait une menace à l'ordre public. Cavusoglu avait tenu à prendre part à un meeting politique à La Haye, annulé la veille, dans le cadre de la campagne pour le référendum du 16 avril. Face à des sondages capricieux et une issue électorale incertaine, l'exé-

cutif n'entendait pas faire l'impasse sur les Turcs de l'étranger, potentiel vivier de plus de 2 millions de bulletins. Plusieurs ministres ont donc été missionnés pour promouvoir le «oui», synonyme du passage de la Turquie vers un régime présidentiel et de renforcement sensible des pouvoirs du chef de l'Etat. «Il est normal que les résidents turcs des Pays-Bas [environ 400 000 personnes, ndr] aient le droit d'être informés sur le référendum. C'est juste une question de liberté», estime Sule, fidèle électrice d'Erdogan.

«Nazis». Mais cette campagne à l'étranger, menée par les membres d'un gouvernement critiqué pour ses dérives autoritaires, n'a pas été du goût de plusieurs pays européens. Ce mois-ci, une dizaine de meetings où devaient s'exprimer des ministres et des cadres du Parti de la justice et du développement (AKP, islam-conservateurs au pouvoir depuis 2002) ont ainsi été annulés en Allemagne, en Autriche, en Suisse et donc aux Pays-Bas. Face à ces interdictions en cascade, Erdogan n'a pas mâché ses mots, allant jusqu'à comparer les décisions des autorités allemandes à des pratiques «pas différentes de celles des nazis». Samedi, même sentence pour celles du gouvernement néerlandais, qualifiées de «vestiges nazis» et de «fascistes» par le Président. Des attaques franches réitérées dimanche et reprises en boucle par la grande majorité des médias pro-AKP. A l'instar du quotidien *Star*, qui dénonçait sur sa une «l'Europe fasciste». «Je comprends qu'ils soient en colère, mais cela

dépasse les bornes», a rapidement décoché Mark Rutte, qualifiant les déclarations d'Erdogan de «remarques folles». Le Premier ministre des Pays-Bas se retrouve à mener de front la crise avec Ankara et la campagne électorale pour les législatives de mercredi, où son parti est talonné par l'extrême droite. Les saillies du président turc ont provoqué la colère de plusieurs chancelleries européennes et assombrissent un peu plus l'horizon des relations UE-Turquie. Ce qui ne serait pas sans effets sur la scène politique turque: en misant sur cette rhétorique anti-européenne et en plaçant la Turquie dans une position «victimaire», Erdogan chercherait à consolider le vote de l'électorat nationaliste, sur lequel il entend bâtir sa victoire dans les urnes le 16 avril.

Samedi soir, la passe d'armes diplomatique était déjà loin d'être achevée. Contre l'avis des autorités néerlandaises, Fatma Betül Sayan Kaya, la ministre turque de la Famille et des Affaires sociales, arrivée d'Allemagne en

voiture, a tenté de se rendre au consulat turc de Rotterdam. Là où une foule de sympathisants du président Erdogan s'était rassemblée avant d'être dispersée plus tard dans la soirée par les forces de sécurité néerlandaises. La ministre s'est vu barrer l'accès du consulat par la police locale avant d'être ensuite reconduite à la frontière.

«Je remercie la France». De son côté, Mevlut Cavusoglu, sèchement éconduit samedi matin, ne décolerait pas. Dans un communiqué publié dans la soirée, le ministère des Affaires étrangères promettait aux Pays-Bas de «sérieux problèmes diplomatiques, politiques et économiques». Pas refroidi pour autant, il a poursuivi sa tournée européenne en prenant la direction de la France, où il a participé dimanche à un meeting politique au Centre des congrès de Metz. Un accueil favorable des autorités françaises (lire encadré) qu'Erdogan n'a pas manqué de saluer: «Je remercie la France de ne pas avoir pris part à ce jeu.» Pour La Haye, par contre, pas de retour en grâce prévu. «Si vous sacrifiez vos relations avec la Turquie pour les élections de mercredi, vous en paierez le prix», a ainsi prévenu le leader turc, à la veille des législatives aux Pays-Bas. Et à l'attention du gouvernement néerlandais, de promettre: «Ils vont apprendre ce qu'est la diplomatie internationale.» ◆

# Le fossé se creuse entre la Turquie et les Européens

L'UE a lancé des appels au calme à l'adresse d'Ankara, qui menace de réexaminer l'accord sur les migrants.

ISABELLE LASSERE [@lasserre](#)

**DIPLOMATIE** La vive crise diplomatique qui oppose Ankara à certains pays européens pose à nouveau la question : la Turquie a-t-elle vocation à entrer dans l'UE? Mois après mois, jour après jour, le pays s'éloigne du continent européen et de ses valeurs. Depuis la tentative de putsch de l'été dernier, la dérive autoritaire d'Erdogan s'est encore aggravée. Les prisons se remplissent aussi vite que les journaux sont fermés. Les atteintes aux droits de l'homme se multiplient. Quant au référendum constitutionnel organisé par Erdogan pour renforcer son pouvoir et lui permettre de rester président jusqu'en 2029, il fragilise à son tour la démocratie, déjà bien malmenée.

Cette nouvelle dégradation des relations entre Bruxelles et Ankara est-elle de nature à briser les derniers liens qui rattachent la Turquie au continent européen? L'Union peut-elle fermer les yeux sur les insultes adressées aux Pays-Bas et à l'Allemagne, à qui Erdogan prête des pratiques « fascistes » ou « nazies » et qui a accusé lundi soir Angela Merkel de « soutenir les terroristes »? Pouvait-elle continuer à accepter que le président autoritaire d'un pays étranger envoie ses ministres faire campagne électorale sur le sol de ses démocraties? Peut-elle rester silencieuse face aux menaces de sanctions proférées par Ankara à l'encontre de l'un de ses membres, les Pays-Bas, qu'Erdogan a juré de « faire payer »?

À moins de renier ses principes et ses valeurs, l'Europe sera obligée de soutenir et de défendre les États malmenés par Ankara. Ces nouvelles déclarations incendiaires du président turc pourraient en outre la pousser à entériner la fracture qui existe désormais entre l'UE et Ankara. La Turquie « a détruit la base pour progresser dans la coopération », estime Wolfgang Schäuble, le ministre allemand des Finances.

À Bruxelles, l'Union européenne et l'Otan ont lancé des appels au calme. La première a demandé à Ankara d'éviter toute « déclaration excessive ». La seconde, par la voix de son secrétaire général, a rappelé que la Turquie coopère avec les



La police turque a installé un périmètre de sécurité aux abords du consulat des Pays-Bas, à Ankara.

alliés en Syrie et en Irak. Mais les propos apaisants des deux organisations n'ont pas eu d'effet sur Ankara.

Au contraire. Le ministre turc des Affaires européennes, Omer Çelik, a évoqué un « réexamen » de l'accord sur les migrants passé avec l'Union européenne. Le pacte migratoire a permis d'assécher le flux des passages clandestins vers l'Europe. Mais à chaque désaccord avec Bruxelles, Ankara fait du chantage et menace de la remettre en cause. Le « robinet à migrants » dont il contrôle l'ouverture et la fermeture a longtemps permis à Erdogan d'étouffer les critiques envers ses atteintes à la démocratie et aux droits de l'homme.

## La position française critiquée

L'Union européenne s'est efforcée lundi de donner d'elle une image unie. Angela Merkel fut la première à manifester son « soutien total et sa solidarité » aux Pays-Bas. Mais sur le fond - interdire ou non les meetings électoraux des ministres turcs en Europe - la chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini a renvoyé les États membres à leurs compétences nationales...

La France avait marqué sa différence, dimanche, en autorisant la venue du ministre turc des Affaires étrangères à Metz, en Moselle. La plupart des autres pays européens, confrontés au problème, avaient choisi d'interdire ou

de reporter les meetings, comme l'Allemagne, le Danemark, la Suède ou la Suisse. La décision de Paris a été vivement critiquée par l'opposition, qui a dénoncé ce qu'elle considère comme une « rupture de la solidarité européenne » et une « caution » apportée au régime d'Erdogan. Elle regrette aussi que Paris ait, en autorisant le meeting électoral pro-Erdogan, manqué de solidarité envers les autres pays européens.

Depuis, le chef de la diplomatie, Jean-Marc Ayrault, a redressé la barre en affirmant que les déclarations d'Erdogan étaient « inacceptables ». Mais il en faudra sans doute plus pour refaire l'unité de l'Europe sur la question turque. Et pour maintenir plus longtemps l'illusion à laquelle même les Turcs ne croient plus. L'Europe paye aujourd'hui le prix de ses attermoissements et fait face à ses contradictions vis-à-vis de la Turquie. « Nous sommes en train de perdre les Turcs. Ils s'orientent à très grande vitesse, commente un diplomate français. Peut-être est-il temps d'en tirer les conclusions. » ■

# Kendal Nezan : « Le Kurdistan turc se retrouve sous un régime d'occupation militaire brutale »

Dans une tribune au « Monde », le président de l'Institut kurde de Paris, Kendal Nezan, dénonce les multiples violations des droits de l'homme par le régime turc et la faiblesse de l'Europe, qui se « contente de fermer les yeux », soumise au « chantage » d'Erdogan.

Par KENDAL NEZAN (Président de l'Institut kurde de Paris)  
LE MONDE IDEES | 15 mars 2017  
www.lemonde.fr

**TRIBUNE.** Les Nations unies viennent de publier un rapport accablant sur les « graves violations des droits de l'homme » et des crimes de guerre perpétrés par la Turquie dans « ses » provinces kurdes (« Report on the Human Rights Situation in South-East Turkey. July 2015 to December 2016 », HCDH).

Le rapport dénonce en particulier la destruction partielle d'une trentaine de villes et localités, souvent à l'arme lourde, et les massacres de civils dans le cadre du conflit contre la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Derrière la triste liste des noms de villes victimes, il y a des hauts lieux de l'histoire et de la mémoire collective des populations locales. Ainsi, le quartier médiéval de Hançepek de Diyarbakir, si cher aux chrétiens arméniens et syriaques de la ville, détruit à 90 %, est interdit d'accès. A Nusaybin, ancienne Nisibe, dont les penseurs traduisirent dès le VI<sup>e</sup> siècle les philosophes grecs en araméen, textes qui furent à la base des traductions arabes ultérieures, l'ONU dénombre 1 786 immeubles détruits.

Silvan, qui sous son nom médiéval de Mayafarqin, fut au Xe et au XI<sup>e</sup> siècles la capitale du tout premier Etat kurde du Moyen Age, est en partie détruite. Comble d'humiliation, l'armée a confisqué ses résidences historiques, pour les transformer en commissariat de police. Cizre qui fut la capitale d'une principauté kurde pendant quatre siècles, où se déroule l'histoire des amours malheureuses de Mem et Zin, épopée nationale kurde, dont la version écrite remonte au XVII<sup>e</sup> siècle, est en partie détruite.

## Le régime s'en prend aux fondements de l'identité kurde

Sirnak dont le nom kurde (şernex, lire Charnakh) signifie la Ville de Noé car située non loin du Mont Djoudi où selon le Coran l'arche de Noé se serait posée, n'est plus qu'un amas de ruines. Selon l'estimation de

l'ONU de 350 000 à 500 000 personnes ont été déplacées de ces villes kurdes martyres.

Le régime turc qui dans les années 1990 avait évacué et démoli 3 500 villages kurdes provoquant le déplacement forcé de plus de deux millions de paysans kurdes et la destruction de leur économie agropastorale s'en prend désormais aux villes, au patrimoine historique et culturel, à la mémoire collective, fondements de l'identité kurde. Les districts et quartiers détruits sont expropriés par l'Etat qui planifie d'y reconstruire d'affreux immeubles HLM où ils comptent loger ses affidés.

Ankara justifie ces destructions massives par les nécessités de la guerre contre la guérilla urbaine des partisans du PKK. En somme, pour mater des jeunes gens dressant des barricades ou creusant des fossés afin de ralentir l'avancée des forces spéciales turques dans leur quartier, celles-ci avaient le droit de détruire à l'arme lourde, avec des chars et des hélicoptères de larges secteurs d'une trentaine de villes. Si elle devait suivre cette logique digne de Tamerlan, la police française aurait en mai 1968 dû raser le Quartier Latin où de nombreuses rues étaient érigées de barricades.

En fait, le pouvoir turc cherche à punir les villes qui sont des bastions du patriotisme kurde et qui ont résisté à toutes les tentatives de séduction et de corruption du parti de la Justice et du Développement (AKP) d'Erdogan. Aux élections municipales de mai 2014, elles ont élu une centaine de maires kurdes autonomistes avec des scores allant de 65 % à 90 %. En juin 2015, elles ont voté massivement pour les candidats du parti démocratique des peuples (HDP) privant l'AKP pour la première fois de son histoire d'une majorité parlementaire.

## Le calcul politique d'Erdogan

Fragilisé, le président turc a choisi de rompre le processus de paix avec les Kurdes et relancer la guerre contre le PKK dans l'espoir de s'attirer les suffrages des ultranationalistes turcs du MHP. Ce calcul machiavélique lui a permis de retrouver en novembre 2015 une majorité parlementaire mais au prix d'une polarisation accrue, porteuse d'un climat de guerre civile larvée qui

a favorisé la tentative du putsch militaire raté du 15 juillet 2016.

Le président turc, de plus en plus isolé et menacé, met toute son énergie pour conserver son pouvoir de plus en plus autocratique. Il qualifie de « traîtres » ou de « terroristes » tous ses opposants réels ou potentiels, accuse les Etats-Unis de conspiration, les Européens et notamment l'Allemagne de soutenir et protéger les terroristes. L'outrance va jusqu'à considérer comme terroristes ou alliés des terroristes les millions de citoyens turcs qui oseraient voter « non » au référendum constitutionnel appelé à consacrer son hyperprésidence et préparer la voie à la transformation de la Turquie en une république islamique.

C'est sans doute dans cette perspective et afin de faire taire toutes les voix susceptibles de mener campagne contre lui qu'il a fait embastiller depuis octobre dernier une douzaine de députés du HDP dont son charismatique coprésident Salahettin Demirtas, incarcéré dans une prison de haute sécurité à Erdirne, à plus de 1 500 km de la ville de Diyarbakir et menacé d'une peine de 142 ans de détention pour délit d'opinion.

## Comme à l'époque du parti unique des années 1920-1940

Le président turc qui, depuis juillet 2016, gouverne le pays par des décrets-lois dignes de ceux de la junte militaire de 1980, a également fait destituer 85 maires kurdes élus, remplacés par des administrateurs judiciaires nommés par son ministre de l'Intérieur. Près de 3 000 élus et responsables politiques kurdes sont actuellement en prison. Parmi eux, Mme Gulden Kisanak, maire de Diyarbakir, première femme élue maire d'une grande ville dans l'histoire de la Turquie et une trentaine d'autres femmes maires.

Le Kurdistan turc, privé de ses représentants élus, se retrouve comme à l'époque du parti unique des années 1920-1940 sous un régime d'occupation militaire brutale.

Les députés, maires et élus kurdes emprisonnés sont accusés de liens avec l'organisation « terroriste PKK » avec laquelle le gouvernement turc négociait officiellement jusqu'en juin 2015 ! Dans un Etat de droit digne de ce nom, ils auraient dû ➔

► comparaître en prévenus libres pendant les poursuites judiciaires, être jugés par un tribunal indépendant et n'être incarcérés qu'une fois d'éventuelles condamnations confirmées en appel et les recours juridiques épuisés. Leur mise en détention devrait être suivie par l'organisation d'élections afin de pourvoir leurs postes devenus vacants.

### La Turquie n'est pas un Etat de droit

Mais la Turquie n'est pas un Etat de droit. Le bon plaisir et les humeurs de son président y ont force de loi. Les juges et procureurs se sentent obligés de faire preuve de zèle pour complaire au pouvoir sous

peine d'être à leur tour destitués et jetés en prison sous l'accusation d'appartenance à l'organisation « terroriste » du prédicateur Gülen (FETO) qui jusqu'en 2014 était encore l'allié choyé de M. Erdogan et qui en est devenu la bête noire depuis que les médias qui lui étaient proches ont dénoncé les scandales de corruption touchant sa famille et plusieurs de ses ministres.

Tous ces médias, journaux, chaînes de télévision, écoles, associations, syndicats, universités privées, soit plus d'un millier d'entités d'opposition turque et kurde ont été fermées, leurs biens confisqués, leurs dirigeants incarcérés.

Citée, en exemple de « démocratie musul-

mane » lors des printemps arabes, la Turquie de M. Erdogan, avec ses 43 000 prisonniers politiques est désormais devenue le premier pénitencier politique du monde. Son maître terrorise les pays européens par son chantage sur l'envoi massif des migrants. L'Europe se contente de fermer les yeux sur ses violations massives des droits de l'homme, se bouche les oreilles pour ne pas entendre ses diatribes véhémentes et ses insultes récurrentes, fait le gros dos dans l'espoir que l'orage turc va finir par s'apaiser. Un silence assourdissant, honteux, qui indigné les citoyens attachés aux valeurs proclamées d'Europe et désespère les démocrates kurdes et turcs. ■

L'Orient  
LE JOUR

11 MARS 2017

## L'ONU accuse la Turquie de « graves violations » dans la région kurde

Quelque 2 000 personnes tuées, entre 335 000 et 500 000 déplacées, des quartiers entiers de Nusaybin détruits.

OLJ avec AFP 11/03/2017  
www.lorientlejour.com

Les forces de sécurité turques auraient commis de « graves violations » lors des actions menées contre les rebelles kurdes depuis la fin du cessez-le-feu à l'été 2015, a dénoncé hier l'ONU. Dans son premier rapport sur le sujet, le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme détaille les « allégations de destruction massive, de meurtres et de nombreuses autres violations graves des droits de l'homme commises entre juillet 2015 et décembre 2016 dans le sud-est de la Turquie, au cours des opérations de sécurité gouvernementales ».

Le sud-est à majorité kurde de la Turquie est ensanglanté par des combats quotidiens entre les rebelles du Parti du travailleur du Kurdistan (PKK), classé organisation « terroriste » par Ankara, Bruxelles et Washington, et les forces de sécurité depuis la rupture, à l'été 2015, d'un fragile cessez-le-feu. Le conflit kurde a fait plus de 40 000 morts depuis 1984.

D'après l'ONU, les opérations menées par les forces turques entre juillet 2015 et fin 2016 ont touché plus de 30 localités, dont certains quartiers ont été rasés, et entre 335 000 et 500 000 personnes déplacées, en majorité des Kurdes. N'ayant pas été autorisé à se rendre sur place par la Turquie, le Haut-Commissariat a établi son rapport sur la base d'images satellite de l'ONU, d'interviews avec des victimes, des témoins ou leurs familles et d'informations d'organisations non gouvernementales.

Nusaybin, 21 juin 2015



Nusaybin, 25 mai 2016



Photo Credits: Before DigitalGlobe, Inc. After DigitalGlobe, Inc.

Quelque 2 000 personnes, dont 800 membres des forces de sécurité et 1 200 habitants de la région, « auraient été tuées dans le cadre des opérations de sécurité dans le sud-est de la Turquie », rapporte l'ONU. Parmi les 1 200 civils tués, « un nombre indéterminé d'entre eux pourraient avoir été impliqués dans des actions non violentes contre l'État », précise le rapport.

« Le gouvernement turc ne nous a pas accordé l'accès, mais a contesté la véracité des très graves allégations publiées dans ce rapport », a déclaré le haut-commissaire, Zeid Ra'ad al-Husseini, dans un communiqué. « Mais la gravité des allégations, l'échelle des destructions et le déplacement de plus de 355 000 personnes signifient qu'une enquête indépendante est à la fois urgente et essen-

tielle », a-t-il ajouté.

Dans son rapport, l'ONU étaye ses affirmations relatives à un « usage excessif de la force, des assassinats, des disparitions forcées, des actes de torture ».

### Coup d'Etat avorté

Le Haut-Commissariat se dit « particulièrement alarmé par les résultats de l'analyse des images satellite, qui révèlent des destructions massives d'habitations avec des armes lourdes ». Il décrit par exemple la destruction de quartiers entiers dans la ville de Nusaybin, dans la province de Mardin, où 1 786 immeubles ont été détruits ou endommagés. En mai 2016, avant le coup d'Etat avorté de juillet 2016 en Turquie, le haut-commissaire avait publié un communiqué dénonçant les violations commises par les forces de sécurité turques lors des actions menées contre le PKK. Il avait alors cité des tirs contre des civils désarmés et la mort d'une centaine de personnes dans un brasier. Mais, depuis, Ankara n'a mené aucune enquête, déplore l'ONU, qui se dit par ailleurs gravement préoccupée par les mesures prises depuis le coup d'Etat.

Les procédures judiciaires lancées après le putsch avorté de la mi-juillet sont d'une ampleur sans précédent en Turquie, où plus de 43 000 personnes ont été arrêtées dans des purges engagées après le 15 juillet et l'instauration de l'état d'urgence. « Dans le sud-est de la Turquie, ces mesures semblent avoir largement pris pour cible les dissidents et les partis politiques de l'opposition, et affectent de manière disproportionnée les citoyens d'origine kurde », déplore le rapport de l'ONU. ●



# Kirkuk governor decrees Kurdish language, flag to be used in official business

By Rudaw.net 16/3/2017

**ERBIL, Kurdistan Region** — Kirkuk province has officially decided that alongside Arabic language, Kurdish should also be used in letters being issued by the city's apparatus and the Kurdish flag has to be flown across the city's governmental institutions.

Kirkuk governor Najmadeen Karim, has decreed in a written statement to the city's institutions that they "decided for the usage of Kurdish and Arabic languages in all written letters as this section has been stated in the Iraqi constitution."

Arabic and Kurdish are the official languages in Iraq as outlined in the Iraqi constitution. It is estimated that there are more than 5 million native Kurdish speakers in the Kurdistan Region, where the

Turkmen and Syriac languages are also widely spoken.

According to Article 4 of the Iraqi constitution, "Each region or governorate may adopt any other local language as an additional official language if the majority of its population so decides in a general referendum."

The governor's statement has warned if "any institution does not commit and fail to it will face legal investigations."

In a second letter also issued by Karim to the Kirkuk Provincial Council, in light of the March events including Newruz, it calls upon the provincial council to decide to raise Kurdish flag alongside Iraq's across the government institutions and companies.

In other recent outstanding decrees issued by Kirkuk province it stopped processing applications



for new national identity cards in protest of Baghdad's use of the Baath-era name for the province, Taamim.

The multi-ethnic city of Kirkuk, home to one of Iraq's largest oil fields, has been secured by

Kurdish Peshmerga forces since mid-2014 after Iraqi government troops left the city ahead of a possible attack by radical Islamic insurgents when they took over large swathes of the country. ■

# Bernard-Henri Levy: For a stable Middle East, we need an independent Kurdistan

By Ayub Nuri 11/3/2017  
rudaw.net

A day after his new film the Battle of Mosul premiered in Erbil on Wednesday, Rudaw sat down with French philosopher, author and activist Bernard-Henri Levy for an interview about why he thought the Kurds deserved world recognition for fighting ISIS and terrorism.

Levy, whose film documents the Kurdish role in the Mosul liberation operation that was launched in October 2016, said: "You Kurds are on the frontline and hold the line, you fight with great courage and bravery and among all those who fight ISIS, you know better why you fight."

"If there is a people who have the correct reply to the question of why we fight ISIS it is the Kurds. You know that you fight for democracy, you fight for human values, you fight for equality between men and women, you fight for tolerance and for welcoming and sheltering other communities."

"You know why you fight and this one of the things that strikes me about the Kurdish people."

Levy said that like the Jewish



people the Kurds have suffered for centuries and that sometimes it takes that long for a people to fulfil their dreams and have their own state, but for the Kurds it would hopefully not take that long and that day will come sooner.

Levy whose first film Peshmerga also received international acclaim at the Cannes Film Festival is optimistic that the future Kurdish state will be special and a shining star in the Middle East.

"Sometimes you have a nation that is small in size but great in spirit. This is the case for the Kurds. When the referendum announced by President Barzani takes place and you have a state you will be a small state but big in spirit, values and international commitments."

He went on to say: "All Kurds speak Kurdish but many speak the language of exile like English, German and French that would make the wealth of a nation."

He said that the Kurds have suffered greatly under tyrants like Saddam Hussein but they have survived against all odds and their enemies are all in the grave. Most importantly, he said, the Kurds respect their dead but they haven't been held back by a mindset of victimhood.

"I think this is the sign of a great people," he said. "Massacred, condemned to death, and for one century they have said that that the Kurds will resign, that national spirit will die, but the surprise is that you still stand and the spirit of patriotism is alive."

"It is one of the profound miracles of history."

Independence for Kurdistan is the main theme of Levy's the Battle of Mosul and he is confident that the time has come for a Kurdish state. "My feeling is that the time has come, because such a long survival, such a long embodiment of the highest values of civilization, and the world needs today an independent Kurdistan. If we want a stable Middle East, we need an independent Kurdistan" ■

International New York Times

MARCH 15, 2017

# Erdogan painting Europe as an enemy

ISTANBUL

Turkish leader complains of speech limits abroad, but critics say he is a hypocrite

BY PATRICK KINGSLEY

In the small hours of the last Friday in January, three bullets hit the side of Muharrem Dogan's white Fiat as he drove through an Istanbul suburb. One struck just above the front left wheel. Another hit the bottom of the car's frame. The third entered the driver's door and narrowly missed Mr. Dogan's aorta, lungs and heart before coming to a halt next to his liver.

Mr. Dogan, 21, did not see the gunman, and a group of people suspected of the crime have been released. But Mr. Dogan, who is campaigning for a vote against the expansion of the Turkish president's powers in an April referendum, thinks he knows who did it.

At the time of the attack, he was driving with a group of fellow "no" campaigners. And he believes his attacker was from an armed gang who, just an hour earlier, had torn down his colleagues' campaign posters on the same street and chased them across the neighborhood. "This was an obvious threat," Mr. Dogan said in an interview on Monday. "It was a message to people who might vote no."

Amid a tight race that the government fears it might lose, Turkey has in recent days condemned attempts by the Netherlands and several other European countries to stop its ministers from holding referendum rallies for the Continent's Turkish diaspora. This spat worsened on Monday after Turkish officials said the Dutch ambassador to Turkey, who is currently away from the country, should not return — and threatened to reassess a deal with Europe that has stemmed the flow of migrants to the Continent.

By complaining about the hypocrisy of liberal governments' suppressing speech, some analysts say, the government is whipping up nationalist sentiments at home to build support for the "yes" vote.

But within Turkey, the government has been called hypocritical for demanding greater freedom for its surrogates overseas while restricting the same freedoms for its opponents in Turkey.

There is no suggestion that the government organized the shooting of Mr.



Buildings in Istanbul displayed banners this month in support of President Recep Tayyip Erdogan and a coming referendum.

Dogan. But the Turkish government is accused of creating an environment in which its supporters have license to intimidate those who, like Mr. Dogan, are campaigning against the proposed expansion of President Recep Tayyip Erdogan's powers in the referendum.

On April 16, Mr. Erdogan hopes a majority of Turks will vote for a new style of presidency that he says will make him accountable, streamline lawmaking and increase political stability.

His opponents fear it will instead usher in an era of one-man rule — a stance given credibility on Monday by the Venice Commission, a group of legal experts who advise the leaders of 61 member states, including Turkey. On Monday the commission's latest report argued that the proposed system would give the president excessive power. It was a conclusion that the European Union then implied might harm Turkey's chances of joining its ranks, since bloc members must adhere to basic democratic standards.

For opposition members like Mr. Dogan, those standards have already been eroded by the intimidation of those campaigning against the constitutional change. In addition to purging more than 120,000 dissidents and alleged plotters since a failed coup last July, Mr. Erdogan and his colleagues have at times implied that "no" voters might be supporters of the coup or serve the in-

terests of Kurdish terrorists.

Mr. Erdogan's government strongly denies that any restrictions have been placed on the "no" campaign. "They're campaigning very freely," Ibrahim Kalin, Mr. Erdogan's spokesman, said at a briefing for foreign journalists last week. "We're not forcing anyone to vote yes or no," he later added. "We are running a campaign just like any other campaign."

Kemal Kilicdaroglu, the leader of the largest opposition party, says that private news media outlets are reluctant to broadcast his speeches or interview his colleagues because of pressure from the government.

Mr. Kalin disputes this. "How many rallies has he held so far?" Mr. Kalin asked. "A lot. How many TV appearances did he have? Many, and he's the main champion of the 'no' campaign, and he's been campaigning very freely."

Critics of the government disagree. "The forthcoming April poll in Turkey will be the first unfair — and at least partially unfree — election in the country since Turkey became a multiparty democracy in 1950," said Soner Cagaptay, the director of the Turkish Research Program at the Washington Institute, an American think tank.

Yet while the political landscape may be newly treacherous, some analysts say Mr. Erdogan's aggressive discourse and his disputes with an array of per-

ceived enemies are strikingly similar to an approach he took in 2015. Then, they say, after a disappointing result in one general election, he reversed his political fortunes by reigniting a conflict with Kurdish insurgents and won a second snap poll later in the year.

Now, Mr. Erdogan has picked a fight with Europe in a similar effort to inflame nationalist-minded voters, this time to back him in the referendum, said Ozgur Unluhisarcikli, the director of the Ankara office of the German Marshall Fund of the United States.

By establishing Europe as an external threat, Mr. Erdogan hopes to convince not just those from his own natural constituency, but also those from Turkey's fourth-largest political grouping, the Nationalist Movement Party. Though that party's leadership has given its backing to Mr. Erdogan, its rank and file

is thought to be more wary.

"In the 2015 elections, as in past elections, President Erdogan identified enemies of the nation and asked voters to vote for him so that he can effectively deal with these enemies," Mr. Unluhisarcikli said. "Again in this referendum he's asking voters to vote yes, to create a strong executive, so that this strong executive can deal with these enemies of the nation."

The difference in this electoral cycle is that he has established Europe as a central boogeyman, in addition to internal foes like the organizers of last year's coup.

"They need an enemy that they could not find in Turkey, and they discovered that enemy in Europe," Mr. Unluhisarcikli said.



**The government is accused of creating an environment of intimidation at home against political opponents of President Recep Tayyip Erdogan.**

Some expect this dynamic to end after the referendum is held. But others fear that it is the start of a permanent shift in Turkey's outlook, perhaps a final rejection of the goal of joining the European Union.

"The sun rises from the east — no good will come from the West," Prime Minister Binali Yildirim was quoted in

the local news media as saying on Sunday, a comment that bolstered Mr. Cagaptay's suspicions that the Turkish government is no longer interested in joining the European Union.

"This is a serious crisis that will extend beyond the electoral cycle in Turkey and the Netherlands," Mr. Cagaptay said on Monday. "It looks to me that Erdogan is simultaneously dynamiting Turkey's decades-long E.U. accession process, the ongoing story of Turkish immigrants' integration into Europe and last but not least, Turkey's age-old ties with Europe."



March 22, 2017

## Washington, Moscow Confront North Syria Turkish Expansion

Paula Astih March 22, 2017  
<http://english.aawsat.com>

**B**eirut- Russia's expansion in north Aleppo indicates that Moscow has decided to consolidate its military presence in Afrin, which is controlled by the Kurdish People's Protection Units (YPG).

Russia's actions aim at determining the border of the Euphrates Shield's region, which falls under the control of Turkey in northern Syria, and limiting the expansion of the forces it supports in Aleppo's countryside 15 days after US forces entered the city of Manbij to hinder Euphrates Shield's attempts to advance towards the city.

Director of the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) Rami Abdulrahman explained to Asharq Al-Awsat US-Russian attempts to reduce the role of Turkey through the deployment of their forces in Manbij and Afrin.

He said that these developments are an indication of power sharing.

Abdulrahman also noted that east of the Euphrates River has practically become a US operations area whereas Russia is operating in the region west of it.

"There is a special training base for Moscow in Afrin, just like Hmeymim base," Abdulrahman said.

"Coordination with Moscow is currently limited to Afrin and al-Bab," according to leading Kurdish sources in northern Syria.

The sources said that Russia's role in the two mentioned areas lies in establishing a center for observation and reconciliation, which serves as a base to monitor the truce violations and stop the Turkish expansion.

Sources told Asharq Al-Awsat that Russia's expansion in Afrin is a clear message to Turks "who were threatening us to enter Afrin's countryside, Menagh Airport and Tell Rifaat."



In this matter, the SOHR quoted reliable sources in Afrin as saying that dozens of Russian soldiers have entered the area with military vehicles and positioned in the countryside of the city.

Sources said that around 100 members of the Russian Special Forces have entered with armored vehicles in line with an agreement between the Russian and Kurdish forces.

The sources confirmed to the Observatory that these forces will take position in a camp in Kafr Janah area in the countryside of Afrin to prepare for the establishment of a Russian military base, which will play two main roles: to prevent skirmishes between the Kurdish and Turkish forces in the border area of Afrin region and the Kurdish controlled areas, and to train the Kurdish forces. ●



**Conservateurs.** Dans une salle de prière de la Ditib. L'Union des affaires culturelles turco-islamiques propose aux familles des cours de religion pendant les vacances scolaires.

# Strasbourg, laboratoire d'Erdogan

**Ingérence.**  
Le Grand-Est subit l'influence croissante de l'islam politique turc. Enquête.

PAR CLÉMENT PÉTREULT

Lorsqu'il se rend à Paris, Saban Kiper aime flâner le long de la Seine. Cet Alsacien d'origine turque longe les étals des bouquinistes, à la recherche de numéros de *L'Illustration*, hebdo de la fin du XIX<sup>e</sup>. Le trentenaire en expose d'ailleurs un exemplaire en sous-verre dans son bureau strasbourgeois : à la une apparaît le sultan Abdul

Hamid, qui a doté l'Empire ottoman d'une Constitution et perpétré les premiers massacres d'Arméniens entre 1894 et 1896. « *L'Illustration* montre que, déjà en 1895, l'Angleterre et la Russie complotaient contre l'Empire ottoman », jure Kiper, porté par sa passion nouvelle pour

**Apôtre.** Recep Tayyip Erdogan – ici en meeting à Strasbourg, en 2015 – utilise la religion pour exalter l'identité turque.



l'histoire de la Turquie. A la grande surprise de ses anciens camarades du PS, cet ex-conseiller municipal, reconverti dans la religion, est désormais chargé de mission auprès de l'Union des affaires culturelles turco-islamiques de Strasbourg (Ditib), relais officiel du ministère turc des Affaires religieuses (Diyanet) en France. En vertu d'un accord franco-turc, la structure gère 250 lieux de culte musulmans et accompagne les 151 imams fonctionnaires rémunérés par Ankara dans l'Hexagone. En parallèle, la Ditib prévoit d'ouvrir une faculté libre de théologie islamique pour former des imams en France. Mosquée, centre d'hébergement pour imams, bibliothèque, maison des arts de l'Islam, salle de sport, crèche, écoles, collège et lycée privé

SEBASTIEN LEBAN POUR LE POINT - JEAN-FRANÇOIS BADIAS/AF/SIPA



confessionnels, internat, restaurant, boutiques, centre d'enseignement de l'islam... Le campus de Haute-pierre sera à l'image de la place que souhaite occuper la Turquie dans le monde : grandiose. Le lycée est ouvert, mais l'université d'Istanbul a refusé de reconnaître la formation universitaire délivrée en France. Ces balbutiements ne seront bientôt qu'un mauvais souvenir : un fonctionnaire du Diyanet a été nommé pour faire aboutir le projet. Les locaux sont déjà trouvés. La Ditiib est propriétaire de cinq anciens bâtiments de formation de La Poste (20 000 m<sup>2</sup>). La mairie de Strasbourg, favorable au projet, a modifié le plan d'occupation des sols pour permettre au campus d'exister. Quant au propriétaire de l'hôtel voisin – qui craignait qu'un ballet de femmes voilées ne nuise à son affaire –, il a revendu son établissement à la Ditiib. 15 millions d'euros ont été investis dans le rachat de cet ensemble pharaonique. « Une initiative locale », précise Murat Ercan, chargé de projet auprès de la Ditiib et président

du conseil régional du culte musulman. Cet ex-cadre de Sony a tout plaqué pour accompagner l'implantation de l'islam turc en France, qu'il reconnaît comme traditionnel et conservateur. Le voile n'est pas une option, pas plus que les minarets ou la coupole des mosquées, qui permettent de marquer la tradition ottomane. « Une partie de l'argent du projet de Haute-pierre provient des fidèles, une autre de dons privés », précise-t-il. S'il ne s'agit pas vraiment d'un financement direct de l'Etat turc, cette faculté de théologie ne pourrait voir le jour sans l'assentiment d'Erdogan.

**Réveil nationaliste.** Aujourd'hui, l'Europe s'agace des velléités du président turc, qui envoie des émissaires officiels faire les yeux doux à une diaspora toujours prête à l'aider à asseoir un peu plus son pouvoir. Ces réunions, plus politiques que diplomatiques, ont été interdites aux Pays-Bas et en Autriche. Mais pas en France, où le ministre des Affaires étrangères turc, Mevlut Cavusoglu, a pu dis-

**Polémique.** Le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu (au micro), est venu à Metz, ce 12 mars, s'assurer de la soutien de la communauté turque quant au référendum du 16 avril visant à élargir les pouvoirs d'Erdogan.

**62,97 %**

C'est le pourcentage de votants pour l'AKP parmi les ressortissants enregistrés au consulat de Strasbourg lors des législatives turques de novembre 2015.

courir à Metz, ce 12 mars, devant un parterre de soutiens d'Erdogan venus de tout l'est de la France. Parmi ces fidèles, Saban Kiper, pour qui « la France a adopté une attitude plus sereine que les Pays-Bas, dans un cadre démocratique. (...) Je ne vois pas pourquoi on interdirait ce genre de meeting, qui ne présente pas de menace de trouble à l'ordre public ». Depuis 2002, le président islam-conservateur s'est lancé dans la diplomatie religieuse. Il a multiplié par 11 le budget alloué au Diyanet, où 120 000 fonctionnaires gèrent les mosquées dans le pays et en dehors des frontières. Le chantre de l'islam politique, qui avait qualifié l'assimilation de « crime contre l'humanité », poursuit ainsi sa volonté de placer l'islam au cœur de l'identité turque. « Le ministère des Affaires religieuses est le principal outil du soft power à la turque », décrypte Samim Akgonul, historien et politologue chercheur au CNRS. Pendant des décennies, Diyanet a été utilisé pour encadrer la diaspora turque. La feuille de route était claire : entretenir le nationalisme tout en empêchant les Turcs de s'islamiser ; bref, les séculariser. Mais, depuis que l'islam politique est au pouvoir, Diyanet sert à « déséculariser » les Turcs en les incitant à apparaître plus visiblement musulmans. » Aussi la lutte contre ■■■

**« Le ministère des Affaires religieuses est le principal outil du “soft power” à la turque. »**

Samim Akgonul, historien, chercheur au CNRS



ville turque. Sur les recommandations insistantes de Kiper et de la Cojep, le choix s'est porté sur Kayseri, ville ultraconservatrice d'Anatolie et bastion de l'AKP, considérée comme une cité modèle par les islamistes turcs. Cette affaire n'était que la première d'une longue série d'incidents venus chahuter la quiétude strasbourgeoise. Le 11 octobre 2015, Mine Gunbay, adjointe au maire chargée du droit des femmes et de la démocratie locale, se rend au consulat pour voter aux législatives turques. Peu versée dans la religion et le nationalisme, elle publie sur Facebook : « Il y a des jours où mettre les pieds dans certains lieux donne la nausée. Mais l'Etat fasciste turc ne nous fera pas renoncer. On a voté... pour la paix ! » Scandale chez les sympathisants de l'AKP, son ex-colistier Kiper en tête. S'ensuit une violente campagne contre l'élue, accusée d'avoir usé de ses fonctions officielles pour exprimer une opinion « contraire à la position de la majorité de la communauté turque ». Des tracts circulent, affirmant qu'Erdoğan mériterait le Nobel de la paix plutôt que des insultes publiques. Gunbay subit des intimidations, menaces de mort, appel au viol, à la démission, pétitions.

■■■ l'islamophobie, à la croisée de la politique et de la religion, est-elle entrée dans le champ politique, via des associations turques de la société civile.

Même s'ils se défendent de faire de la politique, les chargés de mission de la Ditib ne dissimulent pas leurs sympathies pour l'AKP (Parti de la justice et du développement) du président. Certains sujets font sortir Kiper de ses gonds. Les Kurdes du PKK ? « Des terroristes. » Les partisans du rival d'Erdoğan, Fethullah Gulen ? « Des terroristes. » Les journalistes ? « Des complices des terroristes. » Quand ils ne s'abandonnent pas à leur inclination naturelle à l'« islamophobie ». « Je ne vois pas ce qu'il y a d'incompatible entre le fait d'être de gauche en France et considérer qu'il y a des limites à la liberté d'expression, surtout pour les terroristes », balaie Kiper. Que le temps où il adhérerait au PS semble loin ! Il en a gravi les échelons, jusqu'à devenir secrétaire de section. Au cours des années 2000, de nombreux jeunes issus de l'immigration turque ont, comme lui, rejoint le PS strasbourgeois. Certains d'entre eux étaient aussi adhérents de la Cojep (voir p. 51). Parmi les militants PS présents à cette époque, les esprits les plus échauffés évoquent « une stratégie d'entrisme politique pilotée depuis la Turquie », quand d'autres préfèrent y voir « une convivialité excessive

**Monumental.** Le chantier du futur consulat turc, à deux pas du Conseil de l'Europe. Son gigantisme (13 000 m<sup>2</sup>) suscite des polémiques.

### Strasbourg, ville symbole

Avec ses institutions européennes, la ville est un enjeu symbolique majeur pour Erdoğan. Le futur consulat turc est un chantier à 35 millions d'euros dessiné par Han Tumertekin. Autre projet : la mosquée de la Meinau, signée par Muharrem Hilmi Senalp, de style alsaco-ottoman, avec ses deux minarets de 36 mètres. Ce sera la deuxième grande mosquée de Strasbourg.

du PS ». Tous sont en revanche d'accord sur un point : ils ont sincèrement cru qu'une grande entente multiculturelle était en train de se dessiner sous leurs yeux. Personne n'avait imaginé que le réveil nationaliste religieux le long du Bosphore viendrait perturber l'équilibre alsacien.

Les premières fissures entre la gauche et cet islam plus politique que spirituel sont apparues en 2010, au conseil municipal. La mairie cherchait un jumelage avec une



Réseau. Saban Kiper (à g.) et Murat Ercan (à dr.) dans une des 250 mosquées gérées par la Ditib en France. Le ministère de la religion d'Ankara contrôle indirectement cette association.

**« Je ne vois pas ce qu'il y a d'incompatible entre être de gauche et considérer qu'il y a des limites à la liberté d'expression. » Saban Kiper, ex-PS**

Roland Ries, le maire de Strasbourg, prend tardivement la défense de son adjointe, rappelant que «*Strasbourg, capitale européenne des droits de l'homme, s'honore du respect de la liberté d'expression de tous les citoyens, quels que soient leur avis, leur croyance, leur origine ou leur appartenance politique*». Gunbay finira par démissionner en avril 2016. Quant à Kiper, il ne fait plus partie du conseil municipal. «*Il n'y a plus de problème Kiper à la ville*», jure un élu PS strasbourgeois. L'édile se repent : «*L'islam turc est devenu politique alors qu'il n'aurait dû rester que religieux, nous ne l'avons pas vu venir. Kiper a toujours été très versé dans la religion, mais on a préféré ne pas se poser la question, en imaginant que cela ne serait jamais un problème.*» Réponse de l'ancien camarade : «*Quelques élus ont des réflexes islamophobes. Ma foi était connue. On me reprochait que ma femme soit voilée. Au fond, ce n'est pas ma turquicité qui pose problème, mais mon islamité.*» Ambiance.

**Effet boomerang.** La rupture entre le PS et ce chargé de mission de la Ditib semble consommée, mais cette discorde n'est pas pour autant de nature à gêner l'entente locale qui existe entre pouvoirs publics et religieux. Nicolas Matt est conseiller municipal PS de Strasbourg, chargé des relations avec les cultes. La ville consacre 2 à 3 millions d'euros par an à cette mission, rendue possible par le régime du Concordat. Prêtres, pasteurs et rabbins sont des fonctionnaires comme les autres, nommés et payés par l'Etat, qui consacre environ 60 millions d'euros par an aux quatre cultes reconnus (catholique, luthérien, réformé et juif) en Alsace-Moselle, zone annexée par l'Allemagne lors de la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat. Certaines collectivités étendent les droits du Concordat aux autres religions. Depuis 1999, Strasbourg finance à hauteur de 10 % la construction de lieux de culte (mosquée, pagode bouddhiste ou église orthodoxe) de toute communauté établie qui en fait la demande. En contrepartie, la ville

laïque. Faruk Gunaltay, directeur du cinéma L'Odyssée, se définit «*contre l'islamisme et contre l'islamophobie*».

### Du foot à la lutte contre l'islamophobie

A l'origine, c'était un club de foot. La Cojep naît en 1992 sous l'impulsion du maire de Belfort, Jean-Pierre Chevènement. Le futur ministre de l'Intérieur et des Cultes voit dans cette initiative de la branche jeunesse de la communauté islamique du Milli Gorus un moyen d'encourager l'islam de France. L'association entend accompagner les besoins «*culturels, religieux, sportifs*» des jeunes Turcs en les incitant à investir le paysage politique et associatif. A partir de 2011, la Cojep fait de la lutte contre l'islamophobie son cheval de bataille. L'influence des idées de l'AKP est très nette chez nombre de ses membres, qui ont relayé tout l'été des messages d'appel à la haine contre les gulenistes, qualifiés de «*terroristes*», accompagnés du hashtag #nousvoulonslapeinedemort.



demande à disposer d'un siège d'observateur au conseil d'administration de l'association culturelle. La Ditib n'a pas demandé à recevoir les 10 %. «*Sic'était le cas, nous serions probablement tenus de le faire*, explique Matt, qui défend cette démarche de cofinancement. *Nous cherchons à inscrire l'islam dans la pierre. Soit vous ghettoïsez, soit vous intégrez.*» Dans la majorité municipale, peu s'aventurent à critiquer ce régime : «*Ça me gêne de financer sur les deniers publics des bâtiments religieux avec une entrée pour les hommes et une entrée pour les femmes*», tempère un élu PS. La ville se doit-elle d'accompagner des projets religieux qui font les affaires de politiques nationalistes à l'étranger ? «*La compréhension de l'autre n'est pas la complaisance. Nous ne sommes pas aveugles*», répond l'adjoint chargé des cultes. C'est ainsi que Ries, après avoir été traité de «*socialo-fasciste*» sur les réseaux sociaux cet été, décida en représailles de ne pas envoyer de représentant officiel au dernier meeting religieux du grand mufti de Turquie.

Mairie comme Ditib le jurent : aucun discours politique ne se tient dans les mosquées. «*C'est parfaitement faux*», affirme Ali, un partisan de Fethullah Gulen, accusé d'avoir fomenté le coup d'Etat raté du 15 juillet 2016. En Turquie, les gulenistes sont traqués, emprisonnés. En France, ils sont poursuivis par les partisans d'Erdogan, qui importent avec zèle l'esprit de la purge. «*Les mosquées turques fonctionnent main dans la main avec*

*l'AKP. Au lendemain de la tentative de coup d'Etat, il y a eu dans une mosquée strasbourgeoise un prêche appelant à dénoncer les gulenistes*», s'agace Ali. Lors des dernières législatives turques d'octobre 2015, des fidèles de mosquées gérées par la Ditib ont pu aller en bus assister au meeting d'Erdogan à Strasbourg ou voter au consulat à Strasbourg. Ercan affirme que la Ditib n'est pour rien dans ces initiatives, pourtant relayées directement par les mosquées du réseau. Aujourd'hui, Ali, considéré comme un terroriste aux yeux de l'Etat turc, reçoit des menaces de la part de sympathisants de l'AKP qui font tourner des messages appelant au rétablissement de la peine de mort pour les traîtres.

«*L'islamisme profite de la liberté d'expression pour exister. Sans cadre démocratique, il ne pourrait pas progresser*», analyse Faruk Gunaltay. Cigare au bec, le directeur du cinéma associatif L'Odyssée défend la diversité culturelle et la République. «*Je suis comme Joséphine Baker, j'ai deux amours : la France et la Turquie. Je combats autant l'islamisme que l'islamophobie.*» Le 30 juin 2016, il a accueilli dans son cinéma Can Dünder, ex-directeur de la rédaction du quotidien turc laïque et progressiste *Cumhuriyet*. Des partisans d'Erdogan sont venus se faire entendre et des échauffourées ont éclaté. Le directeur s'interroge sur l'avenir : «*Les arrangements des politiques, ici comme ailleurs, sont condamnés à subir un effet de boomerang.*» A Strasbourg, le boomerang est en train de revenir ■

# Ankara's Syrian plan falters as Moscow sets up in Afrin

Turkey's move to enlist the Russians against the Syrian Kurds is not working out, as both the United States and Russia deepen their ties with the Syrian Kurds and Operation Euphrates Shield appears to have reached the limits of its expansion.



Amberin Zaman Posted  
March 22, 2017  
www.al-monitor.com

Turkey's last-ditch efforts to harness Russian military and diplomatic heft to counter the Syrian Kurds and unravel their alliance with the United States are showing few signs of succeeding, like much else in the country's illfated Syrian policy.

If anything, both the United States and Russia are steadily deepening their ties with the Syrian Kurdish People's Protection Units (YPG) and its Arab allies who operate under the umbrella of the Syrian Defense Forces (SDF). And viewed from Ankara, they are doing so at Turkey's expense.

The latest blows came from Russia. Foreign Minister Sergey Lavrov cranked up pressure on Turkey today to drop its long-running objections to the participation of the YPG's political arm, the Democratic Union Party (PYD), in the Geneva peace talks. "We will continue to look for solutions to this issue with our Turkish partners ... but it is not possible to postpone it in the long run," Lavrov said.

On March 20, the YPG declared that Russia is setting up a military base in the northwestern region of Afrin to help train its fighters in "modern warfare techniques." YPG spokesman Redur Xelil declared that it was the first agreement of its kind. Russia denied that it is establishing a base.

The facility in question, said Moscow, is a branch of its "reconciliation center" that helps enforce truces between warring parties in Syria. But Turkey isn't buying it. A Turkish official complained to Hurriyet Daily News that Russia failed to inform Turkey of its plans and that it could have done its monitoring from its large base in Hmeimim.

The official added that Turkish intelligence had spotted four Russian military vehicles making their way to Afrin, though he did not explain the observation's significance.

In any case, Turkey feels targeted, and its suspicions may be justified. An SDF commander contacted via WhatsApp in northern Syria told Al-Monitor, "The main purpose of our alliance with Russia is to keep Turkey off our backs." The commander, who requested anonymity, added, "They went after us in Manbij and when that failed they began attacking us in Afrin."

He was referring to a spate of Turkish attacks against SDF forces in areas west of the town of Manbij. Turkey has repeatedly demanded that the YPG and the PYD leave the mainly Arab town that was captured from the Islamic State with the help of United States last August. Manbij falls to the west of the Euphrates River, and Turkey insists that the Syrian Kurds confine themselves to the east of the river, calling the matter a "red line."

Further Turkish attacks were pre-empted when the SDF struck an unexpected deal to allow Russian-backed Syrian regime forces into areas that were being targeted by Turkey and its Free Syrian Army allies.

At the same time, US special operations forces beefed up their presence to the east of Manbij, sending a stark message to Turkey to back off.

Sam Heller, a Beirut-based fellow with the Century Foundation, told Al-Monitor, "The PYD-YPG seems to be surrounding itself with as many powerful international allies as it can to pre-empt a possible Turkish attack. It not clear how long this can work, but at least for now it seems to have left Turkey with very few good options." And as Heller observed, Turkey has been excluded from coalition plans to capture the jihadists' so-called capital Raqqa.

While the United States has yet to formally announce its decision to proceed with the SDF, the campaign to conquer Raqqa is already in full swing. The SDF commander said, "The operation to capture the Tabqa Dam began last night." Located in central Raqqa province, the dam is Syria's lar-



Russian President Vladimir Putin (R) and his Turkish counterpart Recep Tayyip Erdogan attend a news conference after the talks at the Kremlin in Moscow, March 10, 2017. (photo by REUTERS/Sergei Ilnitsky)

gest. SDF forces are planning to cross the Euphrates River along the dam and seize the eponymous IS-held town, a key point along the road to Raqqa.

US officials confirmed that an offensive to take Tabqa is underway.

The commander noted, "Russia and the regime will not be happy because they want to control Tabqa." His comments highlight the YPG's thus far winning strategy of playing the United States against the Russians and the regime and of coordinating with all three when it comes to fending off the Turks.

Turkey's strongest card is its long border with Syria and continued influence over assorted Syrian rebel groups, which it has united under the Euphrates Shield command. Since August, Turkey and its rebel allies have cleared the Turkish border of IS forces and after a bloody and protracted offensive captured the IS-controlled town of al-Bab last month. But firmly hemmed in to the east by Russian, Syrian regime and US forces and now to the west by Russian forces in Afrin, Euphrates Shield appears to have reached the limits of its expansion.

The recent split in Ahrar al-Sham, one of the most powerful rebel factions in Syria, with its top leaders defecting to the Jabhat al-Nusra-dominated and al-Qaeda-linked Hayat Tahrir al-Sham, will have further weakened Turkey's hand.

Heller believes so, saying, "The split may actually have increased Turkish leverage on post-split Ahrar, which has shed its most difficult members. But the ascendancy of Hayat Tahrir al-Sham has, more generally, weakened the non-jihadist opposition — including Ahrar — and thus Turkish influence."

What if in a last reckless gamble, Turkey were to attack the Syrian border town of Tell Abyad, as it has been itching to do for some time?

The mainly Arab town was one of the early prizes delivered with the help of sustained coalition airstrikes to the YPG in June 2015. Controlling Tell Abyad would allow Turkey to drive a wedge inside the wide band of YPG territory running from the Iraqi border all the way to Manbij. That, however, "would be a sign of less useful Turkish influence, not more," said Heller. ♦

Amberin Zaman is a journalist who has covered Turkey, the Kurds and Armenia for *The Washington Post*, *The Daily Telegraph*, *The Los Angeles Times* and *The Voice of America*



# A Mossoul, les incertitudes de l'après-Daech

**entretien**

## « L'Irak reste un patient malade »

Gilles Chenève

Expert du monde arabe, auteur du Panorama de l'Irak contemporain, histoire d'un État failli (1)

Une fois Daech bouté hors de Mossoul, le gouvernement irakien n'a pas vraiment de vision pour l'avenir de cette ville sunnite.

**Mossoul a toujours été une ville rebelle par rapport à Bagdad. Une fois les djihadistes chassés, quel sera son avenir en Irak ?**

**Gilles Chenève :** C'est la grande question posée par les interlocuteurs étrangers au premier ministre irakien, Haïder al-Abadi, qui n'a pas vraiment de vision de la gouvernance future de Mossoul. Il termine son mandat l'année prochaine et pense donc au court terme, aux alliances qu'il peut nouer, les rapports de forces qui existent entre les partis politiques et les grands leaders. Il va chercher à capitaliser sur la victoire.

Mossoul, comme d'autres villes sunnites irakiennes, Tikrit, Faludjah, Ramadi, contrôlées par Daech, puis reprises par Bagdad, ont subi d'énormes destructions. Ce qui n'empêche pas les populations d'y revenir. Les Mossouliotes feront de même.

**Faut-il redouter une épuration confessionnelle ?**

**G. C. :** Je ne pense pas que les

chiites voudront prendre une ville majoritairement sunnite. Ils vont laisser les sunnites la gérer. Mais à l'inverse des partis chiites, très structurés autour de leur chef, les sunnites sont en panne de représentation dans le pays, même à Mossoul. Les anciens leaders d'avant 2014, à l'arrivée de Daech, se sont discrédités pour ne pas avoir empêché l'entrée des djihadistes dans la ville ou pour l'avoir carrément favorisée. Les seules grandes figures sont les chefs des tribus, souvent considérés comme des hors-la-loi par le pouvoir central pour avoir combattu contre lui. À Mossoul, la concurrence risque de se jouer entre les Kurdes et les Iraniens.

**Les Kurdes d'Erbil ont-ils des visées sur Mossoul ?**

**G. C. :** Ils n'ont pas de revendications territoriales sur la ville parce que la population kurde y est peu nombreuse. Mais comme

Mossoul n'est qu'à soixante kilomètres d'Erbil, les services de renseignements kurdes se permettent de lancer des opérations éclairs de sécurisation. Les ambitions territoriales d'Erbil sont plus à l'est, dans la plaine de Ninive, sur les villes chrétiennes de Bartala et de Qarakosh.

Quant aux Iraniens, ils sont de plus en plus présents. Ils veulent s'assurer une continuité entre la Syrie et l'Iran, en passant par cette zone de Mossoul. Des milices iraniennes sont d'ailleurs stationnées à Tal Afar, à l'ouest de la ville. Ils ont besoin de ce corridor sécurisé pour acheminer des blessés, des armes, et faire librement du commerce, sans passer

Des membres des forces irakiennes se prennent en selfie devant un hôpital en ruine du quartier Al-Wahda (Mossoul-Est). Alaa Al-Marjani/Reuters



par la douane ou les forces de police irakiennes. Ils font du lobbying auprès des chefs de tribus sunnites qu'ils invitent régulièrement en Iran.

Les Turcs, également présents, ont aussi plusieurs bases militaires dans le nord de l'Irak, négociées à l'époque de Saddam. Ils s'entendent plutôt bien avec le chef du gouvernement régional kurde, Massoud Barzani, dont ils forment les peshmergas. Une façon d'exercer une pression sur les autres acteurs pour que tout se passe bien pour les sunnites en Irak et que les milices chiites n'entrent pas dans Mossoul.

Le PKK (parti des travailleurs du Kurdistan), présent dans 200 à 300 villages du Kurdistan irakien, profite de la tolérance de Bagdad qui voit en lui une manière de contrarier les Kurdes de Massoud Barzani.

**L'Irak se porte-t-elle mieux ?**

**G. C. :** La santé de l'Irak va de pair avec le prix du pétrole. La remontée des cours assure une plus grande marge de manœuvre au gouvernement irakien. La situation sécuritaire s'améliore aussi. Les Américains toujours présents, continuent d'injecter de l'argent.

Au Kurdistan irakien, Massoud Barzani est davantage dans une logique de coopération avec Bagdad sur le plan économique et institutionnel, après avoir prôné l'indépendance. Probablement parce qu'il n'est plus en position de force.

Malheureusement, cela ne suffit pas pour que les trois communautés irakiennes, chiites, sunnites et kurdes, aient envie de vivre ensemble. L'Irak reste un patient malade, il a encore besoin de ses béquilles.

**Recueilli par Agnès Rotivel**

(1) Éd. du Cygne, 225 p., 22 €.

Syrie.



n° 1376 du 16 au 22 mars 2017

# La solution politique n'est pas pour demain

**Les négociations de paix sous l'égide de l'ONU ne progressent pas. Elles profitent au régime syrien et à son allié russe, dans un climat international et régional confus.**

—**Al-Hayat** (extraits) Londres

Les réunions entre les principaux acteurs concernés par le conflit syrien s'enchaînent, de Moscou à Genève en passant par Astana [la capitale du Kazakhstan]. Mais la solution politique paraît plus que jamais hors de portée. Et pourtant, il faudrait y parvenir pour dépasser le climat de violence et le règne de la force brute, qui étouffent durablement les germes d'une vie démocratique.

Dans le passé, il arrivait aux États-Unis et à la Russie de converger pour jeter les bases d'une solution politique. Mais malgré cela, on pouvait douter de leur sérieux quand ils disaient soutenir les négociations et forcer les belligérants syriens à tourner la page du conflit. Aujourd'hui, les États-Unis [avec Donald Trump] ont une attitude de plus en plus distante.

**Aucune concession.** Les trois pays qui se sont imposés comme parrains des négociations, la Russie, la Turquie et l'Iran, accumulent les divergences entre eux. Qu'en est-il de leur volonté réelle de dépasser les blocages pour parvenir à une solution politique ? On peut en douter d'autant plus que les différends qui les opposent éclatent au fur et à mesure que la guerre contre Daech approche de sa phase finale.

Comment l'Iran pourrait-il renoncer à ses objectifs en Syrie et au-delà au Proche-Orient ? D'autant que Téhéran est de plus en plus préoccupé par la perspective d'un retour des tensions avec les États-Unis, en raison des déclarations ouvertement hostiles du président Trump, qui a qualifié l'Iran de principale source du terrorisme et qui a menacé de dénoncer l'accord nucléaire. Quant à la Turquie, elle non plus ne bradera pas ses acquis en termes d'influence régionale en Syrie. Elle compte bien conserver les deux cartes qu'elle a en main et sans lesquelles aucun projet de règlement ne peut aboutir, à savoir [ses bons rapports avec] l'opposition armée et la [légitimité de puissance régionale] sunnite. C'est ainsi que la Syrie devient le théâtre des interventions étrangères où se jouent les contradictions entre les puissances mondiales et régionales.

*“C'est illusoire de penser qu'il y aura une période de transition. Il n'y aura pas de changement de régime.”* C'est ce qu'ont dit tous les responsables syriens en réaction au texte présenté par Staffan de Mistura [envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie], dans lequel celui-ci adjurait les acteurs d'enfin présenter un calendrier pour le changement. La triste réalité est que le régime Assad, qui n'a fait aucune concession pendant les années durant lesquelles il subissait des échecs

## L'IRAN ET SES MILICES VISÉS À DAMAS

Le 11 mars, une double attaque visant des autobus qui transportaient des pèlerins chiites a fait 74 morts à Damas. Parmi les victimes, on dénombre 43 Irakiens, venus se recueillir dans les mausolées situés dans la vieille ville, 11 civils syriens et 20 combattants prorégime, rapporte **L'Orient-Le Jour**. Le Front Fateh Al-Cham, ex-Al-Qaïda en Syrie (connu sous le nom de Front Al-Nosra), a revendiqué cette attaque, affirmant que c'est “un message à l'Iran et à ses milices” qui soutiennent le régime de Damas.

militaires, n'en fera pas plus aujourd'hui alors qu'il a réussi d'importantes reconquêtes, notamment la ville d'Alep [décembre 2016].

Le régime est parfaitement conscient qu'il n'a aucun intérêt à lancer un processus politique. Cela pousserait tous les acteurs à se repositionner et rebattrait les cartes des alliances. Qui plus est, cela ferait éclater au grand jour son incapacité à rétablir un semblant de légitimité, de ramener un minimum de stabilité et de remédier aux ruptures qu'il a provoquées au sein de la société. Tout comme les diverses milices qui tirent leur pouvoir et leurs privilèges de la guerre et ont les moyens de faire capoter tout processus politique, qui n'est pas dans leur intérêt. Enfin au sein du régime, beaucoup ont à craindre qu'une solution politique se solde par des poursuites et des sanctions pour l'atrocité des crimes qu'ils ont commis.

## La Syrie devient le théâtre où se jouent les contradictions entre les puissances mondiales et régionales.

Car le régime sait y faire pour atermoyer et pour noyer les discussions dans des détails sans fin. Il peut feindre de se plier à l'injonction russe d'accepter des négociations, mais des négociations de pure forme puisqu'il continue par ailleurs ses bombardements dans des zones de cessez-le-feu proches de la capitale pour y contraindre les habitants à une capitulation totale.

Certes, les principaux acteurs de l'opposition syrienne appellent à une solution politique. Ils ne pourront accepter une solution qui ne soit pas à la hauteur des revendications de liberté et de dignité. Mais après tant de souffrances subies par les Syriens, l'opposition doit aussi être à la hauteur de sa responsabilité et tirer les leçons de la révolution, notamment la nécessité de promouvoir une culture qui récuse la violence. Bref, tout le monde semble d'accord aujourd'hui pour dire que ce serait une erreur de faire durer le conflit. Tout le monde se fait l'avocat d'une solution politique. Mais les chances d'y aboutir sont bien fragiles.

—**Akram Al-Bunni**  
Publié le 6 mars

## Diplomatie

### EN ATTENDANT GENÈVE 5

Les quatre conférences de paix à Genève sous l'égide de l'ONU (janvier 2014- février 2017), tout comme la conférence organisée par la Russie à Astana (Kazakhstan) en janvier, n'ont visiblement pas suffi à trouver un terrain d'entente sur l'avenir de la Syrie. L'émissaire spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, vient d'annoncer la reprise des pourparlers, le 23 mars à Genève, entre le régime syrien et une partie de l'opposition, révèle **Le Temps**. Moscou, de son côté, prépare une nouvelle rencontre en avril, toujours à Astana, la capitale du pays allié. Les derniers pourparlers ont été marqués par le retrait américain voire occidental, au profit de la Russie, de la Turquie, de l'Iran et bien entendu du régime syrien, qui reprend du poil de la bête. Le 28 février, au Conseil de sécurité, un veto sino-russe a empêché le vote de sanctions contre les hauts responsables militaires syriens, accusés pourtant d'utilisation d'armes chimiques contre les civils.

# Syrie. VERS LE "NETTOYAGE COMMUNAUTAIRE"

Dans les zones occidentales de la Syrie, la terreur chasse la population sunnite, remplacée par des chiites. De quoi inquiéter l'État hébreu, estime ce quotidien israélien.

—Yediot Aharonot (extraits) Tel-Aviv

Depuis quelque temps, à l'instar des Israéliens, des musulmans sont traités de "moustawtinîn" [colons de peuplement, en arabe] et leurs lieux de résidence sont appelés "moustawtanât" [colonies de peuplement]. Nous sommes en Syrie et les "colons" en question sont chiites. Le désastre que constitue l'exode de plusieurs millions de réfugiés syriens est vu par de nombreux responsables du monde chiite comme l'occasion de créer une nouvelle réalité. Depuis le déclenchement de la guerre civile, les zones occidentales de la Syrie se vident de leur population sunnite et sont repeuplées par des chiites.

Au début de la révolution de 2011, le pays comptait 16 millions de Syriens sunnites et 9 millions de Syriens issus des confessions minoritaires (alaouites, chrétiens, chiites, druzes, etc.). En janvier 2017, il ne resterait plus que 8 millions de sunnites et 7,5 millions de minoritaires. Le nombre de civils tués dans les combats et les bombardements oscille entre 300 000 et 500 000 personnes, majoritairement sunnites. Enfin, 7 millions de réfugiés s'entassent dans des camps en Turquie, au Liban et en Jordanie [et à travers le monde occidental]. Pour la première fois dans l'histoire, les sunnites risquent de devenir une minorité en Syrie.

**Pour Assad, les insurgés et la plupart des sunnites qui les soutiennent ne sont plus syriens.**

Au nom de la "guerre contre le terrorisme", les forces iraniennes et le Hezbollah [milice chiite libanaise] procéderaient au nettoyage systématique des zones sunnites reconquises, sans distinction entre combattants et civils, et en commettant des massacres si nécessaire. Les témoignages de réfugiés originaires des zones frontalières du Liban qui tentent de rentrer dans leurs foyers confirment que le rapport démographique a été bouleversé.

Selon diverses enquêtes, des Syriens chiites se seraient installés dans des zones anciennement sunnites et, surtout, des miliciens chiites originaires d'Afghanistan, d'Irak et du Pakistan s'y seraient également implantés avec leur famille. Les médias du monde sunnite craignent de voir la région qui s'étend de Homs à Damas se transformer en "pays chiite" sous le contrôle de l'Iran.

Beaucoup soupçonnent le régime syrien de vouloir empêcher le retour des réfugiés, majoritairement sunnites. Les certificats de propriété des réfugiés ayant été détruits au cours des combats, de riches familles chiites et alaouites auraient acquis à bas prix des biens immobiliers en déshérence. De même, en contrebas de la montagne alaouite, les villes côtières [multiconfessionnelles] de Lattaquié et Tartous auraient été le théâtre d'expulsions massives de sunnites, officiellement pour "nettoyer la zone du terrorisme".

Par le passé, les chiites ne représentaient qu'une minorité d'environ 5%. Aujourd'hui, on les voit partout dans les villes de l'Ouest reprises par le régime. Tous les rapports témoignent d'un même processus. Dans un premier temps, la population subit des bombardements aériens aveugles, un

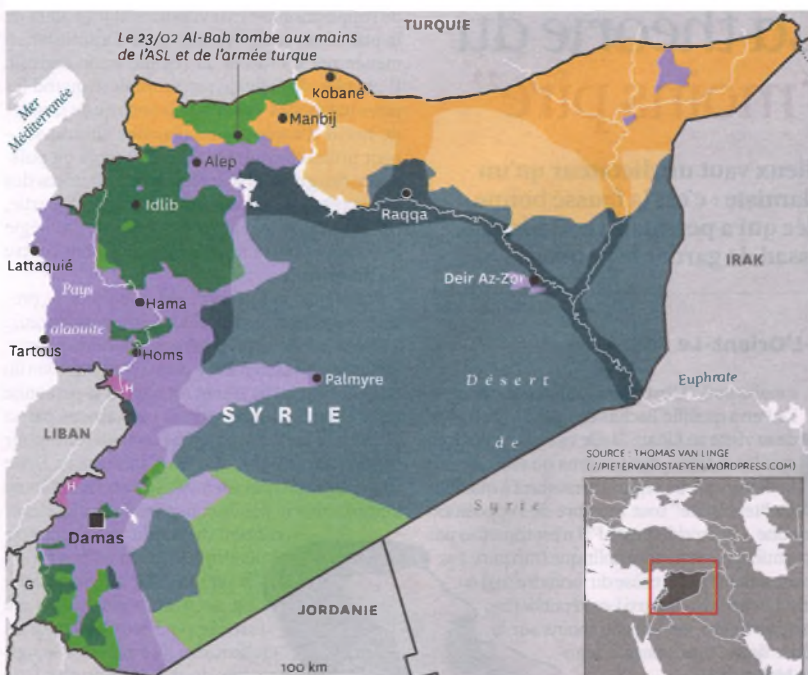
siège total et enfin la famine. Puis la ville exsangue subit une invasion terrestre au terme de laquelle la plupart des habitants sont chassés et interdits de retour pour des raisons de sécurité. Dans un troisième temps, les milices chiites libanaises et iraniennes appellent les derniers habitants encore sur place à évacuer les lieux et préparent le terrain à l'installation de chiites.

"Syrie utile". Cela fait longtemps que le contrôle du pays n'est plus entre les mains de Bachar El-Assad, et ses déclarations n'ont plus beaucoup d'écho. Mais il y a un an, le président syrien a prononcé une phrase fatidique qui, elle, a marqué les esprits. Assad a affirmé : "La Syrie appartient seulement à ceux qui se sont battus pour elle." Autrement dit, les insurgés et la plupart des sunnites qui les soutiennent ne sont plus syriens.

La partie de la Syrie contrôlée par le régime et ses alliés est cyniquement appelée "Syrie utile". Cette Syrie couvre un quart du territoire. Pour de nombreux commentateurs arabes, le régime fera tout pour y empêcher le retour des réfugiés sunnites, n'y tolérer qu'une population acquise et se reposer sur une majorité non sunnite. Ces mêmes commentateurs évoquent un remake de la Nakba palestinienne de 1948 [exode des Palestiniens à la suite de la création d'Israël].

Aujourd'hui, la "Syrie utile" est répartie entre deux zones d'influence, russe dans le Nord [un arc qui s'étend d'Alep à Hama], autour de la montagne alaouite et de sa plaine côtière, iranienne de Homs à Damas. L'Iran aurait pour ambition d'étendre cette zone jusqu'au plateau du Golan. Israël a de quoi s'inquiéter. Si la politique de déplacement de populations sunnites et d'implantation chiite devait se confirmer, cela changerait non seulement le caractère de la Syrie à long terme, mais cela permettrait surtout à Hezbollah de se doter d'une infrastructure au nord-est d'Israël et d'y ouvrir un nouveau front.

—Yaron Friedman  
Publié le 16 février



## État du front au 7 mars 2017

Forces en présence :

- Daech (État islamique)
- Présence forte
- Présence modérée
- Forces loyalistes du régime de Bachar El-Assad
- Hezbollah libanais (chiite) alliés d'Assad
- Ces forces soutenues par la Russie et l'Iran contrôlent la "Syrie utile", une zone que fuient de plus en plus de sunnites.
- Forces rebelles, ennemies du régime d'Assad et de Daech :
- Armée syrienne libre (ASL)
- Alliances entre ASL et djihadistes
- Kurdes de Syrie (Unités de protection du peuple, YPG)
- Plateau du Golan, territoire syrien occupé par Israël

## Bilan

### MACABRES STATISTIQUES

À la fin de 2016, le nombre de Syriens tués depuis le déclenchement, en 2011, de la rébellion était estimé à 310 000, majoritairement des civils, dont des milliers d'enfants. Ce nombre n'a cessé de croître au cours des deux derniers mois, malgré plusieurs appels à un cessez-le-feu, jamais respecté sur le terrain. Sur une population de 23 millions d'habitants, 4,8 millions se sont réfugiés dans les pays voisins et dans différents pays européens ; 6,6 millions sont considérés comme des réfugiés dans leur propre pays et 1 million de Syriens seraient pris en tenaille dans les zones de combats. Un rapport d'Amnesty International a évalué à 17 700 le nombre de Syriens morts en détention depuis 2011 dans les prisons du régime, et à autant le nombre de morts dans les prisons des différentes factions rebelles. Le nombre de personnes "disparues" reste à déterminer. Enfin, plus de 80 % de Syriens vivent aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté.

# OÙ ERDOĞAN CONDUIT-IL LA TURQUIE ?



Alain Rodier / 20-03-2017  
NOTE D'ACTUALITÉ N°467  
<http://www.cf2r.org>

Le conflit syrien a agi comme un révélateur des ambitions du dirigeant turc Erdoğan, qui a utilisé cette situation, avec plus ou moins de réussite, pour tenter de faire aboutir sa stratégie personnelle et renforcer le rôle de son pays sur la scène régionale

## LE PROBLÈME KURDE, SOURCE DE DIFFÉREND AVEC DAMAS

Le plus grand problème de la Turquie moderne est celui du PKK, mouvement marxiste-léniniste séparatiste né en 1978 et passé à l'action violente en 1984. Au départ, Moscou soutint ce groupe, voyant à un moyen de déstabiliser la Turquie qui assurait la défense du flanc Sud de l'OTAN dans le cadre de la Guerre froide. Depuis la dissolution du Pacte de Varsovie en 1991, et même si Moscou n'y n'est plus pour rien, la guérilla perdure dans le sud-est anatolien. Depuis le milieu des années 1980, les bases arrière du PKK se situent en Irak du Nord, sur les flancs du mont Qandil, à proximité de la frontière iranienne, et en Syrie (et accessoirement au Liban). Son chef, Abdullah Öcalan, bénéficia même du statut « diplomatique » à Damas. En conséquence, les relations entre la Turquie et la Syrie - soutenue par la Russie - étaient exécrables. La disparition de l'URSS a permis une amélioration des relations entre Moscou et Ankara. Parallèlement, la Russie n'a plus assuré une protection aussi significative à son allié syrien, car elle n'en n'avait plus les moyens, et les séparatistes kurdes turcs ne lui étaient plus utiles. La Turquie en a profité pour exercer une intense pression sur la Syrie, allant jusqu'à la menacer d'une intervention militaire. Öcalan a perdu progressivement les avantages qui lui avaient été accordés puis, en 1998, Damas s'est décidé à l'expulser. Après une traque digne des meilleurs romans d'espionnage qui l'a mené de Grèce en Russie, puis en Italie, il a fini par être enlevé au Kenya par les services secrets turcs, vraisemblablement aidés par la CIA et le Mossad. Condamné à mort, sa peine a été commuée en prison à vie qu'il purge sur l'île d'Imrali située en mer de Marmara[1].

La disparition d'Hafez el-Assad le 10 juin 2000, laissant la place à son fils Bachar, change la donne. En Turquie, l'AKP parvenu au pouvoir en 2002 et Erdoğan devenu Premier ministre en 2003, renouent avec Damas. Erdoğan développe même des relations personnelles chaleureuses avec Bachar el-Assad. Mais comme beaucoup d'autres en 2011, il est convaincu que le régime syrien va être emporté par le « printemps arabe » en quelques semaines.

Il pense alors que l'opportunité s'offre à lui de devenir le leader du monde musulman sunnite, d'autant que des Frères musulmans (dont il est

très proche) sont au pouvoir en Égypte, en Tunisie et qu'ils sont persuadés de prendre à terme la direction de la Libye. Il se voit déjà traiter d'égal à égal avec Téhéran, le vieil adversaire perse de la Turquie.

Il décide donc de soutenir massivement la rébellion syrienne sans trop se pencher sur ses motivations réelles. Il prend également la défense de la cause palestinienne qu'il pense porteuse pour asseoir son rôle de leadership dans le monde sunnite. Il est vrai que les Palestiniens sont surtout défendus par Téhéran, les capitales sunnites semblant s'en désintéresser en dehors de déclarations de principe. La tragédie survenue à la fin 2010 sur le Mavi Marmara, un navire battant pavillon turc qui tentait de rallier Gaza en forçant le blocus israélien, qui fit neuf morts lors de l'assaut donné par les gardes-côtes israéliens, lui en donne le prétexte. Les relations qui étaient excellentes entre la Turquie et Israël se dégradent alors considérablement. Les succès et les échecs d'Erdoğan

## ERDOĞAN A DE NOMBREUX SUCCÈS À SON ACTIF.

- L'économie de la Turquie s'est considérablement développée depuis qu'il est aux affaires. Il a su redistribuer une partie de la manne ainsi acquise aux plus défavorisés des banlieues des mégapoles turques et de la campagne anatolienne. C'est dans ce tissu populaire qu'il vient chercher les électeurs qui lui font gagner tous les scrutins depuis 2003. Point besoin de bourrer les urnes : il reste populaire et devrait être plébiscité lors du référendum du 16 avril prochain qui doit lui donner les pleins pouvoirs par un changement constitutionnel qui présidentialise le régime.

- Depuis qu'il est entré en politique au milieu des années 1970, ses partisans ont infiltré tous les rouages de l'administration et plus particulièrement la police, la justice, l'éducation, mais aussi le monde des affaires. Il le doit au mouvement religieux Hizmet de Fethullah Gülen qui, sous des dehors de modernité, a joué un rôle occulte très efficace parvenant même à mettre au pas l'armée en envoyant nombre de ses cadres en prison via des procès truqués.

- Lors de la prise de Mossoul par Daech en 2014, des membres du consulat turc implanté dans la ville et leurs familles (48 personnes au total) avaient été pris en otage. Alors que ce mouvement salafiste-djihadiste a pour habitude d'assassiner ses prisonniers, les services spéciaux turcs (le MIT) sont parvenus après de longues tractations à les faire libérer. Les termes de l'échange ne sont pas connus, mais cela a constitué un succès indéniable pour Erdoğan.

- Il est enfin parvenu à faire ce qu'aucun gouvernement turc n'avait réussi à faire : entamer des négociations avec le PKK via le MIT. Bien qu'emprisonné, Öcalan a gardé une grande

influence sur une partie des activistes kurdes. Le Parti démocratique des peuples (HDP), proche de la cause kurde, a servi d'intermédiaire politique. Erdoğan est ainsi parvenu à établir un cessez-le-feu à peu près respecté et les militants du PKK ont commencé à se replier au Kurdistan irakien.

Mais plusieurs facteurs, pour la plupart extérieurs à sa personne, sont venus mettre à mal ses ambitions.

- Tout d'abord, le régime de Bachar el-Assad a présenté une résilience inattendue. Les mouvements d'opposition se sont alors radicalisés vers une option islamique de plus en plus extrême et difficile à contrôler.

- Le mouvement Gülen a lancé des accusations de corruption de proches d'Erdoğan (dont un de ses fils) alors qu'il avait toujours mis en avant sa probité personnelle laquelle tranchait avec l'attitude générale du monde politique turc.

- Le HDP ne lui a pas « renvoyé l'ascenseur » qui lui aurait permis d'obtenir la majorité absolue au parlement lors des élections législatives de 2015, condition nécessaire pour faire adopter une nouvelle constitution et asseoir le régime présidentiel qu'il appelait de ses vœux.

- Le PYD (Parti de l'Union démocratique syrien) de Salih Muslim, très proche de ses cousins du PKK, a obtenu une autonomie de fait sur trois cantons le long de la frontière turque. Pire, il s'est attiré la sympathie des Occidentaux en résistant à Daech, en particulier lors de la bataille de Kobané.

- Et enfin, certains militaires ont tenté un coup d'Etat le 15 juillet 2016, qui a échoué lamentablement. Depuis, Erdoğan s'en est servi pour étouffer toute opposition à son pouvoir absolu. Il fait emprisonner nombre de militaires, de policiers, de juges, d'intellectuels en les accusant d'être des « putschistes gülenistes », alors que ce mouvement n'est pas à la base du coup d'Etat.

## LES REVIREMENTS TACTIQUES D'ERDOĞAN

Voyant son rêve de mainmise sur le monde sunnite lui échapper et sous la pression internationale, le président Erdoğan rejoint la coalition anti-Daech à l'été 2015, donnant en particulier l'autorisation aux forces aériennes internationales (essentiellement américaines) d'utiliser la base d'Incirlik, près d'Adana. Celle-ci présente l'immense avantage de mettre la Syrie et l'Irak à portée opérationnelle raisonnable pour les chasseurs bombardiers. Même si l'armée turque reste globalement l'arme au pied, la Turquie est alors confrontée à une vague d'attentats non revendiqués mais attribués à Daech. Des actes de violence sont également commis par Les Faucons de la liberté (TAK), un groupuscule

violent proche du PKK. Il est possible que le TAK - dont les dirigeants sont considérés comme jusqu'au-boutistes - ait voulu torpiller le processus de paix. Si c'est le cas, il y est parvenu.

Erdoğan rompt alors le processus de paix qu'il avait initié, et déclenche une guerre totale contre le PKK, mais sans s'en prendre directement à Daech. Ainsi, selon l'ONU, les forces de sécurité turques auraient commis de « graves violations » des droits de l'Homme en 2015 et 2016, déplaçant de force entre 355 000 et 500 000 personnes et en se livrant à des destructions massives et à des assassinats. Plus de 30 villes du sud-est anatolien auraient également été en partie détruites[2].

Fin septembre 2015, à la surprise générale, les Russes interviennent directement en Syrie pour soutenir Bachar el-Assad qui est aux abois depuis le début de l'année, malgré l'aide apportée par l'Iran et ses « brigades internationales » à base de Hezbollah libanais et des milices chiïtes irakiennes et afghanes.

Les Russes matraquent en priorité les mouvements rebelles dits « modérés », plus ou moins soutenus par la Turquie, rendant Erdoğan fou furieux. Il décide alors de réagir en adressant un message significatif à Moscou. Le 24 novembre 2015, deux chasseurs turcs F-16 placés en embuscade près de la frontière syrienne abattent un avion russe Su-24 qui survole l'espace aérien turc durant quelques dizaines de secondes. Il est vrai que depuis le début de l'intervention russe en Syrie, des appareils russes viennent titiller la défense aérienne turque. Les deux pilotes parviennent à s'éjecter mais l'un d'eux est tué durant sa descente en parachute par un groupe turkmène. Le deuxième est sauvé par les forces russes et iraniennes, mais un militaire russe est également tué lors de cette action de récupération. Le monde entier retient son souffle : quelle va être la réaction de l'ours russe ? De lourdes sanctions économiques sont effectivement prises asséchant un peu plus l'industrie du tourisme et limitant l'embauche de travailleurs turcs en Russie, sachant que ces derniers y sont très nombreux, particulièrement dans le domaine du bâtiment. De plus, la Turquie est presque totalement dépendante du gaz russe (l'Iran en fournit aussi mais dans une bien moindre mesure). Mais en ce domaine, aucune mesure de rétorsion n'est prise.

En mai 2016, le PKK abat un hélicoptère AH-1 Cobra turc dans la région de Çukurça, située au sud-est de la Turquie, à l'aide d'un missile anti-aérien portable 9K38 Iglâ. Les deux membres d'équipage sont tués. Ce qui est curieux, c'est que le PKK n'a jamais reçu, du moins jusqu'alors, un tel armement. D'où l'hypothèse que les Russes l'aient aimablement fourni au PKK, via le PYD syrien, avec pour mission d'abattre un avion turc... Une sorte de réponse à l'action du 24 septembre !

En juin 2016, le président Erdoğan, lors d'un volte-face dont il a le secret, s'excuse officiellement pour la mort des deux militaires russes, mais il refuse néanmoins de payer des compensations aux familles. Curieux hasard, le responsable turkmène qui est soupçonné avoir fait assassiner le pilote russe est arrêté peu après en Turquie. Il s'agit d'Alparshan Çelik, un membre des Loups gris[3], groupuscule faisant partie de l'extrême-droite turque historique.

Erdoğan renoue alors le dialogue avec Moscou, mais aussi avec Israël, Benjamin Netanyahu ayant présenté ses excuses pour les morts du navire Mavi Marmara, indemnisé les familles et autorisé la Turquie à participer à divers projets humanitaires dans la bande de Gaza. De son côté, le président Poutine - suivi rapidement par Téhéran - est l'un des premiers chefs d'Etat à condamner la tentative de putsch du 15 juillet 2016. D'ailleurs, les deux pilotes de F-16 qui ont abattu le Su-24 se retrouvent ensuite accusés d'y avoir participé... étrange !

Les affaires économiques bilatérales turco-russes repartent de plus belle, en particulier les projets de construction d'une centrale nucléaire (projet Akkuyu) et surtout du gazoduc Turkstream, ce dernier étant signé par le président Poutine le 7 février 2017[4].

Le 24 août 2016, l'opération Bouclier de l'Euphrate est lancée par l'armée turque en « soutien » de groupes rebelles modérés, dont l'un des plus importants est la brigade Sultan Mourad. Ces forces s'emparent d'une portion de terrain le long de la frontière syrienne allant de Jarablus à l'est, à Azaz, à l'ouest. Les localités très symboliques de Dabiq et d'Al-Bab sont reprises à Daech par les Turcs.

Les présidents Poutine et Erdoğan font alors preuve d'un pragmatisme stupéfiant. Ils décident de se partager le champ de bataille. Les Russes sont libres d'agir à leur guise à Alep et la partie des rebelles qui est soutenue par Ankara quitte cette ville pour participer à l'opération Bouclier de l'Euphrate.

La situation en Syrie a des répercussions directes en Turquie. Un fait dramatique vient confirmer la situation complexe que rencontre la Turquie. Andreï Karlov, l'ambassadeur russe en poste en Turquie, est assassiné par un policier turc[5] le 19 décembre 2016. Ce fonctionnaire qui n'était pas en service au moment des faits clame en mauvais arabe « Nous sommes ceux qui ont voué allégeance à Mahomet pour le djihad jusqu'à notre dernière heure ». Il ajoute en turc « N'oubliez pas Alep, n'oubliez pas la Syrie ! [...] Dieu est grand ! ». A l'évidence, ce meurtre non revendiqué est le fait d'un individu isolé qui reproche à Moscou son intervention en Syrie et qui n'apprécie pas la politique du président Erdoğan.

Cela permet de mettre en évidence un fait peu connu : de nombreux Turcs - même d'origine kurde - sont favorables aux mouvements rebelles salafistes-djihadistes. Un sondage de janvier 2016 montre que seulement 10% des Turcs considèrent Daech comme un mouvement terroriste ! Sur le terrain, des milliers de Turcs luttent dans les rangs de Daech et d'autres mouvements plus ou moins liés à Al-Qaïda « canal historique ».

Depuis qu'Erdoğan a désigné Daech comme « ennemi », de nombreux Turcs sensibles aux thèses islamistes sont devenus des « militants perdus, capables de tout. D'ailleurs, les attentats terroristes - désormais revendiqués officiellement par Daech - se multiplient et viennent s'ajouter à ceux perpétrés par le PKK. Seules les cibles sont différentes : le mouvement séparatiste kurde vise des représentants de l'autorité - avec toutes les pertes collatérales que le terrorisme peut provoquer - alors que Daech tire

sur tout ce qui bouge. Il faut se rappeler que pour ce mouvement salafiste-djihadiste, tout ce qui ne se soumet pas à Al-Baghdadi - alias calife Ibrahim - constitue un objectif potentiel.

## L'IMBROGLIO MILITAIRE SYRIEN

Une situation très confuse se développe entre Al-Bab et Manbij où les Turcs conduisent leur opération Bouclier de l'Euphrate, car les Américains sont aussi partie prenante dans cette zone. En effet, ils soutiennent les Forces démocratiques syriennes (FDS) dont la principale composante est constituée des Kurdes du PYD. A l'été 2016, cette formation a conquis de haute lutte la ville de Manbij qui se trouve à 48 kilomètres au nord-est d'Al-Bab.

Erdoğan affirme sa volonté de reprendre cette localité tenue par des Kurdes qu'il place au même niveau que Daech. Pour éviter ce dérapage, les Américains expédient quelques centaines d'hommes du 75e régiment de Rangers sur zone en espérant que les Turcs vont hésiter avant de les prendre pour cibles. De leur côté, les FDS demandent à l'armée syrienne et aux Russes à s'installer entre Al-Bab et Manbij pour servir de « force d'interposition ».

Résultats des courses : les FDS et les Américains sont à Manbij, l'armée régulière syrienne et les forces spéciales russes juste à leur ouest, puis enfin l'armée turque et ses milices anti-Assad. En résumé, les FDS mangent aux deux râteliers et les militaires américains sont en visuel de leurs homologues russes et de l'armée régulière de Bachar el-Assad...

Les Américains souhaitent poursuivre l'offensive sur Raqqa, la « capitale » de l'organisation Etat islamique, dont la chute serait psychologiquement très importante car elle constituerait le début de la fin de ce proto-Etat. Pour l'instant, ce sont les FDS, appuyées par des membres des forces spéciales américaines et d'une batterie d'artillerie servie par les Marines, qui sont à la manœuvre. Afin d'amadouer Ankara, Washington affirme que les Kurdes sont désormais minoritaires au sein des FDS ce qui est vraisemblablement un gros mensonge. Erdoğan refuse de plier et propose que les rebelles qu'il soutient, « appuyés » par l'armée turque et les forces américaines, mènent l'offensive. Mais, la nouvelle administration Trump semble avoir décidé d'attendre les résultats du référendum turc du 16 avril, qui doit permettre la présidentialisation du régime turc, pour prendre une décision. Pour l'instant, il est question d'envoyer un millier de GI's supplémentaires en Syrie.

Au-delà de l'aspect militaire, qui est loin d'être simple, la décision de l'administration américaine sera surtout lourde de conséquences sur le plan politique.

- Si Washington choisit l'option kurde des FDS, Erdoğan prendra des mesures coercitives dont les premières pourraient être la fermeture de la base aérienne d'Incirlik aux forces de la coalition anti-Daech et un rapprochement encore plus marqué avec la Russie. Par exemple, il est de plus en plus question qu'Ankara achète des systèmes de défense anti-aériens S-400 qui sont incompatibles avec les systèmes de l'OTAN. Il serait toutefois étonnant que Moscou accepte de fournir ce type d'armement à la Turquie car la relation entre les deux pays peut toujours évoluer. Cela dit, il est toujours possible

☛ d'installer un bug dans les systèmes électroniques très sophistiqués des S-400 ; si la situation tournait mal, ils pourraient être neutralisés instantanément.

- Si la solution kurde n'est pas choisie, ces derniers se sentiront une fois de plus abandonnés et se concentreront uniquement sur le renforcement du Kurdistan syrien (le Rojava) avec l'appui de Moscou, dont des conseillers sont déjà présents à leurs côtés.

A l'évidence, la méfiance est de règle entre les dirigeants turcs et russes car les objectifs à long terme restent différents. Mais pour l'instant, une coopération est jugée nécessaire, en particulier pour faire pièce aux Américains. Depuis l'élection de Donald Trump, le président Poutine redouble d'énergie diplomatique organisant des négociations de paix entre les différentes parties engagées dans le conflit syrien, en recevant le Premier ministre israélien et le président turc qu'il considère vraisemblablement comme des « déçus de Washington ». Il a également su s'imposer sur le plan militaire provoquant un sommet des chefs d'état-major turc, américain et russe à Antalya le 7 mars 2017[6].

Il faut aussi prendre en compte un nouveau danger dans la province d'Idlib, située au sud de la

province d'Efrin tenue par les Kurdes : la montée en puissance de la coalition Hayat Tahrir al-Cham (Organisation pour la libération de la Syrie/OLS), liée idéologiquement à Al-Qaïda « canal historique », qui s'oppose à Ahrar al-Cham soutenu par la Turquie, l'Arabie saoudite, le Qatar et les États-Unis. Non seulement Hayat Tahrir al-Cham tente de prendre le contrôle de la province d'Idlib, mais il étend ses tentacules à toute la Syrie utile, ayant mené des attentats contre le QG des services de renseignement syriens à Homs, le 15 février 2017 - faisant au moins 42 tués - et contre des pèlerins chiites irakiens à Damas, le 12 mars 2017 - plus de 74 morts -, alors qu'un accord avait été trouvé pour que les rebelles assiégés depuis fin 2013 évacuent la ville.

Erdoğan a trois ennemis qu'il place sur un pied d'égalité en les qualifiant tous de « terroristes » : le PKK (et ses affiliés du YPG), Daech et le mouvement Gülen, dont le leader Feytullah est toujours réfugié aux États-Unis. Son rêve de se voir en leader du monde musulman semble, pour l'instant abandonné, mais il tient toujours à jouer un rôle de premier plan au Proche-Orient. A l'intérieur, Erdoğan s'appuie sur son parti, l'AKP, ses services secrets qu'il considère comme un outil indispensable à sa politique étrangère, mais aussi sur les Loups gris, un mouvement néo-fas-

ciste et anti-Kurdes.

[1] Ankara est soucieux de garder le vieux leader kurde en vie, à tel point que lorsqu'il y un tremblement de terre dans la région (ce qui arrive parfois la zone étant sismiquement à risques), il est conduit en dehors des bâtiments pour ne pas être enseveli sous les décombres.

[2] Le nombre de victimes s'élèverait à quelque 2 000 tués, dont 800 membres des forces de l'ordre.

[3] [https://fr.wikipedia.org/wiki/Loups\\_gris](https://fr.wikipedia.org/wiki/Loups_gris) - cite\_note-9

[4] Il n'en reste pas moins que les deux pays continuent à entretenir des divergences sur la situation internationale comme au sujet de la partition de Chypre et du Nagorno-Karabakh.

[5] Mevlüt Mert Altıntaş, âgé de vingt-deux ans. Il est abattu par les forces de sécurité peu après son forfait.

[6] Auquel aucun autre allié membre de la coalition anti-Daech n'était convié, ni l'Iran pourtant très engagé en Syrie.

*Alain Rodier, ancien officier supérieur au sein des services de renseignement français, est directeur adjoint du Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R).*



N° 1375 du 9 au 15 mars 2017

## Mossoul : contrôles de sécurité

À Mossoul, chaque jour, les forces irakiennes annoncent avoir repris aux djihadistes de l'État islamique un pont, un pâté de maisons, un bâtiment officiel. Et, chaque jour, des centaines de personnes fuient les quartiers ouest de la ville, majoritairement sunnites, où se situe la ligne de front. Le 7 mars, selon l'Organisation internationale pour les migrations, on a ainsi enregistré 50 000 personnes déplacées. Ces réfugiés, qui fuient les combats incessants, sont contrôlés par l'armée irakienne. Ils sont d'abord fouillés un par un. Puis les hommes sont séparés des femmes et des enfants. "L'armée compare ensuite les noms des hommes à ceux des individus suspectés d'appartenir à Daech, recensés dans une base de données", raconte le photographe indépendant



Emanuele Satolli, qui était présent, le 4 mars, à Al-Mamoud Check, l'un des points de contrôle de cette zone. Sur cette photographie, les hommes assis attendent que les soldats irakiens vérifient leur identité. "Cette opération dure

des heures, note Emanuele Satolli. Selon les militaires, 10 à 15 collaborateurs ou combattants de Daech seraient arrêtés chaque jour", précise-t-il.

*Photo Emanuele Satolli  
emanuelesatolli.com*

# Quel est le bilan de l'intervention russe en Syrie ?



**MOYEN-ORIENT** Un an et demi après le début de son intervention militaire en Syrie, la Russie s'est imposée comme un acteur incontournable au Moyen-Orient.

## LA RUSSIE EST-ELLE REDEVENUE UNE PUISSANCE GLOBALE ?

Oui. C'était l'un des buts de l'intervention militaire déclenchée en septembre 2015. Un an et demi plus tard, les efforts du Kremlin ont été récompensés. La Russie est redevenue un acteur incontournable sur la scène internationale ainsi que l'interlocuteur privilégié des États-Unis, comme du temps de la guerre froide. « *La Russie s'est transformée en un pouvoir agile, capable de prendre des décisions militaires et politiques rapidement. À l'instar des États-Unis, de la France et la Grande-Bretagne. Et je pense que ce changement est permanent* », commente François Heisbourg, président de l'International Institute for Strategic Studies (IISS). Profitant du « retrait »

américain dans la région, de l'effacement stratégique ayant accompagné les années Obama, la Russie a poussé habilement ses pions au Moyen-Orient, défiant l'ordre unipolaire imposé par les États-Unis après la chute du Mur.

L'intervention en Syrie a profondément changé les rapports de force sur le terrain. Elle a remis en selle le régime de Bachar el-Assad et poussé la rébellion dans ses retranchements. Concurrencée par la combativité des djihadistes, privée du soutien turc depuis le rapprochement entre Moscou et Ankara, l'opposition modérée a été marginalisée.

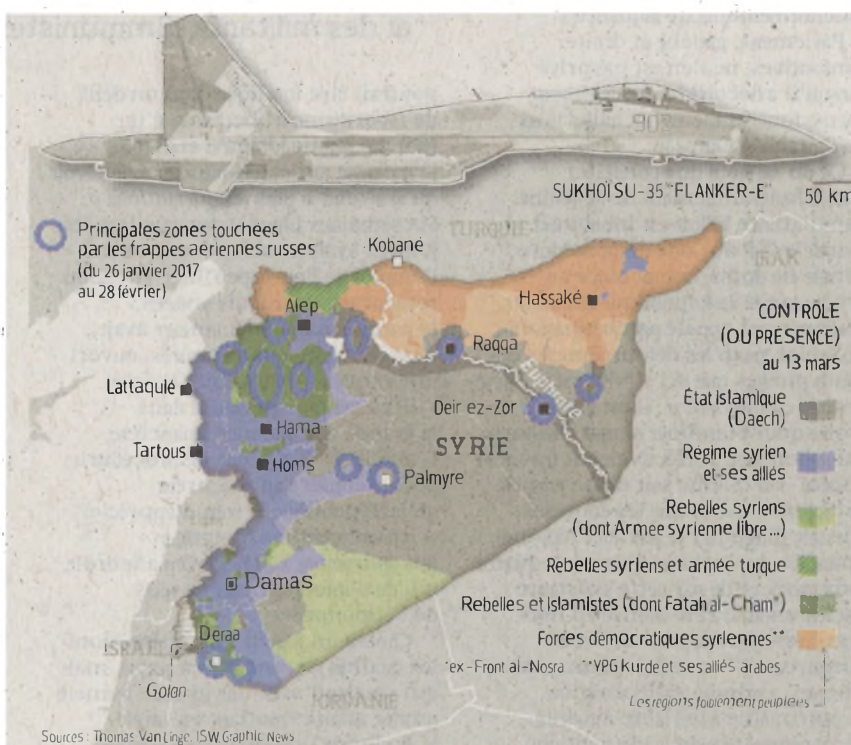
« *Vladimir Poutine est un stratège opportuniste. Il a renvoyé les Occidentaux à leurs échecs en Libye et en Irak avec un message clair : c'est la Russie qui gèrera la question syrienne* », commente un diplomate français. Au niveau militaire, l'opération syrienne est un succès. Les armées russes, désorganisées au moment de la chute du communisme, ont retrouvé leur superbe et leur capacité stratégique, comme elles l'ont prouvé en se projetant en Crimée puis en Syrie. « *L'armée est de plus en plus décomplexée. Les Russes jouent désormais dans la cour des grands* », explique le général Michel Yakovlev, ancien vice-chef d'état-major à l'Otan, à l'occasion d'une conférence organisée par la chaire Enjeux stratégiques à la Sorbonne. En Syrie, les armées russes ont offert à Vladimir Poutine une

victoire à moindre coût. L'opération n'est pas plus onéreuse que les grands exercices militaires organisés par le Kremlin, mais elle rapporte beaucoup plus en influence. Depuis la chute d'Alep, le bastion de la rébellion, les Russes tentent de transformer leur succès militaire en victoire politique en organisant des négociations à Astana, la capitale du Kazakhstan. Ce rôle était jusqu'alors dévolu à l'ONU, aux États-Unis et aux Européens. Outre qu'elle peut s'appuyer sur son engagement militaire en Syrie, la diplomatie russe est la seule qui puisse aujourd'hui se targuer de parler à tous les acteurs de la région, qu'il s'agisse du régime syrien, de la Turquie, de l'Iran, d'Israël, des Kurdes ou de l'Arabie saoudite... Il aura fallu moins de deux ans à la Russie pour devenir un concurrent stratégique de l'Occident au Moyen-Orient.

## LE KREMLIN A-T-IL UNE STRATÉGIE DE SORTIE EN SYRIE ?

C'est la principale faiblesse de l'opération russe au Levant. Le Kremlin estime qu'il faut soutenir les régimes autoritaires en place pour éviter le chaos. Mais l'intervention militaire russe n'a apporté ni la sécurité ni la stabilité à la région. Elle n'a pas ramené l'ordre. Elle n'a pas chassé Daech. En Syrie, les responsables russes ont pour l'instant réussi à éviter un enlèvement type Afghanistan ou Tchétchénie. Les leçons du passé, visiblement, ont été apprises. Mais ils n'ont pas encore transformé la victoire militaire en succès politique. Dans le triangle Russie-Iran-Turquie, le Kremlin veut imposer le règlement politique et dessiner le futur ordre syrien. Mais la paix russe bute sur la résistance de l'Iran, qui domine la guerre de Syrie au sol. Elle trébuche sur les doutes de la Turquie. Elle se heurte à l'endurance de l'insurrection, qui bien que devenue très minoritaire, a boycotté les pourparlers d'Astana et refuse toujours d'envisager l'avenir de la Syrie avec Bachar el-Assad. « *La Russie est une puissance moyenne, comme la France. Mais elle continue à agir comme si elle était une grande puissance, à l'instar des États-Unis et de la Chine* », commente Thomas Gomart, le directeur de l'Ifri.

La suite risque pourtant d'être compliquée. « *La Russie a obtenu un joli résultat en Syrie. Mais il est difficile d'imaginer qu'elle puisse gagner la paix. Même si elle arrive à mettre tout le monde d'accord, elle n'aura pas les moyens de financer la reconstruction du pays. Seule l'Europe,*



grâce à son expérience en gestion des après-guerres, pourra s'en charger », prévient Andreï Kortunov, le directeur du Conseil russe des affaires internationales dans une conférence de la chaire Grands enjeux stratégiques à la Sorbonne. Ce n'est pas seulement une question d'argent. En Tchétchénie, le Kremlin avait pu et su trouver, avec Ramzan Kadyrov, un dictateur capable de mettre au pas la rébellion. Mais la Syrie est un théâtre plus complexe que le Caucase, où s'entrechoquent de nombreuses influences et que les Russes connaissent beaucoup moins bien.

## LA SYRIE PEUT-ELLE RAPPROCHER LES ÉTATS-UNIS ET LA RUSSIE ?

Il était déjà fragile et incertain, mais le reset - l'amélioration des relations - proposé par Barack Obama à Vladimir Poutine, a été balayé par l'intervention russe en Ukraine. Le réchauffement du lien bilatéral promis par Donald Trump aura-t-il vraiment lieu ? Beaucoup en doutent. « Les grands marchandages, ça n'arrive jamais, ça n'existe que dans l'imagination politique », rappelle Bruno Tertrais, le directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS). La Russie semble avoir en effet beaucoup à demander - la reconnaissance de l'annexion de la Crimée, la levée des sanctions, l'assouplissement des accords de Minsk - et bien peu à donner. Sauf sur le dossier syrien, où Moscou pourrait proposer une coopération antiterroriste à Donald Trump, en échange d'avoir les mains libres pour imposer sa paix autour de Bachar el-Assad. Mais là encore, la question iranienne pourrait perturber ce projet. Les liens stratégiques entre Moscou et Téhéran se sont développés à la faveur de la guerre en Syrie. Les États-Unis considèrent au contraire l'Iran comme un soutien du terrorisme international et une force régionale déstabilisatrice. Jusqu'où Vladimir Poutine acceptera-t-il de se distancier de Téhéran pour plaire à Donald Trump ? « La Russie a en outre besoin des États-Unis pour alimenter son image de forteresse assiégée. S'il n'y a plus d'ennemi, comment fera le Kremlin pour maintenir la mobilisation autour de Vladimir Poutine ? » s'interroge Andreï Kortunov à la Sorbonne. Omniprésent dans les éditoriaux des médias pro-gouvernementaux depuis son élection, le nom de Donald Trump se fait de plus en plus discret. « Le reset a échoué avant même d'avoir commencé », explique Konstantin von Eckert dans une conférence consacrée à la Russie à la Sorbonne, mais l'éventuelle coopération entre la Russie et les États-Unis au Moyen-Orient dépendra de la politique de Donald Trump dans la région. Elle demeure pour l'instant encore floue.

## QUELLE RELATION ENTRE LA SYRIE, LA RUSSIE ET L'OTAN ?

« La Russie utilise la Syrie pour démontrer à l'Otan à quel point elle a développé ses capacités militaires », explique Thomas Gomart, le directeur de l'Ifri. C'est la principale explication des « dénis d'accès » imposés par le Kremlin à Kaliningrad ou en Syrie à l'aide d'armements sophistiqués destinés à empêcher les forces occidentales, notamment américaines, de se rapprocher. Il poursuit : « Le principal but du Kremlin est d'obtenir l'équilibre des forces et des pouvoirs partout. Il n'est pas d'essayer d'apaiser ou de résoudre la situation en Syrie, mais de l'utiliser pour mieux en profiter. » Les relations entre la Russie et l'Otan n'ont pas été aussi tendues depuis la fin de la guerre froide.

Vu de Moscou, les contentieux sont nombreux. Ils vont des bombardements du Kosovo par l'Alliance en 1999 à la défense antimissile américaine en passant par l'élargissement de l'Otan à l'est de l'Europe. L'annexion de la Crimée puis l'intervention militaire en Syrie ont accompagné le durcissement des doctrines militaires russes depuis 2014, qui désignent l'Alliance atlantique comme l'une des principales menaces pour le pays. « Depuis les révolutions de couleur, le contact entre militaires a été perdu », explique le général Michel Yakovlev, ancien vice-chef d'état-major de l'Alliance, devenu conseiller en stratégie militaire. Il poursuit, à l'occasion d'une rencontre à la Sorbonne organisée par la chaire Débats stratégiques : « L'Alliance atlantique a fait de son mieux pour essayer d'arranger les relations avec la Russie. Mais cela n'a pas marché, car on ne peut pas déshumilier quelqu'un. Vladimir Poutine a inventé la fable selon laquelle la Russie était victime d'une injustice créée par l'Occident malfaisant. L'Otan ne sait pas répondre à ce type de syndrome. » Pas plus qu'elle n'a mené à la levée des sanctions liées à l'Ukraine, l'intervention russe en Syrie n'a pas permis à la Russie de réduire, comme elle l'espérait, le poids et l'influence de l'Otan en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique. Bien au contraire. Les États-Unis et l'Union européenne ont désapprouvé l'opération syrienne. L'Alliance atlantique a invité le Monténégro à la rejoindre et s'est renforcée aux frontières de la Russie. « Finalement, Vladimir Poutine a contribué à créer ce contre quoi il luttait : un Otan qui se réarme, devenu de plus en plus attractif pour les autres pays », explique Jean-Baptiste Jeangène Vilmer à la chaire de la Sorbonne. ■

## LES DATES CLÉS DE 6 ANS DE CONFLIT

### 2011

- Le 15 mars, un mouvement de protestation éclate en Syrie.
- En avril, la contestation s'élargit puis se radicalise.
- En juillet, annonce de la création de l'Armée syrienne libre (ASL). Des groupes à tendance islamiste se joignent à la rébellion.

### 2012

- Le 1<sup>er</sup> mars à Homs, l'armée reprend le contrôle du quartier de Baba Amr. Plusieurs opérations sanglantes sont menées, notamment à Hama, après des manifestations contre le régime.
- Le 17 juillet, l'ASL lance la bataille de Damas.

### 2013

- Avril, le chef du Hezbollah libanais reconnaît l'engagement de ses combattants aux côtés du régime.
- Le 21 août, une attaque au gaz sarin contre la rébellion en banlieue de Damas fait des centaines de morts. Des frappes américaines contre le régime sont évitées grâce à un accord avec la Russie sur la destruction de l'arsenal chimique syrien.

### 2014

- Le groupe État islamique s'empare de vastes régions dans le Nord. Raqa devient sa place forte.
- En septembre, Barack Obama met en place une coalition anti-El. Les Kurdes de Syrie prennent des régions clés à l'EI, dont Kobané, en 2015.

### 2015

- Le 30 septembre, la Russie entame une campagne de frappes aériennes. Elle affirme viser des groupes "terroristes", dont l'EI. Mais les rebelles et les Occidentaux l'accusent de viser des groupes rebelles modérés. Ces frappes aident le régime à reprendre du terrain.



### 2016

- Le 24 août, la Turquie lance une opération de l'autre côté de sa frontière pour chasser l'EI, mais aussi les milices kurdes.
- Le 22 décembre, Alep est reprise par le régime.
- Le 30 décembre, un cessez-le-feu entre en vigueur, en vertu d'un accord russo-turc.

### 2017

- En six ans, la guerre a fait plus de 320 000 morts







# Au Nord, de la division à l'implosion

Face à une coalition radicale et à la menace jihadiste, les groupes modérés de l'Armée syrienne libre risquent de disparaître de la province d'Idlib.

Par Luc Mathieu, envoyé spécial à Gaziantep — 20 mars 2017  
<http://www.liberation.fr>

Ce sont des combats rarement sanglants, plutôt des accrochages rapidement suivis de retraites. Depuis le début de l'année, ils se succèdent dans le nord de la Syrie. Peu à peu, les groupes de l'Armée syrienne libre (ASL), les plus modérés, ceux qui ont reçu armes et argent des Etats-Unis et de pays arabes ces dernières années, sont chassés de la province d'Idlib par les jihadistes. Une série de défaites qui s'ajoute à une autre, majeure : la perte des quartiers Est d'Alep en décembre. Après cinq ans de guerre, les rebelles de l'ASL, les premiers à avoir porté la lutte armée contre le régime de Bachar al-Assad, risquent de disparaître du Nord syrien. «Si rien ne change, oui, c'est ce qui nous arrivera. On voit déjà les prémices. De plus en plus de combattants s'exilent en Turquie ou rejoignent d'autres groupes, plus radicaux», dit Ezaldin Salem, conseiller politique de Fastakim, une formation de l'ASL.

## BATTE EN RETRAITE

Après la reprise d'Alep-Est, la province d'Idlib, au nord-ouest, avait tout pour devenir le prochain objectif des forces du régime syrien. Depuis la fin 2011, la région, rurale et conservatrice, est un fief de l'insurrection - d'abord des rebelles locaux, puis des groupes islamistes et jihadistes qui s'y sont implantés. La province abrite également des centaines de milliers de civils qui ont fui les combats, dont des habitants et des rebelles d'Alep, évacués fin décembre. Mais si les avions syriens et russes bombardent régulièrement et massivement des cibles civiles, dont des hôpitaux et des marchés, aucune offensive d'envergure n'a encore été lancée.



Un groupe rebelle syrien dans le quartier de Jobar, à Damas, dimanche, lors des affrontements sans précédent qui ont secoué la ville. Photo Amer Almohibany. AFP

«Le régime attend, le temps joue pour lui. Il observe les groupes combattre entre eux», note Oussama Chourbagi, directeur d'une ONG syrienne, qui revient d'Idlib. «Si la tendance ne s'inverse pas, la province va encore se radicaliser et il n'y aura plus que des jihadistes. C'est ce que veulent le régime et la Russie, cela validera leurs discours a posteriori», ajoute un diplomate turc.

Les affrontements les plus décisifs ont éclaté à la mi-janvier. Ils opposent alors le Fatah al-Sham (ancien Front al-Nusra, la filiale syrienne d'Al-Qaeda) à plusieurs factions de l'ASL qui battent en retraite plutôt que de se lancer dans des combats meurtriers. En parallèle, l'insurrection se réorganise une nouvelle fois. L'alliance majoritaire jusque-là dans la province, l'Armée de la conquête, explose. Le 28 janvier, une coalition voit le jour : Hayat Tahrir al-Sham (HTS). Elle rassemble les plus radicaux, dont Fatah al-Sham. Sa création vise, selon ses dirigeants, à éviter que la province d'Idlib ne soit reprise par le régime comme l'a été Alep. Mais c'est surtout une réaction aux pourparlers organisés par la Russie à Astana, au Kazakhstan,

auxquels participaient plusieurs groupes de l'ASL.

«Ils n'ont invité que de petits groupes qui n'ont pas de pouvoir sur le terrain. Comment peuvent-ils prétendre décider du futur de la Syrie sans nous parler ? De toute façon, ce genre de réunions ne sert à rien, les cessez-le-feu qu'ils annoncent ne sont jamais respectés par le régime», déplore Tarek, un commandant de Nourredine al-Zenki, un groupe islamiste intégré à la nouvelle coalition. Face à l'initiative jihadiste, les salafistes d'Ahrar al-Sham, les plus puissants dans la région, se divisent. Une majorité refuse de rejoindre HTS. Certains acceptent - parmi eux, Abou Jaber, l'un des principaux commandants d'Ahrar al-Sham, qui en prend la tête. «C'est très intelligent de leur part de l'avoir nommé. Cela paralyse Ahrar al-Sham, ils ne vont pas s'en prendre à leur ancien chef», explique Oussama Chourbagi. Affaiblis militairement et isolés, les rebelles de l'ASL se divisent aussi. Quelques groupes annoncent leur ralliement à Ahrar al-Sham, les seuls capables de s'opposer aux jihadistes. Des combattants décident eux-mêmes de leur sort.

## BLOQUER LES KURDES

C'est désormais dans la bande qui court le long de la frontière turque, entre les villes d'Azaz et Jarablous que se concentre ce qui reste des groupes de l'ASL dans le Nord syrien. Ils tentent une nouvelle fois de s'unir, ce qu'ils n'ont jamais réussi en cinq ans. Le nom est choisi : «Northern Front», le Front du Nord, comme il existe le «Southern Front» dans la région de Deraa. «Cette fois, nous n'avons plus le choix. Soit nous réussissons à nous entendre et à adopter une structure de commandement politique et militaire unique, soit nous disparaissions», explique Molham Ekaidy, l'un des commandants de Faylaq al-Sham.

Pour l'heure, la plupart des groupes ont envoyé une partie de leurs hommes combattre avec l'armée turque pour son opération «Bouclier de l'Euphrate». Ils n'ont pas eu le choix, Ankara le leur a imposé en août dernier, sous peine de bloquer la frontière. L'objectif de la Turquie était double : éloigner l'Etat islamique (EI) de la frontière et bloquer les ambitions kurdes. Les combattants du YPG (Unités de protection du peuple), affiliés au PKK actif en Turquie, étaient à l'époque en mesure de s'emparer du poste-frontière de Jarablous et de progresser ensuite vers l'ouest. Ils auraient alors pu unifier leurs territoires jusqu'à Afrin, au nord d'Alep. Une hypothèse intolérable pour Ankara, en guerre avec le PKK depuis plus de trente ans.

Du point de vue turc, l'opération a été un succès, en partie tout du moins. Les Kurdes n'ont pas pris Jarablous et ont reculé vers l'Euphrate. L'EI a, lui, perdu son fief d'Al-Bab, après plus de trois mois de combats qui ont tué 69 soldats turcs et des centaines de rebelles syriens. La Turquie a créé de facto une sorte de zone de sécurité le long de sa frontière d'environ 2 000 km<sup>2</sup>, entre Azaz, Jarablous et Al-Bab. Sans les rebelles de l'ASL, ces victoires n'auraient pas été possibles. Ils soutiennent aussi la lutte contre l'EI et les combattants kurdes, qu'ils accusent d'être alliés avec le régime syrien. Mais ils n'ont pas été à la manœuvre. «Nous avons des réunions avec les responsables turcs. Nous discutons, nous proposons des options, dit Ezaldin Salem. Mais au final, ce sont les Turcs qui décident et donnent les ordres.» ♦

# Gérard Chaliand: « Le véritable vainqueur en Syrie, c'est l'Iran »

## ENTRETIEN

Le régime des mollahs montre qu'il est capable d'un effort continu et cohérent pour atteindre ses objectifs géopolitiques, explique l'universitaire\*.



PROPOS RECUEILLIS PAR  
MARIE-LAETITIA BONAVITA  
mlbonavita@lefigaro.fr

LE FIGARO. - Où en est la situation à Mossoul ?

Gérard CHALIAND. - Sur le front irakien, après cinq mois de combats, Mossoul est près d'être intégralement investie par les forces armées de Bagdad. L'État islamique (EI) a amplement démontré sa capacité de résistance et de sacrifice; l'aura du mouvement terroriste est sauf. Le contrôle d'un territoire qui constituait la particularité de Daech avec l'annulation de la frontière syro-irakienne ne sera bientôt plus en revanche qu'un souvenir. Reste la question du statut des sunnites en Irak et des tensions demain entre Bagdad et les Kurdes, notamment à Kirkouk.

Qui est le véritable vainqueur en Syrie ?

Le régime d'Assad, grâce à l'appui de l'Iran et de la Russie, a remporté un important succès avec la reconquête d'Alep-Est, qui représente 20% de la ville. Il se retrouve en bien meilleure posture que durant les cinq années précédentes. Mais le véritable vainqueur en Syrie - avec le concours décisif de la

Russie - et d'une façon plus générale dans les conflits du Moyen-Orient est sans conteste l'Iran. En Syrie, les milices iraniennes ont participé aux combats tout comme des miliciens hazaras d'Afghanistan et

des chiites du Pakistan dont il est probable qu'ils resteront en Syrie. Les succès iraniens tiennent notamment à la cohésion du clergé chiite, institution organisée avec la même efficacité pour suivre une stratégie sur le long terme qu'un parti de type marxiste-léniniste.

Ce manque de clergé cohérent explique la faiblesse des sunnites...

Les sunnites se montrent, en effet, peu coordonnés, qu'il s'agisse de la Turquie et du Qatar, qui soutiennent les Frères musulmans, de l'Arabie saoudite, qui exporte son wahhabisme, ou de mouvements islamistes concurrents sinon antagonistes. Quant à l'État islamique, malgré sa capacité quasi hollywoodienne de promotion, il a joué à partir de 2014 une partie de poker qui l'a conduit à la longue à se mettre tout le monde à dos. Aujourd'hui, l'étau se resserre autour de la ville de Raqqa, menacée tant au nord par les Kurdes du PYD et des alliés arabes (FDS) qu'au sud par des Kurdes syriens soutenus par Massoud Barzani et des Arabes entraînés par des Américains. L'État islamique est en net recul, malgré une présence en Libye et plus modestement sur d'autres terrains. Son échec est patent, en dépit de ses récentes menaces envers la Chine de lancer quelques centaines de combattants ouïgours formés au Moyen-Orient.

Quel bilan tirer de l'intervention de l'Arabie saoudite contre les rebelles houthis au Yémen ?

L'Arabie saoudite n'a pas rencontré au Yémen, pays montagneux, les succès escomptés contre les Houthis. Par contre, elle a largement aggravé, à coups de bombardements indiscriminés, la situation des populations. De fait, l'Arabie saoudite que nous considérons comme un allié (bien ambigu) a provoqué une véritable hécatombe humanitaire, loin de tout observateur sur le terrain. En revanche, contrairement à ce qui a été dit, il n'y a pas eu d'hécatombe à Alep-Est : nous nous sommes intoxiqués nous-mêmes.

Les succès de Téhéran tiennent notamment à la cohésion du clergé chiite

La Turquie paraît plus que jamais isolée tant sur le plan intérieur qu'extérieur... C'est le cas. Au lendemain de la tentati-

ve de coup d'Etat, la répression, toutes proportions gardées, a rappelé le style des purges stalinienne. La situation économique s'est détériorée. La monnaie nationale a enregistré une baisse conséquente. Les investissements sont rares, tout comme les touristes. Les velléités d'intervention militaire en Syrie et même en Irak ont été discrètement contrées par les États-Unis. Les troupes turques piétinent depuis des mois devant al-Bab. L'armée est affaiblie par les purges et connaît un début de processus de désécularisation avec l'ouverture de la carrière d'officier aux élèves des écoles religieuses. Par contre, en Turquie même, le PKK s'est fourvoyé dans des insurrections urbaines condamnées d'avance. Il n'y a toutefois pas de solution militaire à la question kurde en

Turquie. Par ailleurs, Recep Tayyip Erdogan est parvenu grâce à son entente avec la Russie à empêcher la continuité territoriale souhaitée par les Kurdes de Syrie le long de la frontière turco-syrienne. Cependant, le semblant d'alliance avec la Russie est circonstanciel et strictement tactique. En outre, les rapports avec l'Union européenne et les États-Unis se détériorent. La Russie est solidement implantée en Syrie (base

navale à Tartous, aérienne à Hmeimim, station d'écoute à Tel Al Hara, dans la province de Deraa). Moscou cherche à ne pas passer pour pro-chiite, notamment

aux yeux de ses pays limitrophes musulmans.

L'an dernier a eu lieu à Grosny, en Tchétchénie, une conférence d'érudits sunnites en présence du grand imam d'al-Ahzar et du grand mufti d'Égypte qui a condamné le djihadisme, le salafisme et le wahhabisme. Quant à Washington, qui va bientôt définir plus clairement ses objectifs, il paraît à l'heure de Donald Trump considérer l'Iran avec hostilité. De nouvelles sanctions envers Téhéran ont été prises dès fin janvier. Elles seront sans doute suivies d'autres. Des troupes américaines sont présentes à Kobané (Syrie) et plusieurs milliers vont rester stationnées en Irak, ce qui permettra de mieux contrôler un équilibre régional favorable aux États-Unis. ■

\*Auteur de « Pourquoi perd-on la guerre ? Un nouvel art occidental », Odile Jacob, 2016.

# Pour les Kurdes iraniens, un rôle régional encore embryonnaire

## ÉCLAIRAGE.

Plusieurs raisons poussent certains groupes comme le PDKI à reprendre la lutte contre Téhéran, mais aussi l'EI.

Samia MEDAWAR | OLJ  
21/03/2017  
<https://www.lorientlejour.com>

Ils seraient entre plusieurs centaines et plusieurs milliers à combattre en Syrie et en Irak. Si les Kurdes d'Iran ne sont pas souvent au centre de l'attention médiatique, leur présence sur le front contre l'État islamique est bel et bien réelle.

Ils sont certes moins affectés que leurs « frères » syriens et irakiens par les conflits qui font rage dans leur pays respectif, et ils se sont depuis illustrés dans des combats féroces contre le groupe jihadiste, mais leurs velléités indépendantistes sont les mêmes. Comme en Irak, en Syrie et en Turquie, ils combattent le régime en place depuis plusieurs décennies, plus précisément depuis la révolution islamique de 1979.

Forte de 8 à 9 millions de membres, la communauté kurde d'Iran est particulièrement présente dans le nord-ouest du pays, territoire qu'elle appelle le Rojhelat, et répond à l'autorité de plusieurs partis politiques. À l'origine, deux organisations principales tenaient lieu de références politiques aux Kurdes du Rojhelat – l'une nationaliste, l'autre marxiste. Elles finirent par se fractionner en une multitude de groupes, dont émanent six groupes politiques principaux (mais non uniques). Trois sont issus du groupe marxiste Komala et portent des variantes de son nom, les trois autres sont le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), le Parti du Kurdistan-Iran (PDKI), et le Parti de la liberté du Kurdistan. Un septième groupe, le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK), est affilié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ; plus radical, il



Des membres du PDKI lors des funérailles de victimes d'une attaque à la bombe contre leur quartier général de Koy Sanjak, près d'Erbil, au Kurdistan irakien, le 21 décembre 2016. Photo Reuters

a son propre agenda. Tous ces groupes sont réfugiés au Kurdistan irakien, et il reste difficile d'évaluer leur influence réelle dans les zones kurdes iraniennes.

La relation entre le gouvernement iranien et les Kurdes a connu plusieurs phases – stables ou mouvementées – au cours desquelles l'opposition kurde du pays, majoritairement exilée en Irak et en Europe, a été plus ou moins active, militairement et politiquement. Mais après quelque vingt ans de calme relatif, les affrontements ont repris depuis le printemps 2016 entre les gardiens de la révolution iraniens et certains groupes kurdes, dont le PDKI, faisant des dizaines de morts et de blessés des deux côtés. Des commandos sont régulièrement envoyés depuis l'Irak en Iran pour mener des actions d'éclat à la frontière. Toutefois, les forces du PDKI ne sont rien comparées à celles, bien supérieures en effectifs et en armes, des gardiens de la révolution. En outre, leurs frères irakiens ne tiennent pas à s'attirer les foudres de la République islamique en servant de base à ces incursions transfrontalières. Ils ont d'ailleurs souvent et publiquement exprimé leur réprobation de telles violations du territoire iranien.

Pour contrer ces attaques, la République islamique a une méthode assez simple : recruter

plusieurs milliers de Kurdes iraniens et les poster à sa frontière pour la préserver des attaques des séparatistes, comme elle le fait depuis quelques semaines déjà. Il est ainsi bien plus difficile pour les assaillants kurdes d'attaquer leurs frères kurdes...

### KURDES IRANIENS, ARME DE CHOIX

Trois raisons expliquent le « retour » militaire de ces groupes : l'inaction du gouvernement du président Hassan Rohani concernant leurs droits et revendications politiques, identitaires et culturelles, et l'accord sur le nucléaire signé en juillet 2015 entre la République islamique et l'Occident. D'après un porte-parole du PDKI, cet accord est la preuve que « le gouvernement iranien est libre de faire ce qu'il veut, le monde reste impuissant ». Les victoires engrangées par les Kurdes irakiens et syriens contre l'EI contribuent également à cette détermination renforcée des Kurdes iraniens, qui se retrouvent dès lors sollicités par Téhéran pour mener le combat contre le groupe. Majoritairement sunnites, les Kurdes sont logiquement une arme de choix pour le régime iranien, qui les envoie dans certaines zones sensibles d'Irak où les habitants n'accueilleraient pas volontiers leurs Hachd al-Chaabi (Unités de mobilisation popu-

laire, majoritairement chiites) et dont les exactions sont régulièrement dénoncées par plusieurs ONG internationales. « Tous les groupes kurdes iraniens ont leur lot de martyrs et de blessés, et nombreux sont ceux qui ont un quartier général près des zones de combat » en Irak, explique Dlawer Ala' al-Deen, cofondateur et président du Middle East Research Institute (MERI), à Erbil. Idem en Syrie, où ils jouent un rôle similaire, mais moindre, aux côtés de milices chiites.

Tous les groupes kurdes ne partagent pas le même ressentiment envers Téhéran, souligne le chercheur, qui relève que les partis politiques kurdes iraniens sont, de manière générale, favorables à une ouverture envers le régime iranien. « Ils sont actuellement engagés dans un dialogue pour tenter de se définir une vision commune. Ils ont une perspective à la fois locale et internationale, et sont conscients des dynamiques changeantes sur le plan régional », explique-t-il.

Car les Kurdes iraniens ne veulent pas être en reste, et aspirent à un rôle grandissant dans la région. Comme d'autres acteurs non étatiques, soutenus dans leur cause par des groupes armés, ils sont à la recherche d'opportunités leur permettant de cumuler des gains à la fois territoriaux et politiques, mais également culturels. Leurs droits en tant que peuple restent leur priorité, et ils affirment souvent vouloir cesser la lutte armée pour revenir à la vie civile. Mais les Kurdes iraniens, comme Téhéran, échouent pour l'instant à atteindre une sorte de compromis qui leur permettrait d'entamer un dialogue constructif, notamment en préparation de l'après-EI. « Et tant que cette absence de dialogue perdurera, déplore Dlawer Ala' al-Deen, les conflits, aujourd'hui chroniques, continueront, et les deux camps seront tous deux perdants. Il est plus que jamais dans l'intérêt de tous les belligérants de se retrouver à mi-chemin. » ■

# Kurds in Iraq ring in the new year

The ancient festival of Newroz marks the first day of spring and the vernal equinox.

John Beck | 21 Mar 2017 aljazeera.com/

**KURDS ACROSS** the world were celebrating Newroz, the first day of their traditional calendar,

on Tuesday. Festivities in Iraq's Kurdish region began the previous evening, marking the start of a public holiday that allows families to come together and celebrate.

The ancient festival marks the first day of spring and the vernal equinox. Akre, a town of around 20,000 people nestled between the mountains of northern Iraq, hosts one of the most popular and visually spectacular celebrations, drawing visitors from throughout the region.

Despite the ongoing war against the Islamic State of Iraq and the Levant group (ISIL, also known as ISIS) in its Mosul stronghold, attendance was high. Families dressed up for the occasion, with men in traditional clothing, modern suits or military uniforms, and women in layers of bright, sequined fabrics.



Fireworks lit up the skies even during the daytime, while at dusk, torchlit processions snaked their way through the mountains. The flames refer to the legend of a blacksmith named Kaveh who defeated an evil king and then set the hillsides ablaze in celebration, while also signifying the light of spring and hopes for a bright future.●

# Iraqi minorities move forward with autonomy plan

Representatives of the Turkmen, Yazidi and Assyrian minority communities of Iraq have declared a coalition and put forward the most complete vision yet for self-rule in the country's north.



Saad Salloum  
March 16, 2017  
www.al-monitor.com

**B**AGHDAD — On March 5, three bodies representing Iraqi minorities issued a joint statement calling for a semi-autonomous region in the country's north. The idea was proposed by the Yazidi Independent Supreme Council, the Turkmen Rescue Foundation and Al-Rafidain Organization, representing Iraq's Assyrian Christians. The canton would comprise three contiguous regions: Sinjar, Tal Afar and the Ninevah plain.

The proposal is the most complete vision the minorities have yet put forward as an alliance, with the aim of extracting themselves from the Arab-Kurdish struggle for their areas and to prevent a repetition of the catastrophic killing and displacement they suffered when the Islamic State (IS) invaded Ninevah province and raided the areas where they live.

The minorities have previously put forward plans focused specifically on setting up a province for the minorities on the Ninevah plain. That province would stretch across areas disputed between Arabs and Kurds but that are considered the homeland of several Iraqi minorities: the Ninevah plain (home to several minorities, particularly Christians and Shabak), Tal Afar (majority Turkmen) and Sinjar (the main home of the Yazidis).

The organizations proposing the idea avoided any hint of separatism. The project was proposed in line with Iraq's 2005 Constitution, which gives minorities the right to autonomy or self-administration in sub-units of territory (Chapter 1; Sections 5, 112, 115 and 116).

"The proposal of a region for the minorities is in line with the Iraqi Constitution and doesn't contradict the general move to share powers and or let minorities manage their own affairs," said Ali Akram Al-Bayati of the Turkmen Rescue Foundation.

"The idea of dividing up Iraq into [self-governing] regions is an appropriate, constitutional and legal solution," he told Al-Monitor, pointing to the Kurdistan Regional Government (KRG) as an example. "The reason for the KRG's power and success in self-government is that it successfully used this constitutional right."

He added, "Therefore the idea of setting up an autonomous region for minorities in Ninevah could help strengthen the residents of that region, in coalition with each other, security-wise, politically, socially and economically."

Prince Naif Dawoud, the president of the Yazidi Independent Supreme Council, said forming the coalition is a step toward finding a solution to provide international protection for Iraq's minorities and raise public awareness and support for their "just and legitimate demand."

The proposal offers a clear idea of Iraqi minorities' demands of the international community and reflects a shared vision among these minorities, all of whom face a shared catastrophe.

"The project also reflects a loss of trust in the capacity of Iraq's central government to provide a solution and Baghdad's indifference toward the cause of the oppressed minorities," Dawoud told Al-Monitor.

Dawoud linked his defense of the proposal with the need to restore the trust of minorities, especially the Yazidis, after IS invaded their area, committed war crimes against them, destroyed their religious heritage and forcibly displaced them.

"It could also offer reasonable guarantees for the period after IS that the group and its ilk will not return to these areas to commit massacres against the Yazidis and other minorities," he said.

The proposal's authors say they do not rule out the idea of international protection of minorities in the areas it covers.

"We must insist on the need for international protection for a certain time, as was previously offered to the KRG, along with empowerment and training of our local forces to prepare them to defend the borders of the new autonomous region," said Bayati.

Dawoud agreed, saying the project would need the support of major world powers and the United Nations, especially in its early stages.

"Even if the UN adopts the Al Rafidain region proposal, it will need security support, aid and international protection for at least 10 years until security finally prevails and the region can survive," he said.

Although the announcement by Yazidi, Turkmen and Assyrian groups did not mention other minorities such as the Shabak and the Kakai or Yarsani communities, the proposal is open for other minorities to join it.

"Of course no community in the new autonomous region's geographical area will be excluded," said Bayati. "The project has matured for over two years of work, at home and abroad, with all parties concerned and in communication with other communities."

"It is their right to wait until they can see the seriousness and importance of the project. The project is now a three-party one, but the door is open to all," he said.

The Shabak is one community that has so far been reluctant to come onboard. Qusay Abbas, a Shabak independent politician and former member of Ninevah's provincial government, said the first step had been premature.

"A province must be set up specifically for the minorities of the Ninevah plain, to determine their destiny according to legal and constitutional mechanisms via a referendum of the area's residents, under stable conditions and UN oversight," he said.

"Once provinces have been established for minorities, the way will be open to setting up an autonomous region for them, and when that happens of course we will be part of it."

Representatives of other minorities have not joined the project. However, it could bring some hope to the minorities as major powers battle around them.

"The proposed autonomous region, if there are guarantees, could be an independent region for the minorities along the lines of the KRG," said Rajab Asi of the Mithra Foundation, a Kakai development and culture group. "We welcome that and we want to join it, but the final decision must go to the Kakais living in the region."◆

*Saad Salloum is an Iraqi academic and journalist specializing in Iraqi minorities and human rights.*

# Governor Karim defends raising the Kurdish flag in Kirkuk

rudaw.net 22/3/2017

**KIRKUK, Kurdistan Region** — Governor of Kirkuk Najmaldin Karim defended on Wednesday his recent decision to raise the Kurdish flag atop official buildings in the city, adding meanwhile that the move does not violate the Iraqi constitution.

Karim told reporters at a press conference upon returning from a visit to the Qaratapa refugee camp that "the constitution does not say that only flag must be raised in Kirkuk."

He added that the people of Kirkuk are the ones to decide which flag they raise.

He was responding to com-



*At a press conference on Wednesday in Kirkuk, Governor Najmaldin Karim rebuts objections to his decision to raise the Kurdish flag in the province. Photo: Rudaw*

ments from Turkish officials that raising the Kurdish flag in Kirkuk would cause tensions and instability.

"No foreign country has the right to meddle in the affairs of Kirkuk

city," the governor said. "We reject those comments.

"Kirkuk has the right to fly whatever flag it wants."

Karim decided last week that the

Kurdish flag must fly next to the Iraqi flag on top of government buildings and major public places.

He has also asked members of the provincial council to convene and officially vote on making the raising of the flag.

Turkish officials and the United Nations office in Iraq expressed concerns that the move was against the province's ethnic harmony and coexistence.

Governor Karim dismissed the concerns, saying: "It doesn't say in the constitution that only one flag could fly in Kirkuk or that only one party can rule.

"In fact what is said about raising the Kurdish flag in Kirkuk is neither constitutional nor appropriate," he added.

He thought that raising the Kurdish flag "would strengthen brotherhood in Kirkuk not jeopardize it."

# At least two Iranian Revolutionary Guards killed in Kurdish attack

By: Wladimir van Wilgenburg March 20, 2017  
<http://aranews.net>

Iraqi Kurdistan's ruling parties reach agreement on independence referendum Western officials prioritize fight against ISIS over removing Assad US calls 100,000 plus Shia paramilitary forces in Iraq 'a concern' Water scarcity threatens Iraqi Kurdistan Islamic State's propaganda chief al-Ansari killed in coalition airstrike northern Iraq Turkey to maintain military presence in Syria despite ending 'Shield' operation

The Kurdish rebel group of Zagros Eagles launched an offensive on headquarters of the Iranian Revolutionary Guards Corps (IRGC) in the Kurdish town of Mariwan, western Iran.

At least two IRGC members were killed and one was heavily injured and transported to a hospital, informed sources reported on Sunday.

Arash Saleh, representative of the Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI) in Washington, told ARA News: "They [Zagros Eagles] are an independent organization. They announced the anti-IRGC attack and our sources confirmed the occurrence of clashes and some casualties in Mariwan."

"I wouldn't be surprised if Zagros Eagles carry out more attacks during Newroz," he added.

This year, the Iranian Kurdish parties are spreading the message of jamana, the scarf that the Kurdish Peshmerga fighters wear—which was banned by the Iranian government.

## IRANIAN KURDS TO UNITE

Six of the biggest Kurdish parties met two weeks ago in order to organize joint Kurdish New Year celebrations on 21 March and to organize a joint struggle to fight against the Iranian government.

The meeting came after Iraqi Shiite members of the parliament called on the Kurdish parties from Iran in February.

The meeting included the Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDK-I), all three factions of Komala, the Kurdistan Democratic Party (KDP Iran), and Khabat.

"All parties agreed that this is an Iranian plan. Iranian regime wants



Kurdish Peshmerga fighters of the PDKI in northwestern Iran. File photo

to weaken the Kurdish movement. After the meeting all parties created a commission to meet with Iraq's Parliament factions," said Aso Saleh, PDK-I representative in Sweden.

Tensions have increased between Iranian Kurdish parties and the Iranian regime since the former decided to resume their armed struggle last year. Iran has accused Saudi Arabia of funding and arming the Kurdish parties, something, which the parties have denied.

The parties are principally seeking an autonomous Kurdish government in Iran, analogous to the KRG in Iraq.

Iran retaliated by bombing the PDK-I offices near Erbil in the town of Koy Sanjaq on 26 December, 2016, killing at least six. The Kurdistan Regional Government (KRG) condemned the attacks.

The Iranian Kurds have called upon the new Trump administration to designate the IRGC as a terrorist group.

The long ignored Iranian Kurds have been suppressed for decades with Iran allowing minimal cultural rights and hundreds of Kurds executed for political activities. ■

# Kurdish voters still undecided on Turkish referendum

Onur Burcak Belli / 18.03.2017  
<http://www.dw.com/>

**The ruling AKP is focusing on nationalism in its referendum campaign. This is risky, because the voices of the Kurds could be decisive. Will the outcome of the referendum be decided in the southeast of the country?**

For the seventh time in seven years, Turkish voters are being asked to go to the polls. In the upcoming April referendum, Turks are to decide on a constitutional change that would introduce a presidential system of government. The Grand National Assembly - Turkey's parliament - would thereby lose many of its powers; the president could then govern the country without the consent of parliament and by decree only.

## ELECTION RESULTS INCALCULABLE

Opinion polls indicate that it will be a close result, and as such President Recep Tayyip Erdogan and his Islamic-conservative AKP party are still fighting for every vote.

Ultimately, the Kurdish areas in southeastern Anatolia are likely to be decisive. However, the election process is particularly difficult to foresee because, alongside the AKP, the pro-Kurdish left-wing opposition party HDP is also very popular

and is campaigning for "no" in the referendum.

## KURDS COULD TIP THE SCALES

HDP spokesman Osman Baydemir says Kurdish voters are decisive and that they will mostly vote "no" to the proposed change. Memories still run deep of the arrests of HDP deputies, the dismissal of a democratically elected Kurdish mayor, and the bloody fighting in the southeast, he says.

The vote, he believes, is far more than just a constitutional change: It is also a referendum on the AKP's anti-Kurdish policy. A "no" could, according to some people, pave the way for peace.

According to a survey conducted by the Center for Political and Social Studies (SAMER) in Diyarbakir, around 57.4 percent of the Kurdish population is leaning toward a "no" vote, while around 25.1 percent tends toward "yes". However, it noted that there were many undecided among both the AKP supporters and HDP supporters.

Vahap Coskun, a legal scholar at Dicle University, says that about 5 percent of AKP supporters are not yet sure which box to tick. "This is a big percentage. Moreover, those who vote for the nationalist MHP, who are still a greater electorate than the Kurds, must be convinced."



Deutschland Kurden demonstrieren gegen türkische Politik in Frankfurt (picture-alliance/dpa/B. Rössler)

## AKP RELYING ON NATIONALISM

Despite the crucial role of the Kurds in the referendum, the AKP is not particularly concerned about their votes. In addition, during the referendum campaign, the party is increasingly taking nationalist stances. Vahap Coskun says that the AKP is taking a risk by depending on MHP voters. The current commotion with Europe is a sign, he says, of how much the referendum campaign is aimed at nationalist voters.

SAMER chairman Yuksel Genc stressed that most Kurds would make their decision on the election with a view to President Erdogan. He said 40 percent of the Kurds leaning toward a "no" vote are against a one-man regime. The 27 percent who advocate "yes" justified their choice by simply saying that they like Erdogan, according to Genc. ♦

Le Monde DIMANCHE 26 - LUNDI 27 FÉVRIER 2017

# Votes kurdes incertains au référendum

**AFFAIBLI PAR L'ARRESTATION** de ses deux coprésidents – Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdağ – et de dix autres de ses députés, le Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde), qui est aussi la deuxième formation d'opposition en Turquie, n'a guère les moyens de faire campagne en faveur du non, à cinquante jours du référendum sur le renforcement des pouvoirs du président, Recep Tayyip Erdogan.

Incarcérés depuis novembre 2016, Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdağ risquent, d'après les réquisitions du parquet, 142 et 83 ans de prison pour « soutien au terrorisme et incitation à la violence ». Désormais, les autorités ne considèrent plus le HDP que comme la vitrine politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre contre l'Etat turc depuis trente-cinq ans. Mardi 21 février, M<sup>me</sup> Yüksekdağ a été déchue de son mandat de député. Le même jour, son collègue Idris Baluken, qui participa jadis aux négociations de paix entre Ankara et le PKK, a été de nouveau placé en détention.

Tandis que les déboires s'accumulent pour le parti prokurde, M. Erdogan s'est lancé à corps perdu dans la campagne référendaire, visitant tout récemment cinq bastions conservateurs – Kahramanmaraş, Elazığ, Malatya, Gaziantep, Adıyaman –, dans l'est du pays, peuplés en partie de Kurdes. C'est aussi leur vote que le chef de l'Etat est venu chercher. L'obtention d'une franche victoire du oui passe en effet également par le vote kurde. Or, il est loin d'être acquis.

## Refus du projet présidentiel

Traditionnellement, les voix de l'électorat kurde se répartissent entre le Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur, au pouvoir) et le HDP, qui refuse le projet présidentiel. Les Kurdes favorables à l'AKP s'inquiètent de l'alliance forgée, au lendemain du putsch raté de juillet 2016, entre les islamo-conservateurs et les ultranationalistes du Parti de l'action nationaliste (MHP), lesquels s'opposent à la reconnaissance de droits spécifiques pour la minorité kurde. Ils

pourraient donc ne pas voter oui. Le 22 février, à l'occasion d'une réunion de l'AKP, le premier ministre, Binali Yıldırım, répondait à des sympathisants par le signe de ralliement des Loup gris (extrême droite ultranationaliste). Ce geste, consistant à brandir l'index et l'auriculaire sur un poing fermé, ne risque pas d'apaiser leurs craintes.

D'autres déplorent que la question kurde ne soit abordée dans aucun des 18 amendements constitutionnels proposés pour le référendum. L'institut de sondage Metropol estime qu'un tiers des électeurs kurdes pourrait bouder les urnes. Depuis juillet 2015, quand le processus de paix entre Ankara et le PKK a été « mis au frigo », selon l'expression de M. Erdogan, la prise en compte des minorités n'est plus à l'ordre du jour. « Un seul peuple, une seule patrie, un seul Etat », proclame l'affiche que l'AKP fait diffuser dans tout le pays. On y voit un gros plan du président avec, pour slogan, le mot « Seul ». ●

MARIE JÉGO  
(ISTANBUL, CORRESPONDANTE)

# A Diyarbakir, la déprime des Kurdes de Turquie

Laminée par la répression et la crise économique, la minorité kurde se désintéresse du référendum constitutionnel du 16 avril

## REPORTAGE

DIYARBAKIR (TURQUIE)  
- envoyée spéciale

Dès midi, mardi 21 mars, des flots humains ont convergé vers Baglar, un quartier périphérique de Diyarbakir où les barres d'immeubles flamboyantes s'étendent à l'infini dans un paysage ponctué d'espaces verts avec fontaines et cafés. Au milieu d'un champ entouré de barrières métalliques, une tribune a été dressée. Jeunes filles en robe à paillettes, gamins en survêtement, familles avec poussette, groupes d'hommes aux mines graves, ils sont plus de 100 000 à s'être rassemblés à la périphérie de la principale ville kurde de Turquie pour fêter Newroz, le nouvel an célébré autour du culte du feu par les Kurdes, les Azéris, les Iraniens et les Afghans.

« Le feu de Newroz brûle de joie malgré les pressions et les interdictions. Nous ne plions pas face à l'opresseur. » Le message adressé à la foule de Selahattin Demirtas, le coprésident du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde, deuxième parti d'opposition), a été rédigé depuis sa cellule de la prison d'Edirne, à l'ouest de la Turquie, où il est incarcéré depuis novembre 2016.

Le rassemblement a été autorisé à Diyarbakir et dans vingt autres villes de Turquie. Avec un interdit : pas de drapeau à l'effigie d'Abdullah Öcalan, le leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), incarcéré à perpétuité depuis 1999. Seules étaient tolérées les bannières du HDP et celles prônant le « non » au référendum constitutionnel, donnant ainsi à l'événement un net accent anti-Erdogan. Le 16 avril, les électeurs turcs sont en effet appelés à se prononcer pour ou contre l'élar-



gissement des pouvoirs du président, Recep Tayyip Erdogan.

Ariya, une jeune femme, cheveux au vent et robe longue, est venue fêter Newroz avec ses copines. Comme la plupart des manifestants, elle agite un petit drapeau rouge frappé de deux lettres, « Na », non en kurde. Un avant-goût du bulletin qu'elle mettra dans l'urne le 16 avril par « rejet de ce que ce pouvoir nous a fait subir ».

### Silence de plomb

Ciwan, père de deux petits garçons, votera, lui aussi, contre, parce que « la réforme constitutionnelle ne donnera rien aux Kurdes ». Il en est sûr, « le changement ne viendra pas du référendum mais de ce qui se passe en ce moment au Rojava », les régions kurdes de Syrie administrées par le Parti de l'union démocratique, affilié au PKK. La frontière avec la Syrie n'est, en effet, pas loin.

Malgré la musique, les danses et les discours, l'atmosphère est morose. Les manifestants sont bien moins nombreux qu'en mars 2015. A l'époque, ils étaient près d'un million. « Je faisais du chiffre, assure Seyhmus, un vendeur ambulancier, tandis qu'aujourd'hui, ma caisse est vide. J'ai trois bouches à nourrir. Notre région souffre. Il n'y a aucune industrie, aucun avenir. L'Etat doit

créer des emplois, sinon il n'y aura jamais de paix. »

En mars 2015, tous croyaient encore au processus de paix. Les négociations en vue d'une solution à « la question kurde », comme on disait alors, n'avaient pas encore été rompues entre le PKK et le gouvernement turc. Les touristes affluaient, l'espoir était de mise. Quand le processus a volé en éclats, en juillet 2015, un rouleau compresseur est passé sur la région.

La riposte turque aux opérations de guérilla urbaine lancées par le PKK à l'hiver 2015-2016 dans plusieurs localités – entre autres Cizre, Sirtak, Nusaybin et le quartier historique de Sur, à Diyarbakir – a été féroce. Elle s'est soldée par des milliers de morts, des destructions et l'exode de plus de 350 000 personnes, selon le rapport publié vendredi 10 mars par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme.

Ensuite sont venues les purges de l'après-putsch raté du 15 juillet 2016. Soupçonnés de collusion avec le PKK, des milliers d'enseignants ont été mis à pied, des associations ont été fermées, 51 maires kurdes ont été arrêtés ainsi que 13 députés du HDP. Depuis, un silence de plomb règne sur Diyarbakir. Plus un tir, plus

une critique ne se font entendre. La population est à bout.

La plupart des familles ont du mal à boucler leurs fins de mois. « Les capitaux ont fui, beaucoup de nos PME sont en faillite, 40 % des jeunes sont au chômage, rapporte Alican Ebedinoglu, le président de la chambre de commerce des artisans et des commerçants. Il y a un grand mécontentement. Les gens sont fatigués des pressions subies dans le cadre de l'état d'urgence, ils ont perdu confiance envers les politiciens, y compris ceux du HDP, qui avaient promis la paix. »

L'abstention guette. « Les gens ne sont pas assez motivés pour aller voter. Difficile de les convaincre de s'intéresser au référendum après ce qui s'est passé. Que le oui ou le non l'emporte, cela ne changera rien pour eux. Voilà pourquoi la campagne électorale n'a aucun sens », explique Reha Ruhavioglu, avocat et militant des droits de l'homme.

D'ailleurs, il n'y a pas de campagne en vue du 16 avril à Diyarbakir, aucune affiche en ville, pas de tracts, pas de meetings. Seul l'antenne locale de l'AKP, le parti islam-conservateur au pouvoir, située sur l'avenue Sanliurfa, arbore quelques affiches en faveur du oui. Chaque jour, des dizaines de quêteurs patientent à la porte de son dirigeant, Muhammed Akar. Ferat, la cinquantaine, attend depuis deux bonnes heures dans la salle d'attente.

Pour le quatrième jour consécutif, il est venu de Silvan, une localité située à 70 kilomètres à l'est de Diyarbakir, au sujet d'un travail de femme de ménage dans un hôpital promis à son épouse, sans résultat pour le moment. Sur le trottoir, une petite fille interroge : « Savez-vous si l'AKP fera une distribution de denrées alimentaires ce soir ? » ■

**« Les gens ont perdu confiance envers les politiciens, y compris ceux du HDP, qui avaient promis la paix »**

**ALICAN EBEDINOGLU**

Président de la chambre de commerce de Diyarbakir

MARIE JÉGO

# Dans le Sinjar, au Kurdistan irakien, l'après Daech a commencé

Antoine Malo, envoyé spécial à Khanassor, Sinone (Kurdistan irakien) - leJDD.fr  
23 mars 2017

**R**EPORTAGE - Cette région du Kurdistan irakien est depuis plusieurs semaines en ébullition. En cause : des rivalités entre le PKK et le gouvernement autonome du Kurdistan, qui veut le voir quitter cette région. Mais derrière ces rivalités se cache peut-être un autre affrontement aux dimensions régionales, avec l'Iran et la Turquie dans les rôles principaux.

A première vue, cela ressemble à l'une de ces guerres microcholines qui déchirent l'Irak depuis tant d'années. Une dispute sanglante pour un bout de territoire, un morceau de frontière. Un microconflit à côté de l'autre, le principal, l'essentiel et très médiatique combat contre Daech.

Il faut pourtant y regarder de plus près. L'histoire de Khanassor prend alors une toute autre dimension et devient presque fascinante. On y retrouve tous les ingrédients et acteurs d'un bon psychodrame géopolitique à la sauce moyen-orientale: les rivalités entre kurdes, la fin annoncée de l'Etat islamique, les milices chiïtes, la main de l'Iran, les ambitions contrariées de la Turquie...

## Une ambiance de far-west

Khanassor et Sinone, au cœur du Sinjar, cette région bastion de la communauté yézidie, au nord-ouest de l'Irak près de la frontière syrienne. A peine 3 km séparent les deux bourgades, qui se font face. Entre les deux, une ambiance de far-west : une route rectiligne qui coupe une plaine désertique parsemée de poteaux électriques plantés de travers... Au loin, les montagnes majestueuses mangent l'horizon. Ce sont celles où les Yézidis trouvèrent refuge à l'été 2014, quand Daech alors en pleine expansion s'empara de ce territoire, kidnappant des milliers de femmes pour en faire des esclaves. La zone a été libérée fin 2015, grâce à l'intervention conjuguée du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et des Peshmergas du KRG (Kurdistan autonome irakien). Les populations, essentiellement masculines, ont réinvesti les villages. Certains commerces ont rouvert.

Sauf qu'aujourd'hui, la zone est à nouveau en état de siège. Le 3 mars dernier, à l'entrée de Khanassor, de violents combats ont opposé les Peshmergas aux forces yézidiennes de l'YBS (Unité de résistance du Sinjar). Depuis, Khanassor et Sinone sont comme deux mondes séparés. Des lignes de défense, faites de monticules de terre, ont été érigées à l'entrée de chacun des villages. Des checks-points ont été dressés. Dans le camp militaire établi à

Sinone par les Peshmergas, des caisses de munitions patientent dans un entrepôt. Au dehors, deux lanceurs de mortiers de 120 mm sont prêts à entrés en service. Ils sont pointés vers ceux qui il y a peu encore était des alliés dans la lutte contre Daech. Entre les deux camps, un no man's land de quelques centaines de mètres.

**"Nous voulons vivre en paix avec eux mais s'ils veulent se battre que pouvons-nous faire?"**

"Nous sommes en état d'alerte, explique ainsi le colonel peshmerga Ibrahim Nawzad, juché sur l'une des dernières positions tenues par les Peshmergas à la sortie de Sinone. Nous ne souhaitons pas de confrontation, nous voulons vivre en paix avec eux mais s'ils veulent se battre que pouvons-nous faire?" Et de renchérir : "Désormais ce sont eux, ces hommes du PKK, qui sont notre priorité, avant Daech." Le monde à l'envers! A 700 mètres, sur les premiers toits de Khanassor, on aperçoit le drapeau rouge des YBS qui flotte au vent. A côté, un autre où figure Abdullah Öcalan, le chef historique du PKK, emprisonné en Turquie.

Pour comprendre cette situation, il faut revenir sur cette journée du 3 mars. Ce jour-là, une unité de Peshmergas fidèle à Massou Barzani, président du gouvernement régional du Kurdistan irakien, et composée essentiellement de Kurdes syriens, tentent de se déployer à un poste-frontière. La zone est pourtant sous la coupe des YPG, mouvement cousin du PKK. Avec leurs alliés yézidis, ils s'interposent. "Nous avons tenté de discuter, de leur expliquer qu'il leur fallait des autorisations du gouvernement de Bagdad pour passer mais ils n'ont rien voulu entendre, se rappelle Sarhat Haval, vice-commandant des YPG pour la région du Sinjar, joint par téléphone. Ils nous ont tirés dessus." Côté peshmergas, on assure que c'est le camp d'en face qui a ouvert le feu le premier. Les combats ont duré une heure et demie et se sont soldés par de nombreux morts et blessés.

Un cessez-le-feu est ensuite négocié. Mais il est très précaire. "A Khanassor, il ne reste



Le colonel peshmerga Ibrahim Nawzad. (Sebastian Backhaus pour le JDD)



Le village de Khanassor, au cœur du Sinjar. (Sebastian Backhaus pour le JDD)



Deux lanceurs de mortiers de 120 mm prêts à entrés en service. (Sebastian Backhaus pour le JDD)

plus que ceux qui sont amis avec le PKK. Tous les autres sont partis", témoigne un habitant. Ambiance électrique, donc. Côté gouvernemental à Erbil, on accuse le PKK d'être à la manœuvre. "Toutes les organisations présentes ici lui sont fidèles, explique Ashty Kocher, responsable de la sécurité pour la région du Sinjar. Elles ont toutes de noms différents. Il s'en crée de nouvelles chaque jour avec des sigles improbables. Mais au final, elles sont toutes des créations du PKK. Tous leurs leaders appartiennent au PKK." Et d'enchaîner : "C'est vrai, le PKK nous a aidés à libérer le Sinjar (il est aussi intervenu à Khazer, plus à l'est, alors que Daech menaçait de fondre sur Erbil, la capitale du Kurdistan, ndlr). Mais maintenant il doit s'en aller. C'est une organisation turque, qu'ils aillent se battre en Turquie. Nous aussi les avons aidés à Kobané en Syrie quand Daech était là-bas. Nous n'y sommes pas restés pour autant. Nous voulons vivre en paix avec eux, nous ne voulons pas de conflit avec le PKK. Mais nous voulons aussi maîtriser nos frontières."

## Des rivalités locales orchestrées par les puissances régionales

Les Peshmergas ne contrôlèrent que 11 km de frontière avec la Syrie, contre 30 km pour les YPG. Pour ces derniers, il est pourtant impensable d'abandonner leurs positions : "Nous en avons besoin pour faire passer, ➤"



► en cas d'attaque de Daech, le matériel militaire entre l'Irak et la Syrie. Pareil pour évacuer les civils. C'est aussi important pour le business et le transport de marchandises." Les Yézidis rangés du côté des YPG ont un autre argument à faire valoir : le peu de confiance qu'ils accordent aux Peshmergas pour les défendre. Lors de l'invasion de Daech en 2014, ces derniers ont, il est vrai, offert peu de résistance aux djihadistes.

Derrière ces rivalités locales, se cacheraient surtout d'autres agendas, dictés par les puissances régionales. Les YPG expliquent que ce n'est pas un hasard si les affrontements ont eu lieu juste après que Massoud Barzani soit allé rendre visite à Recep Tayyip Erdogan. Dans son pays, le président turc est en guerre ouverte avec le PKK. Il est aussi très inquiet de voir les Kurdes maîtriser le nord-syrien où ils ont établi un gouvernement autonome, celui de Rojava. Erbil et Ankara auraient donc un intérêt commun à limiter l'influence du PKK dans le Sinjar.

Les Peshmergas, eux, accusent le PKK et ses affidés de collusion avec l'Iran, qui chercherait à renforcer son influence dans le Sinjar. Des représentants des YPG ne nient pas s'être rendus il y a quelques mois dans la capitale iranienne. Les forces yézidies ont aussi rencontré début mars des membres du Hezbollah irakien, fidèle à Téhéran. Autre pont présumé entre kurdes syriens et le régime des mollahs: les liens noués entre

YPG et la Mobilisation populaire, ce rassemblement de milices majoritairement chiïtes, soupçonnées d'être à la botte de Téhéran. Les commandants peshmergas assurent même que ces milices seraient présentes à Khanassor. "Faux, coupe Sarhat Haval. C'est vrai que nous avons des contacts avec eux, on peut leur demander parfois du matériel militaire qu'ils ne nous fournissent pas tout le temps d'ailleurs. Mais ce ne sont pas des connexions très fortes. De toute façon, la Mobilisation populaire a été officiellement intégrée à l'armée. Donc il n'y a rien de répréhensible là-dedans."

### Une route entre l'Iran et la rive méditerranéenne de la Syrie?

Le gouvernement de Bagdad, lui aussi accusé par le clan Barzani d'être une marionnette de l'Iran, cautionnerait la présence du PKK dans le Sinjar. C'est lui qui paie les salaires d'une partie des combattants des YBS et des YPG. "Ils versent cet argent pour 1.000 hommes. Mais cela fait deux mois que rien n'a été reçu." La visite du Premier ministre turc début janvier à Bagdad, pendant laquelle il a beaucoup été question du PKK, aurait-elle eu une influence sur les autorités irakiennes? Le gouvernement d'Erbil en est convaincu : l'Iran souhaite prendre pied ici. Avec en tête, un projet: établir une route entre l'Iran et la rive méditerranéenne de la Syrie.

Ce corridor passerait d'abord par la région

de Diyalah puis longerait le sud et l'ouest de Mossoul (une zone où les Milices populaires sont actuellement très présentes) avant de s'enfoncer vers Tal Afar puis le Sinjar et la Syrie. Dans une note publiée début décembre 2016 par **CF2R**, l'ancien officier de renseignement Alain Rodier explique que cette idée du couloir iranien est née en 2014. L'objectif de Téhéran serait de construire une base navale sur la côte syrienne et de s'assurer ainsi un accès à la Méditerranée.

Et ce n'est pas tout : les responsables du KRG estiment que Téhéran convoiterait aussi un site dans les montagnes du Sinjar : Chelmera. L'endroit un célèbre temple yézidie. Mais pas seulement, affirment les peshmergas qui en ont le contrôle. Ce serait depuis Chelmera que Saddam Hussein aurait lancé des Scuds sur Israël en 1991 pendant la première Guerre du Golfe. Le site est très éloigné de Tel Aviv (800km) mais des rampes de lancement spéciales y auraient été construites. Ces affirmations n'ont jamais pu être vérifiées même si le Jerusalem Post a publié l'année passée une enquête sur le sujet. Mais elles ont sûrement le don d'inquiéter Israël, qui considère l'Iran comme le principal danger dans la région, et son allié américain. ●



NOTE D'ACTUALITÉ  
N°459  
Alain Rodier 04-12-2016  
<http://www.cf2r.org>

## IRAN : VERS UN ACCÈS DIRECT À LA MÉDITERRANÉE

Derrière les interventions militaires conduites par l'Iran sur le front syro-irakien, via des milices chiïtes locales ou étrangères, Téhéran mène un savant jeu politique destiné à favoriser ses intérêts au Proche-Orient. Ces derniers sont multiples et en particulier, l'Iran veut renforcer son influence au détriment des pays arabo-musulmans emmenés par l'Arabie saoudite et neutraliser autant que faire se peut le bouillonnant président turc, Recep Tayyip Erdoğan. La méthode est simple : un soutien indéfectible aux gouvernements en place à Bagdad et à Damas et des opérations discrètes au Yémen, au Liban et vraisemblablement au Bahreïn.

### LA MISE EN PLACE D'UN CORRIDOR STRATÉGIQUE

Mais cette politique a aussi un objectif stratégique : l'établissement d'un corridor reliant l'Iran à la Méditerranée, qui devrait se concrétiser par la construction d'une base navale sur la côte syrienne ce qui permettrait à la marine iranienne d'assurer une présence permanente en Méditerranée. A noter que Téhéran souhaite aussi ouvrir une base navale au Yémen, sur la côte bordant la mer Rouge, région contrôlée par les rebelles houthis et les partisans de l'ancien président Ali Saleh.



Ce projet de corridor jugé vital pour l'Iran et ses alliés du « croissant chiite » (Irak, Syrie, Liban via le Hezbollah) a commencé à connaître un début d'exécution en 2014. Il pénètre en Irak par une route de contrebandiers. Celle-ci date de 2003 juste après l'invasion américaine ; elle servait alors à approvisionner les mouvements chiïtes qui luttèrent contre l'armée américaine. Les plus

connus, le Asa'ib Ahl al-Haq et le Kata'ib Hezbollah sont encore actifs aujourd'hui sauf que leur principal adversaire est aujourd'hui devenu Daech[1]. Passant par Baqouba, située au nord de Bagdad, ce corridor rejoint ensuite Shirqat - ville reprise en septembre 2016 par l'armée irakienne à Daech -, Sinjar - province reprise en août 2014 par les peshmergas avec l'appui du parti indépendantiste turco-kurde PKK -, puis rejoint ☐

⇒ le point de passage frontalier de Rabia. Bien sûr, n'étant pas là en zone chiite, Téhéran s'est vu obligé de négocier avec les tribus locales dont celles du cheikh Abdulrahim al-Shamari, lui-même un important membre du Conseil de la province de Ninive.

Une fois entré en Syrie, le corridor traverse d'est en ouest le Rojava (Kurdistan syrien). Or cette zone qui peut être qualifiée d'autonome est de fait placée sous la coupe du Parti de l'Union démocratique (PYD) un cousin germain du PKK[2]. Il traverse notamment les villes de Qashmili - la « capitale » du Rojava -, Kobané - la ville symbole de la première défaite de Daech -, pour ensuite redescendre vers le sud, en évitant la province d'Idlib, tenue par des mouvements rebelles syriens affiliés plus ou moins ouvertement à Al-Qaïda « canal historique », avant de rejoindre Homs puis Lattaquié, le fief des Alaouites.

Toutefois, ce projet de corridor peine à se réaliser car sa sécurité est loin d'être assurée en permanence en raison des fluctuations de la situation militaire. Une nouvelle incertitude provient de l'offensive Bouclier de l'Euphrate menée par l'armée turque - et des groupes de l'Armée syrienne libre - entre le corridor d'Azaz et Jarablus, 90 kilomètres plus à l'est. Cela va obliger le corridor stratégique iranien à passer plus au sud, à travers une région encore contrôlée par Daech !

#### POLITIQUE VIS-À-VIS DES KURDES

Afin de mener à bien son projet, Téhéran utilise les Kurdes au mieux de ses intérêts. Ainsi, des contacts ont aussi été établis avec le PKK, qui est devenu incontournable en Irak du Nord où il possède ses bases arrières historiques sur le Mont Qandil, ainsi qu'une représentation officielle via le PÇDK (le Parti de la solution démocratique du Kurdistan). En Syrie voisine, il combat aux côtés du PYD. Toutefois, ce mouvement se garde d'apparaître trop directement dans les médias, laissant le premier rôle aux Kurdes locaux.

Téhéran aurait demandé au PKK d'expulser les peshmergas du clan Barzani de la région de Sinjar et d'y accueillir des membres de la Mobilisation populaire (brigade Badr). Cela entre dans le cadre de la lutte sourde qui oppose Lahur Talabani, le chef des services de renseignement de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), soutenu par Téhéran - et Bagdad - contre Masrour Barzani, le puissant chef des services du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK), plutôt soutenu par Ankara. En effet, les Kurdes sont loin d'être unis[3]. En Irak, le vieil antagonisme entre l'UPK, le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), quelques groupes autonomes et le PKK remonte à la surface.

Enfin, si Téhéran entretient des contacts avec le PKK, il continue à combattre sa branche iranienne, le PJAK (le Parti pour une vie libre au Kurdistan). Cela peut étonner certains observateurs mais l'Iran a toujours conduit une politique étrangère très pragmatique comme lorsqu'elle a aidé une partie d'Al-Qaïda réfugiée en Iran après l'invasion de

l'Afghanistan en 2001, alors que le mouvement salafiste-djihadiste se montrait très anti-chiite.

Cerise sur le gâteau, le soutien discret de Téhéran au PKK permet de faire pression sur le président Erdoğan de manière à calmer les pulsions violentes qu'il peut avoir à l'égard de l'Iran et de ses alliés syrien et irakien. Dans la région, tous les régimes ont utilisé les Kurdes de leurs voisins pour les affaiblir. C'est pour cette raison qu'un grand Kurdistan, couvrant le nord de l'Irak et de la Syrie, une partie de la Turquie et de l'Iran, reste encore une idée utopique.

Ce projet de corridor a été développé au vu et au su des Américains qui, pour le moment, ont décidé de ne pas interférer, la situation en Irak et en Syrie étant assez compliquée comme cela pour ne pas, en plus, se mettre l'Iran à dos. Il n'en reste pas moins qu'Israël surveille de près cette route qui pourrait être utilisée pour approvisionner le Hezbollah libanais. ♦

[1] Ces milices sont toujours désignées comme terroristes par Washington. Il est parfaitement exact qu'elles peuvent se retourner demain contre les Etats-Unis si l'ordre en est donné.

[2] Le président turc Recep Tayyip Erdoğan est furieux de cet accord secret dont on ne connaît pas les termes.

[3] Cf. « Syrie. Point de situation », Note d'actualité n°452, août 2016, [www.cf2r.org](http://www.cf2r.org)

REUTERS

## Syrie: l'alliance arabo-kurde a repris à l'EI un aéroport près de Raqa

Beyrouth, 26 mars 2017 (AFP)

**UNE FORCE ARABO-KURDE soutenue par les Etats-Unis a repris dimanche dans le nord de la Syrie un aéroport militaire au groupe Etat islamique (EI), une étape clé dans le cadre de son offensive pour s'emparer de Raqa, le fief des jihadistes dans le pays.**

L'aéroport militaire de Tabqa, que les jihadistes contrôlaient depuis août 2014, est située à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Raqa.

La prise de l'aéroport permet aux Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance regroupant des combattants kurdes et arabes, de fermer la route de Raqa vers l'ouest et de poursuivre leur manoeuvre d'encercllement total de cette ville du nord de la Syrie.

"Les Forces démocratiques syriennes ont repris le contrôle total de l'aéroport militaire de Tabqa et les opérations de déminage sont en cours afin de sécuriser complètement" ce secteur, a déclaré à l'AFP Talal Sello, leur porte-parole.

Les FDS ont lancé en novembre leur offensive baptisée "Colère de l'Euphrate" avec l'aide de la coalition internationale commandée par les Etats-Unis pour reprendre Raqa.

Les FDS avaient pénétré dans l'aéroport un peu plus tôt dimanche. M. Sello faisant état de violents combats avec les jihadistes.

#### - APPUI DE LA COALITION -

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), qui a confirmé la reprise de l'aéroport, les FDS étaient appuyées par des frappes aériennes de la coalition internationale.

En juin 2014, l'EI avait proclamé un "califat" sur les territoires conquis à cheval en Syrie et en Irak voisin. Et en août de la même année, l'organisation ultraradicale sunnite contrôlait entièrement la province de Raqa après la prise de l'aéroport de Tabqa au régime.

Plus de 200 militaires avaient péri, certains décapités et leurs photos avaient été diffusées par les extrémistes lors de la prise notamment de cet aéroport.

En juin 2016, les forces du régime avaient tenté, en vain, de reconquérir Tabqa.

Les FDS veulent aussi s'emparer, à quelques kilomètres au nord de l'aéroport, du plus grand barrage de Syrie, ce qui pourrait être une opération plus délicate. Les bombardements dans le secteur ont mis "hors service (la centrale électrique) qui fournit l'électricité au barrage", entraînant dimanche l'arrêt du fonctionnement de cette infrastructure bâtie sur l'Euphrate, a affirmé à l'AFP une source technique.

"La réparation n'est pas possible car il n'y a pas suffisamment de personnel disponible en raison des bombardements intensifs", a-t-elle ajouté. "Si le problème n'est pas résolu, cela représentera un danger pour le barrage."

La source n'était pas en mesure de spécifier quel type de bombardements avait endommagé la centrale électrique, mais l'offensive des FDS s'est accompagnée de raids aériens massifs de la coalition.

#### - DANGER POUR LE BARRAGE ? -

Talal Sello a cependant estimé qu'il n'y avait pas de danger imminent car il s'agit "d'opérations terrestres pour éviter tout dommage au barrage".

Les Etats-Unis ont utilisé la semaine dernière des hélicoptères d'attaque ainsi que de l'artillerie pour soutenir l'offensive des FDS sur ce barrage stratégique. Les FDS étaient arrivées vendredi aux entrées du barrage de Tabqa.

L'EI a prévenu de son côté via son agence de propagande Amaq que "le barrage menaçait de s'effondrer à tout moment à cause des raids américains et du haut niveau de l'eau".

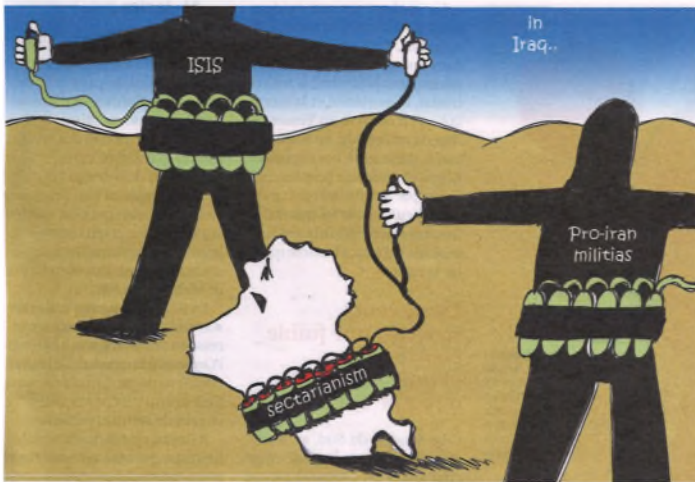
Vendredi, le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian avait affirmé que Raqa était encerclée et que la bataille pour reprendre cette ville commencerait "dans les jours qui viennent".

Mais Talal Sello s'était montré plus prudent. "L'opération pour assiéger Raqa prendra plusieurs semaines et cela conduira ensuite à lancer officiellement l'opération" pour libérer la ville, avait-il prévenu.

Déclenchée en mars 2011 par la répression de manifestations pro-démocratie, la guerre en Syrie, qui a fait plus de 320.000 morts, est devenue très complexe avec l'implication de groupes jihadistes, de forces régionales et de puissances internationales, sur un territoire très morcelé. ●

# Irak. À Mossoul, Daech assiégé

Les combats font rage dans la capitale du califat. L'encerclement par l'armée irakienne des combattants de l'organisation islamiste ne laisse à ces derniers d'autre choix que de se battre.



—**Al-Hayat** Londres

C'est le bâtiment du haut duquel Daech jetait ceux qu'il jugeait coupables d'homosexualité. Les habitants de Mossoul l'appellent l'immeuble "de l'assurance". Cela fait deux jours que l'armée irakienne est arrivée à ses abords, et deux jours que les combats font rage. On peut s'approcher de ce bâtiment, même si le passage est dangereux, après avoir traversé la rue commerçante Al-Dawassa, détruite de fond en comble. Les soldats de l'armée se disent sûrs que les hommes de Daech sont là, à moins de cinquante mètres, puisqu'ils n'ont pas pu s'échapper.

Ils nous désignent le bâtiment pour que nous nous rappelions ces vidéos que Daech diffusait, montrant des hommes qui en jetaient d'autres du toit. Du fait de sa faible hauteur, les combattants de Daech n'avaient pas la certitude que la chute provoquerait la mort des victimes, d'autres combattants étaient donc stationnés en bas de l'immeuble pour les achever par balle. Les tireurs embusqués de l'organisation islamiste sont toujours à proximité du bâtiment, malgré l'avancée de l'armée irakienne. Durant les trois années de contrôle sur la ville, Daech s'est employé à marquer tous les endroits emblématiques de son empreinte. Ses slogans, photos et

citations sont omniprésents. Dans les rues détruites, on peut lire sur un pan de mur d'une échoppe incendiée : "Exproprié par l'État califal." Partout, on trouve des fascicules, communiqués et textes de décrets de l'organisation.

**Dernier souffle.** Environ la moitié de la partie occidentale de Mossoul reste aux mains de l'organisation islamiste : les quartiers de la vieille ville et les quartiers nord, qui communiquent avec le désert et avec la route de Tal Afar [qui mène vers la Syrie]. Ce sont les quartiers qui ont constitué son fief et c'est là également que se trouve la mosquée Al-Nouri, où Abou Bakr Al-Baghdadi a prononcé son fameux prêche [le premier après la conquête de la ville, un vendredi du mois de juin 2014, pour déclarer le califat].

Sur les principaux lieux d'affrontement, les soldats irakiens sont dubitatifs face à la décision d'assiéger Daech et d'interdire, par le bouclage complet de ces quartiers, toute possibilité de retrait aux combattants, ce qui ne leur laisse d'autre choix que de se battre jusqu'à leur dernier souffle. Et rend cette dernière étape de la reconquête extrêmement difficile. Selon l'un des officiers, la décision d'assiéger les derniers combattants de Daech a été prise par l'Iran, qui veut à tout prix empêcher ces derniers d'emprunter la

route de Tal Afar pour rejoindre la Syrie. Car l'Iran ne compte pas laisser ses ambitions syriennes être mises en danger.

Les destructions dans ces quartiers de Mossoul ne sont pas moins effrayantes qu'à Alep. Comme pour mieux rappeler le parallélisme entre les deux villes, la rue principale, la plus marquée par la guerre, s'appelle rue d'Alep. Mais ce n'est pas le seul point commun. Car comme à Alep, les destructions infligées à la partie occidentale ont réduit Mossoul à la seule partie orientale, reconquise par l'armée.

**Sinistre réputation.** Quant à la partie occidentale, où toute vie semble aujourd'hui impossible, elle offre aux milices des Hachd Al-Chaabi ["mobilisation populaire", des milices irakiennes à dominance chiite, de sinistre réputation auprès des sunnites] la possibilité de refaire la carte de la région [en procédant au "nettoyage communautaire"]. Car la route qui mène de Mossoul à la frontière syrienne, en passant par Tal Afar, ne pourra guère être empruntée par les sunnites, estime un notable de la ville.

Mossoul, depuis que la ville est ville, s'est constituée à partir de la rive ouest du fleuve Tigre. C'est à partir de là qu'elle s'est étendue au-delà de ce fleuve, qu'enjambent cinq ponts. Or les cinq ponts ont été détruits par la guerre. Daech s'est aujourd'hui replié dans les quartiers nord-ouest de la ville, là précisément d'où il avait lancé son offensive au début de 2014. Cette partie de Mossoul communique avec le désert et est accessible par la route de Tal Afar.

Aujourd'hui, le gouvernement irakien envoie l'armée pour couper la ville de son hinterland, alors que Daech se bat pour briser le siège. Or ce sont les enfants de la ville, les habitants de souche, qui paient le prix de cette guerre. Selon Hassan, journaliste qui travaille à Mossoul, ce sont surtout des islamistes étrangers qui se battent pour Daech.

Mais ce n'est pas seulement la décision d'assiéger Daech dans la vieille ville de Mossoul qui inquiète les officiers de l'armée irakienne. C'est aussi la question des armes sophistiquées dont l'organisation s'est emparée lors de sa conquête de la ville. Pour l'heure, Daech se bat surtout en utilisant des tireurs embusqués et des tirs de mortiers, ainsi que des kamikazes lancés sur les positions tenues par les soldats de l'ar-

mée irakienne. Les échanges de tirs nourris, considérés comme la technique par excellence de la guerre urbaine, ne sont pas la méthode adoptée aujourd'hui par l'organisation islamiste.

Selon un officier irakien, il reste dans Mossoul au maximum 2 000 hommes de Daech, certes très aguerris. La moitié d'entre eux seraient des étrangers. Leur dernière trouvaille consiste à envoyer des drones piégés sur leurs adversaires. Ces drones ne cessent de voler au-dessus de nos têtes, pendant que nous observons effarés la ligne de front. Ce sont vraisemblablement les derniers combats avant la chute de la "capitale" du califat déclaré par Abou Bakr Al-Baghdadi il y a presque trois ans.

—**Hazem Al-Amin**  
Publié le 15 mars

## Une victoire iranienne

●●● Depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche, le ton ne cesse de monter entre Washington et Téhéran. Toutefois, dans la bataille de Mossoul, Américains et Iraniens se retrouvent dans le même camp, contre Daech. La victoire sur l'organisation islamiste sera donc américano-iranienne. Pour **Al-Hayat**, elle sera surtout iranienne. "Sur le terrain, ce sont les F-16 américains qui mènent la confrontation avec Daech. En éradiquant l'organisation, les États-Unis pavent la route aux desiderata de Téhéran. Il s'agit juste d'un rapport de forces qui permet à l'Iran de profiter de la nouvelle situation." Depuis 2003, cette stratégie américaine erronée a déjà permis à Téhéran d'étendre son pouvoir sur l'Irak, alors que ce sont les Américains qui avaient libéré Bagdad de Saddam Hussein. "La guerre à Mossoul prépare une nouvelle guerre entre les deux vainqueurs, estime **Al-Hayat**. Or les vrais perdants seront les fils des villes irakiennes [sunnites] détruites : Ramadi, Tikrit, Mossoul-Ouest. Certains Irakiens ajoutent la ville syrienne d'Alep à cette liste noire."

# Syria fighters take control of IS-held airbase near Raqqa

BBC – 27 March 2017  
<http://www.bbc.com/>

A US-backed force of Syrian Kurdish and Arab fighters has taken control of an Islamic State-held airbase west of the jihadist group's stronghold of Raqqa.

The Syrian Democratic Forces (SDF) and a monitoring group said Tabqa airbase had fallen on Sunday evening.

US helicopters airlifted hundreds of fighters behind IS lines at the start of the assault last Wednesday.

The airbase's capture is seen as a significant step in the campaign to drive IS militants out of Raqqa.

The SDF is also aiming to seize the nearby town of Tabqa and the Tabqa dam, which the US-led multinational coalition has denied damaging in air strikes.

## WHAT IS THE SDF?

Kurdish, Arab, Turkmen and Armenian militias opposed to IS established the umbrella group in northern Syria in October 2015.

Since then, its 50,000 fighters have seized about 6,000 sq km (2,300 sq miles) of territory with the help of coalition air strikes and special forces personnel.

Although the coalition estimates that about 60% of the SDF's fighters are Arabs, the force is led by the Kurdish Popular Protection Units (YPG) militia.

This has caused trouble for the US with a major ally, Turkey's government. It considers the YPG an extension of the Kurdistan Workers' Party (PKK), which is banned in Turkey and is designated a terrorist group by the US and EU.

In response, the US has pledged to support only Arab groups within the SDF, and officials stressed that YPG fighters were not involved in the Tabqa airlift.

## WHY IS TABQA AIRBASE IMPORTANT?

Located near the River Euphrates about 40km (25 miles) west of Raqqa, the facility was seized by IS militants in August 2014, two months after they proclaimed the creation of a "caliphate".

It was also the scene of one of the jihadists' worst atrocities - the mass killing of some 200 Syrian soldiers who were captured while trying to flee.

The airbase's runway is damaged, but SDF spokesman Talal Silo said on Thursday it would be repaired and used by its forces "in the near future".

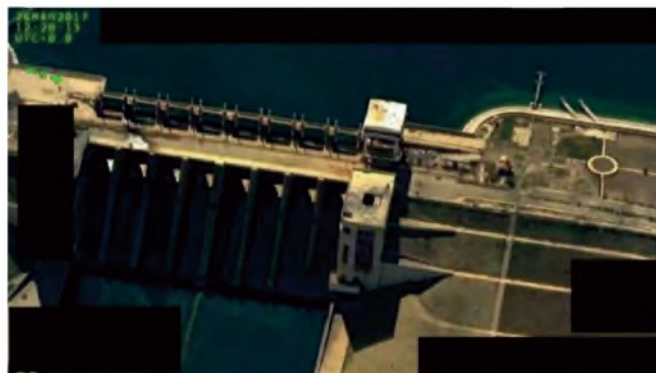
"In all the areas under our control, we do not have an airport that can receive planes," he told Reuters news agency. "The coalition planes will benefit from the airport."

## WHAT ABOUT TABQA DAM?

The airbase's capture was part of a wider offen-



Source: Conflict Monitor by IHS Markit, territory assessed as credible on 27 Mar 2017



The US-led coalition published aerial photos it said showed the Tabqa dam had not been bombed

sive aimed at also taking control of the Tabqa dam - the largest in Syria and a key source of electricity for the region.

The coalition said the dam had been used by IS as a headquarters, as a prison for high-profile hostages, as a training location and to plot attacks outside Syria.

On Sunday, IS said coalition air strikes had locked the dam's gates, causing water levels to rise dangerously behind the structure and placing it at risk of collapse.

Civilians living downstream in Raqqa were told to evacuate and many left their homes, according to the activist group Raqqa is Being Slaughtered Silently.

Later, the jihadist group reportedly sent cars around Raqqa with loudspeakers, telling people the dam was intact and they had no need to evacuate.

The coalition meanwhile insisted the dam had not been targeted by air strikes.

"The dam has not been structurally damaged to our knowledge and the coalition seeks to preserve the integrity of the dam as a vital resource to the people of Syria," a statement

said.

SDF forces were in control of a spillway to the north "which can be used to alleviate pressure on the dam if need be", the statement added.

Activists have, however, expressed concerns about the safety of civilians living in the area. The Syrian Observatory for Human Rights, a UK-based monitoring group, said coalition air strikes had killed at least 89 civilians over the past week.

## IS THIS A PRECURSOR TO AN ASSAULT ON RAQQA?

The Tabqa operation is part of a wider effort by the SDF to encircle and isolate Raqqa before launching an offensive to recapture the city.

The head of the YPG recently said the offensive would begin at the start of April, while French Defence Minister Jean-Yves Le Drian said on Friday that it would likely start "in the coming days".

US officials estimate that there are 3,000 to 4,000 militants in the Raqqa area, alongside hundreds of thousands of civilians. ●

REUTERS

# Syria's Raqqa expected to join Kurdish-led federalism: Kurdish leader

March 27, 2017 / by Tom Perry, REUTERS

**THE NORTHERN Syrian city of Raqqa is expected to join a decentralized system of government being set up by Syrian Kurdish groups and their allies once it is freed from Islamic State, a leading Kurdish politician told Reuters on Monday.**

Raqqa, Islamic State's main urban base of operations in Syria, is the focus of an ongoing campaign by the U.S.-backed Syrian Democratic Forces (SDF), an alliance of Arab and Kurdish fighters that is closing in on the city.

The main Syrian Kurdish militia, the YPG, already controls swathes of northern Syria, where Kurdish groups and their allies are working to establish a decentralized system of government in areas captured from Islamic State.

The political project is causing deep alarm in Turkey, which sees the YPG and its political affiliate, the PYD, as an extension of Kurdish groups that are fighting an insurgency on Turkish soil.

Saleh Muslim, the co-chair of the Syrian Kurdish PYD party, said it would be up to the people of Raqqa to decide their future once the city is freed from Islamic State, but he thinks the city will join the "democratic federal" system.

"We expect (this) because our project is for all Syria ... and Raqqa can be part of it," Muslim said in a telephone interview. "Our only concern is that



*A Syrian Democratic Forces (SDF) female fighter stands with her weapon east of Raqqa city, Syria. REUTERS/Rodi Said*

the people of Raqqa are the ones who take the decision on everything."

The "democratic federal" system aims to build on three autonomous areas set up by the main Kurdish groups in the north. The blueprint for the new system of government was approved by a constituent assembly in December.

Muslim added that Raqqa needed to be in "friendly hands" otherwise it would form a "danger to all Syria, particularly northern Syria, the federal system of northern Syria, the areas of self administration".●

REUTERS

# Syrian Kurdish YPG aims to expand force to over 100,000

MARCH 20, 2017 By Tom Perry BEIRUT (Reuters) -

**THE SYRIAN Kurdish YPG militia aims to expand its force by about two-thirds to more than 100,000 fighters this year, it told Reuters, a plan that would strengthen autonomous Kurdish enclaves that are of deep concern to neighbouring Turkey.**

The YPG, which is playing a crucial role in the U.S.-backed campaign against Islamic State in Syria, has launched a major drive this year to turn itself into a more organised force resembling an army, spokesman Redur Xelil said.

The militia, which had 60,000 fighters at the end of 2016 - including its all-female affiliate, the YPJ - has already formed 10 new battalions since the start of this year, each comprised of around 300 fighters, he said.

"We aspire to exceed 100,000," Xelil said in response to written questions from Reuters. Asked how soon the YPG aimed to reach this target, he said: "The second half of 2017."

The YPG, or People's Protection Units, effectively serves as the military of the autonomous Kurdish-led regions which emerged in northern Syria with the retreat of state authority in 2011 that accompanied the outbreak of civil war.

The militia is financed by the administrations of those regions. The force and its political affiliate, the PYD, are opposed not only by Turkey but by the Kurdish authorities in neighbouring Iraq. Their relationship with the Syrian government, despite historic enmity, is more nuanced, with the sides mostly having avoided conflict in the six-year-old war.

Turkey views the YPG as an extension of the Kurdistan Workers' Party (PKK), which has fought a three-decade insurgency in Turkey, and as a threat to Turkish security.

The Turkish military launched a military incursion into Syria last year aimed at blocking further expansion of Kurdish control in an area of northern Syria known in Kurdish as Rojava

The 10 new units and other new battalions to be formed this year will be trained in all forms of combat, weaponry and tactics, with the aim of turning the YPG into a more organised force that resembles a traditional army, Xelil said.



*Kurdish fighters from the People's Protection Units (YPG) walk along a street in the southeast of Qamishli city, Syria, April 22, 2016. REUTERS/Rodi Said/File Photo*

"A disciplined, cohesive military force, well-trained in different tactics of war ... is the true guarantee to defend us and to affirm our presence as a great nation that deserves dignity," says a YPG leaflet seeking recruits for the new battalions that has been circulated in the predominantly Kurdish regions of Syria, which is home to roughly 2 million Kurds.

Each fighter will receive a monthly salary of \$200, which is \$20 above the maximum wage currently paid to YPG fighters, Xelil said.

## RAQQA ROLE

Syrian Kurdish groups established the three autonomous administrations in Kurdish-dominated areas of northern Syria as Syrian state control collapsed in much of the country, setting up their own bureaucracies in addition to security forces.

Officials say their revenue streams include taxes on agricultural produce, and income raised by selling oil from fields in northeastern Syria, though they say only enough is sold to meet local needs.

The YPG is playing a key role in an ongoing U.S.-backed campaign to isolate Islamic State's base of operations at Raqqa.

YPG commander Sipan Hemo told Reuters last week that the operation to storm Raqqa was due to start in early April, and the YPG would make up a

quarter of the force that will take the city alongside allied Arab fighters. The Pentagon said no decision had been taken yet.

Xelil said the new battalions were not taking part in the operation to encircle Raqqa. He declined to say if the new training programme was supported by any foreign militaries.

The YPG's 60,000-strong strength includes the YPJ - the all-female militia that numbers around 24,000, Xelil said. Both male and female fighters are being sought in the recruitment drive.

The dominant Syrian Kurdish groups and their allies aim to deepen their autonomy through the establishment of a new system of federal government in the north. The Kurds, systematically persecuted for years by the

Syrian state, say their aim is not independence.

Hemo told Reuters that the YPG aimed to "fight terrorism" everywhere in Syria, while its political priority was "guaranteeing the rights of the Kurdish people in Syria legally, constitutionally".

He also signalled a readiness on the part of the YPG to reach a long-term accommodation with the Syrian government, saying "there will be no problem with the regime" once Kurdish rights are secured.

Syrian President Bashar al-Assad has stated his opposition to the regional federal model which the dominant Syrian Kurdish groups say should be the solution to the Syrian war. Assad has vowed to take back all of Syria. ●

philly.com

The Philadelphia Inquirer

March 24, 2017

# Iraqi Kurds make case for independence



By TRUDY RUBIN March 24, 2017  
www.philly.com

**I**RBIL, Iraq - Has the time for Kurdish independence finally arrived?

No other Mideast community (except Israel) has a closer relationship with the United States than the Iraqi Kurds, who have played a critical role in confronting the Islamic State group.

With the jihadis on the run, the Kurds of Iraq believe the time is ripe to transform their semi-autonomous region into a sovereign state. Their leaders have decided to hold a long-awaited referendum asking Iraqi Kurds to endorse independence.

"Yes, there will be a referendum this year. No question," I was told by Kurdish Prime Minister Nechirvan Barzani in his ornate office here in the Kurdish regional capital. "The outcome doesn't mean we will immediately embark (on independence) but it will show the international community what the population wants."

Yet the Kurds can't succeed without U.S. support, and Washington still insists Iraq must remain one unified country. That position needs updating.

It's time for Washington to refocus on the future of the Iraqi Kurds.

The Kurdish people have been dreaming of independence for nearly a century since the great powers reneged on a promise to carve a Kurdish state out of the remains of the Ottoman Empire. Instead of giving this non-Arab ethnic group a national home, the World War I allies parceled out the beautiful, mountainous Kurdish lands to Turkey, Syria, Iraq and Iran.

However, Iraqi Kurds have had a growing degree of autonomy since 1991, when the United States set up a no-fly zone over their region to protect them from attacks by Saddam Hussein. This enabled them to establish a de facto government, which took on aspects of a state after Washington ousted Saddam in 2003.

Today, Kurdistan is the most stable and tolerant part of Iraq, and it has become a refuge for Christians and other minorities fleeing the Islamic State group.

Moreover, the Kurdish region has become vital to U.S. security interests in the region: The



Prime Minister Nechirvan Barzani of the Kurdish Regional Government in Iraqi Kurdistan.

Kurds are pro-American and have no animosity toward Israel. U.S. humanitarian agencies can work easily in Kurdistan. And, since the battle with the Islamic State group began, the Kurdish region has become a base for a modest contingent of U.S. forces.

Meantime, in crushing the Islamic State group, Kurdish forces have reclaimed large chunks of "disputed" Iraqi territory that they consider theirs, including the city of Kirkuk.

Now the Kurds want to consolidate their gains. "We can't go back to the old days," says Barzani. "Iraq after [the battle for] Mosul is not the same as Iraq before Mosul."

However, the Kurds also know they need a peaceful divorce from Iraq in order to resolve key issues concerning boundaries, oil, pipelines and finances. "Our position is to have a serious dialogue with Baghdad and come to an amicable solution," says Barzani. Yet, he says, there has been "no progress at all" in meetings between top Kurdish and Iraqi officials.

The (unexpectedly) close military cooperation between Iraqi and Kurdish military forces has not translated into political gains. For example, while Baghdad pays salaries for Shiite militias, it has paid nothing to Kurdish fighters, who have suffered heavy losses. (Washington has been paying peshmerga salaries). Baghdad has even cut medical supplies to Irbil, although the Kurds have been treating wounded Iraqi soldiers and refugees.

Still, one has to ask whether talk of independence is just bravado.

The Kurds face steep opposition from neighboring countries. Iran, with its own restive Kurds, is dead set against the idea. And Tehran is pressing the government in Baghdad to stand firm.

When visiting Washington, Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi blew off a question on Kurdish independence, quipping, "We're discussing it." (Perhaps it's progress that he didn't say, "Never, no way.")

Then there's Turkey, whose assent would be vital, since landlocked Kurdistan's oil pipelines transit that country. Surprisingly, Turkey has good political and economic relations with Irbil. "Officially, we have not addressed this issue with Turkey," says Barzani, "but we think they are ready to listen."

Perhaps. Ankara does appear to view the Iraqi Kurds as an ally against Turkish PKK rebels and the PKK-linked Kurds of northern Syria. Moreover, Iraqi Kurds make clear that they aren't interested in linking up with Kurdish separation movements in neighboring lands.

But imagining Turkish acquiescence is a stretch.

And yet, it is still important for Washington to consider the question of Kurdish independence.

Once the Islamic State caliphate is defeated, the future of the fractured Iraqi state will hang in the balance. The only way for Iraqi leaders to hold the country together is to decentralize, permitting discontented Sunnis in Mosul and elsewhere to set up federal regions, and to negotiate a new deal with the Kurds.

If Baghdad heads in that direction it might entice the Kurds to remain linked to Iraq in a confederation (a linkage between two independent states). However, such an outcome would require intense intermediation by the United States to ease the gap between Baghdad and Irbil and to counter pressures from Iran.

Is the Trump administration capable, or willing to help the Kurds achieve their goals? Unclear. The White House might be enticed by the fact that Kurdistan would provide a stable locale to base a continued U.S. troop presence. "If the United States is in need of having a base in Kurdistan, our leadership would welcome it," says Barzani.

Bottom line: If Washington wants to balance Iran in the Mideast and stabilize Iraq, it must deal head-on with the Kurdish issue.

"If the Americans want a united Iraq, in practical terms it doesn't exist any more," says Barzani. "If they want stability, they have to deal with the core issue of Kurdistan. ♦"

Trudy Rubin is a columnist and editorial board member for The Philadelphia Inquirer.

AFP

## Turquie: le Nouvel An kurde sous le signe du référendum

Diyarbakir (Turquie), 21 mars 2017 (AFP)

DES DIZAINES de milliers de personnes ont célébré mardi le Nouvel An Kurde (Newroz) à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, avec un mot d'ordre: "Non" au référendum sur l'extension des pouvoirs du président Recep Tayyip Erdogan.

Les célébrations se sont déroulées sous haute sécurité, l'ensemble du site, situé en lisière de la "capitale" du sud-est à majorité kurde, étant ceint par les barrières de la police, tandis que des hélicoptères survolaient la scène.

Seul un incident a quelque peu troublé la manifestation : un homme qui avait affirmé transporter une bombe avant de tenter de poignarder des policiers a été abattu par les forces de sécurité, ont déclaré les autorités à l'AFP.

La foule brandissait des drapeaux du parti prokurde HDP, ainsi que des bannières vertes, rouges et jaunes frappées du mot "Non" en turc et en kurde.

Quelques participants brandissaient le portrait d'Abdullah Öcalan, chef historique emprisonné depuis 1999 du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation classée "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux.

Sur fond de musique kurde, les chants et danses des participants étaient interrompus par des slogans de soutien à M. Öcalan, malgré les appels répétés des organisateurs à éviter les slogans et pancartes pouvant être assimilés à de la propagande pour le PKK.



Le sud-est de la Turquie est sous tension depuis la reprise des violences entre le PKK et Ankara après la rupture, à l'été 2015, d'un fragile cessez-le-feu visant à mettre fin à un conflit qui a fait plus de 40.000 morts depuis 1984.

Les Turcs doivent voter le 16 avril sur une réforme constitutionnelle visant à étendre les pouvoirs du président Erdogan.

Si les autorités affirment que cette réforme est nécessaire pour assurer la stabilité du pays, l'opposition dénonce une dérive autoritaire.

Une vague de purges sans précédent a par ailleurs été engagée après le coup d'Etat manqué du 15 juillet. Plus de 43.000 personnes ont ainsi été arrêtées, donc une dizaine de députés du HDP.

"Nous allons poursuivre notre combat pour la paix", ont indiqué mardi dans un communiqué les co-présidents emprisonnés du HDP, Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdağ. ●

LE FIGARO.fr 22 mars 2017

## Un soldat turc tué par des tirs venant d'une zone kurde de Syrie

Figaro.fr avec Reuters  
le 22/03/2017

L'armée turque a annoncé mercredi qu'un de ses soldats avait été tué par des tirs provenant de

l'autre côté de la frontière syrienne, au niveau d'un secteur contrôlé par des miliciens kurdes dans la province d'Afrin.

L'armée turque a indiqué avoir riposté.

De son côté, la milice kurde des YPG (Unités de protection du peuple) a parlé de pilonnages de villages syriens de la région sous son contrôle dans la province d'Afrin, près de la frontière

turque, et fait état de dix blessés parmi les habitants.

Ces incidents surviennent deux jours après l'annonce par la milice des YPG de l'implantation par l'armée russe d'une base dans la province d'Afrin, avec l'accord des Kurdes syriens. Les Russes, a ajouté la milice, vont former des combattants des YPG. ■

Sudinfo.be 30 mars 2017

## Affrontements entre pro et anti-Erdogan à Bruxelles

30 Mars 2017 www.sudinfo.be

Plusieurs personnes ont été blessées lors d'une rixe entre des opposants et des soutiens du président turc Recep Tayyip Erdogan, jeudi vers 16h00 devant le consulat de Turquie situé rue Montoyer à Bruxelles. La police est intervenue et une enquête a été ouverte. Le bilan provisoire est de quatre blessés.

Les incidents qui ont éclaté devant l'ambassade de Turquie à Bruxelles ne sont pas encore totalement terminés. Les partisans et les opposants du président turc Recep Tayyip Erdogan ont toutefois pu être séparés par la police, qui contrôle la situation, a constaté l'agence Belga sur place.

Les incidents ont éclaté devant l'ambassade de Turquie, située rue Montoyer à Bruxelles. Un bureau de vote pour le référendum visant à ren-

forcer les pouvoirs présidentiels en Turquie y est installé.

Une violente agression a eu lieu peu après 16h00. La police a réussi à séparer les deux groupes, composés d'une dizaine de Turcs et de Kurdes. Une agitation importante était encore visible du côté kurde de la barricade établie par la police. Une auto-pompe a été dépêchée sur place, mais elle n'a pas été utilisée.

« Plusieurs personnes ont été blessées. Elles ont été transportées à l'hôpital », a indiqué à l'AFP Ilse van de Keere, une porte-parole de la police de Bruxelles.

La porte-parole de la police n'a pas voulu donner de précisions sur le nombre de blessés ou leur état, expliquant que la situation était « sensible » et qu'une centaine de personnes se trouvaient toujours devant le bâtiment à 20h.

Selon Firat, une agence de presse proche des séparatistes kurdes en Turquie, quatre per-



sonnes d'origine kurde qui venaient voter ont été blessées, dont deux à coups de couteau, par des partisans de l'AKP, le parti islamo-conservateur au pouvoir en Turquie.

NavBel, une organisation qui représente la communauté kurde de Belgique, déclare qu'« une femme de 60 ans a été poignardée à plusieurs reprises et est grièvement blessée. D'autres blessés ont été transportés à l'hôpital. Un des auteurs s'est ensuite réfugié dans l'ambassade mais a été interpellé ». ●

# En Syrie, Moscou bloque l'offensive d'Ankara

La présence de soldats russes à Afrine empêche l'avancée des troupes turques dans le nord

La Russie a adressé deux rappels à l'ordre à Israël et à la Turquie, lundi 20 mars, affirmant ainsi son ambition de rester seul maître du jeu en Syrie. A la Turquie, elle a signifié la fin de l'avancée de ses troupes engagées en août 2016 aux côtés de rebelles syriens dans l'opération « Bouclier de l'Euphrate ». Des soldats russes, convoyés dans des blindés portant le drapeau national, ont ostensiblement pris leurs quartiers dans l'enclave kurde d'Afrine, à l'extrême nord de la Syrie.

La région est contrôlée par les Unités de protection du peuple (YPG), proches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en

guerre contre l'Etat turc et cible de l'incursion d'Ankara en Syrie. Le ministère de la défense russe a précisé que ses soldats n'établissent pas une « base militaire », comme l'avaient affirmé les YPG, et qu'ils n'avaient pas vocation à « entraîner » les forces kurdes. Les soldats russes sont là pour veiller, selon Moscou, au respect du cessez-le-feu en vigueur en Syrie depuis décembre 2016, dont la Russie et la Turquie sont les garantes.

Mais cette mise en scène coupe court aux velléités de la Turquie d'étendre vers l'ouest la zone qu'elle contrôle en Syrie. Déjà en février 2016, l'aviation russe avait aidé les YPG à chasser la rébellion

syrienne de la ville de Tal Rifaat, proche du poste-frontière d'Azaaz, tenu par les forces turques.

L'opération « Bouclier de l'Euphrate » se trouve donc totalement bloquée : au sud par l'armée syrienne et à l'ouest, dans la région de Manbij, toujours par les soldats syriens, accompagnés de soldats russes, qui se sont interposés début mars dans une étroite zone tampon entre les troupes turques et les YPG, également épaulés par des combattants arabes syriens.

Ces soldats russes sont, en certains points, à portée de vue des forces spéciales américaines, qui épaulent les YPG dans leur lutte contre l'organisation Etat islamique (EI). Début mars, les Américains avaient, eux aussi, fait flotter leur drapeau sur leurs blindés pour dissuader l'allié turc d'attaquer Manbij, aux mains des YPG. Il s'agissait de ne pas laisser la Turquie perturber l'avancée des YPG et de leurs alliés arabes en direction de Rakka, la capitale de l'EI en

Syrie, désormais encerclée.

**L'ambassadeur d'Israël convoqué**  
Le second rappel à l'ordre russe a été adressé à l'ambassadeur d'Israël à Moscou. Le ministère des affaires étrangères a révélé lundi l'avoir convoqué, le 17 mars, pour évoquer le raid mené ce jour-là par l'aviation israélienne contre un convoi d'armes « sophistiquées » destinées au Hezbollah libanais, allié de Damas, près de Palmyre. Damas avait répliqué par des tirs de missiles antiaériens, dont l'un a été intercepté par le système de défense Arrow israélien.

Dimanche, le ministre de la défense israélien, Avigdor Lieberman, avait affirmé qu'Israël détruirait les systèmes de défense syriens si des missiles visaient de nouveau ses avions. Lundi, le président syrien, Bachar Al-Assad, a estimé que Moscou pouvait « jouer un rôle afin qu'Israël n'attaque plus la Syrie ». ■

LOUIS IMBERT

# Les Kurdes syriens progressent dans l'encerclement de Rakka

Les combats autour du plus grand barrage du pays ont endommagé l'ouvrage

Chaque bataille son fleuve, un barrage, et la crainte d'une catastrophe. En 2016, c'est celui de Mossoul, construit en travers des eaux du Tigre à 50 kilomètres au nord de la ville irakienne occupée par l'organisation Etat islamique (EI), qui suscitait l'inquiétude après la découverte de graves défauts structurels et de maintenance consécutifs à des années de guerre.

Ces derniers jours, c'est l'ouvrage de Tabka, 50 kilomètres en amont de la ville syrienne de Rakka, sur l'Euphrate, qui est au centre de l'attention. Un raid aérien de la coalition internationale a mis hors service, dimanche 26 mars, l'installation qui le fait fonctionner, au risque d'entraîner une dangereuse montée des eaux. D'après le Bureau de coordination des affaires humanitari-

res de l'ONU (OCHA), le niveau du fleuve est déjà monté de 10 mètres depuis fin janvier, notamment à cause de « fortes pluies ».

## Lutte acharnée

L'annonce du bombardement de l'édifice a provoqué un début de panique dans la région, selon des témoignages et des images diffusées par des opposants syriens à l'EI et au régime du président Bachar Al-Assad : des centaines d'habitants se sont éloignés précipitamment des berges du fleuve.

Le plus grand barrage du pays fait l'objet d'une lutte acharnée entre les Forces démocratiques syriennes (FDS) - au sein desquelles les milices kurdes syriennes sont prépondérantes - et l'EI. Les premières ont pu entrer lundi dans le complexe par son accès nord, le second contrôle toujours

le reste de l'ouvrage.

Les FDS ont d'ailleurs annoncé lundi avoir interrompu leur assaut pendant quatre heures afin de permettre à des ouvriers d'effectuer des réparations dans la centrale électrique, une intervention qui ne pouvait avoir lieu qu'avec l'assentiment de l'EI. La coalition internationale, quant à elle, soulignait « prendre toutes les précautions pour assurer l'inté-

## Les dégâts sur le barrage de Tabka risquent de causer une dangereuse montée des eaux

grité du barrage ». « A notre connaissance, le barrage n'a pas été structurellement endommagé », a-t-elle indiqué lundi.

Appuyées dans les airs par la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis, et au sol par des conseillers militaires américains, les FDS ont en outre pris le contrôle ce week-end de la base aérienne qui jouxte la ville de Tabka, dont elles se sont approchées le 22 mars à la faveur d'un raid hélicoptère à bord d'appareils améri-

cains. En plus de l'aéroport, la prise de Tabka leur permettrait d'avancer vers le fief syrien de l'EI à partir du sud pour achever leur manœuvre d'encerclement.

Les forces antidjihadistes sont actuellement positionnées à 26 km au nord, 18 km à l'est et 29 km à l'ouest de la place forte de l'EI. Leur avant-poste le plus proche est à 8 km au nord-est de la cité, mais selon leur porte-parole, Talal Sello, « il faudra plusieurs semaines avant de pouvoir assiéger la ville ». Sur leur chemin, à l'ouest du bastion djihadiste, la ville d'Al-Mansoura, où 33 personnes ont péri le 21 mars dans une frappe qui avait visé une école servant de centre pour les déplacés. L'armée américaine avait reconnu que la coalition avait mené des frappes « dans cette zone ».

Face aux préoccupations grandissantes quant à l'augmentation du nombre de victimes civiles dans les combats en Irak et en Syrie contre l'organisation djihadiste, le commandement militaire américain a annoncé que ses forces, mises en cause après la mort de centaines de personnes à Mossoul ces dix derniers jours, avaient ouvert une enquête. ■

MADJID ZERROUKY





22 Mars 2017

# MOSSOUL

L'armée irakienne poursuit son offensive contre l'Etat islamique. Mais les ruelles de la vieille ville, les snipers et la présence de civils rendent la progression difficile.

**REPORTAGE**

Par **LUC MATHIEU**  
 Envoyé spécial à Mossoul  
 Photos **LORENZO MELONI**  
**MAGNUM PHOTOS**

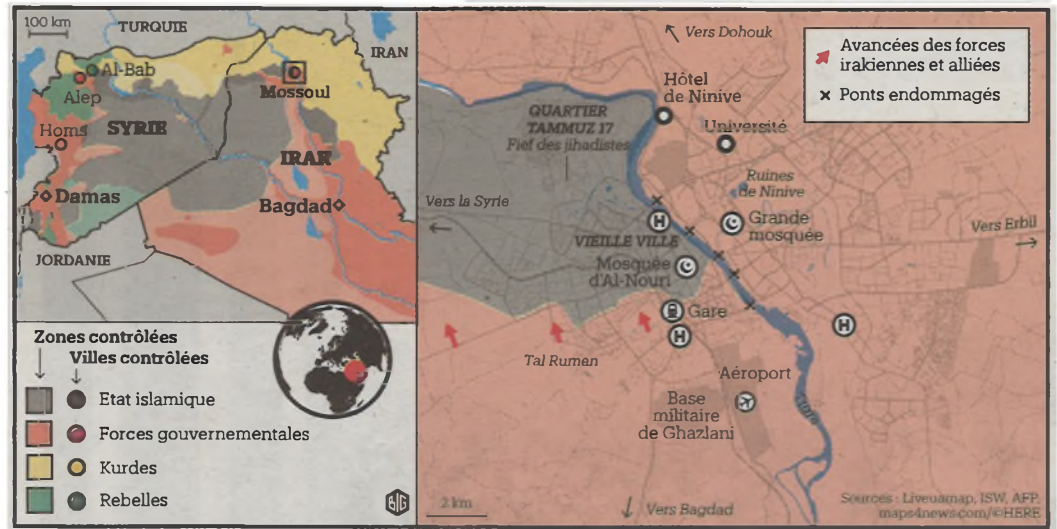
Le minaret de la mosquée Al-Nouri apparaît parfois, depuis la terrasse en haut d'un immeuble ou à travers le trou étoilé laissé par une balle dans une fenêtre. Il est tout près, à moins de 700 mètres de la ligne de front. Mais à la fois si loin. Depuis une semaine, les soldats irakiens s'en approchent. Ils sont désormais à la lisière de la vieille ville de Mossoul-Ouest. Ses ruelles d'à peine un mètre de large enserrent la mosquée, celle où Abou Bakr al-Baghdadi, le «calife» de l'Etat islamique, est apparu en public, pour la première et unique fois. C'était le vendredi 4 juillet 2014, quelques jours après que les jihadistes eurent déferlé sur Mossoul. Les gradés irakiens en sont aujourd'hui persuadés: la reprise de la mosquée Al-Nouri marquera la fin de l'EI dans la ville et, au delà, en Irak. «Elle représente le cœur du califat. Quand elle sera libérée, les quartiers qui restent s'effondreront d'eux-mêmes. Ce sera la fin de Daech chez nous», assure le colonel Falah, commandant de la première brigade de la Division d'intervention rapide (ERD).

Les soldats reprendront la mosquée et la vieille ville. Mais pas aussi vite qu'ils l'espéraient. Cet hiver, il leur avait fallu trois mois pour l'emporter à Mossoul-Est, sur l'autre rive du Tigre aux eaux calmes qui traverse la ville. Le 20 février, ils ont lancé la bataille pour reprendre les quartiers Ouest. Ils ont progressé rapidement, depuis le sud, plusieurs kilomètres par jour. Ils ont repris le village d'Al-Aarij, l'aéroport et sont remontés vers le nord. Mais plus ils s'approchent de la vieille ville, plus les combats se durcissent.

## «Le problème est que les jihadistes sont prêts à mourir, pas nos soldats»



A gauche, le conducteur d'une ambulance de la police fédérale, blessé par l'explosion d'un bulldozer piégé arrivé de l'arrière. Au moins trois personnes ont été tuées dans l'attaque.



Depuis six jours, la ligne de front est figée. Les soldats butent sur un immeuble qui borde le marché dit «du mercredi». Leurs positions sont précaires, la résistance de l'EI, sauvage. Dimanche, le long du parc du musée de Mossoul, repris il y a plus d'une semaine, les balles continuaient à siffler. Des mortiers explosaient dans les rues adjacentes. «Tous les hommes de Daech qui restent se sont regroupés dans la vieille ville. Ils nous attendent. D'un point de vue tactique, c'est normal, on aurait fait la même chose. Les ruelles sont trop étroites pour que les blindés puissent passer, on est obligé de progresser à pied», détaille le colonel Falah.

### TUNNELS

Soldats et jihadistes se retrouvent face à face, à quelques dizaines de mètres souvent, assez proches pour combattre à coups de grenades.

Dans la même maison parfois. «Il arrive que l'on soit au rez-de-chaussée et qu'un ou deux jihadistes soient sur le toit. On est si près que l'on peut s'insulter. On crie "Fils de pute, on va vous tuer", ils nous traitent de "Rawafed" [celui qui a renié, ndlr],

raconte un jeune démineur de l'ERD.

Les hommes de l'EI ont l'avantage d'avoir pu se préparer. Ils ont creusé des tunnels, percé des murs pour circuler de maison en maison. Ils ont eu le temps de prévoir des positions pour leurs snipers en haut d'immeubles ou dans les édifices qui donnent sur les rues principales. Quand ils sont repérés, ils se déplacent, se fauillent parfois derrière la ligne de front pour tirer dans le dos de soldats qui tentent d'avancer.

Un sniper de l'EI s'est installé derrière l'Hôtel de la plaine verdoyante, au bord de la corniche, à une centaine de mètres d'un pont métallique que doivent reprendre les soldats irakiens. Le sergent Ali Karim monte au deuxième étage. Il s'arrête dans ce qui fut une chambre. Le plafond est à moitié effondré, le lit en morceaux, les portes arrachées. Dans un coin, un tas de cheveux et de poils de barbes rasées, vestiges laissés par des déserteurs de Daech. Un miroir a été posé sur deux bouts de bois. Dans son reflet, on aperçoit un bâtiment en parpaings percé de deux trous ronds.

«C'est là qu'est leur sniper, dit le sergent, à moins de 30 mètres.» Il chuchote. «S'il nous entend, il va nous repérer et nous guetter jusqu'à ce qu'il puisse tirer.» Les soldats irakiens ne l'ont jamais vu. Mais ils le reconnaissent à l'oreille, à sa façon de tirer plusieurs coups d'affilée. Dans les ruelles, la même tactique de dissimulation et d'attente est à l'œuvre. «Les combattants de Daech se cachent dans un coin ou même dans les décombres d'une maison. On passe sans les voir et c'est trop tard, ils ont le temps de tirer plusieurs rafales avant qu'on les abatte. Le problème est que les jihadistes qui sont encore là veulent mourir. Nos soldats se battent, mais ils veulent vivre et prendre leurs permissions. Pas eux», explique le colonel Aaref, chef des opérations de l'ERD.

### BULLDOZER PIÉGÉ

Les jihadistes ont aussi une arme que n'ont pas leurs ennemis: les véhicules piégés. Dans les quartiers libérés, les carcasses de voitures calcinées, tordues, emmêlées sur elles-mêmes, gisent sur la chaussée. Certaines avaient le capot, les ailes et les portes avant blindées, les roues

peintes en noir sur les plaques de métal pour faire croire à des voitures normales. Des bouts de moteur, des essieux, des morceaux de carrosserie traînent le long des rues.

Le 15 mars, c'est un bulldozer piégé, la cabine protégée par des plaques d'acier, qui a explosé juste à côté du siège du gouvernorat reconquis quelques jours plus tôt. L'engin, venu de la vieille ville, a profité d'un barrage mal tenu à un carrefour pour avancer. Son explosion a détruit plusieurs blindés. Le conducteur de l'un d'eux n'a pas survécu. Coincé sous le blindage du toit qui s'était effondré, il a brûlé vif. *«On l'a entendu hurler à l'aide jusqu'à ce qu'il meure. On n'a rien pu faire: son blindé était coincé au milieu d'autres»*, lâche un soldat de son unité.

Dimanche en fin d'après-midi, un autre bulldozer a franchi la ligne de front et s'est approché du parc du musée de Mossoul. Il aurait pu continuer s'il n'avait été ralenti par un trou creusé par une frappe aérienne. Repéré, il a été bombardé par un avion de la coalition. L'explosion a créé une boule de feu enflammée dans une fumée grise de plusieurs dizaines de mètres de hauteur. Le sol a tremblé et des débris ont survolé plusieurs rues avant de s'éparpiller à côté du parc. L'armée irakienne ne communique pas le nombre de ses morts mais au moins quatre soldats auraient été tués. Un officier et plusieurs de ses hommes ont été capturés.

Les militaires irakiens gardent l'avantage du nombre. Trois formations sont mobilisées à Mossoul-Ouest: l'ERD, la police fédérale et, plus à l'ouest, les unités de contre-terrorisme (CTS). Des divisions de l'armée régulière achèvent l'encerclement au nord. Au total, plusieurs milliers d'hommes sont déployés. En face, il resterait quelques centaines de jihadistes, peut-être un millier. Les commandants irakiens connaissent leurs principales positions. Elles sont marquées de points rouges sur les cartes téléchargées sur Internet qu'ils font défiler sur leurs tablettes. Les points désignent des snipers, des groupes de trois ou quatre hommes, des combattants qui ont des lance-roquettes. Il y en a des dizaines, il faut zoomer pour qu'ils ne se superposent plus. Quand les positions ennemies sont éliminées, elles passent en jaune.

L'armée irakienne maîtrise le ciel. Sans cesse, des hélicoptères de combats passent en bourdonnant. Ils effectuent les mêmes boucles. Ils s'approchent, piquent, mitraillent, tirent deux missiles et repartent. L'aviation de la coalition est là aussi, mais beaucoup moins active que durant la reconquête de Mossoul-Est. *«Si l'on voulait, on pourrait re-*

*prendre la vieille ville en dix jours. Mais il ne resterait rien»*, avance le colonel Aaref.

### CIVILS TERRÉS

Personne ne semble savoir combien de civils sont toujours là. Des habitants de quartiers libérés disent qu'il y en a 250 000, sans que cela soit confirmé. *«Ils sont coincés; Daech ne les laisse pas sortir. La dernière fois que j'ai pu parler à mes proches qui y vivent, c'était le 25 février. Ils étaient déjà épuisés et n'avaient plus rien à manger»*, s'inquiète Abou Abdallah Rezlani, un commerçant d'un quartier proche de l'aéroport. Les officiers de l'ERD affirment que les habitants se terrent dans les caves de leur maison. Ils affirment aussi qu'ils font tout pour éviter que les civils périssent dans les combats. *«Les frappes des hélicoptères visent les étages. Celles des avions de la coalition sont trop puissantes, elles détruisent tout»*, note le colonel Falah. Des ONG, dont Human Rights Watch, se sont alarmées de la violence des bombardements.

Depuis le début de la semaine, plusieurs opérations ont été annulées, à cause de la pluie, qui gêne les hélicoptères, ou de plans qu'il faut revoir. Les soldats piétinent, sans s'en émouvoir. La plupart combattent l'EI depuis 2014, et ont l'habitude des batailles qui se font attendre. Ils patientent dans les immeubles en ruine qui bordent la vieille ville. Discutent, allument des feux dans les échoppes aux rideaux de fer déchirés, fument des narguilés. Le soldat Ali, 29 ans, montre les cicatrices de son bras droit, là où une balle l'a traversé lors de l'offensive de Ramadi, à la fin 2014. *«Daech n'avait pas de tunnels là-bas, c'était des combats en face à face, raconte-t-il. Ici, ça a été facile au début mais maintenant, les combats sont féroces. Ils sont encerclés, ils vont faire tout ce qu'ils peuvent. Mais on gagnera, c'est juste une question de temps.»* A quelques mètres, un soldat tire une roquette: il a vu des jihadistes bouger dans la vieille ville. ◀

**Des habitants fuyant Mossoul-Ouest, début mars.**

**Les familles marchent plusieurs kilomètres jusqu'au point de rassemblement (en bas à gauche). Après un contrôle des identités, les femmes et les enfants sont emmenés dans des bus, les hommes dans des camions, vers les camps de déplacés.**



# Trump reaches out to Iranians, not Iran

WASHINGTON

## White House greeting for Persian holiday ignores government in Tehran

BY MARK LANDLER

When President Trump sent greetings to the Iranian people for the Persian New Year, or Nowruz, it offered a glimpse into an administration that is still debating how to deal with a country that Mr. Trump has painted as an implacable foe.

The five-paragraph statement on Wednesday went through multiple drafts, according to two people involved in the process. Hard-liners in the White House first tried to kill the message, and when that failed, stripped it of references to engaging with the Iranian government or a future in which Iran and the United States might peacefully co-exist.

Instead, the statement, issued a day after the holiday began, reached out to the Iranian people while ignoring the government in Tehran. It paid tribute to Iranian immigrants in the United States, even as Mr. Trump's travel ban pre-

**"This is a message designed to put the regime on the defensive."**

vented relatives of those immigrants from entering the United States.

And it celebrated the ancient history of the Persian Empire while implicitly criticizing the persecution of religious minorities by the mullahs who rule the Islamic republic of today.

"Nowruz means 'new day' in Persian," the president said in the statement. "It is an occasion to celebrate new beginnings, a sentiment that is particularly meaningful for so many Iranians who have come to our country in recent decades to make a new start in a free land."

Among the sections deleted were one that said America looked forward to engaging someday with a "representative Iranian government" on the basis of mutual respect, and another that cited Henry A. Kissinger's oft-repeated line that Iran needed to decide whether it is a "nation or a cause."

While those sections passed muster with the national security adviser, Lt. Gen. H. R. McMaster, one person close to the process said, they ran into resistance from Stephen K. Bannon, the president's chief strategist, who is among those advocating a tougher line against Iran. Mr. Bannon, an administration official said, "gutted the most ridiculous material" after arguing that Mr. Trump should not send the message at all.

The two people spoke on the condition of anonymity because they were not authorized to discuss internal White House deliberations.

The Trump administration has already taken a harder line than the Obama administration. In February, General McMaster's predecessor, Michael T. Flynn, put the Iranians "on notice" after they tested a ballistic missile, saying it undermined "security, prosperity and stability throughout and beyond the Middle East," and placed "American lives at risk."

General McMaster is viewed as more pragmatic than Mr. Flynn. He told his staff early on, for example, that he did not view the phrase "radical Islamic terrorism" as helpful. But that has not stopped Mr. Trump from using it in his speeches — a habit that shows the influence of Mr. Bannon, who views Iran and China as America's great adversaries.

Unlike President Barack Obama, who used his first Nowruz message in 2009

to extend an olive branch to Tehran, Mr. Trump demonstrated no interest in engaging with Iran's leadership. He did not mention Iran, let alone use its formal name, the Islamic Republic of Iran, as Mr. Obama did.

"This is a message designed to put the regime on the defensive," said Dennis B. Ross, a former senior adviser to Mr. Obama on Iran. "It is smart and well crafted with clear messages in mind."

Among those messages was one of reassurance to the Iranian diaspora, which has been affected by Mr. Trump's executive order barring visitors from six predominantly Muslim countries, including Iran. In a few well-publicized cases, it sundered families that had hoped to get together for the holiday.

The statement praised Iranian-Americans as "one of the most successful immigrant groups in our country's contemporary American history." It made a point of noting that in addition to Islam, these immigrants come from Jewish, Christian, Zoroastrian and Bahai backgrounds — all religions that have faced some type of repression in postrevolution Iran.

Mr. Trump claimed "wonderful friendships with Iranian-Americans." His director of Jewish outreach during the campaign was an Orthodox Jewish immigrant from Iran, David Peyman.

Critics of the administration said Mr. Trump's warm sentiments did nothing to ease the pain of families split by his travel ban.

"Empty words disgrace the one who speaks them, like serving a walnut shell without the nut," said the National Iranian American Council, quoting a 13th-century Persian poet, Saadi. ●



THE OFFICE OF IRAN'S SUPREME LEADER. VIA AGENCE FRANCE-PRESSE — GETTY IMAGES

**Ayatollah Ali Khamenei, supreme leader of Iran, in Mashhad for the Persian New Year. President Trump's statement celebrated the ancient history of the Persian Empire.**

# Barzani to UN Chief: KRG to Hold Independence Referendum “at Earliest Time”

By Mohamed Mostafa March 31, 2017 www.iraqinews.com/

Erbil (BasNews) Kurdistan Region will soon hold a referendum on independence to show the will of the people to the world, said Kurdistan Region President Masoud Barzani during a meeting with the UN Secretary-General António Guterres.

According to a press release by Kurdistan Region Presidency, the UN chief commended Kurdistan Regional Government (KRG) for providing a safe haven to the refugees and IDPs despite grappling with financial challenges.

He also praised the role of the Kurdish Peshmerga forces in the war against terrorism, saying that the world views Peshmerga with great respect. However, he agreed that the international community must provide the KRG with greater support and that UN will do its utmost to gain more aid for Erbil.

Guterres also expressed his office's readiness to help Erbil and Baghdad address their differences especially in the post-IS era.

In return, Barzani stressed out that taking in the IDPs and refugees is a “national and humanistic” obligation for Kurds and they could not shirk this responsibility under any excuse.

Thanking the US-led coalition and the UN for standing with Kurdistan Region in the war on terrorism, the Kurdish president poin-



UN Secretary-General Antonio Guterres (L) meets with President of Iraqi Kurdish Regional Government (IKRG) Masoud Barzani (R) at Presidential Palace in Iraq on March 30, 2017

ted out that Kurds are proud that the first major defeat was brought to IS at the hands of the Peshmerga forces.

Concerning the relations between Erbil and Baghdad, Barzani told Guterres that close military coordination has been built between the two sides. ♦

International New York Times MARCH 30, 2017

## TURKEY'S PATH AWAY FROM DEMOCRACY

President Erdogan's tough talk on Europe and move for unfettered power could mark a fateful retreat from the Westernization that had long guided Turkey.

Authoritarian leaders have long appreciated the power of fanning fears of real or perceived enemies to garner popular support. President Recep Tayyip Erdogan of Turkey is good at this. He has exploited a conflict with Kurdish insurgents and a failed coup to win elections and wage a brutal crackdown on critics, and now he is picking a fight with Europe to rally support for a referendum next month on constitutional changes that would essentially give him unfettered power. The tactic might get him some votes, but like the powers he seeks, it has dangerous consequences for Turkey's future.

His pretext for bashing Europe is that leaders in Germany and the Netherlands have barred his proxies from holding campaign rallies among the millions of Turks living in their lands. Never mind that campaigning abroad is illegal under Turkish law, or that Mr. Erdogan has already stacked the odds in his favor at home by arresting scores of journalists and closing down more than 150 news organizations. Branding Germans or the Dutch as Nazis creates yet another external threat that might convince Turkish voters of the need for a tough boss who knows how to deal with such foes.

Whether his strategy succeeds will become clear in the referendum on April 16. Under the proposed changes, the president would have the sole authority to

appoint and dismiss government ministers and could dissolve Parliament on any grounds; he would also appoint six of the 13 members of the country's top judicial board, and the others would be elected by Parliament, which would most likely be controlled by the political forces of the president.

Mr. Erdogan is aware that this could mark a fateful retreat from the Westernization that has guided Turkey for several decades now. Though Turkey's accession to the European Union has been on ice for some years now, put there in large part by European leaders reluctant to include a large Muslim nation in their grouping, the agreement signed more than 50 years ago establishing an accession process, along with Turkey's membership in NATO and other international forums, have signified an intention to embrace the principles of democracy, rule of law and respect for human rights.

When he first came to power in 2003 as prime minister, Mr. Erdogan seemed to welcome this direction. Now, sadly, Europe has become his enemy of convenience. At a rally on Saturday, he acknowledged that the referendum could close the doors to the E.U. For that reason, he continued, “a ‘yes’ vote is very important . . . because Turkey is not the stooge of anyone.” As the referendum approaches, the Turks would do well to ask whether they really want to take so dangerous a step backward.

# L'économie, talon d'Achille du pouvoir

Le pays ne parvient pas à renouer avec la période dorée des années 2000 qui a permis à une partie de la population d'accéder à la classe moyenne.

Istanbul,  
De notre correspondant

« Vu de l'extérieur, la Turquie est mal en point, mais la situation n'est pas si mauvaise. » Destinées à apaiser les craintes, les paroles prononcées par le vice-premier ministre Mehmet Simsek le 23 mars à l'ouverture d'un sommet économique dans la ville de Bursa ne sont pourtant pas très rassurantes, d'autant qu'il reconnaît dans le même moment que « la réalité n'est pas à la hauteur de ce que nous souhaitons ».

L'économie turque, qui affichait une croissance vigoureuse dans les années 2000, est à la peine. Les chiffres du chômage pour 2016, dévoilés il y a quelques jours, en sont un exemple : 10,9 % des Turcs étaient sans emploi l'année dernière, une proportion qui grimpe à 20 % pour les jeunes de moins de 24 ans. La barre symbolique des 10 % de chômeurs avait été franchie en 2015, et la courbe ne semble pas vouloir redescendre.

Autres variables inquiétantes, le PIB a reculé de près de 2 % en décembre, pour la première fois depuis huit ans, tandis que la livre turque a perdu près de 20 % de sa

valeur en un an face au dollar.

La crise du tourisme, nourrie par la vague d'attentats qui a frappé la Turquie, la tentative de putsch et la querelle diplomatique avec la Russie, premier pourvoyeur de visiteurs, a contribué à ces mauvais résultats économiques, alors que ce secteur emploie près de 10 % de la population active du pays. Sans surprise, les grandes agences de notation ont revu à la baisse, début 2017, les « perspectives » de la Turquie en matière d'emprunt.

La période dorée des premières années du pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP) semble donc bien loin. « L'AKP a eu beaucoup de chance », selon Asaf Savas Akat, professeur d'économie à l'université Bilgi d'Istanbul. Le parti est arrivé au pouvoir en 2002, trois ans après une grave crise financière et après la mise en place d'un programme budgétaire drastique imposé par le FMI. « La consolidation fiscale et les réformes avaient déjà été faites, poursuit l'économiste. Avec une très forte discipline budgétaire, la crise est vite passée. »

Jusqu'à la nouvelle crise financière de 2008-2009, le pouvoir de l'AKP a pu ainsi favoriser l'accès au crédit à la consommation, permettant à une partie de la population de bénéficier du confort réservé aux classes moyennes, et mettre en place un vaste programme d'investissements publics à grand renfort de projets

Selon les élections, 40 à 50 % des votants lui savent gré de leur ascension économique et sociale, mais celle-ci se fait au prix d'une grave dérive autoritaire.

L'économie, en forte croissance au cours des années 2000, s'essouffle aujourd'hui.



Portrait du président Erdogan devant une boutique à Istanbul. Murad Sezer / Reuters

d'infrastructures.

Mais affectée d'abord par la crise financière mondiale et ensuite par les crises politiques successives, l'économie turque est désormais dans une zone de grandes turbulences : surendettement des ménages, croissance trop intimement liée à une consommation en baisse, entreprises endettées en dollar et en euro... Sans compter les craintes des investisseurs étrangers, inquiets des vastes purges lancées à la suite de la tentative de putsch.

et présente la réforme constitutionnelle comme la garantie d'un retour à la stabilité et à la bonne tenue de l'économie. Depuis des mois, le président Recep Tayyip Erdogan tire ainsi à boulets rouges sur les responsables, à ses yeux, des nuages qui s'accumulent. Face à la chute de la devise nationale, il invite la population à convertir en livres turques les dollars et les euros qu'elle possède pour contrer le « lobby des taux de change ». Et il interpelle les agences de notation inquiètes de l'instabilité référendaire : « Qui êtes-vous ? Qu'est-ce que ça peut vous faire ? »

En accusant les « lobbys », les « terroristes » et les « putschistes », le pouvoir parviendra peut-être à convaincre une majorité d'électeurs de donner les pleins pouvoirs au président turc lors du scrutin du 16 avril. Dans les mois à venir cependant, les effets cumulés d'une devise qui plonge, d'investissements étrangers qui se tarissent et d'un pays globalement plus endetté pourraient bien constituer les principales menaces à cette « stabilité » que le pouvoir actuel se targue pourtant de pouvoir assurer au lendemain du référendum.

Alexandre Billette

## repères

### La fin des contre-pouvoirs

**La réforme de la Constitution prévoit la création de deux postes de vice-président et la suppression de celui de premier ministre, dont les prérogatives seraient transférées au chef de l'État - notamment celle de nommer directement les ministres, aujourd'hui proposés par le premier ministre.**

**Prévoyant que le nombre de députés passe de 550 à 600, le texte leur retire leur pouvoir de contrôle sur le conseil des ministres - auquel ils sont censés aujourd'hui accorder**

**le droit de gouverner par décret-loi.**

**La réforme permettrait aussi au président et au parlement de choisir ensemble quatre membres du Haut Conseil des juges et des procureurs, qui nomme les employés du système judiciaire.**

**La réforme dispose enfin que les élections législatives et présidentielle se tiendraient à la même date tous les cinq ans, contre quatre aujourd'hui. Elle entrerait en vigueur à partir de 2019 et permettrait à l'actuel chef de l'État de briguer deux nouveaux mandats, soit de rester théoriquement à son poste jusqu'en 2029.**

**Habitué à surfer sur ses réussites économiques lors des campagnes électorales, le pouvoir turc cherche aujourd'hui des coupables.**

Habitué à surfer sur ses réussites économiques lors des campagnes électorales, le pouvoir turc cherche aujourd'hui des coupables



Pour gagner le référendum du 16 avril qui doit renforcer ses pouvoirs, le président turc galvanise les foules en s'en prenant à l'Union européenne qu'il menace de « capture »

ALAIN BARLUET @abarluet

RECEP TAYYIP ERDOGAN repousse chaque jour un peu plus les limites de sa rhétorique nationaliste et antieuropéenne. Après des semaines d'invectives avec les pays de l'Union européenne, le président turc a surenchéri en évoquant une « rupture » avec l'UE. Le référendum du

16 avril, qui vise à renforcer les pouvoirs présidentiels, sera « de toute façon pour nous un point de rupture », a lancé M. Erdoğan, samedi, lors d'un discours à Antalya, dans le sud de la Turquie. Parlant des relations, déjà très tendues, entre son pays et l'UE, M. Erdoğan a dit son souhait de « tout mettre sur la table », car « la Turquie, a-t-il ajouté, n'est le souffre-douleur de personne ». Le chef de l'État a indiqué

qu'il envisageait un référendum sur l'avenir de la candidature turque à l'Union européenne, un projet qu'il avait déjà évoqué l'an dernier. « Pour le moment, nous organisons un référendum le 16 avril mais ensuite nous pourrions choisir d'en faire un second sur les discussions d'adhésion et nous nous conformerions à ce que notre peuple dirait alors », a déclaré Recep Tayyip Erdoğan dans son discours d'Antalya. Ce sont tous les liens politiques et administratifs avec l'UE qui pourraient être revus « de A à Z », a menacé le président turc, la veille sur CNN, en n'omettant pas d'y inclure le volet le plus sensible, l'accord sur les réfugiés entre l'UE et Ankara. Signé le 18 mars 2016, cet accord prévoyait que tous les migrants irréguliers rejoignant les îles grecques (et n'ayant pas de demande d'asile ou dont celle-ci serait jugée irrecevable) seraient renvoyés en Turquie. L'UE s'était engagée en contrepartie à accélérer le versement d'une compensation financière de 3 milliards d'euros et à relancer le processus d'adhésion. Ce dernier, amorcé en 2005, était pratiquement au point mort, du fait de désaccords sur toute une série de questions, dont celle de Chypre, dont la partie Nord est occupée depuis 1974 par l'armée turque.

Samedi, M. Erdoğan a déclaré que l'Union européenne lui « simplifierait la tâche » si elle décidait elle-même d'abandonner les négociations d'adhésion.

Les purges massives menées par le régime d'Ankara après la tentative de coup d'État, l'été dernier, ont fortement contribué à assombrir le tableau, les Européens dénonçant la dérive autoritaire de l'homme fort d'Ankara. Celui-ci attribue la responsabilité du coup d'État aux réseaux du prédicateur musulman et opposant Fethullah Gülen, en exil aux États-Unis - une accusation récusée par l'Allemagne, a récemment déclaré Bruno Kalh, le chef des services de renseignements allemands, le BND.

Avec l'Allemagne - où la communauté turque représente 1,4 million de personnes -, comme avec plusieurs pays de l'UE, l'entrée en campagne de M. Erdoğan pour le référendum d'avril a encore dégradé le climat. Cela a été le cas après l'interdiction de réunions publiques, notamment aux Pays-Bas, d'où deux ministres turcs ont été refoulés, début mars. En Allemagne « M. Erdoğan et son gouvernement ne sont pas bienvenus », a déclaré Volker Bouffier, vice-président de la CDU et proche d'Angela Merkel. Des « méthodes nazies », a rétorqué à plusieurs reprises M. Erdoğan, en s'en prenant aux Européens avec des menaces à peine voilées. « Si vous continuez à vous comporter de cette manière, demain, aucun Occidental ne pourra plus faire un pas en sécurité, avec sérénité dans la rue, nulle part dans le monde », a-t-il déclaré, la semaine dernière à Ankara. « La Turquie n'est pas un pays qu'on peut bousculer », a répété le chantre du renouveau ottoman. La révision constitutionnelle, qui suivrait un « oui » au référendum du 16 avril, pourrait lui permettre de rester

ÉDITORIAL par Arnaud de La Grange adelagrang@lefigaro.fr

## La fièvre turque

Recep Tayyip Erdoğan est en train de réussir quelque chose de singulier. Lui, président turc, réalise ce qu'aucun dirigeant européen n'a réussi à faire jusqu'ici. Dans une campagne de politique intérieure, parler de l'Europe à tout bout de phrase. Avec des mots fleuris, un langage qui ne manque pas de souffle même si celui-ci est fort nauséabond...

Oui, bien malgré elle, l'Europe est la meilleure alliée d'Erdoğan. Sa carte la plus forte dans la bataille du référendum du 16 avril, qui doit renforcer ses pouvoirs. Pour gagner, il a besoin d'attiser le nationalisme turc. Les Européens font la cible idéale.

Erdoğan enjambe l'Histoire pour puiser ses mots aimables. Il décrit une Europe « raciste », revenue à l'époque médiévale, quand elle était « l'ennemie des Turcs et de l'Islam ». Puis saute au III<sup>e</sup> Reich, accusant les Pays-Bas ou la chancelière allemande de « pratiques nazies ». Dernière saillie en date, celle où il prédit que les Européens ne pourront plus « faire un pas dans la rue en sécurité » si l'UE persévère dans son attitude hostile. L'époque est à la parole « décomplexée »,

certes, mais le propos n'en est pas moins inacceptable...

S'agit-il d'une fièvre passagère ? Le 16 avril sera-t-il un « point de rupture » avec l'Europe, selon les mots d'Erdoğan lui-même ? L'épisode devrait laisser des traces. Ce week-end, le président turc a d'ailleurs évoqué la tenue d'un deuxième référendum, sur l'avenir de la candidature turque à l'UE. S'engageant à re-

**Pour Erdoğan, les Européens font la cible idéale**

voir « de A à Z » la relation avec l'Europe, y compris l'accord conclu sur les migrants. Longtemps, les Européens ont sans doute maladroitement suscité des attentes puis déçu les Turcs. Le temps de la clarification est venu. Au-delà du cas turc, il est clair que l'UE cachectique doit se requinquer et mettre un coup d'arrêt à tout élargissement. La Turquie est un grand pays, riche autant de son histoire que de sa géographie. Elle peut et doit être un grand partenaire stratégique de l'Europe, sans besoin d'adhésion. Surtout quand cette voie n'a plus les faveurs des peuples. Ni en Europe, ni en Turquie. ■

au pouvoir jusqu'en 2029.

### Une victoire loin d'être acquise

M. Erdogan sait qu'il a en main des atouts importants sur des dossiers clés pour les Européens, notamment les migrations et la lutte antiterroriste. En revanche, pragmatique, il a exclu les échanges économiques de sa « révision » des relations euro-turques. Un réalisme qui conduit à s'interroger sur les véritables motivations du président turc : couper durablement les ponts avec l'UE, ou attiser la fièvre nationaliste, le temps de la campagne, pour remporter une victoire électorale loin d'être acqui-

se. Autre chiffon rouge agité par le dirigeant turc, le rétablissement de la peine de mort, initiative guère recevable pour les Vingt-Huit.

Mais Recep Tayyip Erdogan sait aussi qu'il a affaire à des Européens divisés. La France a ainsi marqué sa différence en autorisant la venue du ministre turc des Affaires étrangères Mevlüt Çavusoglu, pour un meeting à Metz. Une décision vivement critiquée par l'opposition, - qui a dénoncé une « rupture de la solidarité européenne » - quand bien même le chef de la diplomatie, Jean-Marc Ayrault, a jugé par la suite que les déclarations d'Erdogan étaient « inacceptables. » ■



Des Turcs défilent dimanche dans les rues d'Istanbul, en soutien au président Erdogan.

LE FIGARO | lundi 27 mars 2017

# Les Turcs allemands pris entre deux feux

NICOLAS BAROTTE @NicolasBarotte  
CORRESPONDANT À BERLIN

AU Theater 28, petite salle dans le quartier de Wedding, on ne joue qu'en turc. Mais ce soir-là, il n'y a pas de représentation. Un meeting y est organisé en toute discrétion. Aucune affiche ne l'annonce et les invitations ont été diffusées sur Internet ou via le bouche-à-oreille. Le Parti républicain du peuple (CHP) de Berlin y mène campagne contre la réforme institutionnelle proposée par le chef de l'État turc, Recep Tayyip Erdogan, pour renforcer ses pouvoirs. À l'entrée, en attendant l'arrivée de Mehmet Bekaroglu, député du CHP et défenseur des droits de l'homme, on distribue des tracts barrés d'un mot, « Hayır », qui appellent au « non ». Une soixantaine d'hommes et de femmes, aucune n'est voilée, sont venus l'écouter. « Cette campagne divise notre communauté », soupire Kenan Kolat, le président de la section berlinoise du CHP. « Quand il s'agit d'Erdogan, les gens sont radicalement pour ou contre ». Assise sur un canapé avec ses amies, Fatma s'inquiète : « Pour nous, il faut défendre la démocratie. Mais ce sera très serré au sein de la communauté. »

Depuis des mois, la communauté turque d'Allemagne subit la pression binaire d'une campagne référendaire transformée en plébiscite. Ils sont environ 1,4 million à pouvoir participer : c'est la plus importante communauté turque d'Europe. Si le vote a lieu le 16 avril, il commence dès lundi et jusqu'au 9 avril pour les résidents à l'étranger, qui peuvent voter dans 13 consulats ou locaux de vote. Le parti du président, relayé en Europe par l'Union des démocrates turcs-européens (UETD), espère faire le plein des voix. L'AKP a obtenu 60 % des suffrages lors des dernières élections avec un taux de participation de 40 %. Erdo-

gan joue sur la fibre nationaliste pour mobiliser. Il peut aussi s'appuyer sur les mosquées turques contrôlées par le Di-tib; bras armé en Allemagne de la Direction des affaires religieuses. Officiellement, elles ne s'impliquent pas dans la campagne. Mais les prêches des imams font régulièrement l'éloge de la patrie.

Le CHP et les autres partis d'opposition à Erdogan ont lancé une contre-offensive. Le chef de file des Verts Cem Özdemir a ainsi appelé à voter non : « Il ne s'agit pas que de l'avenir de la Turquie mais aussi de notre coexistence pacifique en Allemagne, où nous sommes à la maison. » Les autorités allemandes comme européennes s'inquiètent de la dérive autoritaire du pouvoir à Ankara. Depuis plusieurs semaines, le ton est monté : des meetings pro-Erdogan ont été interdits dans plusieurs villes. Les partisans du chef de l'État turc ont crié à « l'injustice antidémocratique ». Erdogan a accusé Angela Merkel de « pratiques nazies ».



Des supporters du régime turc lors d'un meeting en mars à Kelsterbach, en Allemagne.

Le malaise s'est accru au sein de la communauté turque. « Ces comparaisons ne sont pas acceptables mais nous ne sommes pas d'accord non plus avec l'interdiction des meetings », explique Kenan Kolat, à Berlin. « Chacun doit pouvoir dire son opinion. Nous ne voulons pas non plus être instrumentalisés dans le jeu politique allemand. Nous ne sommes pas une balle entre Erdogan et Merkel. Cette escalade est mauvaise. Elle ne fait que renforcer le racisme dans la société », poursuit-il.

### Une exportation des conflits

Face aux provocations du président turc, des voix se sont fait entendre dans le camp conservateur pour supprimer la possibilité de double nationalité et relancer le débat sur la « loyauté » des Turcs allemands. « Cela me gêne d'entendre certains en Allemagne dire que "leur" président s'appelle Erdogan », observe un cadre de la CDU. Les Turcs d'Allemagne sont sommés de choisir.



Erdogan détruit

délibérément l'intégration qui s'est faite au fil des ans en Allemagne. La réparation des dégâts prendra des années.

WOLFGANG SCHÄUBLE, MINISTRE ALLEMAND DES FINANCES

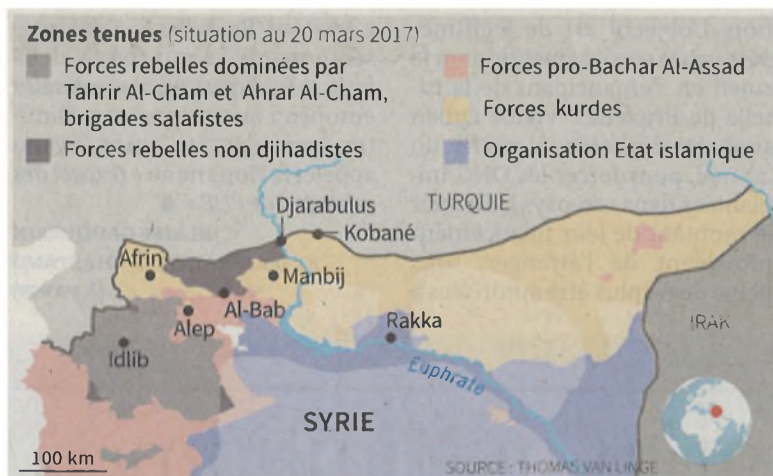
« La majorité des Turcs en Allemagne n'est pas politisée », souligne Ayse Demir, porte-parole de l'Union turque de Berlin (TBB). L'association mène des travaux en faveur de l'intégration en Allemagne. « Mais ce qui se passe en Turquie a un impact dans la vie de la communauté. Cela m'inquiète quand j'entends des jeunes ici en Allemagne dire qu'ils veulent la peine de mort en Turquie ! », poursuit-elle. « Il y a une relation émotionnelle à la Turquie : c'est le pays des parents, des amis... Cela n'a rien à voir avec une question de passeport. Cela n'a rien à voir non plus avec l'intégration : on peut avoir plusieurs cultures. Mais on voit aujourd'hui des jeunes qui ne connaissent la Turquie qu'à travers leurs vacances s'intéresser davantage à la politique en Turquie qu'à celle en Allemagne. Il faut se poser des questions sur la société allemande : il y a trop de discriminations. » Recep Tayyip Erdogan a compris ce ressentiment : « Il dit aux jeunes : "je m'intéresse à vous" », dit-elle.

Il n'y a pas que des jeunes qui sont séduits. Sunay, rencontrée dans une épicerie de Neukölln, le quartier turc, déborde de colère contre l'Allemagne. « Ça fait vingt ans que je vis à Berlin, ces gens sont des racistes. Ils ne veulent pas qu'on s'intègre. Ils vendent leurs vacances au monde entier et donnent des leçons. De quoi se mêlent-ils ? Erdogan est notre président », s'énerve cette quadragénaire. Elle ne rêve que d'une chose : retourner dans son pays lorsqu'elle aura fini de travailler.

Entre les deux camps, pour et contre Erdogan, le ton monte. « Si l'on critique la réforme, on est traité de terroriste, on est injurié », raconte Ekrem, un jeune Turc de 25 ans. « Même menacée », ajoute une amie à côté de lui. Pour l'instant, aucune violence n'a été déplorée. Mais les autorités allemandes s'inquiètent de voir s'exporter en Allemagne les conflits politiques qui agitent la Turquie. ■

# Ankara clôt son intervention militaire en Syrie

La Turquie est irritée de voir la Russie et les Etats-Unis l'empêcher de poursuivre ses opérations à sa guise



Des chars turcs entre Djarabulus, en Syrie, et la Turquie, en septembre 2016. BULENT KILIC/AFP

## LE CONTEXTE

### VISITES

Le secrétaire d'Etat américain, Rex Tillerson, s'est rendu jeudi 30 mars à Ankara pour parler avec le président turc, Recep Tayyip Erdogan, de la guerre en Syrie, au moment où la Turquie annonce la fin de son intervention dans le pays, sept mois après son lancement.

Ce rendez-vous survient à la veille de la première réunion de l'OTAN du chef de la diplomatie américaine à Bruxelles vendredi. Rex Tillerson devrait exiger de ses alliés européens davantage de dépenses pour leur défense. Cette réunion ministérielle a été anticipée d'une semaine après que M. Tillerson a fait savoir qu'il n'y assisterait pas aux dates initiales, les 5 et 6 avril, en raison de la visite aux Etats-Unis du président chinois, Xi Jinping. L'absence du représentant des Etats-Unis aurait été un très mauvais signal alors que les alliés s'inquiètent de l'engagement de l'administration Trump vis-à-vis d'une alliance qu'il avait définie comme «obsoleète».

ISTANBUL - correspondante

**L**e premier ministre turc, Binali Yildirim, a annoncé, mercredi 29 mars, que l'opération militaire menée par Ankara dans le nord de la Syrie était terminée. «L'opération "Bouclier de l'Euphrate" est un succès et elle est achevée. Toute autre opération qui suivra portera un autre nom», a déclaré M. Yildirim. Lancée au mois d'août 2016 avec la bénédiction de la Russie, l'incursion militaire turque dans le nord syrien prend fin après que les ambitions de la Turquie sur le terrain ont été contrées par ses alliés.

Ces dernières semaines, la Russie et les Etats-Unis n'ont eu de cesse de bloquer de façon concertée les avancées de l'armée turque et de ses alliés rebelles syriens, notamment sur Manbij, une ville de la plaine du nord de la Syrie, reprise par les milices kurdes YPG – proches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie) – à l'organisation Etat islamique (EI), quelques jours avant l'incursion turque en août 2016.

#### Sueurs froides

Récemment, sous prétexte de «surveiller» le cessez-le-feu, des soldats russes se sont installés avec armes et bagages dans le can-

ton kurde d'Afrine, attendant à la Turquie, apparemment sans que le président turc, Recep Tayyip Erdogan, en ait été informé par le Kremlin. Empêchée d'avancer à l'est (Manbij), bloquée à l'ouest (Afrine), l'armée turque s'est retrouvée, de facto, empêchée de progresser. La Russie est redevenue, à l'été 2016, la grande partenaire de la Turquie, avec laquelle elle a négocié la reddition de la rébellion anti-Al-Assad à Alep, la ville martyre du nord de la Syrie. Mais, depuis peu, Moscou semble avoir pris fait et cause pour le Parti de l'union démocratique (PYD) dont les YPG sont le bras armé, ce qui n'est pas sans susciter des sueurs froides à Ankara.

Cousin du PKK, et donc qualifié de «terroriste» par le pouvoir turc, le PYD jouit d'excellentes relations avec Moscou. Une représentation du parti y a été ouverte récemment tandis qu'une «conférence kurde» s'y est tenue en février. Dernièrement, le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a une fois de plus insisté pour que des représentants des Kurdes syriens du PYD soient présents aux négociations de Genève. Cette coopération a le don d'ulcérer Ankara, qui n'a guère apprécié le projet de Constitution imaginé par les Russes pour la Sy-

**Cousin du PKK, et donc qualifié de «terroriste» par Ankara, le Parti de l'union démocratique a d'excellentes relations avec Moscou**

rie. Dévoilé lors des négociations de paix à Astana (Kazakhstan), ce projet comportait la mention d'un certain degré d'autonomie pour les Kurdes syriens. Ankara affirme n'avoir aucun grief contre le peuple kurde de Syrie (environ 2 millions de personnes) mais s'oppose à la création d'une région autonome kurde dirigée par sa bête noire, le PKK.

#### No man's land à la frontière

L'incursion militaire turque au nord de la Syrie visait deux objectifs : nettoyer des djihadistes de l'EI les territoires jouxtant la frontière et empêcher des combattants kurdes syriens de faire la jonction entre leurs cantons à l'est et à l'ouest. Le premier est achevé, le second est en question, tout comme l'ambition de M. Erdogan de «sécuriser une zone de



5000 kilomètres carrés» dans le nord de la Syrie pour y installer des réfugiés.

La Turquie héberge actuellement 3,5 millions de réfugiés syriens sur son sol tandis que plusieurs dizaines de milliers de personnes sont coincées dans un no man's land à la frontière turco-syrienne, fermée à double tour de-

puis la signature de l'accord Turquie-UE sur les migrants.

Source d'irritation supplémentaire pour la Turquie, l'allié américain mise, lui aussi, sur les milices kurdes dans son combat contre l'EI en Syrie. Combattants aguerris, véritables moines-soldats, ces milices seront le fer de lance de l'offensive à venir sur Rakka, l'un

des derniers bastions des djihadistes dans l'est de la Syrie. A cet effet, le Pentagone a commencé à armer les Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition militaire arabo-kurde dont les milices YPG sont le noyau.

Il s'agit d'un camouflet pour le président Recep Tayyip Erdogan, dont l'armée, la deuxième de

l'OTAN en nombre d'hommes, semble avoir été tenue à l'écart des opérations. L'offensive sur Rakka et plus largement la situation en Syrie seront au centre des discussions avec Rex Tillerson, le secrétaire d'Etat américain, attendu à Ankara jeudi 30 mars. ■

MARIE JÉGO

Le Monde MERCREDI 29 MARS 2017

# Le soutien de la Russie aux Kurdes de Syrie agace la Turquie

Moscou et Ankara font des choix divergents dans la poursuite de la guerre

ISTANBUL - correspondante

La Turquie se targuait, début mars, de vouloir acheter des systèmes antiaériens S-400 à la Russie, présentée alors comme un partenaire au moins aussi stratégique à ses yeux que l'Union européenne et l'OTAN. L'idylle s'est considérablement assombrie depuis que des troupes russes ont débarqué, lundi 20 mars, dans la province d'Afrine, dans le nord-ouest de la Syrie. Attenant à la frontière turque, ce territoire est tenu par les milices kurdes syriennes YPG (Unités de protection du peuple), le bras armé du Parti de l'union démocratique (PYD), autant d'organisations qualifiées de « terroristes » par Ankara.

La relation s'est franchement gâtée lorsqu'un garde-frontière turc a été tué dans la région turque du Hatay, à la suite de tirs en provenance d'Afrine, mercredi 22 mars. Dans la foulée, le chargé d'affaires russe à Ankara a été mis en garde : si semblable incident devait se reproduire, la Turquie n'hésiterait pas à bombarder les positions kurdes du nord de la Syrie. Officiellement, Moscou a placé ses soldats à Afrine pour mieux « surveiller » l'accord de cessez-le-feu parainé en décembre 2016 avec la Turquie. Les YPG, pour leur part, assurent qu'une base militaire russe verra le jour et que les combattants kurdes y seront entraînés.

La présence militaire russe à Afrine est un véritable coup de poignard dans le dos du président turc, Recep Tayyip Erdogan, qui n'a pas été averti par son « ami » Vladimir Poutine. Que Moscou se pose en défenseur des YPG et du PYD,

**Le Pentagone mise de son côté sur les Forces démocratiques syriennes, dominées par les Kurdes, pour lancer l'assaut sur l'EI à Rakka**

des organisations frères du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie), est un sérieux revers. « Nous sommes peinés de l'intérêt manifesté par la Russie et les Etats-Unis envers l'organisation terroriste YPG », a déploré le président Erdogan, jeudi 23 mars. Une réaction tout en retenue si on la compare au torrent d'invectives déversé sur les alliés européens, les dirigeants d'Allemagne et des Pays-Bas surtout, que M. Erdogan est allé jusqu'à qualifier de « supports du terrorisme » et de « nazis » pour avoir refusé que des ministres turcs fassent campagne en sa faveur à Rotterdam et à Cologne.

**Insignes**

Des prises de vue de soldats russes arborant à Afrine les insignes YPG sur leurs uniformes ont ensuite circulé sur les réseaux sociaux, suscitant l'émoi des internautes et les critiques des éditorialistes. « Le PYD a une représentation à Moscou mais pas à Berlin. Ce sont des soldats russes en Syrie qui portent les insignes des YPG et non des soldats allemands », rapportait Akif Beki, un ancien con-

seiller du président, dans le quotidien *Hürriyet*, jeudi 23 mars.

Une première fêlure dans la relation turco-russe est apparue au moment des négociations de paix à Astana (Kazakhstan), quand les Russes ont fait circuler, fin janvier, un projet de Constitution pour la Syrie avec un certain degré d'autonomie prévu pour les Kurdes. Puis le courant est mal passé lors de la dernière rencontre entre Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan, à Moscou, le 10 mars. Le Kremlin n'a pas apprécié que l'armée turque se soit emparée d'Al-Bab en février, une ville syrienne stratégique enlevée à l'organisation Etat islamique (EI). Selon les accords passés entre Moscou et Ankara, l'armée turque aurait dû laisser Al-Bab aux troupes de Bachar Al-Assad après l'avoir prise.

Les Russes ont dû alors dessiner une ligne de démarcation au sud d'Al-Bab pour séparer Turcs et Syriens. Dans la foulée, la Russie a bloqué l'avancée turque vers Manbij, une ville du nord de la Syrie conquise par les milices kurdes en août 2016.

Le plus étonnant s'est produit lorsque Russes et Américains se sont mis en travers de l'armée turque et de ses alliés rebelles syriens aux abords de Manbij. Empêchée d'avancer dans l'est à Manbij, entravée par la présence russe dans l'ouest à Afrine, l'armée turque est limitée dans ses mouvements. Le projet de M. Erdogan de « sécuriser une zone de 5000 kilomètres carrés » dans le nord de la Syrie, semble durablement compromis.

De facto, l'incursion militaire turque en Syrie a pris fin. Elle visait deux objectifs, nettoyer les abords de la frontière des djihadistes de

l'EI et empêcher les combattants kurdes syriens de faire la jonction entre leurs cantons de l'est et de l'ouest. Le premier est atteint, le second est hors de portée.

Autre contrariété pour Ankara, le Pentagone mise ouvertement sur les Forces démocratiques syriennes (FDS), dont les milices kurdes YPG sont le noyau, pour lancer l'offensive sur Rakka, le fief de l'EI en Syrie. Il s'agit d'un revers supplémentaire pour le président Erdogan, dont l'armée, la deuxième de l'OTAN en nombre d'hommes, semble avoir été tenue à l'écart des opérations. Attendu en Turquie le 30 mars, le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson devra rassurer l'allié turc.

**« Garantie »**

En faisant des YPG un acteur majeur dans la région, Washington et Moscou renforcent la légitimité du PKK, alors que la guerre a repris de plus belle dans le sud-est de la Turquie entre les rebelles kurdes et les forces turques. Dès lors, la Turquie se retrouve confrontée au « plus grand défi sécuritaire auquel elle ait eu à faire face depuis la seconde guerre mondiale », écrit le chercheur américain Aaron Stein, du centre Rafik-Hariri pour le Moyen-Orient

« La Turquie redoute une agression de la part du PYD. Il faudrait une garantie selon laquelle les intérêts turcs seront respectés et que le PYD associera d'autres courants politiques à la gestion des cantons kurdes, mais cela n'est certainement pas pour demain », assure Vahap Coskun, professeur à l'université de droit de Dicle, à Diyarbakir, et spécialiste de la région. ■

MARIE JÉGO

# Le président Erdogan voue la Turquie à l'isolement

## Analyse

MARIE JÉGO

ISTANBUL - correspondante

**LE 16 AVRIL, LES ÉLECTEURS TURCS DEVRONT SE PRONONCER SUR LE NOUVEAU SYSTÈME PRÉSIDENTIEL VOULU PAR LE CHEF DE L'ÉTAT**

**R**ien ne semble pouvoir contenir les excès de langage du président turc Recep Tayyip Erdogan, en pleine surenchère électorale à quelques semaines du référendum censé parachever son emprise sur le pays. « *Le 16 avril est très important. Si c'est nécessaire, pour la patrie et pour l'avenir, nous avons assez de sang à faire couler* », a-t-il martelé lors d'une interview diffusée le 23 mars par les chaînes CNN Türk et Kanal D. L'outrance du propos reflète, selon les politologues, la volonté immodérée du chef de l'Etat de gagner les voix de l'électorat conservateur et nationaliste. L'énergie du président est dirigée vers la campagne pour le référendum du 16 avril, lequel, il l'espère, sera « *couronné à 60 % par le oui* ».

Le cadre est propice à la diabolisation de l'UE, l'alliée traditionnelle, qualifiée de « *fasciste et cruelle* », d'« *anti-islamique et antiturque* ». Ponctué de promesses – rétablir la peine de mort – et de menaces – les Occidentaux « *plus en sécurité dans la rue nulle part dans le monde* » –, les discours de M. Erdogan sont dépourvus de freins, au moins jusqu'au 16 avril. Ce jour-là, les électeurs turcs devront se prononcer sur le nouveau système présidentiel voulu par le « *Reis* » (chef, l'un des surnoms de M. Erdogan).

En cas de victoire, il dirigera l'exécutif, contrôlera le Parlement, régnera sur l'appareil judiciaire avec, entre autres, le pouvoir de nommer 12 des 15 juges de la Cour constitutionnelle. Il redeviendra le chef du parti de la Justice et du développement (AKP, islamo-conservateur), fondé par lui il y a seize ans. Les réformes n'entreront pas en vigueur avant 2019, hormis la disposition concernant la direction de l'AKP par le président, applicable immédiatement en cas de victoire du oui. Qui mieux que M. Erdogan saura remettre le parti sur ses rails ? Surtout qu'un léger mécontentement se fait entendre dans ses rangs.

Cemil Cicek, l'un des vieux compagnons du « *Reis* » et ancien président du Parlement (2011-2015), a ainsi critiqué la tenue du référendum : « *Le moment choisi et le contenu de la réforme pour le système présidentiel sont mauvais. (...) Nous perdons du temps au lieu de donner la priorité aux vrais problèmes auxquels le pays est confronté.* » Il l'a dit le 20 mars, lors d'une réunion avec Binali Yildirim, le chef du gouvernement. Plusieurs anciens ministres, sur la touche, avaient été conviés pour s'investir davantage dans la campagne. Les présents n'avaient pas la tête au référendum. Certains plaident l'accalmie dans les relations « *avec l'Allemagne, qui nous envoie le plus gros contingent de touristes ; et avec les Pays-Bas, qui réalisent les plus gros investissements en Turquie* ». Voir le oui au coude-à-coude avec le non dans

les sondages est une autre source d'irritation. Malgré les meetings retentissants, les affiches géantes du chef, l'AKP peine à convaincre. Dès lors, le discours flambe. Il s'agit aussi de faire oublier aux électeurs la mauvaise passe traversée par l'économie – chute des revenus du tourisme, chômage en hausse, inflation à deux chiffres – ainsi que l'isolement diplomatique du pays depuis que la politique étrangère est devenue l'otage des ambitions du président.

### POLARISATION DE LA SOCIÉTÉ

« *La tactique d'Erdogan est de polariser la société afin de rassembler un noyau dur autour de sa personne. Une bataille culturelle se joue entre les adeptes d'une culture libérale et laïque et ceux qui défendent une vision plus religieuse, plus conservatrice. Dans cette optique, la narration anti-occidentale sert à renforcer le clivage identitaire* », explique Sinan Ulgen, président du think tank EDAM. Le résultat est là. La Turquie est à couteaux tirés avec l'UE, sa meilleure partenaire, destinataire de 50 % des exportations, pourvoyeuse de 75 % des investissements directs, de 80 % des touristes. Les bisbilles sont de mise avec ses proches voisins (Grèce, Bulgarie). Ses relations avec l'allié américain, son partenaire au sein de l'OTAN, sont distantes.

Le président Erdogan n'a eu qu'une seule conversation téléphonique avec Donald Trump, le 8 février, et la Turquie attend toujours la réponse du Pentagone quant à la participation de son armée à l'assaut sur Raqqa, le fief de l'organisation Etat islamique en Syrie, alors que l'offensive a déjà commencé. Les Américains comptent avant tout sur les Forces démocratiques syriennes (FDS), au sein desquelles les milices kurdes syriennes YPG, qui constituent le bras armé du Parti de l'union démocratique (PYD), sont dominantes. La coopération américano-kurde ulcère Ankara, pour qui le PYD syrien est un groupe terroriste, au même titre que son parti frère, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Elle ouvre la porte au scénario redouté par les Turcs, l'émergence d'une région autonome kurde contrôlée par le PKK au nord de la Syrie.

L'alliance avec la Russie, avec laquelle la Turquie a négocié avec succès la reddition de la rébellion syrienne à Alep, file un mauvais coton depuis que des soldats russes se sont installés dans le canton kurde d'Afrine, proche de la frontière turque, officiellement pour « *surveiller* » le cessez-le-feu. M. Erdogan, non averti de ce déploiement par son « *ami* » Vladimir Poutine, s'en est dit « *peiné* ». Il sait que, sur le terrain syrien, il a été lâché par ses alliés. Ces dernières semaines, Washington et Moscou ont bloqué les avancées des soldats turcs et de leurs alliés rebelles vers les zones tenues par les milices kurdes à l'est (à Manbij), comme à l'ouest (à Afrine), ce qui signifie la fin de l'opération militaire turque en Syrie et voue la Turquie à un isolement encore plus grand. ■

jego@lemonde.fr

# Turkey's Wars: Quelling Kurdish Uprisings, and Suffering From Terror Attacks

By PATRICK KINGSLEY / MARCH 31, 2017  
<https://www.nytimes.com>

In Kurdish areas of Turkey, fear and destruction have returned as facts of life after government offensives leveled parts of rebellious cities. And a barrage of terrorist attacks by the Islamic State and Kurdish groups is changing people's sense of personal safety. This is the fourth part in the State of Emergency series, in which our correspondent takes us behind the scenes of today's Turkey, a nation in crisis.

'We're Trapped Between Two Forces'

You're looking at what I saw this month as I drove into the heart of Sirkak, once a busy provincial capital in southeastern Turkey. Government tanks rolled in last year to crush a Kurdish uprising here and in several other places, leaving little behind — some of these city centers are practically ghost towns, and the Kurds who still live here seem haunted, too.

Just a few years ago, after securing a truce with Kurdish separatists, President Recep Tayyip Erdogan seemed destined to become the leader who finally put a halt to decades of bloodshed here. But the negotiations broke down in 2015, and Mr. Erdogan now presides over the resumption of one of the country's most traumatic wars.

It is hard to reach this part of Turkey, near the Syrian and Iraqi borders, at all these days, as the area is still under lockdown. There are now seven government checkpoints between Sirkak and the closest airport. When I reached the third, at the entrance to a town called Cizre, my passport was confiscated and I was questioned for an hour. Who am I? What am I doing



Patrick Kingsley/The New York Times

here?

"You are crazy," the senior officer concluded. "This place is very dangerous."

He rolled up his sleeve to show the scar he carries after one attack here by the P.K.K., the Kurdish separatist group that encouraged last year's uprisings in this region and is widely listed as a terrorist organization. He said he pined for his placid hometown, far away on the shores of the Mediterranean. "Psychologically, this is very difficult," he said before finally letting me go.

As I left Cizre, I passed the basements where dozens of Kurds burned to death in unclear circumstances during a government raid in February 2016.

Just before dusk, I arrived at a village on the outskirts of Sirkak. The mayor here was recently arrested and replaced by a state "trustee," one of more than 80 elected

Kurds who have recently been replaced by government edict.

Unlike in Sirkak or Cizre, tanks did not fire on the village last year, or destroy its houses. As a result, it became a shelter for some of the estimated 500,000 people displaced by last year's fighting. After sunset, and amid a power failure, I met with one family.

The father, a 53-year-old janitor, said they were from Sirkak. When the rebellion began in late 2015, he, his wife and their eight children fled to a different city. But their new landlord later needed their apartment for his own displaced family, so they moved to this village. Fearing that both the security forces and Kurdish militants might harass them if the family were identified, they asked me not to use their names.

For months they lived in a shed, sleeping next to chickens and cows, before a neighbor found them a cleaner place to stay. In the meantime, their home in Sirkak was destroyed, along with much of the city center.

As we spoke, the power came back on, allowing their youngest daughter to do her homework. "This room is for everything," her mother said. "Studying, sleeping, eating."

They say they resent both the insurgents, who prolonged a fight they were never going to win, and the state, which left three of their relatives buried in the Sirkak rubble. "We're trapped between two forces," the mother said.

"Our lives are the lives of refugees," the father added. "We're just waiting." ●



FILE - People arrive in Sirkak city on Nov. 14, 2016, after a 246-day curfew was partially lifted. The curfew in Sirkak, a city of 290,000, was imposed on March 14 as part of operations to eradicate the P.K.K. from eastern Turkey.

REUTERS

# Turkey ends 'Shield' military operation in Syria, PM says

March 29, 2017 / REUTERS

**TURKEY has ended the "Euphrates Shield" military operation it launched in Syria last August, Prime Minister Binali Yildirim said on Wednesday, but suggested there might be more cross-border campaigns to come.**

Turkey sent troops, tanks and warplanes to support Free Syrian Army (FSA) rebels, push Islamic State fighters away from its border and stop the advance of Kurdish militia fighters.

"Operation Euphrates Shield has been successful and is finished. Any operation following this one will have a different name," Yildirim said in an interview with broadcaster NTV.

Under Euphrates Shield, Turkey took the border town of Jarablus on the Euphrates river, cleared Islamic State fighters from a roughly 100-km (60-mile) stretch of the border, then moved south to al-Bab, an Islamic State stronghold where Yildirim said "everything is under control".

Turkish troops are still stationed in the secured regions and along the border. The number of Turkish troops involved in Euphrates Shield has not



Prime Minister Binali Yildirim . REUTERS/Yiannis Kourtoglou

been disclosed.

One aim was to stop the Kurdish YPG militia from crossing the Euphrates westwards and linking up three mainly Kurdish cantons it holds in northern Syria.

Turkey fears the Syrian Kurds carving out a self-governing territory analogous to Iraq's autonomous Kurdish region, a move that might embolden Turkey's own large Kurdish minority to try to forge a similar territory inside its borders.

It views the YPG as the Syrian extension of the Kurdish PKK militant group, which has fought an insurgency in Turkey's southeast since 1984 and is considered a terrorist group by both the United States and European Union.

With the second largest army in NATO, Turkey is seeking a role for its military in a planned offensive on Raqqa, one of Islamic State's two de facto capitals along with Mosul in Iraq -but the United States is veering toward enlisting the YPG.

Turkish President Tayyip Erdogan has said Turkey is saddened by the U.S. and Russian readiness to work with the YPG in Syria. ●



31 mars 2017

# La Turquie lâchée de toutes parts

La visite à Ankara du secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson a montré que la nouvelle administration Trump n'avait pas l'intention de modifier les positions du pays.

## ANALYSE

Par Hala Kodmani — 31 mars 2017  
<http://www.liberation.fr>

Nouvelle déception pour la Turquie après la visite que vient d'effectuer à Ankara le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson. Une déception à la mesure des attentes entretenues par la diplomatie turque d'un changement de la politique américaine avec l'équipe Trump.

Washington semble ne pas vouloir modifier ses positions sur les deux principaux sujets à l'origine de la détérioration des relations ces dernières années avec l'administration Obama. Le soutien américain aux milices kurdes en Syrie, considérées comme terroristes par la Turquie, continue de se renforcer notamment en préparation de la bataille pour déloger l'Etat islamique de Raqqa. Pas de changement non plus sur le refus des Etats-Unis d'extrader l'imam Fethullah Gülen, accusé par Erdogan d'être derrière la tenta-

tive de coup d'Etat de l'été dernier.

## NOUVEAU PIÈGE

Ce revers survient au moment où le partenariat noué depuis l'été dernier avec la Russie en Syrie, et qui a abouti notamment à un accord sur l'évacuation d'Alep, se fissure. Le déploiement de forces russes il y a une dizaine de jours dans la région d'Afrine dans le nord-ouest de la Syrie, à la frontière turque, sous contrôle des mêmes forces kurdes soutenues par Washington, est un coup dur pour Ankara. L'alliance de revers initiée par Erdogan avec Poutine en forme de dépit ou de pression envers les Occidentaux apparaissait habile mais révèle un nouveau piège.

«Il y a eu entente américano-russe pour bloquer la Turquie», estime le chef d'un groupe rebelle syrien qui a participé à l'opération Bouclier de l'Euphrate menée par l'armée turque. L'offensive lancée en août a permis de déloger les forces de l'Etat islamique de la dernière portion de frontière



Le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu (à droite) et le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson à Ankara le 30 mars. Photo Adem Altan. AFP

turco-syrienne qu'ils tenaient et d'empêcher aussi les Kurdes de prendre ces territoires réalisant la continuité de leur zone autonome le long de la frontière turque. «Objectifs atteints» selon la Turquie qui a annoncé mercredi la fin de l'opération Bouclier de l'Euphrate à la veille de l'arrivée du secrétaire d'Etat Tillerson à Ankara.

## DÉCHAÎNEMENT

Lâché par Washington après Moscou au profit de ses pires ennemis, les milices du PYD kurdes, Ankara ne peut certainement pas se tourner vers l'Europe.

Après son déchaînement ces dernières semaines contre les dirigeants européens accusés de l'empêcher de faire campagne auprès des communautés turques, Erdogan a peu de chance de trouver des oreilles attentives.

A la veille du référendum constitutionnel du 16 avril en Turquie, prévoyant notamment l'élargissement des pouvoirs du président de la République, ces déconvenues diplomatiques tombent mal. A moins que l'argument de «la forteresse assiégée» ne joue en faveur de la campagne d'Erdogan, qui n'a cessé de jouer sur la fibre du nationalisme turc. ◆

AFP

## Irak: dans la province de Kirkouk, drapeau kurde sur les bâtiments gouvernementaux

Kirkouk (Irak), 28 mars 2017 (AFP)

LE CONSEIL provincial de Kirkouk, dans le nord de l'Irak, a approuvé mardi l'érection du drapeau régional kurde sur les bâtiments gouvernementaux, une décision qui risque d'accentuer les tensions avec Bagdad sur le devenir de cette province riche en ressources naturelles.

La province multi-ethnique de Kirkouk fait l'objet d'une dispute de longue date entre le gouvernement fédéral de Bagdad et la région autonome du Kurdistan, dont elle est voisine.

Les autorités du Kurdistan irakien souhaitent intégrer dans leur giron cette province dont elles contrôlent déjà une grande partie depuis juin 2014 et la débâdage des forces irakiennes face à l'offensive du groupe Etat islamique (EI).

"Le conseil provincial a approuvé (...) une proposition visant à ériger le drapeau de la République d'Irak et le drapeau du Kurdistan sur les bâtiments gouvernementaux", a déclaré à la presse le gouverneur de la province, Najm al-Din Karim.

La mesure a été adoptée grâce aux 25 voix des conseillers kurdes, les 16 conseillers arabes et turkmènes n'ayant pas participé au vote.

Elle intervient après la décision de Najm al-Din Karim de faire flotter le drapeau kurde régional sur la citadelle de Kirkouk, suscitant l'inquiétude de la Mission d'assistance des Nations unies en Irak (Manui).

La Manui "met en garde contre toute action unilatérale qui pourrait compromettre l'harmonie et la coexistence pacifique entre les nombreux groupes ethniques et religieux" de la province, a-t-elle déclaré dans un communiqué.

Le Kurdistan s'est constitué en région autonome aux termes de la Constitution



Najm al-Din Karim, gouverneur de la province de Kirkouk (C-D), élève le drapeau irakien à côté du drapeau kurde sur un bâtiment officiel, à Kirkouk, le 28 mars 2017. ©AFP

irakienne de 2005, et son dirigeant Massoud Barzani milite pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination. ●

AFP

## Drapeau kurde à Kirkouk: Ankara dénonce des "mesures unilatérales"

Istanbul, 29 mars 2017 (AFP)

LE GOUVERNEMENT TURC a condamné mercredi la décision "unilatérale" du conseil provincial de Kirkouk, région multi-ethnique dans le nord de l'Irak, d'approuver l'érection d'un drapeau kurde sur les bâtiments gouvernementaux.

"Nous estimons que le vote de l'administration provinciale n'est pas une bonne chose", a déclaré le chef de la diplomatie turque Mevlüt Cavusoglu lors d'un entretien avec la chaîne publique TRT.

"Avant tout, ce ne serait pas une bonne chose de changer la composition ethnique de la région", a-t-il poursuivi. "Imposer des faits accomplis n'est absolument pas une bonne chose, et rien de positif ne sortira des mesures unilatérales", a-t-il ajouté.

Le conseil provincial de Kirkouk a approuvé mardi à la majorité cette mesure, grâce aux 25 voix des conseillers kurdes, les 16 conseillers arabes et turkmènes n'ayant pas participé au scrutin.

La province de Kirkouk, riche en pétrole, fait l'objet d'une dispute ancienne entre le gouvernement fédéral de Bagdad et les autorités (KRG) de la région autonome du Kurdistan, dont elle est voisine.

Le gouvernement turc et Massoud Barzani entretiennent de bonnes relations, mais Ankara s'oppose au passage de Kirkouk sous pavillon kurde, au motif que de nombreux Turkmènes, ethniquement proches des Turcs, vivent dans cette province.

Les peshmergas contrôlent la ville de Kirkouk depuis que les forces de Bagdad se sont précipitamment retirées en 2014 devant l'avancée du groupe Etat islamique (EI).

Le Kurdistan s'est constitué en région autonome aux termes de la Constitution irakienne de 2005, et son dirigeant Massoud Barzani milite pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination.

"Nous soutenons l'intégrité territoriale de l'Irak et de la Syrie", a rappelé le chef de la diplomatie turque mercredi. ●



MARCH 30, 2017

## Arab tribes in Kirkuk demand the city to be under KRG rule

They support raising the Kurdistan flag in the city

by Loaa Adel MARCH 30, 2017 www.iraqinews.com/

**E**rbil (BasNews) Al-Janabeen Arab tribe in Kirkuk started their support for affixing the city to Kurdistan Region.

Jawad al-Janabi, the representative of Al-Janabeen tribe in

Kirkuk, told BasNews "Raising the Kurdistan flag in Kirkuk was one of their[Arabs] requests, because the Peshmerga forces, under this flag, protected the city."

"We as al-Janabeen tribe consider Kirkuk as an inseparable part of Kurdistan Region," asserting that raising the Kurdistan flag in the city is legal and it has to be hoisted alongside the Iraqi flag on the government institutions across the city.

Kirkuk provincial council voted on Tuesday in favour of the decision by governor Najmaddin Karim to install the Kurdistan flag alongside the Iraqi flag on the government buildings in the city.

Sheikh Masrour Naji, head of al-Jabouri tribes in Kirkuk, also told BasNews "we as Jabouri tribe, along with other Arab tribes, are for the decision of raising the flag of Kurdistan over the government buildings in Kirkuk."

Sheikh Naji added that the majority of Kirkuk Arabs endorse the decision except a number of Arab officials who object to it for personal interests.◆

# Pourquoi Ankara met fin à son opération en Syrie

La question du retrait des troupes turques reste encore en suspens.

Caroline HAYEK | OLJ  
31/03/2017  
www.lorientlejour.com

Ankara n'ira finalement pas plus loin qu'al-Bab. L'annonce, mercredi soir, de la fin de l'opération militaire « Bouclier de l'Euphrate », marque, dans l'immédiat, une révision des ambitions militaires de la Turquie en Syrie, heurtées par un double veto : américain et russe. Dans un entretien à la chaîne de télévision NTV, le Premier ministre turc Binali Yıldırım a estimé que l'opération était un succès et n'a pas pour autant exclu la possibilité de lancement d'autres actions militaires en Syrie. L'annonce est survenue à la veille d'une rencontre entre le secrétaire d'État américain Rex Tillerson et M. Yıldırım, suivie d'une réunion à huis clos avec le président Recep Tayyip Erdoğan, à Ankara. Les discussions devaient porter sur la lutte contre le groupe État islamique, et plus précisément sur les préparatifs de l'offensive sur Raqqa, capitale autoproclamée du groupe jihadiste en Syrie. À l'issue de la rencontre, M. Tillerson n'a pas caché le fait que les options mises sur la table étaient « difficiles ».

Autrement dit, Washington semble avoir fait son choix : les Turcs ne participeront, a priori, pas à la grande offensive. Début mars, Ankara avait répété ses objectifs, reprendre Manbij des mains des Forces démocratiques syriennes (FDS, qui comprennent les milices kurdes), puis participer à la grande bataille pour Raqqa. La présence kurde à Manbij est un affront que la Turquie espérait bien laver. Mais



Le président turc Recep Tayyip Erdoğan a rencontré le secrétaire d'État américain Rex Tillerson à Ankara. Yasin Bulbul/Palais présidentiel/Reuters

sans le feu vert de Moscou, et surtout de Washington, qui soutient les milices kurdes, les rebelles syriens soutenus par Ankara n'ont pas pu passer la seconde, notamment au vu du déploiement de troupes américaines aux abords de Manbij. « C'est très spectaculaire de voir des 4X4 américains avec un drapeau étoilé se promener à Manbij. Et le message est clair, c'est "touche pas" », estime une source diplomatique.

La Turquie a également essuyé une déconvenue côté russe. L'établissement d'une zone-tampon dans le Nord syrien si cher aux Turcs, dans le but de contrer le projet d'unité kurde et de sécuriser la zone frontalière, n'a pu être remis sur le tapis auprès de leur interlocuteur du Kremlin, visiblement peu favorable au projet. Pire, Moscou semble avoir pris parti pour les ennemis jurés d'Ankara, en se positionnant dans le canton kurde de Afrin à l'ouest du pays. Une base militaire y a été installée il y a une dizaine de jours et les miliciens kurdes y recevront une formation militaire.

## AVAL PRÉALABLE DE MOSCOU

Pourtant, l'opération « Bouclier de l'Euphrate » n'aurait pu voir le jour sans l'aval de Moscou. Le rapprochement entre la Turquie et la Russie en août dernier avait été un préalable au lancement de cette offensive d'envergure. La rencontre des deux dirigeants, Recep Tayyip Erdoğan et Vladimir Poutine, à Saint-Petersbourg le 9 août, avait alors permis d'ouvrir la voie à une participation active d'Ankara sur le terrain syrien, aux côtés des rebelles. Vladimir Poutine, qui soutient militairement le régime de Bachar el-Assad, avait alors déclaré que leurs points de vue sur le problème syrien ne coïncidaient toujours pas, mais qu'ils avaient un objectif commun : celui de régler la crise syrienne. Lancée sur les chapeaux de roue quinze jours plus tard, l'offensive appuyée par l'aviation russe et américaine avait pour but de libérer le Nord syrien de la présence à la fois des jihadistes de l'EI mais également les milices kurdes du PYD (Parti de l'union démocratique), dont la branche armée est proche du PKK (Parti

des travailleurs du Kurdistan), considérée comme une organisation terroriste par Ankara.

L'annonce de la fin de l'opération ressemble à un camouflet pour les Turcs, incapable de convaincre leurs alliés de lâcher l'ennemi kurde. Mais Ankara peut malgré tout se targuer d'avoir rempli une partie de ses objectifs. Les rebelles syriens appuyés par la Turquie ont en effet repris aux jihadistes de l'EI plusieurs villes dont Jarablos, al-Rai, la symbolique Dabiq et enfin al-Bab. Cette dernière, située à 25 kilomètres au sud de la frontière turque, était le dernier bastion jihadiste dans la province d'Alep et relevait d'une importance stratégique. Sa reprise, en février dernier, a certes coûté cher en pertes humaines du côté de l'armée turque, mais elle a permis à la Turquie non seulement de sécuriser une partie de sa frontière en nettoyant la zone des groupes considérés comme terroristes par Ankara, mais aussi de renforcer son influence sur le Nord syrien, qui aurait pu constituer un levier dans les négociations politiques qui ont suivi, mais qui ont finalement capoté. L'intervention turque en Syrie a également rendu, pour l'heure, impossible l'union des trois cantons kurdes formant le Rojava, Afrin, al-Jazira et Kobané.

Les Turcs ont clairement souhaité éviter de transformer leur opération en un boubier et de revoir leur objectif à la baisse. La question de leur retrait militaire du Nord syrien reste toutefois en suspens. Les groupes rebelles qui coopèrent avec la Turquie sont pour l'instant dans l'expectative. Un haut responsable du Front du Levant, contacté via WhatsApp, n'a pas souhaité, pour l'heure, faire de commentaires. Le leader de la brigade nommée « Sultan Mourad », Fahim Issa, a pour sa part estimé que « tant que la menace kurde sera à leur frontière, les troupes turques ne quitteront pas le sol syrien ». De quoi alimenter encore de nombreux casse-têtes diplomatiques... ■

## Les Russes implantent une base à Afrin en accord avec les Kurdes

www.lorientlejour.com 21/03/2017

Les troupes russes implantent actuellement une nouvelle base militaire dans la province d'Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie, en accord

avec la milice kurde syrienne YPG (Unités de protection du peuple), a annoncé hier un porte-parole de celle-ci. Cette base militaire « entre dans le cadre de la coopération contre le terrorisme », a dit à Reuters Redur Xelil, porte-parole

de l'YPG, milice dont Ankara cherche à contrer la progression territoriale et dans laquelle les autorités turques voient une extension du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), actif dans le sud-est de la Turquie.

L'accord sur la base a été conclu dimanche, et les forces russes vont dans ce cadre-là fournir aux miliciens kurdes une formation militaire, a-t-il continué. Les troupes russes sont déjà arrivées à l'emplacement de la base, avec des véhicules de transport de troupes et des véhicules blindés, a-t-il précisé. ■

# Erdogan's Syria plans unravel

With Washington expressing support for Kurdish militias in the fight against Islamic State in Syria, a central plank of Erdogan's Syria strategy has been blown apart

Current issue | Issue 1338, 30 March 2017  
weekly.ahram.org.eg

Perhaps the rush of events in the area stretching beneath the Anatolian underbelly in northern Syria and Iraq can best be summed up in the words: "All of Turkey's allies in Syria have turned their backs on Ankara or are about to." Clearly, developments there—the product of the many conflicting designs and the rivalries of international and regional powers over the spoils of the Syrian civil war — are working against the carefully worked out calculations of Turkish President Recep Tayyip Erdogan.

For fear that it will have no place whatsoever in the region beyond the Taurus Mountains and in Syria, specifically, where Turkish forces have been fighting so that their leader can pray in the Umayyad Mosque in Damascus, Ankara has been scrambling desperately to win some influence over how the pie is divided in the post-IS period, which appears to be rapidly approaching in Mosul and in Syria. The latter is particularly problematic because that is where it launched Operation Euphrates Shield seven months ago with the stated purpose of fighting the takfiri terrorist organisation while its main purpose was preventing the extension of the Syrian Kurdish controlled regions in northern Syria across the border to the predominantly Kurdish-populated regions in southern Anatolia. As the situation stands at present, it looks like this second objective is out of reach.

According to observers and experts, including some close to decision-making circles in Ankara, the losses from Operation Euphrates Shield, in human and material terms, far exceed the gains. Moreover, large segments of public opinion, ignored by the government controlled media, are growing increasingly discontent as they watch the attrition on their country's human and material resources as the result of what they are convinced is a futile military adventure.

Such sentiments, regardless of the pains that the government has staked to "contain" them, worry the ruling circles in Ankara. More deaths among Turkish officers and troops deployed in the Syrian quagmire can only stir troubles at home. At this crucial juncture in the run up to the referendum on the highly controversial constitutional amendment, 16 April, bad news from Syria is the last thing the regime in Ankara needs at present. Moreover, the worst of the news, from its perspective, is not being shaped so much by IS, which Ankara claims to be fighting, or by the groups that Ankara claims to be linked with the PKK, which are its main target, as it is by its ally, Washington, with no small help from Moscow. The upshot is that Turkey has lost considerable ground in its bid to control over northern Syria after long trying to impress the Turkish public of its ability to assert its will there.

The US has finally made it clear that it believes it's necessary to continue its support for the Kurds in northern Syria. In a recent announcement, it declared that the Syrian Democratic Forces (SDF), an umbrella group of largely Kurdish militias, did not pose a threat to Turkey. Washington's support for these forces infuriated Ankara, which continues to regard them as "terrorists". "It is unfortunate that some of our allies have chosen the Kurdish YPG (People's Defence Units) as their partner in the war against IS in spite of our many repeated warnings against this," said Turkish PM Benali Yildirim.

The American stance has strengthened the hand of the SDF, the leaders of which had made it clear that Turkey could not have a role in the campaign to wrest Raqqa from IS control. "Turkey is an occupying power. It can not be allowed to occupy more Syrian territory," said SDF Spokesman Talal Silo who went on to say that SDF officials conveyed a message to this effect during a meeting with Senator John



McCain and US military officials in northern Syria in late February. "We expect that within a few weeks there will be a siege of the city," he added confidently.

To drive the point home that there can be no Turkish role in the battle for Raqqa, US flags appeared on top of some tanks and armoured vehicles stationed in areas under SDF control. To make matters worse, the US and Russia are coordinating very closely there, and right beneath Ankara's nose. So much was obvious when General Sergei Rudskoi, a spokesman for the Russian general staff, confirmed that Russian commanders in Syria had negotiated agreements in March in accordance with which SDF forces would cede control of a number of villages to forces loyal to Damascus.

The handover of a number of villages near Manbij, indeed, took place, bursting one of the bubbles of Erdogan's dreams of conquest in Syria. He had previously declared that Manbij would be the next target of the Turkish backed Syrian opposition militias in the framework of Euphrates Shield. Yildirim quickly stepped to stress that Turkey would never plan a military campaign against that town without first coordinating with the US and Russia, which have forces in the vicinity. Following the handover of the villages Yildirim mumbled that Ankara had no objection to the Syrian army's assumption of control over the villages and that "Syrian territory should belong to the Syrians." So saying, the prime minister signalled a stunning reversal from the position that Erdogan had proclaimed with his customary bravado when he threatened to attack Kurdish forces in Manbij if they did not retreat to the east of the Euphrates. The Pentagon contributed to taking the wind out of the sails of that threat by means of the deployment of small but visible contingents of US forces there, a symbolic gesture meant to serve as a deterrent.

The Syrian army benefited in another way from the shifting scene. It was able to clear a path to the Euphrates in order to secure water supplies for Aleppo. This, too, could not have happened without some form of collaboration with the SDF and without the blessing of Uncle Sam.

All the foregoing has made life rather awkward for Turkey in Syria. In its high-profile engagement there it has been unable to fulfil its threats of all out war against Kurdish forces thanks to the Americans, aided and abetted by Moscow.

◆◆◆

# Kirkuk raises Kurdistan flag over state buildings after 'historic' vote



Placing the Kurdistan flag inside Kirkuk Provincial Council after it approved raising the flag across the province's governmental buildings. Photo: Rudaw video



The hoisting of the Kurdistan flag along the Iraqi flag on the Kirkuk Governorate per the approval by the city's provincial council, March 28, 2017.

By Rudaw.net 28/3/2017

**KIRKUK, Kurdistan Region** — The Kirkuk Provincial Council has voted on Tuesday to raise the Kurdistan flag over state buildings in the province, some Turkmen and Arab representatives boycotted the session, following earlier concerns that the move may cause conflict among the city's diverse components.

"Kirkuk is in the heart of Kurdistan," Almas Fadhil Agha, a Kurdish member of the Kirkuk Provincial Council told reporters after the vote. "When you raise the flag of Kurdistan, this means that we are part of Kurdistan Region. Kirkuk is now in the heart of Kurdistan Region."

Kirkuk Governor Najmaldin Karim, the head of Kirkuk Provincial Council Rebwaz Talabani, members of the council, and some of the city's officials gathered in front of the Provincial building as the governor raised the

Kurdistan flag.

The governor said that the vote is "a historic decision" for the province which represents the will of the people of Kirkuk, including Turkmen, Arab, Assyrians and the Kurds, adding that this move does not affect the "the political future of Kirkuk."

Karim noted that among those who voted for the Kurdistan flag were Turkmen, Arab, and Assyrians as the Kurdish-led Brotherhood faction who voted in favour also includes non-Kurds.

Saad al-Hadiithi, the spokesperson of the Iraqi Prime Minister, told Rudaw on Tuesday that the move by the local government in Kirkuk is "unconstitutional."

Ahmad Askari, another Kurdish member of the council, told the reporters that the vote "is the implementation of the article 140," referring to Article 140 of the Iraqi constitution, which calls for normalization of areas it refers to as disputed, to be followed by a referendum on whether or not those

regions want to be part of the Kurdistan Region

Karim said that the vote was in response to a popular demand from all people of Kirkuk, although "it came late."

Tens of Arab and Turkmen people earlier in the day visited the governor's building, in what Governor Karim said was to show their support for the local government in Kirkuk, and the Kirkuk Provincial Council, and to express the position of Arab and Turkmen people in the province with regard to the Kurdistan flag.

"We thank them. They are all our brothers," Karim said as he received the Turkmen and Arab delegation. "This is to show the stance of the Turkmen and Arab citizens in response to those who think of the flag raising issue as though it will make the people of Kirkuk to turn against each other. This is especially [a response] to some irresponsible officials from the Turkmen Front who say this stuff and who say that this will cause a bloody war. This rhetoric does not have a listening ear among the Arab, Turkmen people, nor among the Kurds."

Karim was referring to an earlier comment from the head of the Iraqi Turkmen Front (IFT) Arshad Salihi that if the council voted to raise the flag, it may spark a conflict affecting all parties.

"Kirkuk is a fire that if ignited will burn everyone," Salihi, told Rudaw on Saturday, commenting on raising the Kurdistan flag in Kirkuk. "That is why I say 'Mr Najmaldin you are wrong, and I hope that you reconsider your decision.' Otherwise, we cannot control angry youth when they take to the streets."

Governor Karim raised the Kurdistan flag alongside the Iraqi one over the castle of Kirkuk on the eve of the Kurdish New Year, Newroz, on March 20, after he signed a decree to raise the Kurdistan flag a week before. He then asked the Kirkuk Provincial Council to consider raising the flag over state institutions.

Kurdish factions have the majority of the seats in the Kirkuk Provincial Council.

Rudaw understands that all eight members of the Turkmen Front did not attend council session, nor did several members of the Arab Council.

An Arab member of the Iraqi parliament told Rudaw on Sunday that he thinks the move by the governor is unconstitutional.

"This province is still part of the [Iraqi] central government," Khalid Mafraji, an Arab MP for Kirkuk said. "It is described as a disputed area in the constitution as well. That is why if the Kurdistan flag were raised, it would be in violation of the constitution."

Baghdad earlier in the week said that the local government in Kirkuk does not have the right to raise the Kurdistan flag, claiming that Kirkuk is under the authority of the central government, and therefore should abide by its regulations.

Governor Karim said on Wednesday that the Iraqi constitution does not stipulate that only the flag of Iraq should be raised.

Turkish officials and the United Nations office in Iraq expressed concerns that the move was against the province's ethnic harmony and peaceful coexistence

Governor Karim dismissed the





concerns on Wednesday, saying: "It doesn't say in the constitution that only one flag can fly in Kirkuk or that only one party can rule.

The Kurdistan Regional Government (KRG) expressed its concern with the UN statement when on Sunday the head of KRG's Foreign Relations received the head of the UN mission in Iraq.

"In fact, what is being said about raising the Kurdish flag in Kirkuk is neither constitutional nor appropriate," he added.

Karim said on a different occasion that the flag of Kurdistan represents all the communities of the multi-ethnic province of Kirkuk.

The multi-ethnic city of Kirkuk is home to Kurds, Arabs, and

Turkmen among others. It has been secured by Kurdish Peshmerga forces since mid-2014 after Iraqi government troops left the city ahead of a possible attack by radical Islamic insurgents when they took over large swathes of the country. The province has one of Iraq's largest oil fields within its borders.

"Kurdistan's flag is not only the flag of the Kurds, it is the flag of all the social elements of Kirkuk. We tell those who want to instigate chaos: This flag is that of the Arabs and Turkmen, as well as the Kurds. It is the flag of Kurdistan, which is a place for everyone," Karim said at last week's Newroz event. ■

Bloomberg

30 March 2017

# Tillerson Says Turkey and U.S. Face Tough Choices Over Kurds

By Nick Wadhams / 30 March 2017  
<https://www.bloomberg.com>

Secretary of State Rex Tillerson said the U.S. and Turkey face "difficult choices" over the best way to combat the Islamic State, highlighting their stark disagreements on whether Kurdish forces should play a role in the battle to retake the jihadists' stronghold in Syria.

Tillerson, in the Turkish capital for the day, is seeking to shore up support from a crucial NATO ally in the fight to expel Islamic State from Syria and Iraq. The U.S.-led coalition battling the group is backing Kurdish forces as it prepares a campaign against the city of Raqqa. The Turkish government doesn't want the Kurds in the fight, seeing them as an extension of Kurdish militants waging a separatist war in Turkey.

"What we discussed today were options that are available to us," Tillerson said Thursday when asked about the participation of Kurdish YPG forces in a joint news conference with Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu. "They are difficult options, let me be very frank. These are not easy decisions. They are difficult choices that have to be made."

Cavusoglu minced no words in expressing Turkish displeasure with the U.S. support for the Kurdish forces, saying it had impacted ties with the Obama administration. "It isn't right to cooperate with a terrorist organization while fighting against another one," he said.

The interaction between the two men at the press briefing reflected the changing contours of the bilateral relationship in the months since Turkey's government suppressed a coup attempt and President Donald Trump won election. Cavusoglu repeatedly criticized the U.S. with Tillerson standing right next to him -- over its support for the Kurds and refusal to extradite a U.S.-based cleric Turkey says was responsible for the failed coup -- while the top U.S. diplomat emphasized areas of unity.

Turkey is viewed as a critical North Atlantic Treaty Organization ally given its strategic geographic position between Europe and Asia, a bridge that has served as an entryway for refugees fleeing violence in Syria. The country has NATO's second-largest military and hosts about 1,500 American military personnel and aircraft -- as well as troops from Italy, Spain and elsewhere -- at Incirlik Air Base, a staging point for the fight against Islamic State.

Tillerson made no mention of Turkey's slide toward authoritarianism under President Recep Tayyip Erdogan, or the post-coup attempt crackdown in which more than 100,000 people have been fired from their jobs, suspended or jailed, including prominent journalists, activists and academics. He didn't address the referendum Turks will hold next month on whether to grant Erdogan even more power. In a break from past precedent, Tillerson isn't meeting opposition leaders on his trip, and U.S. officials say the top U.S. priority now is fighting Islamic State.

## 'VOLATILE ALLY'

"I get a sense that the strategy of the U.S. is to try to manage the



Turkish President Tayyip Erdogan meets with U.S. Secretary of State Rex Tillerson in Ankara. Yasin Bulbul/Presidentia 1 Palace/Handout via REUTERS

relationship with a volatile ally, to do our best to contain the fallout from Turkey," said Jonathan Schanzer, senior vice president at Foundation for Defense of Democracies. "There is a difficulty on how exactly to handle something like this because no one's kicking Turkey out of NATO anytime soon."

Erdogan, whom Tillerson met for about two hours on Thursday, has been blunt about his opposition toward U.S. support for Kurdish fighters. Their separatist aims are shared by a militant Kurdish group that has been fighting for autonomy in Turkey's southeast for more than three decades. In an interview with Bloomberg last year, he said the U.S. was "doing wrong before the eyes of the world" and endangering Turkey's future by giving them weapons.

## RAQQA ATTACK

Speaking to reporters before the trip, a senior State Department official said an assault on Raqqa must be "militarily viable" though the U.S. was aware of the Turkish government's concerns about American support for the Kurdish fighters. The official spoke on condition of anonymity as part of the ground rules for the call.

Erdogan has accused U.S.-based preacher and former ally Fethullah Gulen of organizing the coup and has become increasingly impatient with the U.S. for not turning him over. The State Department argues that the courts must handle Turkey's extradition request.

Cavusoglu accused a former U.S. prosecutor of being "closely linked" to Gulen and repeated the extradition demand. "We expect at least some administrative measures to be taken and a temporary arrest" of the imam in the U.S., he said. Tillerson also met with Prime Minister Binali Yildirim before his session with Erdogan.

Turkish officials are also expected to protest the arrest in the U.S. of a senior executive at one of Turkey's largest state-owned banks on charges of conspiring to evade trade sanctions on Iran. Mehmet Hakan Atilla, a deputy chief executive officer at Turkiye Halk Bankasi AS, is accused of conspiring with Reza Zarrab, an Iranian-Turkish gold trader, to launder hundreds of millions of dollars through the U.S. financial system on behalf of Iran and its companies. He was arrested Monday. ●



## Politique et société



# Quels défis pour la société iranienne aujourd'hui ?

**La révolution de 1979 a transformé l'Iran en une République islamique. Près de 40 ans plus tard, quel en est le bilan et quel a été l'impact de la révolution de 1979 sur la société iranienne ?**

Firouzeh Nahavandy : Le bilan général de la République islamique est pour le moins déconcertant et ses résultats sont paradoxaux, voire contradictoires.

D'un point de vue politique, la révolution a abouti à la mise en place d'un système par lequel la coalition au pouvoir depuis 1979 contrôle tous les niveaux de décision, dans la mesure où les institutions de type occidental (présidence, parlement, corps d'armée, ministère de l'Économie) sont balancées par des institutions islamistes au pouvoir fort (Guide suprême, Conseil des Gardiens de la Constitution, Gardiens de la Révolution, fondations religieuses). Cela permet au régime de tolérer encore un semblant d'élections présidentielle et législative qui ne met pas ses prérogatives en danger et a l'avantage d'offrir une soupape de sécurité et un semblant de libre-arbitre à la population. À cet égard, l'Iran n'est aujourd'hui ni une démocratie à l'occidentale, ni un régime islamique total.

D'un point de vue économique, le bilan demeure plutôt sombre et le pays dépend toujours de ses exportations d'hydrocarbures. Par ailleurs, aujourd'hui, l'embellie espérée après la levée des sanctions imposées au pays en raison de sa politique nucléaire tarde à se réaliser. Selon la Banque mondiale, après une reprise

en 2014, le rythme de progression de l'économie iranienne s'est essoufflé, avec une croissance annuelle de seulement 0,5 % au cours de l'année calendaire iranienne (mars 2015-mars 2016). L'Iran tablait sur un taux supérieur à 5 %, mais aurait besoin d'un taux de croissance de 8 %, voire de 10 % pour s'attaquer à l'inflation et au chômage qui dépassent tous deux les 10 %. Il faudra de nombreuses années et de multiples réformes pour que la situation économique s'améliore. Il faudra aussi s'atteler à une croissance économique inclusive. Dix pourcents de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté de 5,5 dollars par jour, 3 % en dessous du seuil des 2 dollars. En mars 2016, Khamenei a blâmé l'Occident et les sanctions et proclamé « l'économie de la résistance », ce que beaucoup interprètent comme une absence de volonté de changement des structures. Les impacts de la révolution sur la société iranienne sont aussi complexes et contradictoires. Le pays est gouverné par une classe religieuse d'un autre temps, mais il est moderne dans son organisation. Il est caractérisé par une culture bouillonnante et une population ancrée dans le présent, ouverte aux innovations et possédant un fort potentiel de créativité. L'islamisation et la création d'un homme nouveau sont loin d'être réalisées. Si une partie de la population reste attachée aux traditions, les valeurs prônées par la République islamique sont aussi ouvertement défiées par une autre partie, dont une majorité des jeunes dans les villes, et il y a résistance. Les codes vestimentaires sont

En partenariat avec

UQAM



CHAIRE RAOUL-DANDURAND

entretien

Avec **Firouzeh Nahavandy**, professeure à l'Université libre de Bruxelles (ULB) et membre de la Chaire Raoul-Dandurand, elle est l'auteur de *Être femme en Iran : quelle émancipation ?* (Académie royale de Belgique, 2016).

**Photo ci-dessus :**

Selon la spécialiste de l'Iran Marie Ladièr-Fouladi, il y a eu en Iran une transformation au sein de la famille qui peut être considérée comme une « deuxième Révolution », ayant ébranlé l'ordre patriarcal qui y régnait. Plus écoutées et respectées par leurs parents, les jeunes générations espéraient retrouver ce même dialogue dans l'espace public. Les répressions de 2009 ont cependant laissé place à un certain désespoir, dans une société à l'étroit dans son pays, où l'embellie économique se fait attendre. (© Mansoreh/Shutterstock)

**Photo ci-contre :**

Alors que l'élection de Hassan Rohani avait suscité une certaine satisfaction dans la jeunesse iranienne, les conservateurs disposent toujours de prérogatives très importantes et les mouvements de contestation politique – suite à la violente répression de 2009 – se limitent à des occasions précises et prennent d'autres formes. (© Xinhua)

**Photo ci-dessous :**

Alors que l'Iran a connu l'une des transitions démographiques les plus rapides de l'histoire – la fécondité a baissé de 70 % en l'espace de 15 ans –, le Guide suprême Ali Khamenei a pris un véritable tournant en termes de politique démographique en pronant à partir de 2012 l'abandon du contrôle des naissances décidé par l'ayatollah Khomeini en 1989 et en promouvant une politique populationniste. Cette décision serait avant tout motivée par la volonté de doter le pays d'une « arme démographique ». (© Khamenei.ir)

détournés, la cohabitation entre personnes non mariées (appelée mariage blanc) s'étend, le célibat augmente et la consommation d'alcool et de drogues est alarmante. Officiellement, un million et demi de personnes sont touchées par la consommation de drogues, dont 10 % de femmes. La prostitution prend, elle aussi, des allures inquiétantes. Les Iraniens sont devenus très matérialistes et individualistes. La pratique religieuse est, quant à elle, toute relative. Plus de 70 % d'Iraniens ne prient pas régulièrement et moins de 2 % assistent aux prêches du vendredi dans les mosquées. La culture et le paysage médiatique sont complexes, avec la coexistence d'une culture sécularisée et des projets d'islamisation multiples émanant de l'État. Cela est très visible dans l'art et la littérature (cinéma, théâtre, musique, etc.). Dans une société largement urbanisée (70 %) et globalisée, où près de 88 personnes sur 100 ont un abonnement à un téléphone portable (PNUD (1)), 44,6 % de la population un ordinateur (ITL (2)), 35,8 % accès à Internet à la maison, où 68,5 % utilisent Internet (IWS (3)) et 20,8 % sont sur Facebook (IWS) l'identité se négocie au jour le jour. Il existe plus de 700 000 blogs écrits en persan incluant ceux du Président, des membres du Parlement, des dissidents, des exilés, etc. offrant à la population la possibilité d'avoir une information diversifiée. Et même si l'accès à Facebook ou Twitter est bloqué par les autorités, les Iraniens trouvent des moyens détournés pour



*“ La jeunesse actuelle – qui n’a connu, rappelons-le, que la République islamique – aspire essentiellement, d’une part, à l’amélioration de sa situation économique avec la possibilité d’accéder à un travail décent et à la société de consommation et, d’autre part, à la disparition de la chape morale qui l’étouffe au quotidien. ”*

les consulter. La population est dans son ensemble connectée au monde à travers les médias et les NTIC. Néanmoins, certains craignent que la mise en place d'un Internet national supposé sécuriser le réseau numérique soit aussi une tentative de les couper du monde.

En termes d'indice de développement humain (IDH) (4), le pays fait relativement bonne figure, étant situé au 69<sup>e</sup> rang mondial sur 188 pays. L'accès à la santé s'est considérablement amélioré. L'espérance de vie est de 75,4 ans. L'éducation est le domaine où la République islamique a fait le mieux, avec un taux d'alphabétisation de 85 % et avec, comparativement aux autres pays de la région, un accès important tant des hommes que des femmes à un enseignement primaire, secondaire et universitaire. Toutefois, la qualité de l'enseignement reste inégale. L'exacerbation des inégalités est probablement l'un des échecs les plus importants de la révolution, qui se voulait populaire. Avec un indice de Gini (5) de 38,3 et un coefficient d'inégalité humaine (6) de 32,1, la société « juste » annoncée dans les discours révolutionnaires est bien loin d'être atteinte. Finalement, l'un des points les plus noirs du régime est la situation des droits de

l'homme. Le pays est classé à la 174<sup>e</sup> place sur 179 en matière de liberté de la presse. En 2015, Il y a eu 977 exécutions contre 743 en 2014. Cela équivaut à trois exécutions par jour. La République islamique se caractérise aussi par ses exactions en matière de droits des minorités et des femmes.

**Alors que le pays a dépassé les 80 millions d'habitants, l'Iran voit sa part des jeunes de moins de 30 ans diminuer petit à petit. Si cette dernière était de 70 % au début des années 1990, elle ne serait plus aujourd'hui que légèrement supérieure à 50 %, au point que l'ayatollah Khamenei appelait à un changement de la politique démographique pour favoriser les naissances et atteindre à terme une population de 150 à 200 millions d'habitants. Comment expliquer cette évolution ? Quels sont les enjeux de la vitalité démographique pour l'Iran ?**

D'un point de vue démographique, l'Iran est un cas très intéressant. Les politiques mises en œuvre dans ce pays oscillent entre pragmatisme économique et considérations géopolitiques. Khomeini, comme Khamenei aujourd'hui, avait en



1979 une interprétation politique du facteur démographique. Dans un premier temps, il avait mis fin aux programmes de planification familiale, qu'il considérait comme « occidentaux » et « impérialistes », visant à réduire le nombre de musulmans. Malgré tout, il avait autorisé le recours aux contraceptifs. L'Iran est encore aujourd'hui, dans la région, le pays où le taux d'utilisation des contraceptifs est le plus élevé : **74** %. Dès 1989, les plannings familiaux furent néanmoins rétablis. Quoi qu'il en soit, l'Iran est un pays dont la transition démographique a été spectaculaire. Le taux de croissance de la population a chuté de manière significative pour passer de 4,091 en 1983 à 1,27 en 2014. Le taux de fécondité atteint 1,7 en 2014 (7) et se situe en

**différent de la précédente. En 2009, la jeunesse iranienne descendait dans la rue pour contester la réélection du président de l'époque, Mahmoud Ahmadinejad. Quelles sont les principales aspirations de la jeunesse aujourd'hui?**

La jeunesse actuelle - qui n'a connu, rappelons-le, que la République islamique - aspire essentiellement, d'une part, à l'amélioration de sa situation économique avec la possibilité d'accéder à un travail décent et à la société de consommation et, d'autre part, à la disparition de la chape morale qui l'étouffe au quotidien. D'un point de vue économique, se pose la question des opportunités d'emploi. Les universités publiques n'exigent pas de versement de frais de scolarité, mais l'État demande qu'à

**„ Les mécontentements ont entraîné la mise en place d'une culture de l'émigration qui touche toutes les couches de la population, alimentée par des stratégies de départ qui ne semblent pas tarir. „**

dessous de la moyenne mondiale. Une évolution qui reflète probablement un changement de comportement des femmes et l'évolution de la société dans son ensemble.

En 2009, le président Ahmadinejad tente de rétablir une politique nataliste et avance le chiffre symbolique de 150 millions de personnes. Il reprend d'ailleurs la rhétorique de Khomeini en déclarant que l'idée que deux enfants sont suffisants est une importation occidentale. Dès 2012, Khamenei prend le relais et annonce qu'il faut reconsidérer la politique démographique et en 2013, un projet de loi intitulé « Population et exaltation de la famille » est présenté au Parlement. Après quelques amendements, il est mis en œuvre en 2015. Dès lors que toutes les mesures du projet - en dépit du fait que Khamenei invoque le vieillissement de la population et la dépopulation - ne se justifient pas démographiquement, comme le montre très bien la démographe Marie Ladié-Fouladi (8), que du point de vue de la santé publique les résultats peuvent être catastrophiques, en particulier pour les plus démunis (9) et que de surcroît elles représentent une incursion sans précédent dans la vie privée, un renforcement des stéréotypes du genre et la réduction des femmes à des machines à procréer (10), il est permis de souligner le caractère géopolitique de celles-ci. Il s'agit de se positionner dans la région, et au-delà dans le monde, comme puissance non seulement politique mais démographique, particulièrement par rapport à la Turquie (80,274 millions d'habitants), à l'Égypte (94,666 millions) ou à l'Arabie saoudite (28,160 millions). Une politique populationniste qui de surcroît renforcerait le nombre de chiites dans le monde.

**Alors que la population iranienne est longtemps restée une population jeune d'un point de vue démographique, elle n'a que tardivement trouvé une représentation sociale (11) au début des années 1970, avec notamment la génération qui sera à l'origine de la révolution de 1979. La nouvelle génération s'est ensuite construite dans un environnement très**



l'issue de leurs études, les diplômés compensent cette gratuité par un service civil de plusieurs années. Beaucoup de jeunes dans cette situation s'estiment bloqués dans leur carrière. Le sous-emploi chronique pousse aussi les jeunes à travailler bien en dessous de leur qualification. Par ailleurs, le baby-boom du début de la Révolution a mis un grand nombre de personnes sur le marché du travail, alors que la situation économique s'est dégradée et que le taux de chômage des jeunes, selon les sources, se situe entre 30 et 50 %. Beaucoup de jeunes ne sont pas indépendants, vivent encore chez leurs parents, ne peuvent se marier ni fonder leur propre famille.

La disparition de la pesanteur morale à travers l'application des codes religieux et le contrôle des activités des jeunes fait aussi partie des grandes aspirations. Les mécontentements ont entraîné la mise en place d'une culture de l'émigration qui touche toutes les couches de la population, alimentée par des stratégies de départ qui ne semblent pas tarir.

Les aspirations au changement se sont exprimées à maintes reprises dans le cadre de ce qui était permis par le régime. Cela s'est traduit, entre autres, par un soutien et un vote massifs des jeunes, lors de l'élection présidentielle de 1997, pour le candidat Khatami, qui incarnait le changement et qui avait promis plus de liberté et une amélioration de la situation des femmes. La relative abstention des jeunes aux élections de 2005, qui ont mené Ahmadinejad au pouvoir, fut une autre manière de s'ex-



**Photo ci-dessus :**

Un Iranien attend du travail dans les rues de Téhéran. La pauvreté s'est beaucoup développée dans le pays ces dernières années : le taux de chômage est passé de 10,6 % en 2014 à 12,7 % en 2016, avec un taux de chômage des jeunes particulièrement préoccupant qui pourrait atteindre plus de 30 % (©AFP/Behrouz Mehri)





primer. Sa réélection en 2009 a suscité une grande protestation, cristallisée dans le Mouvement vert. l'élection de Rohani, en 2013, a de nouveau suscité l'espoir des jeunes, mais encore une fois, il semble bien que les attentes ne sont pas comblées. Dès lors, dans un cadre de contraintes et d'obligations, les jeunes ont appris à détourner les règles et à s'en accommoder de manière subversive. Ils défient le pouvoir sans le confronter ouvertement et sans demander de changement politique de grande envergure. Ils tiennent à des réformes concrètes plus qu'à des bouleversements politiques. Aujourd'hui, ils rivalisent d'ingéniosité pour manifester leurs mécontentements et défier le régime et ses valeurs dès que l'occasion se présente. Ils désirent pouvoir exprimer leur individualité. Ils sont en phase avec la globalisation et désirent pouvoir accéder aux biens auxquels ont accès tous les jeunes - musique, cinéma, sorties, se fréquenter librement, échapper à la surveillance familiale ou de quartier. Les stratégies mises en oeuvre démontrent le fossé qui sépare les jeunes des autorités : rendez-vous dans les



**Photo ci-dessus :**

Mi-avril 2016, de jeunes Iraniennes célèbrent la fin de l'année scolaire. L'Iran compte de nombreuses universités qui accueillent de plus en plus de femmes. Les effectifs d'étudiantes ont 111ème dépassé ceux de leurs homologues masculins au cours de la dernière décennie. ce phénomène serait favorisé par des changements de modes de vie et de structures sociales, et pourrait, à terme, transformer profondément la société iranienne.  
(© fotosaga/Shutterstock)

parcs, fêtes privées, concerts, théâtres clandestins, *dar dar* (rendez-vous en voiture), relations sexuelles hors mariage, avortements. Ces jeunes n'ont pas abandonné la religion, mais les pratiques religieuses, et ils voudraient être écoutés.

**La jeunesse iranienne est présentée comme particulièrement instruite et l'accès au savoir égalitaire entre les sexes. Comme expliquer cela et dans quelle mesure cela peut-il devenir un atout réel pour l'avenir du pays?**

La jeunesse iranienne est en effet l'une des mieux éduquées du Moyen-Orient. Et l'éducation est l'un des domaines de l'IDH où l'Iran fait le mieux. Les dépenses en matière d'éducation s'élèvent à 3,7 % du produit intérieur brut. Le nombre d'années de scolarisation effectuées en moyenne par les hommes est de 15,2 et 15 pour les femmes. On compte 62,2 % des femmes et 67,7% des hommes âgés de 25 ans et plus ayant une éducation secondaire et 60 % des étudiants sont des étudiantes. Cette

évolution s'explique par le souci du régime d'améliorer l'accès à l'éducation, ce qui est dans la continuité d'une politique qui avait déjà commencé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle avec la création du Dar al-Fonoun [première institution d'études supérieures en Iran, fondée en 1851] et puis, en 1934, avec l'inauguration de l'Université de Téhéran et la mise en place de programmes d'études accessibles aux deux sexes. Aujourd'hui, la présence

*„ Cette jeunesse éduquée et ouverte vers l'extérieur est un atout/ et dans l'avenir, elle pourrait relancer la machine économique et contribuer au développement du pays. Dans le même temps/ elle pourrait devenir une menace si ses revendications politiques et économiques ne sont pas entendues et si le régime n'arrive pas à les intégrer. „*

massive des femmes sur les sites universitaires est liée à un phénomène que l'on retrouve dans toutes les sociétés, mais aussi à la détermination des Iraniennes et à ce qu'elles recherchent. L'un des facteurs illustrant le mieux le niveau de savoir des jeunes est la facilité avec laquelle ils sont intégrés à l'étranger. Il y aurait 250 000 ingénieurs, médecins et experts iraniens rien qu'aux États-Unis. En effet, la fuite des cerveaux - importante en Iran - bénéficie aux entreprises étrangères, en particulier américaines. L'Université de technologie Sharif, qui est l'équivalent, en Iran, du Massachusetts Institute of Technology, s'aligne sur les normes du MIT: elle offre des programmes de pointe en technologies de l'information, en biotechnologie, en nanotechnologie et en sciences de l'environnement. Ses diplômés sont accueillis à bras ouverts dans les universités américaines et alimentent ensuite les entreprises de la Silicon Valley. Néanmoins, il faut relativiser le niveau de connaissance des jeunes diplômés iraniens dans la mesure où la qualité de l'enseignement diffère de manière notable selon l'établissement et selon la matière.

Quoi qu'il en soit, cette jeunesse éduquée et ouverte vers l'extérieur est un atout, dans la mesure où elle est dynamique et, dans l'avenir, elle pourrait relancer la machine économique et contribuer au développement du pays. Dans le même temps, elle pourrait devenir une menace si ses revendications politiques et économiques ne sont pas entendues et si le régime n'arrive pas à les intégrer.

**Vous avez récemment publié un ouvrage consacré aux femmes en Iran, dans lequel vous expliquez notamment que les Iraniennes sont reléguées dans une position de citoyennes de seconde zone. Pouvez-vous décrire ici quelle est leur place dans la société iranienne d'aujourd'hui?**



Les femmes doivent conjointement faire face à l'autoritarisme et au patriarcat. Leur place est clairement définie dans le préambule de la Constitution. La femme doit retrouver « son devoir précieux et estimable de mère dans l'éducation des êtres pieux d'avant-garde, combattre aux côtés des hommes dans les domaines actifs de l'existence » et assumer « une responsabilité plus noble et une valeur et une munificence plus grande lui seront reconnues du point de vue islamique ». Officiellement, les femmes sont sous la tutelle des hommes. Dès 1979, la femme voilée et déssexualisée a été une pièce maîtresse de la construction islamique. Le régime entend donc cantonner les femmes à la sphère privée et sublimer leurs rôles de mère et d'épouse. Les droits accordés sont soumis à l'observance et au respect des préceptes islamiques. La République islamique a voulu créer un « sujet féminin » à la fois pieux et politiquement actif. Dès lors, tout changement met l'édifice en danger et la « question des femmes » est encore aujourd'hui un vrai sujet de débat. Paradoxalement, dans certains domaines, comme l'éducation, elles ont fait une avancée remarquable, mais elles n'en tirent pas les profits escomptés. Elles manquent de possibilités sociales et économiques, elles n'ont pas les mêmes droits que les hommes, ni au niveau privé, où l'inégalité leur est imposée, ni au niveau public. De manière générale, leur condition est liée non

seulement à la question religieuse mais au patriarcat, aux problèmes de classes sociales, aux objectifs étatiques et aux positionnements identitaires face à la modernité.

**Alors que la place des femmes dans ce pays n'a pas toujours été ce qu'elle est aujourd'hui, et que la majorité des étudiants sont des étudiantes, quelles sont les aspirations des femmes pour l'Iran de demain ? Sont-elles un vecteur de changement et, si oui, quelles sont les voies de cette émancipation ?** Globalement, les aspirations des femmes sont les mêmes que celles des hommes et en premier lieu une amélioration

de la situation économique, mais aussi une amélioration de leur situation en tant que femmes. Elles luttent comme elles peuvent dans les sphères privées et publiques contre les contraintes qui leur sont imposées. Elles mettent en place des stratégies diverses afin d'optimiser les formes de résistance passive ou active face à l'oppression, sans remettre en cause le régime tout en le défiant et sans passer par les arènes traditionnelles. C'est ce que je développe dans mon livre. Ainsi, le sport, les campagnes d'opinion, la loi, Internet deviennent des terrains de lutte. Toutefois, aucun mouvement ne montre un intérêt réel pour les questions idéologiques, économiques ou stratégiques et tous se focalisent sur celles liées à l'autonomie au sein de la famille et du mariage – des mouvements qui n'ont ni réelle direction ni structures. De manière générale, les questions de démocratisation, de justice sociale et de réformes politiques sont abandonnées aux hommes. Dans le cadre d'une évolution future, elles pourraient être encore une fois marginalisées. Sans nul doute, elles sont des vecteurs de changement de leur propre vie. Et, en raison de leur place centrale dans la construction islamique, tout changement de leur statut peut devenir vecteur de changement plus global. Mais les contraintes de la République islamique sont immenses.

**Lors de son arrivée au pouvoir, le président Hassan Rohani faisait de la lutte contre la corruption et les monopoles qui l'entretennent l'une des priorités de son administration. Quelle est l'ampleur de la corruption**

**Photo ci-contre :**

En vertu de la charia iranienne, les hommes et les femmes doivent enregistrer leur union maritale, au risque d'être considérés comme vivant dans le péché et commettant l'adultère – une infraction passible de la peine de mort. Pourtant, de plus en plus de jeunes couples iraniens feraient le choix de vivre ensemble sans être mariés. En 2015, les mariages ont décliné de 6,5 % et les divorces ont augmenté de 4,5 %. Cette solution de « mariage blanc » ou « d'accouplement noir » serait un moyen d'être ensemble sans les complications bureaucratiques. (© Radiokafka/Shutterstock)



**Être femme en Iran : quelle émancipation ?**

Firouzeh Nahavandy, Académie royale de Belgique, 2016, 128 p.

Dans une grande mesure, les femmes iraniennes fascinent les observateurs étrangers, tant par leur beauté, leur niveau d'éducation, et leur détermination que par ce qui est interprété comme

leur résistance aux injonctions et aux interdictions de la République islamique d'Iran. Souvent considérées comme des vecteurs de changement et d'évolution du régime, les Iraniennes sont aujourd'hui reléguées dans une position de citoyennes de deuxième zone, dans

laquelle elles essaient de survivre et de modifier leur situation, certes non sans ambiguïté. Elles s'octroient une position symbolique potentiellement forte dans une société qui ne leur accorde pas la place qu'elles méritent. Vu de l'extérieur, le fait qu'elle aient joué un rôle important en 1979 lors de la prise de pouvoir de l'ayatollah Khomeini apparaît comme un paradoxe et déroutant.

Cet ouvrage se penche ainsi sur la complexité et les paradoxes de leur situation en allant au-delà des apparences. Il montre que leur quotidien est non seulement conditionné par le cadre religieux mais aussi par le patriarcat, l'appartenance de classe, les objectifs étatiques, voire les positionnements identitaires face à la modernité. Il permet de questionner la réalité de leur émancipation et d'évaluer dans quelle mesure elles peuvent être réellement porteuses de changement.

**Photo ci-contre :**

Manifestation à Berlin pour protester contre la peine de mort en Iran. Alors que l'Iran reste l'un des pays au monde qui exécute le plus par rapport au nombre d'habitants, l'année 2015 fut selon l'ONG Iran Human Rights, une année noire, avec l'exécution de 969 personnes, dont au moins 3 mineurs et 19 femmes, soit une augmentation de 29 % par rapport à l'année précédente. (© 360b/Shutterstock)

**dans le pays et qu'en est-il de l'efficacité et des enjeux de la lutte contre celle-ci ?**

Il ne fait aucun doute que la corruption est un des fléaux les plus importants qui touchent le pays. Et l'arrivée de Rohani n'a pas modifié le courant. L'Iran est classé en 2015 en 130<sup>e</sup> position sur les 168 pays les plus corrompus. L'économie est contrôlée par les organisations paramilitaires, les fondations religieuses et le bureau du Guide (*Setad*). Des structures qui ne rendent de compte à personne et dont le fonctionnement est totalement opaque. Dans un système rentier tel que celui de l'Iran, une marge de la population seulement bénéficie de la manne pétrolière et les plus pauvres en paient le prix. En Iran, la corruption est devenue un système considéré comme acquis et un élément dévastateur de l'économie et de la situation globale de la population. Mais dans un tel système, les chiffres sont opaques. Par ailleurs, il est difficile de mettre en place une planification efficace. En République islamique, il y a de multiples lieux de pouvoir et le clientélisme est nécessaire à la survie du régime : il est primordial d'être proche du pouvoir qui place les siens, qui eux-mêmes placent les leurs. Le régime contrôle l'économie et ses privilèges ne sont jusqu'à aujourd'hui menacés ni par la concurrence ni par le marché. Les ressources sont redistribuées au profit des élites qui sont constituées de réseaux cléricaux, de nouveaux cercles armés, de bureaucrates dévoués, de certains membres du bazar [commerçants très influents] et, de manière générale, de ce qu'on appelle en Iran le « cercle des intimes » (les *Khodis*). Y appartenir

**sont plus dangereux que la drogue ». Comment l'Iran gère-t-il la montée en puissance des nouvelles technologies ?**

L'Iran a peu de moyens de lutte à ce niveau. Dans une société globalisée, il est difficile de combattre l'arrivée des informations. La lutte contre les paraboles est une illustration de ce fait. Le régime procède régulièrement à la destruction de celles-ci, mais elles reviennent de plus belle. Les réseaux internet sont brouillés ou ralentis, mais la population trouve le moyen de contourner les interdits. Les jeunes sont ouverts vers l'extérieur, se fréquentent et se donnent rendez-vous virtuellement,



procèdent à des actions collectives par les réseaux sociaux, mais surtout par téléphone portable. Contre cela, le régime ne peut rien. La mise en place d'un Internet national, qui est en bonne voie et doit sécuriser les réseaux contre des attaques éventuelles, pourra-t-elle empêcher l'évolution et l'expansion de la génération digitale ? Rien n'est moins sûr.

**Entretien réalisé par Thomas Delage le 6 janvier 2017**

**Notes**

- (1) Human Development Report 2015 (<http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/IRN>).
- (2) International Telecommunication Union 2015 (<http://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/stat/default.aspx>).
- (3) Internet World Stats, 2016 (<http://www.internetworldstats.com/me/ir.htm>).
- (4) L'indice de développement humain (IDH) mesure le niveau moyen de développement humain atteint dans un pays donné, sous trois aspects essentiels : santé et longévité, accès à l'instruction et niveau de vie décent. Source des données chiffrées : voir note 1.
- (5) L'indice (ou coefficient) de Gini est un indicateur synthétique d'inégalités de salaires (de revenus, de niveaux de vie...). Il varie entre 0 et 100. L'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé.
- (6) L'indice de développement humain ajusté aux inégalités (IDHI) a pour objectif de déflater l'IDH en tenant compte des inégalités dans la répartition de chaque dimension au sein de la population. L'IDHI reflète les inégalités existant dans les dimensions de l'IDH en « réduisant » la valeur moyenne de chaque dimension en fonction du niveau d'inégalité qu'elle présente.
- (7) Sources Banque mondiale.
- (8) « L'arme démographique de l'Iran », *Orient XXI*, 27 février 2014 (<http://orientxxi.info/magazine/l-arme-demographique-de-l-iran,0528>).
- (9) Farzaneh Roudi, *Iran is reversing its population policy*, Wilson Center, 2012.
- (10) Amnesty International, « You shall procreate: attacks on womens sexual and reproductive rights in Iran » (<https://www.amnesty.org/en/documents/MDE13/1111/2015/en/>).
- (11) Marie Ladier-Fouladi, « La nouvelle jeunesse iranienne : principale protagoniste du changement », *Espace populations sociétés*, 2011/2 | 2011, 291-303 (<https://eps.revues.org/5170>).

*“ Il ne fait aucun doute que la corruption est un des fléaux les plus importants qui touchent le pays. (...) L'économie est contrôlée par les organisations paramilitaires, les fondations religieuses et le bureau du Guide (Setad). Des structures qui ne rendent de compte à personne et dont le fonctionnement est totalement opaque. ”*

permet de se faire attribuer des privilèges économiques, ou d'en attribuer, d'avoir accès aux devises au meilleur cours, d'avoir le monopole du commerce, d'avoir accès à des contrats en dehors des appels d'offres, etc. Depuis quelques temps, la lutte contre la corruption et les accusations et condamnations sont devenues un moyen de lutte politique et une manière d'éliminer ses rivaux. En témoignent les affaires récentes qui passionnent le public et qui, par exemple, opposent le Président au chef de l'Autorité judiciaire. Néanmoins, ce système est difficilement réformable.

**En 2013, le mollah Ali Reza'i, représentant adjoint d'Ali Khamenei dans la province de Khorassan-Sud, déclarait que « les réseaux sociaux tels que Facebook et Twitter**





## Politique et société



# La République islamique et le fait minoritaire

**L'Iran est composé d'une mosaïque de plus de 80 ethnies différentes, les Persans étant majoritaires. Comment le gouvernement iranien se comporte-t-il envers ses minorités ? Quelle est la place des autres ethnies dans le pays par rapport à l'ethnie majoritaire ?**

Ali Dizboni : Tout d'abord, il est important de noter que le compte des ethnies en Iran varie selon les critères conceptuels et statistiques retenus. Comment définit-on une minorité en Iran ? Est-ce sur la base religieuse, linguistique ou raciale ? Que veut dire « minorité ethnique » ou encore « majorité persane » dans le contexte iranien ?

Ainsi, les Bahaïs\*, qui constituent une minorité religieuse – la plus persécutée dans le pays – peuvent être persans et donc appartenir à la majorité ethnique et linguistique du pays. À l'opposé, les Azéris, qui constituent la plus importante minorité linguistique et ethnique du pays, appartiennent à la majorité religieuse (chiite), bénéficiant ainsi des avantages politiques et financiers qui lui sont conférés. À ce titre, il est important de rappeler que le Guide actuel de la Révolution, l'ayatollah Khamenei, est lui-même d'origine azérie.

Outre ces complexités conceptuelles, il est également important de noter que les statistiques disponibles sur les minorités en Iran, qu'elles soient de sources iraniennes ou extérieures, et qu'elles concernent le nombre total de minorités ou leur décompte sectoriel, ne sont ni objectives, ni précises. En effet,

les statistiques officielles iraniennes ne tiennent pas compte des affiliations ethniques ou religieuses ; le dernier recensement avec mention ethnique date de l'ère du Chah, en 1978. À cette époque, les Perses représentaient 52 % de la population et les Azéris 25 %. En 2008, la *Federal Research Division* de la bibliothèque du Congrès américain estimait la population persane à 65 %, les Azéris à 16 % et les Kurdes à 7 %. La même année, le rapport officiel iranien soumis au Comité de l'ONU sur l'Élimination de la discrimination raciale reconnaissait les minorités ethniques suivantes : arabe, azérie, baloutche, kurde, lors, turcomane. Ce rapport, qui ne contenait aucun chiffre, ne faisait que faire correspondre ces minorités à leurs concentrations provinciales.

La nature du régime iranien a un impact sur les minorités numériques (ethniques et religieuses) ou qualitatives (en opposition intellectuelle). En effet, la République islamique d'Iran n'est pas un régime laïc ou séculier, quelle que soit l'acceptation retenue pour ces expressions. Cette théocratie chiite duodécimaine aux couleurs républicaines repose sur un système d'élections tout à fait limité et contrôlé. La foi chiite s'impose comme condition *sine qua non* pour l'occupation de hautes positions dans le pouvoir politique, judiciaire, administratif et sécuritaire. Il n'est ainsi pas surprenant que les minorités religieuses et spirituelles soient particulièrement réprimées. L'argument de la présence d'une majorité chiite

En partenariat avec



entretien

Avec **Ali Dizboni**, professeur au département de science politique du Collège militaire royal du Canada et membre de la Chaire Raoul-Dandurand.

### Photo ci-dessus :

Le 19 mars 2016, une Kurde iranienne célèbre le nouvel an perse, Norouz. Bien qu'ils ne soient que la deuxième minorité du pays (derrière les Azéris), les Kurdes mènent un combat pour la reconnaissance de leurs droits politiques et culturels depuis les années 1920. Leur lutte, plus ou moins virulente selon les époques, leur a notamment permis d'obtenir en 1946 le premier gouvernement kurde indépendant – la république de Mahabad –, qui ne dura finalement qu'un an. (© AFP/Safin Hamed)

### Lexique

\***Bahaïsme** : Religion monothéiste née en Iran au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Issue de l'islam, elle y est actuellement considérée comme syncrétique, donc hérétique. Il y aurait plusieurs centaines de milliers de fidèles en Iran, et plusieurs millions à l'étranger, en particulier en Inde.



pour justifier cette république religieuse est fallacieux car, outre le fait qu'il nie les droits des minorités, il conduit à réprimer la vaste opposition intellectuelle au pouvoir clérical ou à la fusion des sphères religieuse et politique. Le texte constitutionnel lui-même, qui met à dix reprises en concurrence l'Islam et la Constitution comme source de la législation, montre dès sa naissance en 1979 le malaise identitaire d'un régime à cheval entre République et charia traditionnelle.

Sur le plan constitutionnel, les articles concernant les droits des minorités sont minés par des généralités et par leur non-application dans la vie politique et administrative du pays. Dans la constitution de 1979 (1), l'article 13 présente la vision du nouveau régime sur le statut des minorités :

« Les Iraniens zoroastriens, juifs et chrétiens sont reconnus comme les seules minorités religieuses qui, dans les limites de la Loi, sont libres d'accomplir leurs rites religieux et, quant au statut personnel et à l'éducation religieuse, agissent en conformité avec leur liturgie. » Vous noterez que le texte ne mentionne pas les sunnites, alors qu'ils constituent la plus

**“ Officiellement, l'Iran est chiite à 98 %. Le reste de la démographie religieuse se divise entre, d'une part, les plus persécutés, à savoir les Bahais, les convertis et les adeptes de nouveaux cultes (...) et, d'autre part, ceux qui sont reconnus et protégés, à savoir l'islam sunnite et les peuples du Livre. ”**

importante minorité religieuse du pays et sont protégés. Si cet « oubli » est officiellement justifié par la volonté d'éviter tout sectarisme, cela ne saurait cacher la méfiance du régime à l'égard de la population sunnite, perçue parfois comme la cinquième colonne des ennemis sunnites arabes.

Ce contexte sécuritaire est d'ailleurs souligné à l'article 14 de la Constitution :

« Selon le commandement du noble verset (“Dieu ne vous interdit pas d'être bons et équitables envers ceux qui ne vous ont pas combattus à cause de la religion et ne vous ont pas expulsés de vos demeures. Car Dieu aime ceux qui sont équitables”, LX, 8), le Gouvernement de la République islamique d'Iran et les musulmans ont le devoir de traiter les individus non musulmans avec une bonne conduite, justice et équité, et de respecter à leur égard les droits de l'homme. Cet article est valable en faveur de ceux qui ne complotent et n'agissent pas contre l'Islam et la République Islamique d'Iran. »

Cet article démontre que le régime révolutionnaire se perçoit visé par des menaces externes et que « l'État de droit » est secondaire par rapport à « l'État sécuritaire ».

À ce titre, les articles 19 et 26 sont également intéressants :

« Le peuple d'Iran, quelle que soit leur ethnie ou leur tribu, jouit

de droits égaux ; la couleur, la race, la langue ou d'autres ne seront pas une cause de privilège. »

« Les partis, les sociétés, les associations politiques et syndicales, les associations islamiques ou ceux des minorités religieuses reconnues, sont libres à condition qu'ils ne portent pas atteinte aux principes d'indépendance, de liberté, d'unité nationale, aux préceptes islamiques et aux fondements de la République islamique. Nul ne peut être empêché ou forcé à participer à l'un d'entre eux. »

Reflétant clairement un sentiment d'insécurité, ces deux clauses n'ont aucun effet pratique et ne font qu'énoncer des valeurs non seulement très interprétables mais aux antipodes d'autres articles de la Constitution.

#### En dehors de la grande majorité chiite, que peut-on voir dans le paysage religieux iranien ?

Officiellement, l'Iran est chiite à 98 %. Le reste de la démographie religieuse se divise entre, d'une part, les plus persécutés, à savoir les Bahais, les convertis et les adeptes de nouveaux cultes (par exemple, le Cercle mystique – Erfan e-Halghheh) et, d'autre part, ceux qui sont reconnus et protégés, à savoir l'islam sunnite – qui, rappelons-le, est la branche majoritaire de l'Islam – et les peuples du Livre, pour reprendre la terminologie de la charia officielle, à savoir les chrétiens, les juifs et les zoroastres. L'ensemble de ces minorités religieuses reconnues sont représentées au Parlement.

#### Quelle est plus précisément la situation des sunnites ?

Le 11 décembre 2016, lors d'une réunion du clergé sunnite avec





**Photo ci-dessus :**

Photographie de 1933 montrant les étudiantes d'une école bahá'í à Téhéran, qui sera fermée par décret gouvernemental l'année suivante. Cette communauté est considérée comme la plus persécutée en Iran, en particulier depuis l'avènement de la République islamique en 1979. (DR)

le président iranien Hassan Rohani, l'imam Molavi Abdolhamid (responsable de la prière du vendredi à Zahedan, dans la province orientale de Sistan-et-Baloutchistan) lui a fait part de trois demandes concernant les libertés religieuses, l'intégration professionnelle de l'élite sunnite et la construction d'une mosquée sunnite à Téhéran. L'imam Abdolhamid se plaignait du fait que l'élite sunnite n'était pas assez intégrée dans l'administration, y compris dans les régions à prédominance sunnite (2). Le gouvernement du président Rohani a alors adopté une attitude plus ouverte à l'égard des minorités sunnites, y compris les Kurdes sunnites dans la province occidentale du Kurdistan. Un exemple de ces gestes d'ouverture : en 2016, différents postes de haut rang tels que ceux d'ambassadeur d'Iran au Vietnam ou de vice-ministre du Pétrole, et un siège au Conseil présidentiel de l'Assemblée nationale ont été attribués à des sunnites kurdes.

**Y a-t-il des persécutions à l'encontre de certaines religions minoritaires ?**

Pour répondre à cette question, je reprendrai certains extraits de rapports officiels internationaux sur le statut des minorités en Iran. En raison de la diffusion planétaire de l'information et de la pression de la communauté internationale sur le régime iranien, celui-ci devra tôt ou tard passer par une politique des minorités autre que simplement sécuritaire.

Ainsi, dans son dernier rapport (2015/2016), Amnesty international a observé que « les membres des minorités ethniques et religieuses souffraient de discrimination généralisée, dans la loi et dans la pratique. » Les minorités religieuses les plus persécutées sont celles qui se veulent éclectiques en offrant des interprétations séculières et laïques de la théologie et de la charia classique, pierres angulaires du régime. Le rapport ajoute que « les membres de minorités religieuses – bahá'ís, soufis, yarsans (ou Gens de la vérité), musulmans convertis au christianisme, sunnites et musulmans chiites convertis au sunnisme, entre autres – ont continué d'être confrontés à la discrimination dans le domaine de l'emploi ainsi qu'à des restrictions dans l'accès à l'éducation et à la liberté de pratiquer leur foi ». Les gymnastiques judiciaires du régime démontrent les dilemmes internes

du système iranien et la nature politique de ces procès judiciaires. Toujours selon le rapport d'Amnesty International, « un tribunal révolutionnaire de Téhéran a déclaré Mohammad Ali Taheri coupable de "diffusion de la corruption sur terre" pour avoir fondé le groupe spirituel Erfan-e Halgheh, et l'a condamné à mort... ». Plus tard, « la Cour suprême a annulé sa condamnation pour "enquête insuffisante" et a renvoyé l'affaire devant le tribunal de première instance ».

Concernant les minorités ethniques, ce rapport constate que « les groupes ethniques défavorisés – Arabes ahwazis, Azéris, Baloutches, Kurdes et Turkmènes – se plaignaient toujours d'être victimes d'une discrimination systématique de la part des autorités gouvernementales, tout particulièrement en matière d'emploi, de logement, d'accès aux responsabilités politiques et d'exercice de leurs droits culturels, civils et politiques. Il leur était toujours interdit d'utiliser leur langue comme support d'enseignement dans les écoles primaires. Ceux qui réclamaient des droits culturels et linguistiques plus étendus risquaient d'être arrêtés, emprisonnés et, dans certains cas, condamnés à mort... »

Il faut toutefois remarquer que ce rapport d'Amnesty International souffre quand même d'un amalgame conceptuel en mettant la minorité kurde au même niveau que la minorité azérie ou en juxtaposant cette dernière à la minorité sunnite, ce qui amène à des conclusions un peu trop généralistes.

**Existe-t-il des divergences de position au sein de la classe politique et du gouvernement concernant le traitement des minorités religieuses ou ethniques dans le pays ?**

Lors de la campagne présidentielle de 2013, les candidats *modérés* et *réformistes* se sont distingués par l'accent mis sur les droits ethniques. Ils ont eux-mêmes été précédés sur la question par la gauche moderne, avec des personnes comme Mir Hossein Mousavi (un Azéri d'origine), qui lors de la campagne présidentielle de 2009 a mis pour la première fois en avant les droits des minorités.

Dans la récente charte des Droits des citoyens, mise en place le 19 décembre dernier par le président, Hassan Rohani insiste sur

**Photo ci-contre :**

Un juif d'Iran prie dans une synagogue de Shiraz. Depuis la révolution de 1979, les juifs d'Iran jouissent d'une liberté de culte et sont représentés au Parlement, mais demeurent exclus de nombreux métiers. Leur nombre s'est considérablement réduit, puisqu'il est passé d'un peu plus de 100 000 en 1979 à 25 000 aujourd'hui, essentiellement localisés à Téhéran, Ispahan et Shiraz. (© US Department of State)



le rejet de la discrimination sur des bases ethniques, religieuses ou sectaires. Il est toutefois surprenant de constater que dans les 22 sections de cette charte sur les droits et libertés civiles, aucune mention explicite n'est faite sur les libertés religieuses ou ethniques. La timidité des autorités iraniennes sur ce sujet se ressent également dans les propos d'Ali Yunesi, conseiller spécial du président Rohani pour les affaires ethniques et les minorités religieuses : il a récemment déclaré que les revendications des minorités sont toutes semblables et qu'elles n'ont donc en fait rien à voir avec l'ethnicité, mais tiennent plutôt aux lacunes socioéconomiques dont souffre l'ensemble du pays.

**Les Azéris constituent le deuxième groupe ethnique d'Iran, et habitent principalement les provinces du Nord-Ouest du pays. Depuis la révolution iranienne, le nationalisme azéri a connu des hauts et des bas, atteignant notamment un pic en 2006 après la publication d'une série de dessins jugés infâmants par cette communauté. Où se situe-t-elle aujourd'hui, a-t-elle des revendications particulières ?**

Les recherches académiques et rapports internationaux font souvent l'amalgame entre le statut des Azéris comme minorité et le fait que cela en fasse une communauté persécutée. Les Azéris sont techniquement une minorité, en raison de leur langue et de leur ethnicité, mais ils ne sont pas pour autant défavorisés. Comme nous le disions plus haut, ils sont intégrés dans la culture iranienne et présents au sein des plus hautes sphères du pouvoir politique, administratif, financier et scientifique. Le fait que le Guide suprême actuel, Ali Khamenei, soit d'origine azérie en est le parfait exemple.

**Les Kurdes constituent également une forte minorité, dont la langue et la culture sont reconnues, mais ne disposent pas d'une autonomie politique ni administrative. Comment l'Iran se positionne-t-il dans le dossier kurde ?**

La majorité des résidents des provinces du Kurdistan et Kermânchâh sont kurdes ; on en retrouve également dans d'autres provinces comme l'Ilam, l'Azerbaïdjan occidental et le Khorasan du Nord. En Iran, les Kurdes sont considérés comme un peuple millénaire formant l'une des premières ethnies iraniennes ayant colonisé le plateau. La langue kurde est un sous-groupe des langues indo-européennes et sa ressemblance avec la culture persane est plus grande en comparaison, par exemple, des langues et cultures arabe ou turque.

Actuellement, le régime iranien adopte une attitude que l'on pourrait qualifier de « tiède » à l'égard des droits kurdes. Téhéran se montre plutôt favorable à une assimilation graduelle des Kurdes, à mi-chemin entre la situation turque – où le refus d'autonomie opposé par Atatürk a fait des Kurdes des citoyens de seconde zone – et la situation irakienne – faite d'une décentralisation non contrôlée. Hossein Tavakoli, haute autorité administrative auprès de l'Organisation des Concours de l'Éducation nationale (un service du ministère des Sciences), a annoncé qu'il serait désormais possible pour les candidats aux études universitaires, dès cette année, de sélectionner la spécialité « langue et littérature kurdes » (et langue et littérature turques) comme sujet académique.

**Habitants majoritaires des provinces les plus pauvres d'Iran, les Baloutches appartiennent pour la plupart à une minorité sunnite systématiquement brimée sous le régime du Chah et qui espérait la mise en place d'un État fédéral dans la**

**nouvelle Constitution iranienne. Située à cheval sur l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan, leur région, étroitement surveillée par Téhéran en raison des risques terroristes, de la criminalité et des poussées séparatistes, est devenue l'une des principales autoroutes du trafic de drogue. L'horizon des Baloutches d'Iran semble aujourd'hui particulièrement opaque. Quelles sont leurs attentes et leurs perspectives ?**

L'exemple de l'imam Molavi Abdolhamid cité plus haut résume bien l'attitude d'une bonne partie de la population sunnite baloutche, qui souhaite coopérer avec le régime iranien chiite et s'oppose aux mouvements séparatistes islamistes armés. L'expérience d'Abdolmalek Righi, le leader du Jondollah – mouvement armé sunnite baloutche en étroite coopération (selon la propagande iranienne) avec Al-Qaïda et la mouvance sunnite violente en général – fut un échec. Ce dernier a organisé des attaques dans les régions frontalières en vue de déclencher une insurrection armée populaire, de type guérilla, aux méthodes kamikazes, en partenariat avec les baloutches sunnites du Pakistan. Il cherchait l'appui de certains groupes sunnites tels que les talibans ou d'autres, mais l'échec du Jondollah et la répression subséquente a tempéré, pour le moment, l'opposition baloutche. Cet échec a également accéléré l'effort de Téhéran à coopter l'élite locale pour, d'une part, légitimer l'opération de charme du président Hassan Rohani en vue des prochaines élections de mai 2017, et, d'autre part, appuyer la répression contre les réseaux armés qui profitent des divers trafics transfrontaliers (drogue, êtres humains) utilisant le plateau iranien comme point de transit vers l'Europe.

**Entretien réalisé par Thomas Delage le 23 janvier 2017**

**Notes**

- (1) Texte intégral en français : <http://www.imam-khomeini.com/web1/uploads/constitution.pdf>
- (2) La communauté sunnite iranienne est essentiellement présente dans les zones frontalières.



**Photo ci-dessous :** Chapelle Dzordzor appartenant aux ensembles monastiques arméniens d'Iran réunissant trois églises et classée au patrimoine mondial de l'UNESCO. Les chrétiens d'Iran sont l'une des plus anciennes communautés chrétiennes du Proche- et Moyen-Orient, et compteraient plusieurs centaines de milliers de personnes. Ils seraient soumis à deux statuts bien différents : d'une part les chaldéens et les arméniens – deux églises historiques dont les communautés ne se mélangent pas aux musulmans – représentés par trois députés au Parlement iranien, et d'autre part les chrétiens d'autres confessions, pour qui la situation est plus compliquée au quotidien. (© Afshin Iranpour)

